



République Démocratique du Congo
GOUVERNEMENT



IMPACTS SANITAIRES ET SOCIOECONOMIQUES DE LA COVID - 19

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
ANALYSE PROSPECTIVE ET ORIENTATIONS
DE LA RIPOSTE MULTISECTORIELLE

Kinshasa, mai 2020



Organisation
internationale
du Travail



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT



Au service
des peuples
et des nations

Préface



Les résultats des investigations menées par le Bureau d'études privé dénommé « CONGO CHALLENGE SC », présentée dans cette étude confirment la volonté du Gouvernement, d'abord de poser des diagnostics pertinents sur la situation socio-économique du pays en cette période d'incertitudes occasionnées par la survenance de la pandémie du CORONAVIRUS, et surtout d'engager les actions appropriées en vue de sortir la République Démocratique du Congo (RDC) de cette crise sanitaire.

Nul n'ignore que la survenance de la pandémie susmentionnée a mis à l'épreuve l'élan pris pour accélérer la marche vers l'émergence du pays à travers la mise en œuvre du Plan National Stratégique de Développement (PNSD), notamment par la prise de différentes mesures sanitaires et sécuritaires qui ont, quelque peu, occasionné le ralentissement de l'activité économique.

Il s'agit là d'un défi de plus, compte tenu de la l'évolution de la situation socioéconomique du pays qui a connu durant les cinq dernières années quelques contreperformances.

C'est ainsi que le « Comité de Politique Monétaire » a estimé que la propagation rapide du Covid-19 en RDC comme dans d'autres pays fragiles pourrait avoir plusieurs conséquences socioéconomiques néfastes.

Il s'avère malheureusement que les résultats de cette étude confirment cette tendance pessimiste de la situation socioéconomique de notre pays, du moins d'ici à fin 2020. Néanmoins, l'élément additionnel à mettre au crédit de l'étude est que les analyses faites décrivent aussi bien le diagnostic à travers la chaîne de transmission des effets liés à la pandémie, les projections ainsi que la voie de sortie de crise dans les domaines aussi divers que sont la santé, le social, l'économie et la gouvernance.

Cette approche ouvre la voie, au-delà de cette étude, à un meilleur approfondissement des réflexions par d'autres parties prenantes au processus de développement, chacun dans son domaine de prédilection, pour alimenter les outils mise en œuvre des actions et accélérer la marche du pays vers la sortie de crise.

Enfin, cette étude est le fruit des efforts des experts de CONGO CHALLENGE, ceux du Gouvernement, des membres de la société civile, des représentants de la société civile et des partenaires techniques et financiers qui n'ont ménagé aucun effort pour les mener à terme. Au nom du peuple Congolais tout entier, je voudrais saluer la qualité du travail abattu et présenter mes remerciements à tous ceux qui ont contribué à sa réalisation.

Sylvester ILUNGA ILUNKAMBA
Premier Ministre

Avant-propos



L'étude sur les impacts sanitaires et socio-économiques de la COVID-19 en République Démocratique du Congo examine l'évolution de la situation du pays à la suite de la prise des mesures sanitaires d'urgence, tout en se penchant sur les questions et les tendances émergentes, ainsi que sur les acteurs qui tracent les nouvelles lignes du développement au niveau national.

La présente étude estime que les changements intervenus, à la suite de la survenance de cette pandémie, exercent une influence politique et sécuritaire croissante sur le vécu quotidien du peuple congolais et aura certainement un impact significatif sur la trajectoire du développement du pays.

En ce qui concerne plus spécifiquement les différents circuits qui ont joué un rôle significatif dans la propagation des effets de cette pandémie, l'étude analyse les facteurs qui leur ont permis de servir de courroie de diffusion dans la chaîne de transmission des impacts. A cet égard, la présente étude apporte une contribution majeure à la réflexion sur les voies et moyens de sortie de crise en décryptant les moteurs spécifiques de la transformation de la crise et en fixant des orientations politiques futures susceptibles de soutenir la relance socioéconomique.

L'étude montre également que l'ampleur de la Covid-19 en termes de personnes infectées, sa vitesse de propagation et ses conséquences sur le plan économique et social, constitue une véritable préoccupation majeure pour la communauté internationale et les différents gouvernements nationaux, car ses effets socioéconomiques sont déjà perceptibles à travers le monde. Il est aussi démontré, dans cette étude, que les trois grands pôles de l'économie mondiale (à savoir les Etats-Unis d'Amérique, la Chine et l'Union Européenne) ont été touchés au premier trimestre 2020. Dans le même ordre d'idées, les perspectives de l'évolution économique mondiale prévoient une contagion généralisée des effets de la pandémie dans les autres régions du monde, dont l'Afrique et la République Démocratique du Congo, à cause notamment de leur forte dépendance économique et financière vis-à-vis de pôles économiques mondiaux susmentionnés.

L'étude montre aussi que les effets de la baisse des exportations (plus de 60%) de l'industrie extractive enregistrés en janvier et février derniers en RDC sont des signes précurseurs les plus probants de cette crise qui ne fait que s'annoncer. C'est pourquoi, elle insiste sur la nécessité de la prise des mesures de riposte nécessaires pour atténuer les effets néfastes de cette pandémie, en particulier en République Démocratique du Congo.

C'est pourquoi, elle insiste sur la nécessité de la prise des mesures de riposte nécessaires pour atténuer les effets néfastes de cette pandémie, en particulier en République Démocratique du Congo.

La présente étude estime également que les défis de sortie de crise, étant de plus en plus complexe et de nature pluridisciplinaire, il faut une action cordonnée essentielle pour affronter les questions les plus urgentes y afférentes ; qu'il s'agisse du renforcement du système sanitaire, de la protection sociale, ainsi que de la stabilisation macroéconomique, de la relance économique et de la gouvernance.

Etant donné que le débat sur les impacts socioéconomiques de la COVID-19 en RDC se poursuit, j'espère que cette étude sera lue par un plus grand nombre de personnes et que ses leçons donneront matière à réflexion sur ce contexte particulier. L'étude renouvelle ainsi notre compréhension de l'état actuel du développement de notre pays et démontre la nécessité d'élaborer un programme d'urgence pour déclencher une riposte rapide.

ses leçons donneront matière à réflexion sur ce contexte particulier. L'étude renouvelle ainsi notre compréhension de l'état actuel du développement de notre pays et démontre la nécessité d'élaborer un programme d'urgence pour déclencher une riposte rapide.

Je m'en voudrais de terminer ce propos sans terminer ma gratitude à l'endroit du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour son appui tant technique que financier pour la réalisation de la présente étude.

Je salue également la qualité du travail abattu par le bureau d'études privé dénommé « CONGO CHALLENGE, SC » à qui le Gouvernement a confié l'élaboration de cette étude.

Elysée MUNEMBWE TAMUKUMWE

Vice-Premier Ministre,



Mot des partenaires techniques et financiers

Au moment où l'Afrique s'apprêtait à célébrer une nouvelle année 2020 s'ouvrant vers une nouvelle décennie d'actions pour la réalisation des Objectifs de Développement Durable, notre planète venait de connaître vers fin décembre 2019 un choc sanitaire violent à coronavirus (COVID-19) qui a pris tout le monde par surprise. Face à la propagation vertigineuse de cette maladie à travers le monde, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) l'a déclarée, en date du 30 janvier 2020, urgence sanitaire de portée internationale, avant de la relever, le 11 mars suivant, au rang de pandémie mondiale. Contrairement à d'autres crises sanitaires de même nature, le choc du COVID-19 a entraîné à très court terme, des répercussions sociales, économiques et financières sans précédents à l'échelle mondiale en générale et des pays en particulier.

La République démocratique du Congo a été touchée par la pandémie à coronavirus en mars 2020. Grâce à la mobilisation du Gouvernement et de tous les acteurs nationaux et internationaux, ponctuée par une bonne mutualisation des efforts, cette pandémie demeure encore sous contrôle en RDC. Nous saluons à cet égard le leadership, l'engagement et la mobilisation du Gouvernement et des partenaires au développement impliqués dans la riposte sanitaire, conduite sous la supervision du Président de la République. Notre engagement à freiner la propagation de cette pandémie doit toutefois demeurer ferme et constante, car l'évolution de la pandémie est encore incertaine et imprévisible.

La réalisation de la présente étude d'impacts sanitaires et socioéconomiques du COVID-19 en République démocratique du Congo s'inscrit dans la dynamique de riposte du

Gouvernement congolais au Covid-19 et de la nécessité pour le pays de se doter d'évidences factuelles et empiriques essentielles pour organiser une riposte efficace et orienter les choix de politiques ciblées. Les résultats de l'étude sont à maints égards comparables à ceux relevés dans d'autres pays à économie faiblement diversifiée et tributaire des ressources naturelles. De toute évidence, le choc du covid-19 devrait provoquer en RDC une forte récession en 2020, avec des conséquences lourdes sur le revenu et le pouvoir d'achat des ménages, l'emploi, les inégalités sociales, et la soutenabilité financière des petites et moyennes entreprises et industries, ainsi que de petites unités de production informelle.

En dépit des signaux préoccupants qu'envoie le COVID-19 sur l'économie congolaise, nous restons persuadés que cette crise pourrait être une opportunité pour la RDC d'innover, de diversifier son économie, de réduire sa dépendance face aux importations de produits de première nécessité et d'intrants industriels et pharmaceutiques, et de réajuster sa politique économique et sociale, en la recentrant davantage sur la production intérieure et la valorisation des ressources naturelles.

Nous nous félicitons de ce que les principales conclusions de cette étude vont permettre au pays de structurer un Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des effets du COVID-19 (PMUAIC-19) en RDC. Nous encourageons le Gouvernement à bien calibrer les priorités et les cibles à atteindre par le Programme. En termes d'actions, les énergies du Gouvernement et des partenaires doivent être toutes orientées vers la gestion des contingences immédiates de la crise.

Les Partenaires au développement en RDC se réjouissent d'avoir été associés à la réalisation de cette étude. Aussi, restent-ils tous, comme à l'accoutumée, disposés à accompagner la RDC pour relever le défi de la mise en œuvre du PMUAIC-19. Dans cette perspective, ils restent tout aussi convaincus qu'avec un bon bouclage budgétaire, un cadre souple et adapté de pilotage du programme ainsi qu'un système de

suivi-évaluation pertinent, le programme atteindrait les résultats escomptés et permettrait au pays de revenir rapidement sur sa trajectoire de développement prévue dans le PNSD. Les partenaires s'emploieront à apporter une réponse rapide aux requêtes du Gouvernement pour gérer la crise en ayant recours à tous les instruments de coopération dont ils disposent.

**Banque Africaine
de Développement (BAD)**

M. Donatien KOUASSI
Responsable Pays a.i.



**Programme des Nations Unies pour
le Développement (PNUD)**

M. Dominic SAM
Représentant Résident



**Fonds des Nations Unies
pour l'Enfance (UNICEF)**

M. Edouard BEIGBEDER
Représentant Résident



**Entité des Nations Unies pour
l'Autonomisation des Femmes et
l'Egalité des Sexes (ONU-FEMMES)**

Mme Awa Ndiaye SECK
Représentante Résidente



**Organisation Internationale
du Travail (OIT)**

Mme Aminata MAIGA
Représentante Résidente



**Coordonnateur Résident des activités Opérationnelles du Système des Nations Unies en
République démocratique du Congo**

David McLachlan-Karr



Abréviations et sigles

- AS : Aires de Santé
- BAD : Banque Africaine de Développement
- BCC : Banque Centrale du Congo
- BIT : Bureau International de Travail
- CAID : Cellule d'Analyse des Indicateurs de Développement
- CDF : Franc Congolais
- CDR : Centrales de distribution régionale
- CEA : Commission Economique pour l'Afrique
- Covid-19 : Coronavirus Disease 2019
- CFM : Crise financière mondiale
- CPCOM : Comité permanent de cadrage macroéconomique
- CS : Centre de soin de Santé primaire
- DEP : Direction d'études et de la planification
- DGDA : Direction Générale de Douanes et Accises
- DGI : Direction Générale des Impôts
- DGRAD : Direction Générale des Recettes Administratives et Domaniales
- DEME : Direction des études macro-économiques
- E-QUIBB : Enquête à questionnaire unifié à indicateurs de base du bien-être
- FAO : Organisation des nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
- FMI : Fonds monétaire international
- HGR : Hôpital Général de Référence
- ICREDES : Institut Congolais de Recherche en Développement et Etudes Stratégiques
- IDE : Investissement direct étranger
- IDH : Indice de développement humain
- IFPRI : Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
- INRB : Institut national de recherche biomédicale
- INS : Institut national de la statistique
- IPC : Indice des prix à la consommation
- I-PPTE : Initiative en faveur des pays pauvres et très endettés
- IPR : Impôt sur le revenu professionnel
- MEGC : Modèle d'équilibre général calculable
- MICS : Enquête à indicateurs multiples
- MVE : Maladie à virus d'Ebola
- OCDE : Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
- ODD : Objectifs de développement durable
- OIT : Organisation internationale du Travail
- OMD : Objectifs du millénaire pour le développement
- OMS : Organisation mondiale de la santé
- ONU : Organisation des Nations Unies
- OMC : Organisation mondiale du commerce
- PAM : Programme alimentaire mondial
- PED : Pays en développement
- PIB : Produit intérieur brut
- PMA : Pays les moins avancés
- PME : Petites et moyennes entreprises
- PMI : Petites et moyennes industries
- PMUAIC-19 : Programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des impacts du Covid-19
- PNSD : Plan national stratégique de développement
- PNDS : Plan national de développement de la santé
- PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

- PTF : Partenaires techniques et financiers
- RDC : République Démocratique du Congo
- Régideso : Régie de distribution de l'Eau
- RSFZ : Revue Stratégique Faim Zéro
- RSI : Règlement Sanitaire International
- RVA : Régie des voies aériennes
- Sida : Syndrome d'Immunodéficience Acquise
- SMIG : Salaire minimum interprofessionnel garanti
- SNAME : Système national d'approvisionnement en médicaments essentiels
- SNCC : Société nationale des chemins de fer du Congo
- SNEL : Société nationale d'électricité
- SRAS : Syndrome Respiratoire Aigu Sévère
- TIC : Technologies de l'information et de la communication
- TVA : Taxe sur la valeur ajoutée
- Unicef : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
- UNIKIN : Université de Kinshasa
- USD : Dollar américain
- VBG : Violence basée sur le genre
- VIH : Virus de l'immunodéficience humaine
- VNI : Ventilation non invasive
- ZS : Zones de santé

Liste des tableaux

Tableau 1. Comptabilité des effets induits par le choc du Covid-19	49
Tableau 2. Réponses des politiques, en termes d'allocation budgétaire, dans quelques pays du monde	53
Tableau 3. Indicateurs de santé en RDC: 2000 - 2019	54
Tableau 4. Episodes de maladie a virus Ebola en RDC	55
Tableau 5. Principales causes de décès chez l'enfant en RDC: facteurs de risque et action	56
Tableau 6. Budget alloué aux secteurs de la santé: 2016 - 2019	56
Tableau 7. Répartition des respirateurs fonctionnels dans la ville de Kinshasa, mars 2020	60
Tableau 8. Structure des dépenses sanitaires novembre 2019 - mars 2020	64
Tableau 9. Effets du Covid-19 sur les indicateurs de santé en RDC: 2020	65
Tableau 10. Parts des secteurs d'activité dans le PIB: 2009 - 2019	67
Tableau 11. Croissance du PIB réel et inflation fin période, par sous-périodes	68
Tableau 12. Contribution sectorielles en points de croissance (2008 - 2018)	69
Tableau 13. Situation des finances publiques (en milliards de CDF, sauf indication contraire)	71
Tableau 14. Evolution des dépôts de l'Etat (en milliards de CDF)	72
Tableau 15. Classement des pays dans le secteur touristique en 2019	81
Tableau 16. Effets du Covid-19 sur la croissance 2020	83
Tableau 17. Recettes des régies financières: 2015 - 2019 (milliards de CDF)	86
Tableau 18. Effets du Covid-19 sur les finances publiques en 2020	87
Tableau 19. Secteur extérieur (en % du PIB)	88
Tableau 20. Prévisions des effets du Covid-19 sur le compte courant 2020	88
Tableau 21. Indicateurs macroéconomiques et financiers : 2016 - 2019	90
Tableau 22. Quelques indicateurs sociaux en RDC: 2000 - 2019	92
Tableau 23. Apport en calories, protéines et glucides en RDC	93
Tableau 24. Prix de la farine de maïs au Katanga/marche de Lubumbashi : aout - sept 2019	93
Tableau 25. Indice d'inégalité de genre en RDC : 2014 - 2019	94
Tableau 26. Effets potentiels de la crise du Covid-19 sur les menages	95
Tableau 27. Prix moyens nationaux de quelques denrees alimentaires : avril 2020	98

Liste des graphiques

Figure 1. Taux mondial de létalité lors des principales épidémies de virus des 50 dernières années (en %)	29
Figure 2. Evolution du Covid-19 en Chine	29
Figure 3. Nombre des cas contaminés par le Covid-19 confirmés, 31 janvier 2020	30
Figure 4. Taux de mortalité du Covid-19 en Chine au 11 février 2020, par sexe (en %)	30
Figure 5. Taux de mortalité du nouveau Covid-19 en Chine au 11 février 2020, par groupe d'âge (en %)	30
Figure 6. Trajectoire du nombre des cas contaminés selon les pays	31
Figure 7. Représentation simplifiée de la propagation du Covid-19 avant le 10 février 2020	31
Figure 8. Représentation simplifiée de la propagation du Covid-19 au 30 avril 2020	32
Figure 9. Nombre d'infections et décès dans quelques pays d'Afrique: 31 mars - 30 avril 2020	32
Figure 10. Exposition de l'Afrique aux contacts internationaux	34
Figure 11. Efficacité du système sanitaire en Afrique	35
Figure 12. Densité des zones urbaines en Afrique	35
Figure 13. Population totale dans les zones urbaines en Afrique	36
Figure 14. Ages de la population en Afrique	36
Figure 15. Transparence dans la gouvernance en Afrique	37
Figure 16. Ampleur des conflits en Afrique	37
Figure 17. Flux de la population en Afrique	38
Figure 18. Relation entre l'exposition aux contacts internationaux, la taille de la population urbaine et solidité du secteur de la sante aux cas rapportes au Covid-19	38
Figure 19. Infections, guérisons et taux de létalité au Covid-19 dans quelques pays avancés : 30 avril 2020	39
Figure 20. Situation du Covid-19 dans le monde et en Afrique au 30 avril 2020	40
Figure 21. Nombre des cas contaminés, décédés et guéris en Afrique le 30 avril 2020	40
Figure 22. Indice d'activité dans le secteur industriel	41
Figure 23. Indice d'activité dans le secteur des services	41
Figure 24. Prévisions de croissance économiques dans le monde: 2020 - 2021	42
Figure 25. Révision des prévisions de croissance en 2020 suite à l'apparition du Covid-19 (en %)	42
Figure 26. Révision des prévisions de croissance en 2021 suite à l'apparition du Covid-19 (en %)	42
Figure 27. Evolution des prévisions de croissance dans quelques pays africains avant et après le Covid-19	43
Figure 28. Courbe épidémiologique lors d'une pandémie	45
Figure 29. La Corée du Sud est le pays qui a le mieux réussi à aplatir la courbe	46
Figure 30. Répartition des effectifs du personnel de sante par province	51
Figure 31. Répartition des médecins par entités/province	51
Figure 32. Evolution des contaminations au Covid-19 en RDC : 10 mars - 30 avril 2020	54
Figure 33. Répartition du Covid-19 en RDC : 31 mars - 25 avril 2020	54
Figure 34. Situation de la pandémie en Afrique et en RDC au 24 avril 2020	55
Figure 35. Situation de la pandémie en Afrique et en RDC au 30 avril 2020	55
Figure 36. Evolution du taux de croissance du PIB réel, RDC (en %)	58
Figure 37. Evolution des cours de principaux produits d'exportation, 2008 - 2019	61
Figure 38. Solde budgétaire 2007-2019 (en milliards de CDF)*	62
Figure 39. Réserves de change et taux de change : 2007 – 2019	63
Figure 40. Structure des exportations en RDC : 2015 – 2019 (en % du total des exportations)	64
Figure 41. Structure des importations en RDC : 2015 – 2019(en % du total des importations)	64

Figure 42. Effets du Covid-19 sur l'économie congolaise en passant par la Chine	66
Figure 43. Canaux de transmission des effets du Covid-19 sur l'économie congolaise	67
Figure 44. Effets d'entraînement d'un choc sur le secteur minier	68
Figure 45. Taux de croissance, taux d'investissement et indice de confiance : 2015 - 2019	73
Figure 46. Evolution des indicateurs macroéconomiques de déc. 2019 à mars 2020	75
Figure 47. Structure des recettes publiques en 2019	76
Figure 48. Situation cumulée des finances publiques : septembre 2019 – mars 2020	77
Figure 49. Inflation: 2012 - 2020 (impact du Covid-19)	79
Figure 50. Profil du taux de change moyen (impact du Covid-19)	79
Figure 51. Effets du Covid-19 sur le bien-être des ménages et des enfants	84
Figure 52. Principaux effets potentiels de la crise du Covid-19 sur le cadre de vie des enfants	86
Figure 53. Effets du Covid-19 sur les ménages moyens (cercle à gauche) et pauvres (à droite) à Kinshasa	90
Figure 54. Courbe épidémiologique de la pandémie de Covid-19 en RDCongo	109

Table des matières

Préface	2
Avant-propos	3
Mot des partenaires techniques et financiers	5
Abréviations et sigles	7
Liste des tableaux	9
Liste des graphiques	10
Table des matières	12
Résumé exécutif	14
Executive Summary	20
0. Introduction	20
0.1. Contexte de l'étude	20
0.2. Objectif de l'étude	22
0.3. Méthodologie retenue	23
0.4. Déroulement de l'étude	26
1. Origines, propagation et effets du Covid-19 dans le monde	27
1.1. Origines de la pandémie	27
1.1.1. L'éclosion : Une pneumonie d'origine inconnue	27
1.1.2. L'épidémie: La Chine en quarantaine	27
1.2. Propagation de la pandémie dans le monde	29
1.2.1. Expansion, absence de remède, population non immunisée	29
1.2.2. Sentier d'expansion de la maladie à Covid-19 et risques en Afrique	30
1.3. Conséquences de la propagation à l'échelle mondiale et en Afrique	38
1.3.1. Le système de santé mondial à l'épreuve du Covid-19	38
1.3.2. Les fondamentaux de l'économie mondiale secoués	39
1.3.3. Comptabilité des effets induits par le choc du Covid-19	42
1.4. Anatomie des mesures prises à l'échelle internationale	44
1.4.1. Sur le plan sanitaire	44
1.4.2. Sur le plan économique	45
2. Impacts actuels et effets probables du Covid-19 en RDC	46
2.1. Impacts sur le plan sanitaire	46
2.1.1. Regards sur la situation sanitaire de la RDC	46
2.1.2. Début de la pandémie et propagation du Covid-19 en RDC	52
2.1.3. Effets actuels et probables sur la situation sanitaire du pays	54
2.2. Impacts sur le plan économique	56
2.2.1. Structure, évolution et vulnérabilité de l'économie	56
2.2.2. Chaîne et mécanismes de transmission des impacts du Covid-19	64

2.2.3. Effets actuels et probables de la pandémie du Covid-19 sur l'économie	68
2.2.3.1. Effets actuels et probables sur l'activité et la croissance	68
2.2.3.2. Effets actuels et probables sur les comptes macroéconomiques	75
2.2.3.3. Effets actuels et probables sur le secteur privé et le secteur financier	80
2.3. Impacts sur le bien-être social	80
2.3.1. Regards sur le contexte social et le développement humain en RDC	81
2.3.2. Mécanismes de transmission des effets du Covid-19 sur le bien-être	84
2.3.3. Impacts de la pandémie du Covid-19 sur le bien-être social en RDC	86
2.3.3.1. Effets sur l'emploi et le pouvoir d'achat des ménages	86
2.3.3.2. Effets sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle	87
2.3.3.3. Effets sur le processus d'accumulation du capital humain	91
2.3.3.4. Effets sur l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes	92
2.3.3.5. Effets sur l'environnement et le cadre de vie	92
3. Principaux défis, nécessité d'un programme d'urgence et perspectives	93
3.1. Principaux défis à relever	93
3.2. Nécessité du programme d'urgence	95
4. Covid-19 : Implications des politiques économiques et sociales et nécessité de revisiter le PNSD	97
4.1. La Covid-19 et la pauvreté	97
4.2. La Covid-19 et les ménages	97
4.2.1. Sur le plan de la santé de ménages	97
4.2.2. Sur le plan de leur situation socioéconomique	98
4.3. Covid-19 et pistes de politiques	98
4.4. Recentrage du PNSD avec élaboration et harmonisation de ses outils opérationnels	99
4.4.1. Le contexte	99
4.4.2. Les conséquences (rappel)	100
4.4.3. Les propositions	103
4.4.4. Les études requises pour recentrer durablement le PNSD	104
5. Conclusion et perspectives	106
6. Bibliographie	114
7. Annexes	116
1. TABLEAU DES RESULTATS : SCENARIO CATASTROPHE	116
2. TABLEAU DES RESULTATS : SCENARIO MODERE	117
3. TABLEAU DES RESULTATS : SCENARIO OPTIMISTE	118
4. TABLEAU DE SCENARIO PLAIDOYER	119
5. TABLEAU DE L'EVOLUTION DE PRINCIPAUX INDICATEURS RDC-FMI	120

Résumé exécutif

1. Contours de l'étude

Le monde fait face à une crise sanitaire sans commune mesure que l'on pourrait qualifier de guerre contre un invisible. Lorsqu'au mois de décembre 2019, dans la ville de Wuhan (Chine), apparaît l'épidémie à coronavirus (Covid-19), d'aucuns ont cru à une maladie transitoire dont les effets seraient locaux. Mais de par sa vitesse de propagation, le 30 janvier 2020, l'OMS a déclaré le Covid-19 comme une urgence sanitaire de portée internationale et depuis le 11 mars, après avoir dépassé 120 000 cas diagnostiqués dans 110 pays et territoires à travers le monde, le Covid-19 a été relevé au rang de pandémie mondiale.

Les effets du Covid-19 sur l'économie globale sont déjà très perceptibles, bien que certains économistes estiment qu'ils pourraient être temporaires et réversibles. Dans tous les cas, le Covid-19 a touché continûment les trois grands pôles économiques mondiaux au cours du premier trimestre 2020, à savoir la Chine (16 % du PIB mondial et près de 30 % de la production industrielle globale), l'Europe (22 % du PIB mondial), et les Etats-Unis (24 % du PIB mondial). Selon les estimations, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et du FMI, l'année 2020 se soldera avec une croissance négative.

Les autres pays et régions du monde (Afrique, Amérique latine et Asie) seraient sensiblement affectés par la pandémie du Covid-19 en raison de leur forte dépendance commerciale et financière vis-à-vis de la Chine, de l'Europe et des Etats-Unis. Au premier trimestre 2020, on a observé une baisse importante de la demande mondiale des hydrocarbures (-20 % de consommation), des matières premières (-30 % de la demande de cuivre, nickel et cobalt) et des produits de base (-25 % pour le soja et -28 % pour le blé), qui a affecté les cours mondiaux des matières premières et pesé sur les comptes macroéconomiques des pays en développement (PED).

S'agissant particulièrement de l'Afrique, son économie devra être sérieusement affectée par la pandémie du Covid-19. La CEA estime qu'elle pourrait être de -3,2 %, selon la durée et l'étendue de la pandémie. La Banque mondiale note que la crise va accroître dans plusieurs pays africains l'insécurité alimentaire, surtout dans des pays où une dépréciation monétaire se combine à une augmentation des prix des denrées. La contraction de la production agricole pourrait aller de 2,6 % à 7 %. Les importations alimentaires baisseront de 13 à 25 % en raison des coûts de transaction élevés et une demande intérieure réduite.

Avec son économie extravertie, tributaire du secteur minier, et fortement dépendante des intrants et des produits de première nécessité et des denrées de base importés, la RDC devrait voir sa croissance économique baisser sensiblement et ses comptes macroéconomiques se détériorer en profondeur en 2020 si une riposte d'envergure n'est pas envisagée. Le secteur extractif qui constitue le principal levier de sa croissance participe à plus ou moins 30 % dans ses recettes budgétaires. S'agissant des recettes douanières et d'assises sur le commerce extérieur du pays, elles participent à près de 40 % dans le budget en recettes.

L'objectif général de l'étude a été d'évaluer les impacts globaux et sectoriels de la pandémie du Covid-19 sur la société congolaise en passant par l'identification des mécanismes et des canaux de transmission des effets de ce choc sanitaire en vue de permettre au pays de formuler un programme multisectoriel d'urgence susceptible d'en atténuer les impacts sur les conditions de vies des populations congolaises, en particulier des populations vulnérables, des enfants, des jeunes et des femmes. Il a s'agit aussi d'appuyer le processus de formulation dudit programme d'urgence avec son plan d'actions budgétisé.

La RDC est l'un des pays africains pouvant être le plus secoué par les effets du Covid-19. En effet, sur huit facteurs de risque, six pèsent sur elle et sur ses perspectives de développement, à savoir l'exposition aux contacts internationaux, l'efficacité du système de santé, la population totale dans les zones urbaines, la transparence dans la gouvernance politico-administrative, l'ampleur des conflits armés et des problèmes sécuritaires, et l'importance des déplacements de la population sur le territoire national. La riposte du gouvernement au Covid-19 devrait en tenir compte pour cause de pertinence et d'efficacité dans l'action.

L'analyse a été menée en partant de trois scénarios : (i) hypothèse optimiste (l'expansion du Covid-19 est limitée à quelques provinces et le pays s'appuie sur son expertise dans la lutte contre l'Ebola pour circonscrire le Covid-19) ; (ii) hypothèse médiane (l'expansion du Covid-19 dans le pays se généralise, mais ne paralyse que partiellement les activités économiques, et le système sanitaire parvient à contenir dans un délai acceptable, le flux des malades) ; (iii) hypothèse pessimiste (l'expansion du Covid-19 est généralisée, toutes les provinces sont touchées, le confinement est total, l'économie nationale est totalement paralysée, et le système sanitaire national est mis à rude épreuve).

2. Impacts actuels et effets probables du Covid-19 en RDC

2.1. Impacts actuels et probables sur la situation sanitaire du pays

Le système de santé de la RDC se trouve déjà aux prises avec une surcharge de travail à cause de l'épidémie d'Ebola, de la rougeole et celle du choléra ainsi que d'autres maladies endémiques comme le paludisme et n'est probablement pas à même de faire totalement face aux exigences et méfaits du Covid-19. Les services de l'OMS appuient toutefois avec le corps médical pour assurer une riposte acceptable. Les mesures préventives prises par le gouvernement devraient être strictement appliquées mais avec un bon ciblage des actions de terrain, notamment par une mise en quarantaine des contaminés et un suivi des personnes à risque.

En raison de la porosité des frontières du pays, de la taille de la population dans les zones urbaines, des déplacements internes de la population, des moyens financiers et matériels limités de l'Etat aussi bien au niveau du pouvoir central que des gouvernements provinciaux, et des poches résiduelles d'insécurité dans la partie Est du pays, il sera difficile de garantir

des interventions sanitaires préventives et curatives efficaces dans la quasi-totalité des localités de la république si la propagation se généralise. Il appert donc des facteurs de risque supplémentaires qui devraient compliquer à coup sûr la riposte à la pandémie du Covid-19 dans le pays.

En tant que choc d'origine sanitaire, toutes choses restant égales par ailleurs, le Covid-19 devrait porter atteinte aux indicateurs de santé publique en RDC, notamment le taux de morbidité et le taux de mortalité. Si la pandémie se propage dans tout le pays et persiste, il serait possible de voir l'espérance de vie à la naissance baisser. Le choc devrait donc agir négativement sur l'indice de développement humain de manière directe et indirecte, directe car l'état de santé est pris en compte dans le calcul de l'IDH et indirecte car le choc sanitaire ne peut qu'impacter négativement sur l'éducation, sur l'emploi et la productivité de l'économie.

2.2. Impacts économiques et financiers

En raison de la survenue de la pandémie du Covid-19 et de sa propagation dans le monde, on devrait s'attendre à un ralentissement de la croissance économique si pas une baisse significative de l'activité économique, un resserrement sensible de l'espace budgétaire de l'Etat, une dégradation importante des comptes extérieurs (compte courant et compte capital consolidé), une baisse des financements extérieurs (investissements directs étrangers (IDE), aide publique au développement, ...)

, une perturbation des échanges commerciaux, une fragilisation de la stabilité externe et financière et un risque de montée des tensions inflationnistes.

Compte tenu de la forte élasticité de l'offre congolaise de minerais par rapport aux cours mondiaux des matières premières et aux perspectives de croissance économique de la Chine, premier partenaire commercial de la RDC, avec l'arrêt de la production des entreprises minières Boss mining et Mutanda mining en 2019 (deux des quatre principaux acteurs du secteur), on devrait s'attendre à fin 2020, à un repli de l'activité minière en RDC de près de 20,6 %. Ceci devrait déboucher sur une baisse de l'activité économique dans les autres segments de l'économie nationale et un ralentissement majeur de la croissance.

Le secteur des transports a connu, au 1^{er} trimestre 2020, un repli et devrait voir la situation se détériorer davantage sur le reste de l'année à cause du Covid-19. Avec la réduction de ses vols de près de 80 %, la compagnie aérienne nationale Congo Airways va encourir un manque à gagner de 40 millions USD. Avec la baisse des vols, la Régie des voies aériennes a connu un manque à gagner de 23,1 millions USD de mars à avril. Les mesures de restriction de la mobilité et de limitation des passagers dans les bus et taxis ont rongé les recettes journalières de Transco de 90 %. De mars à avril, la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) a fait un manque à gagner de 3,3 millions.

Les mesures d'isolement ou de confinement ont eu des incidences négatives sur le chiffre d'affaire de près de 97 % des entreprises évoluant dans le secteur de la construction. Leurs chiffres d'affaires seront impactés négativement de près de 20 %. Pour certains projets, les soumissions ont été reportées. Contrairement aux autres branches, le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) a vu son volume d'activité augmenté au cours du premier trimestre 2020 comme l'ont renseigné pratiquement tous les opérateurs privés du secteur, aussi bien les opérateurs des télécommunications que les fournisseurs de connexion internet.

Pour bien calibrer les mesures à prendre, trois scénarios sur le profil de croissance ont été envisagés : le scénario optimiste peu probable (0,5 %) ; le scénario modéré plus probable (-1,5 %) ; et le scénario catastrophique à éviter (-3,4 %). Si l'on tient compte des appuis des partenaires, on considère un quatrième scénario dit plaidoyer (-1,91%). L'inflation se situerait, à fin décembre 2020, entre 8,5% et 44,6 % (contre 4,58 % en 2019) et devrait s'accompagner d'une dépréciation de la monnaie nationale avec un taux de change variant entre 1780 CDF le dollar américain et 2170,6 CDF pour 1 dollar américain contre 1705 CDF une année auparavant.

Pour les finances publiques, les recettes publiques fluctueraient entre 9 et 7,2% (contre 10,4 % en 2019) du PIB à la fin 2020, contre des dépenses représentant 11,9 à 12,4% du PIB, soit un solde public déficitaire allant de 1,9 à 5,3% du PIB. La position extérieure sera aussi impactée avec un amenuisement des recettes en devises, une baisse des IDE et une détérioration du solde commercial. En effet, les exportations devraient baisser suite au repli de la production dans le secteur minier et des hydrocarbures, consécutivement à la baisse de la demande mondiale et à la diminution des cours. Cette baisse induirait un fléchissement des recettes en devises et de la couverture des importations.

En plus des effets du repli de l'activité des industries extractives sur les recettes publiques, il faut aussi compter les effets des contreperformances d'autres branches d'activité et des décisions de fermeture momentanée de certaines activités. Un manque à gagner de 12.360,52 millions de CDF serait occasionné par la fermeture des bars, restaurants et terrasses. La limitation des flux de personnes et de biens à l'international aura aussi une grande incidence sur les recettes publiques, notamment celles découlant des secteurs transports et tourisme, y compris celles après-vente des visas et les taxes administratives perçues lors des sorties du pays estimées à 31 millions USD par an.

En réduisant les taux d'intérêt réels, la hausse de l'inflation pèsera sur la capacité du système à collecter et distribuer l'épargne. Les opérations de change devraient aussi être négativement impactées car non seulement le volume des transactions avec l'étranger va baisser mais la quantité de devises rapatriées aura aussi à diminuer. Le repli de la croissance, la détérioration du cadre macroéconomique et le resserrement des débouchés pourraient par ailleurs réduire le crédit à l'économie et des dépôts bancaires en 2020, et les profits nets des institutions financières. Le taux de liquidité pourrait aussi être mis-en mal par le recul de la croissance, la baisse des flux financiers internationaux et la baisse des transferts d'argent chiffrés à 1,4 milliard USD en 2018.

2.3. Impacts sur le bien-être social

Les contreperformances affichées par l'économie au premier trimestre 2020 et qui se renforceront probablement durant le reste de l'année devront entraîner une détérioration généralisée des conditions de vie de la population, notamment à travers la destruction des emplois aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur informel, la baisse des revenus, l'accès difficile à l'alimentation, à l'éducation et aux soins de santé, la détérioration du cadre de vie, et le renforcement des inégalités, y compris les inégalités dues au genre. Les mesures de lutte contre le Covid-19 jouent aussi négativement sur le processus d'accumulation du capital humain et sur le bien-être social.

S'agissant de la situation de l'emploi, elle devrait fortement se détériorer. C'est du reste ce qui ressort des simulations du BIT et de la DEME/Plan (2020) qui indiquent que les baisses attendues des cours des matières premières, des importations et des exportations, et de l'approvisionnement en facteurs de production, seront de nature à occasionner une baisse de la rémunération moyenne du travail formel, mais aussi du travail informel. Les changements des paramètres macroéconomiques entraîneront une baisse des valeurs ajoutées des branches de production et un effet réducteur du volume d'emplois de près de 30 %.

Les restrictions de mouvement imposées pourraient s'empirer en cas d'infection à grande échelle et affecter la population de manière générale et surtout les catégories plus vulnérables. En milieu rural les petits exploitants agricoles et la main d'œuvre agricole seraient les plus affectés, tant ils ne seraient plus en mesure de mener leurs activités de subsistance. En milieu urbain où il y a une forte dépendance aux marchés comme principale source de nourriture, l'arrêt des activités économiques, sources de revenus réduirait sensiblement l'accès d'un grand nombre de ménages à la nourriture, surtout parmi la couche la plus pauvre de la société.

Par conséquent, au plan alimentaire et nutritionnel, il y a beaucoup à craindre notamment du fait d'un ralentissement important de l'activité agricole, du resserrement des capacités des opérateurs économiques à importer, d'une mobilité réduite des personnes et des biens, et d'une baisse de l'offre alimentaire pour des niveaux de prix devant croître considérablement au fil des jours ou des semaines (inflation projetée à 14,1 % à fin 2020 contre une prévision initiale de moins de 7 %). Ainsi, on pourrait assister à une plus forte détérioration d'une situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle déjà précaire.

Les déficits encéréales et tubercules pourraient augmenter entraînant des flambées des prix et des problèmes de sécurité ; le nombre des pauvres pourrait augmenter, augmentant par ce fait le nombre des personnes qui ont des difficultés d'accès à une nourriture équilibrée,

surtout en milieu urbain. Le pourcentage des ménages qui ont une consommation alimentaire pauvre et limitée pourrait augmenter sensiblement, entraînant une augmentation du taux de malnutrition aiguë, estimé à 6,5 %. La crise combinée aux effets des mesures d'isolement devrait réduire le nombre de repas par jour au sein des ménages et accroître la vulnérabilité des enfants.

La menace de propagation de la pandémie du Covid-19 dans le pays ne pourrait qu'avoir une incidence négative sur le secteur éducatif et cela, à différents niveaux. En effet, le risque élevé de contamination devrait perturber le bon déroulement des activités scolaires et académiques. Du reste, depuis le 19 mars 2020, le gouvernement congolais a pris la décision de fermer momentanément, soit pour une durée de 4 semaines, les portes de toutes les écoles et universités du pays, la mesure pouvant être prolongée selon le niveau de la prévalence ou le rythme de propagation du Covid-19. La fermeture prolongée des écoles aura un impact négatif en termes de perte en éducation et retard dans les programmes, mais aussi le droit des enfants à une alimentation adéquate (PAM, Unicef, FAO, 2020).

Au regard de l'espace budgétaire limité de l'Etat et des coûts requis pour une riposte efficace, les efforts de lutte contre la propagation de la pandémie du Covid-19 et de la prise en charge médicale des personnes infectées devraient évincer d'autres postes de dépenses de l'Etat, notamment les dépenses éducatives alors que le gouvernement s'est engagé à assurer la gratuité de l'éducation de base et réaliser d'importants investissements en infrastructures scolaires. La vision exprimée par le gouvernement pourrait ainsi être mise en mal faute de moyens financiers conséquents.

La perte moyenne due aux inégalités est de 31,1 % pour les pays à IDH faible, et de 30,5 % pour l'Afrique subsaharienne. Le coefficient d'inégalité humaine pour la RDC est égal à 30,9 % (PNUD, 2019). Au regard des effets anticipés de la crise du Covid-19 sur l'économie, le marché du travail et les conditions de vie de la population, on devrait s'attendre à une détérioration du coefficient d'inégalité humaine.

S'agissant de l'indice d'inégalité du genre (IIG), en 2018, il s'est chiffré à 0,655 en RDC, ce qui place cette dernière au 156ème rang sur 162 pays dans le classement mondial. De 2018 à 2019, le poids des femmes dans le parlement (les deux chambres prises ensemble) est passé de 8,2 % à 14,3 %, soit un accroissement de 6,1 points. Par ailleurs, 36,7 % des femmes adultes ont suivi au moins des études secondaires, contre 65,8 % des hommes en 20018 – 2019. Sur 100,000 naissances vivantes, 693 femmes décèdent de causes liées à la grossesse ; le taux de natalité parmi les adolescentes est de 124.2 naissances pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans. Le taux d'activité féminine est de 60,8 %, contre un taux d'activité masculine de 66,5 %. A fin 2020, on devrait s'attendre également à une détérioration de l'IIG à cause du resserrement du marché de l'emploi et de la diminution des opportunités de travail pour les personnes vulnérables, généralement les jeunes et les femmes.

3. Conclusion et perspectives

Bien qu'il ne soit pas possible de quantifier avec exactitude les divers impacts du Covid-19 sur la vie nationale, certaines indications claires se dégagent et permettent aux décideurs de prendre des dispositions nécessaires pour atténuer ou protéger les populations. En guise de solidarité, encourager les provinces à poursuivre une lutte volontariste, il sied d'encourager la poursuite des activités économiques dans les zones non touchées pour suppléer aux déficits causés par la pandémie dans les zones touchées.

Dans le but de poursuivre la formalisation de l'économie, encourager les opérateurs économiques d'appartenir à une organisation patronale reconnue en RDC en vue de lutter contre la fraude fiscale et endiguer le secteur informel qui constitue un casse-tête pour le Gouvernement face à la pandémie du Covid-19.

Appuyer les provinces dans la formulation et la mise en œuvre des mesures provinciales d'urgence qui tiennent compte de leurs spécificités selon les besoins qui seront exprimés et le niveau de propagation provinciale du Covid-19.

Appuyer les solutions locales innovantes susceptibles de contribuer à la riposte au Covid-19 ainsi qu'à la promotion de l'entrepreneuriat local dans divers domaines d'activités y compris la recherche scientifique. Le gouvernement devrait éviter à tout prix des politiques d'austérité qui vont contracter l'investissement, l'activité économique et l'emploi. Il faudra donc des politiques d'incitations de la demande : appuis aux salariés dans les secteurs stratégiques comme l'éducation aussi bien dans les écoles publiques que privées, le secteur informel, appui aux petits métiers, etc.

Le gouvernement devrait adapter ses stratégies de confinement/deconfinement aux réalités locales, notamment en tenant compte des contraintes de promiscuité dans les quartiers périphériques et pauvres, peuplés principalement des jeunes dont la mobilité est très élevée. Sinon, les troubles sociaux sont inévitables dans une économie dominée par la lutte pour la survie quotidienne.

En outre, au vu des développements récents de la situation sociale et des implications du confinement sur les activités économiques, le Gouvernement est contraint de trouver de solutions politiques, à défaut des solutions économiques - à la masse des travailleurs du secteur informel, une véritable bombe sociale à retardement.

Au vu des effets actuels et futurs du Covid-19 sur la santé, l'économie et le bien-être social, la trajectoire de référence de la croissance et les modalités d'atteinte des différents stades du développement fixés dans le PNSD et par les ODD devront être repensées en fonction du contexte économique-financier actuel du monde. Des études spécifiques devraient être menées pour apporter des indications sur certains défis et enjeux, voire sur des nouvelles approches de développement et de résilience sociétale. Le recentrage du PNSD devrait être envisagé avec l'élaboration de ses outils opérationnels, notamment le Plan d'aménagement intégré du territoire national, le Programme de diversification de l'économie et Plan directeur intégré des transports, lesquels intégreraient les leçons apprises de la survenue du Covid-19.



Executive Summary

1. Outline of the Study

The world is facing an unprecedented health crisis that could be described as a war against the invisible. When the coronavirus (Covid-19) epidemic broke out in the city of Wuhan (China) in December 2019, some people thought it was a transitory disease with local effects. But, because of how quickly it spread, on 30 January 2020, the World Health Organization (WHO) declared Covid-19 to be a health emergency of international concern. And, since 11 March, after more than 120,000 cases diagnosed in 110 countries and territories around the world, Covid-19 has been elevated to the rank of a global pandemic.

The effects of Covid-19 on the global economy are already very noticeable, although some economists believe that they could be temporary and reversible. In any case, Covid-19 has continuously affected the three major world economic poles during the first quarter of 2020, namely China (16% of world GDP and almost 30% of global industrial production), Europe (22% of world GDP), and the United States (24% of world GDP). According to estimates by the World Bank, the African Development Bank and the International Monetary Fund, the year 2020 will end in negative global growth.

Other countries and regions of the world (Africa, Latin America, and Asia) would be significantly affected by the Covid-19 pandemic because of their strong commercial and financial dependence on China, Europe, and the United States. In the first quarter of 2020, there was a significant drop in global demand for hydrocarbons (-20% consumption), raw materials (-30% demand for copper, nickel and cobalt) and commodities (-25% for soybeans and -28% for wheat), which affected world commodity prices and weighed on the macroeconomic accounts of developing countries (DCs).

With particular reference to Africa, its economy could be seriously affected by the Covid-19 pandemic. The Economic

Commission for Africa (ECA) estimates that the continent could experience a -3.2 per cent decline in economic growth, depending on the duration and extent of the pandemic. The World Bank notes that the crisis will increase food insecurity in several African countries, especially in countries where currency depreciation is combined with rising food prices. The contraction in agricultural production could range from 2.6 per cent to 7 per cent. Food imports will decline by 13 to 25 per cent due to high transaction costs and reduced domestic demand.

With an outward-looking economy, dependent on the mining sector and heavily reliant on imported inputs, staples and commodities, the DRC is expected to see a significant decline in economic growth and a significant deterioration in its macroeconomic accounts in 2020 if a major response is not envisaged. The extractive sector, which is the main driver of growth, accounts for around 30% of budget revenues. Customs and excise revenues from the country's foreign trade account for almost 40% of the revenue budget.

The general objective of the study was to assess the global and sectoral impacts of the Covid-19 pandemic on Congolese society, including the identification of the mechanisms and channels of transmission of this health shock's effects in order to enable the country to formulate a multisectoral emergency programme likely to mitigate the impacts on the Congolese population's living conditions, particularly vulnerable populations, children, young people and women. The study also aims to support the process of formulating the emergency programme with its budgeted action plan.

The Democratic Republic of the Congo (DRC) is one of the African countries likely to be most affected by the effects of Covid-19. Actually, out of eight risk factors, six weigh on the country and its development prospects, namely exposure to international contacts;

efficiency of the health system; total population in urban areas; transparency in political-administrative governance; scale of armed conflict and security problems; and extent of population displacement on the national territory. The Government's response to Covid-19 should take this into account for the sake of relevance and effectiveness in action.

The analysis was conducted using three scenarios: (i) optimistic hypothesis (the expansion of Covid-19 is limited to a few provinces and the country relies on its expertise in the fight against Ebola to contain Covid-19); (ii) median hypothesis (the expansion of Covid-19 in the country becomes widespread, but only partially paralyzes economic activities, and the health system manages to contain the flow of patients within an acceptable period of time); (iii) pessimistic hypothesis (the expansion of Covid-19 is widespread, all provinces are affected, lockdown is total, the national economy is totally paralysed, and the national health system is severely tested).

2 Current and likely impacts of Covid-19 in the DRC

2.1. Current and likely impacts on the country's health situation

The health system in the DRC is already overburdened by the outbreak of Ebola, measles, and cholera, as well as other endemic diseases such as malaria, and is probably not fully able to cope with the demands and harms of Covid-19. However, WHO services are supporting the medical community to ensure an acceptable response. Preventive measures taken by the government should be strictly enforced, with however a good targeting of actions on the ground, including quarantine of infected persons and follow-up of those at risk. Due to the porous nature of the country's borders, the size of the population in urban areas, internal displacement of people, limited financial and material resources of the State, both at central and provincial government levels, and residual pockets of insecurity in the

eastern part of the country, it will be difficult to ensure effective preventive and curative health interventions in almost all DRC's localities if the spread becomes widespread. It therefore appears that additional risk factors are likely to complicate the response to the Covid-19 pandemic in the country.

As a health shock, all other things being equal, Covid-19 is expected to affect public health indicators in the DRC, including morbidity and mortality rates. If the pandemic spreads throughout the country and persists, life expectancy at birth could fall. The shock should therefore have a negative impact on the Human Development Index (HDI), both directly and indirectly-directly, because health status is taken into account in the calculation of the HDI, and indirectly, because the health shock can only have a negative impact on education, employment and the productivity of the economy.

2.2. Economic and financial impacts

Due to the Covid-19 pandemic, we should expect a slowdown in economic growth or, failing that, a significant drop in economic activity, a substantial tightening of the State's fiscal space, an important deterioration in external accounts (current account and consolidated capital account), a drop in external financing (foreign direct investment (FDI), official development assistance, etc.), a disruption of trade, a weakening of external and financial stability and a risk of rising inflationary pressures.

Given the high elasticity of the Congolese mineral supply in relation to world commodity prices and the economic growth prospects of China, which is DRC's main trading partner, with the cessation of production by the mining companies Boss Mining and Mutanda Mining in 2019 (two of the four main players in the sector), a decline in mining activity in the DRC of nearly 20.6% should be expected by the end of 2020. This should lead to a decline in economic activity in other segments of the

national economy and a major slowdown in growth.

The transport sector suffered a fall in the first quarter of 2020 and the situation is expected to deteriorate further over the rest of the year due to Covid-19. With the decrease of nearly 80% of its flights, the national airline, Congo Airways, will experience a 40 million USD revenue shortfall. With the reduction in flights, the Congolese Airways Authority, Régie des voies aériennes, has experienced a loss in revenues of 23.1 million USD, from March to April 2020. Measures restricting mobility and limiting passengers in buses and taxis have eaten into Transco's daily revenue by 90%. From March to April, the Congolese National Railway Company, Société Nationale des Chemins de Fer du Congo (SNCC), experienced a revenue shortfall of US\$3.3 million.

Isolation or lockdown measures have had a negative impact on the turnover of almost 97% of companies operating in the construction sector. They will suffer a decline in revenues of about 20%. For some projects, bids have been postponed. In contrast to other sectors of the economy, the information and communication technology (ICT) sector has experienced an increase in volume of activities during the first quarter of 2020, as reported by virtually all private operators in the sector, both telecommunications operators and Internet connection providers.

To properly calibrate the measures to be taken, three scenarios on the country's growth profile were considered: the unlikely optimistic scenario (0.5%); the more likely moderate scenario (-1.5%); and the catastrophic scenario to be avoided (-3.4%). Considering the support of partners, a fourth scenario called advocacy is considered (-1.91%). Inflation would be, at the end of December 2020, between 8.5% and 44.6% (against 4.58% in 2019), and should be accompanied by a depreciation of the national currency (the Congolese franc) with an exchange rate varying between 1780 CDF and 2170.6 CDF for 1 USD, against 1705 CDF a year earlier.

For public finances, government revenue would fluctuate between 9% and 7.2% of GDP at the end of 2020 (against 10.4% in 2019), against expenditure representing 11.9 to 12.4% of GDP, i.e. a public balance deficit ranging from 1.9 to 5.3% of GDP. The external position will also be impacted with a reduction in foreign exchange earnings, a drop in FDI and a deterioration in the trade balance. Exports are expected to decline as a result of the drop in production in the mining and oil and gas sector, following the drop in world demand and the fall in prices. This would lead to a decline in foreign exchange earnings and import coverage.

In addition to the effects of government revenues drop in the extractive industries, there are also the effects of the under-performance of other industries and decisions to temporarily close down certain activities. A shortfall of 12,360.52 million FDC would be caused by the closure of bars, restaurants, and terraces. Limiting the flow of people and goods internationally will also have a major impact on government revenue, particularly from the transport and tourism sectors, including revenue from the sale of entry visas and administrative taxes collected on exits from the country estimated at 31 million USD per year.

By reducing real interest rates, higher inflation will put pressure on the system's ability to collect and distribute savings. Foreign exchange transactions are also expected to be negatively impacted, as not only will the volume of transactions with foreign countries decline, but the amount of foreign exchange repatriated will also decrease. Falling growth, a deteriorating macroeconomic framework and tighter market opportunities could also reduce credit in the economy, bank deposits for the year 2020, and the net profits of financial institutions. The liquidity ratio could also be adversely affected by lower growth, lower international financial flows, and a decline in remittances estimated at 1.4 billion USD in 2018.

2.3. Impacts on social well-being

The poor performance of the economy in the first quarter of 2020, which is likely to worsen during the rest of the year, should lead to a general decline in the living conditions of the population, in particular through the destruction of jobs in both the formal and informal sectors; falling incomes; difficult access to food, education and health care; deterioration of the living environment; and increased inequality, including gender inequality. Covid-19 measures also negatively affect the process of human capital accumulation and social well-being.

Regarding employment, the situation is expected to deteriorate sharply. Moreover, this is the conclusion of ILO and DEME/Plan simulations (2020), which indicate that the expected drops in commodity prices, imports and exports, and supply of production factors are likely to lead to a reduction in the average remuneration of both formal and informal work. Changes in macroeconomic parameters will lead to a decline in the value added of certain industries and a reduction of almost 30% in the volume of employment.

The movement restrictions imposed could worsen in the event of large-scale infection and affect the population in general, especially the most vulnerable categories. In rural areas, small-scale farmers and farm labourers would be the most affected, as they would no longer be able to carry out their livelihood activities. In urban areas, where there is heavy dependence on markets as the main source of food, the cessation of economic activities, which are sources of income, would significantly reduce the access of a large number of households to food, particularly among the poorest segments of society.

Consequently, in terms of food and nutrition, there is much to fear, particularly because of a significant slowdown in agricultural activity, the tightening of economic operators' ability to import, reduced mobility of people and goods, and a decline in food supply at price levels that are expected to rise considerably over the course of days or weeks (inflation projected at 14.1% by the end of 2020

compared with an initial forecast of less than 7%). Thus, an already precarious food and nutrition security situation could deteriorate further.

Deficits in cereal and tuber could increase, leading to soaring prices and security problems; the number of poor people could grow, thereby increasing the number of people with difficulties in accessing nutritionally balanced food, especially in urban areas. The percentage of households with poor and limited food consumption could increase significantly, leading to a rise in the rate of acute malnutrition, estimated at 6.5 per cent. The crisis combined with the effects of isolation measures is expected to reduce the number of meals per day within households and increase the vulnerability of children.

The threat of the spread of the Covid-19 pandemic in the country could only have a negative impact on the education sector at different levels. Actually, the high risk of contamination is expected to disrupt the smooth running of school and academic activities. Moreover, since 19 March 2020, the Congolese government has temporarily closed all schools and universities in the country for a period of 4 weeks, with the possibility of extending the measure depending on the Covid-19 pandemic level of prevalence or rate of spread. The prolonged closure of schools will have a negative impact in terms of loss of education and delays in programmes, but also on children's right to adequate food (WFP, UNICEF, FAO, 2020).

In view of the State's limited fiscal space and the costs required for an effective response, efforts to combat the spread of the Covid-19 pandemic and to provide medical care for infected persons should crowd out other State expenditure items, particularly educational expenditure, and that despite the Government's commitment to provide free basic education and make major investments in school infrastructure. The vision expressed by the government could thus be jeopardized for lack of substantial financial resources.

The average loss due to inequality is 31.1% for low HDI countries and 30.5% for sub-Saharan Africa. DRC's human inequality coefficient for

2019 is 30.9% (UNDP, 2019). In view of the anticipated effects of the Covid-19 crisis on the economy, the labour market and the living conditions of the population, a deterioration in the human inequality coefficient should be expected.

The DRC's Gender Inequality Index (GII) for 2018 was 0.655, ranking the country 156th out of 162 countries worldwide. Between 2018 and 2019, the percentage of women's representation in parliament (both chambers combined) increased from 8.2 per cent to 14.3 per cent, which is a 6.1-point increase. Moreover, 36.7% of adult women have at least secondary education, compared to 65.8% of men in the period between 2001 and 2019. Out of 100,000 live births, 693 women die from pregnancy-related causes; the birth rate among adolescents is 124.2 births per 1,000 women aged 15-19 years. The female activity rate is 60.8 per cent, compared with a male activity rate of 66.5 per cent. By the end of 2020, the IIG is also expected to deteriorate due to the tightening of the labour market and reduced work opportunities for vulnerable people, generally youth and women.

3. Conclusion and perspectives

Although it is not possible to accurately quantify the various impacts of Covid-19 on national life, some clear indications emerge that allow decision-makers to take the necessary steps to mitigate or protect populations. As a gesture of solidarity, and to encourage the provinces to pursue a proactive response, it is appropriate to promote the continuation of economic activities in unaffected areas to make up for the deficits caused by the pandemic in affected areas.

In order to pursue the formalization of the economy, it is necessary to encourage economic operators to join an employers' organization recognized in the DRC with a view to combating tax evasion and restraining the informal sector, which is a real headache for the Government, particularly in the context of its response against the Covid-19 pandemic. Support the provinces in the formulation and implementation of provincial emergency

measures that consider their specificities according to the needs that will be expressed and the level of provincial spread of Covid-19. Support innovative local solutions that can contribute to the Covid-19 response and to the promotion of local entrepreneurship in various fields of activity, including scientific research. The government should avoid at all costs austerity policies that will contract investment, economic activity, and employment. Demand incentive policies will therefore be needed: support to employees in strategic sectors such as education in both public and private schools, the informal sector, support to small trades, etc.

The government should adapt its lockdown/end of lockdown strategies to local realities, particularly by considering the constraints of excessive overcrowding in peripheral and poor neighbourhoods populated mainly by young people with very high mobility. Otherwise, social unrest is inevitable in an economy dominated by the struggle for daily survival. Moreover, in view of recent developments in the social situation and the implications of the lockdown on economic activities, the Government has no choice than to find political solutions, if not economic solutions, to the mass of workers in the informal sector, which is a veritable social time bomb.

In view of the current and future effects of Covid-19 on health, the economy and social well-being, the reference growth trajectory and the ways and means of reaching the different stages of development set out in the National Strategic Development Plan (PNSD) and by the SDGs will have to be revisited in the light of the world current economic and financial environment. Specific studies should be carried out to provide indications on certain challenges and issues, and even on new approaches to development and societal resilience. The refocusing of the PNSD should be envisaged with the development of its operational tools, notably the Integrated National Land Use Plan; the Economic Diversification Programme; and the National Integrated Transport Master Plan. These tools would incorporate the lessons learned from the Covid-19 pandemic.

o.Introduction

o.1. Contexte de l'étude

Le monde fait actuellement face à une crise sanitaire sans commune mesure que l'on pourrait qualifier de guerre contre un invisible. Apparue en Chine, en décembre 2019, dans la ville de Wuhan, province de Hubei (58 millions d'habitants), une flambée épidémique à coronavirus (Covid-19), se répand à grande vitesse dans le monde. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le bilan de la pandémie, au 30 avril 2020, a atteint 3,33 millions de personnes diagnostiqués dans 200 pays (contre 465.915 cas le 27 mars 2020) avec 234.769 décès. Ce chiffre serait inférieur à la réalité, car beaucoup de pays ne testent plus que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière.

De par sa vitesse de propagation, son ampleur en termes de personnes infectées, son caractère meurtrier et ses conséquences sur l'économie et le bien-être social, le coronavirus (Covid-19) constitue une véritable préoccupation sanitaire pour la communauté internationale et pour les gouvernements des pays. Le 30 janvier 2020, l'OMS a déclaré le Covid-19 comme une urgence sanitaire de portée internationale, et depuis le 11 mars 2020, il l'a relevé au rang de pandémie mondiale. Pour ce faire, une analyse conséquente de la situation actuelle et future s'avère nécessaire pour orienter les choix et actions des décideurs politiques et des partenaires au développement.

Une inflexion du Covid-19 a été enregistrée en Chine le 5 février 2020, à la faveur notamment des mesures draconiennes de confinement et d'une réponse sanitaire globale et énergique. Le nombre d'infection a amorcé sa décrue et se chiffre à moins de 20 par jour. Entretemps, la propagation dans le reste du monde a pris l'ascenseur. Cette montée a engendré une grande panique et d'énormes inquiétudes, reflétées par la fermeture des frontières et des mesures de confinement. Le pic de la pandémie dans le reste du monde est difficile à prévoir, au vu des tendances actuelles, mais s'il n'est pas rapidement atteint en Europe et aux Etats-Unis, en l'absence de mesures énergiques et coordonnées au niveau international, l'économie mondiale s'effondrera avec un coup social énorme.

Les effets du Covid-19 sur l'économie globale sont déjà très perceptibles, bien que certains économistes estiment qu'ils pourraient être temporaires et réversibles¹, à l'instar de ceux du SRAS 2002 – 2003, si le pic de la pandémie était rapidement atteint en Europe et aux Etats-Unis et si une réponse économique et financière coordonnée de la communauté internationale était engagée tôt. Dans tous les cas, le Covid-19 a touché continûment les trois grands pôles économiques mondiaux au cours du premier trimestre 2020, à savoir la Chine (16 % du PIB mondial et près de 30 % de la production industrielle globale), l'Europe (22 % du PIB mondial), et les Etats-Unis (24 % du PIB mondial)

Les mesures drastiques de confinement – perturbant le processus de création des valeurs et d'échange à l'intérieur de ces trois blocs – la désarticulation des chaînes de production et d'approvisionnement mondiales, et les anticipations boursières négatives liées à la panique et aux incertitudes, devraient affecter significativement l'économie mondiale en 2020. Selon l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), qui part de l'hypothèse que le pic épidémique en Chine ait été atteint au 1^{er} trimestre 2020, et que dans les autres pays, l'épidémie se révélera plus modérée et circonscrite, la croissance mondiale devrait reculer de 0,5 à 1,5 % en 2020.

Le Gouvernement congolais devrait, donc, formuler une réponse urgente à cette crise multiforme. En vue de lui permettre de prendre des mesures urgentes et efficaces pour mitiger les effets de la pandémie du Covid-19 et de mettre en œuvre des politiques ciblées pour, non seulement soutenir les systèmes sanitaires, mais aussi anticiper les retombés négatifs de ce choc sur l'économie et le bien-être social, le Gouvernement de la RDC, avec l'appui de la BAD, de la Banque mondiale et des agences du Système des Nations-Unies, a commandé la présente étude. Ses résultats et recommandations ont permis d'élaborer un programme de riposte.

les autres pays, l'épidémie se révélera plus modérée et circonscrite, la croissance mondiale devrait reculer de 0,5 à 1,5 % en 2020.

En ayant frappé les deux principaux partenaires commerciaux de la RDC, à savoir la Chine et l'Europe qui représentent à elles seules respectivement 85 % et 82 % d'importation et d'exportation, le Covid-19 aura une forte incidence négative sur le fonctionnement de son économie en 2020, voire même en 2021. En effet, le repli de la demande mondiale et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales vont significativement affecter son commerce extérieur, principale source de ses revenus d'exportation (14,5 milliards USD en 2019) et budgétaire. Par ailleurs, les incertitudes devraient réduire le flux des IDE et de l'aide qui pourrait être réorientée vers les appuis humanitaires.

Au cours du premier trimestre de l'année 2020, les cours mondiaux des matières premières, notamment du cuivre et du cobalt ont connu une chute importante (respectivement -4,7 % et -2,17 % en mars 2020). Cette baisse des cours conjuguée au fort ralentissement de la demande mondiale, devrait réduire significativement les capacités de l'Etat congolais à financer le développement (construction des infrastructures de base, gratuité de l'éducation de base, couverture médicale universelle, ...), à mettre en exécution le Plan national stratégique de développement (PNSD) et à atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

Au-delà du ralentissement de l'économie mondiale, les mesures de fermeture des frontières – qui s'ajoutent aux conflits armés, au réchauffement climatique et à la fermeture des entreprises ainsi qu'aux restrictions des mouvements pour contenir l'expansion du covid-19 – pourraient avoir des effets dévastateurs à la fois sur l'offre alimentaire mondiale et l'accès à la nourriture dans les PED comme la RDC qui s'appuie sur les importations pour combler le déficit de sa production alimentaire et qui affiche des taux

élevés de pauvreté (63,4%), de chômage surtout des jeunes et un faible pouvoir d'achat: 4 ménages sur 10 ont une consommation alimentaire pauvre et limitée (E-QUIBB, 2019).

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a alerté le Conseil de Sécurité des Nations Unies le mardi 21 avril 2020 du risque « d'une pandémie de la faim » qui résulterait des effets pervers du Covid-19 sur la production agricole et alimentaire. En effet, le nombre de nouvelles personnes qui allaient faire face à la faim en 2020 et qui était déjà estimé à 135 millions, pourrait doubler cette année suite à l'impact de la pandémie du Covid-19. On pourrait donc enregistrer en 2020, environ 265 millions de personnes qui s'ajouteraient aux 821 millions de personnes qui vont déjà chaque jour au lit sans mettre quelque chose sous la dent à travers le monde.

Selon Africa Center for Strategic Studies (2020), la RDC est 2^{ème} parmi les pays qui réunissent les facteurs de risque (taux élevé de pauvreté, système sanitaire faible et zones urbaines surpeuplées) et où l'impact de la pandémie du Covid-19 pourrait être dévastateur. De ce fait, la RDC qui comptait déjà environ 16 millions des personnes (17^{ème} cycle IPC, 2019), qui souffrent de l'insécurité alimentaire aiguë en 2019 et 6,6 millions d'enfants (MICS, 2018), qui souffrent de la malnutrition pourrait voir les chiffres des personnes qui font face à la faim et à la malnutrition augmenter sensiblement cette année, si des stratégies efficaces pour face aux effets pervers du Covid-19 ne sont pas mis en place.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) notent toutefois que le recul de la croissance mondiale dépendra principalement de la durée et de l'ampleur de la pandémie, ainsi que de mesures prises au niveau international et des pays pour amortir le choc du Covid-19. La Chine et l'Inde devraient toutefois être les pays les plus durement touchés, à cause de leurs structures productives fortement intensives en main d'œuvre, mais cet impact pourrait être seulement de court terme. Les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique pourraient bien résister au choc en raison des réponses économiques et financières énergiques qui sont en train d'être conçues pour amortir le choc.

Les autres pays et régions du monde (Afrique, Amérique latine et Asie) seraient sensiblement affectés à cause de leur forte dépendance commerciale et financière vis-à-vis de la Chine, de l'Europe et des Etats-Unis. Au 1^{er} trimestre 2020, on a observé une baisse importante de la demande mondiale des hydrocarbures (-20 % de consommation), des matières premières (-30 % de la demande de cuivre, nickel et cobalt) et des produits de base (-25 % pour le soja et -28 % pour le blé), qui a affecté les cours et pesé sur les comptes macroéconomiques des pays en développement (PED). D'autres secteurs de leurs économies sont aussi touchés : hôtellerie, restauration, transport, tourisme, commerce, etc.

La pandémie du Covid-19 devrait sérieusement affecter la croissance en Afrique. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) estime qu'elle pourrait être de -3,2 %, selon la durée et l'étendue de la pandémie. Certains pays seront plus touchés que d'autres, en particulier ceux dépendant des ressources naturelles et à économie peu diversifiée. Le choc sanitaire affectera l'Afrique principalement par le commerce, les flux financiers (IDE, aide, transferts, ...) et les finances publiques. La baisse de la demande mondiale, surtout de la Chine, et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales devraient

réduire les échanges commerciaux de l'Afrique, avec des effets majeurs sur les comptes macroéconomiques.

Les incertitudes et anticipations défavorables des marchés boursiers devraient réduire drastiquement le volume des IDE et de l'aide extérieure, avec des effets induits négatifs sur la croissance, l'emploi, et le revenu. Les difficultés d'approvisionnement en produits de première nécessité et en intrants industriels, inhérents aux perturbations des chaînes d'approvisionnements mondiales, pourraient affecter les économies de tous les pays africains, particulièrement les 33 pays africains les moins avancés (PMA), ainsi que la stabilité de leurs cadres macroéconomiques, en créant des pressions inflationnistes et de change.

La Banque mondiale estime que la crise du Covid-19 va contribuer à accroître dans plusieurs pays africains l'insécurité alimentaire, surtout dans des pays où une dépréciation monétaire se combine à une augmentation du prix des denrées de base. « Le Covid-19 est susceptible de créer une grave crise en termes de sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. La contraction de la production agricole pourrait aller de 2,6 % dans le scénario optimiste jusqu'à 7 % dans le scénario avec blocages commerciaux. Les importations alimentaires baissent aussi de façon considérable (de 13 à 25 %) en raison de la combinaison de coûts de transaction plus élevés avec une demande intérieure réduite. »

Bien que l'impact sanitaire du Covid-19 en RDC ne puisse pas encore être évalué, l'impact économique et social sera clairement massif. Avec son économie extravertie, tributaire du secteur minier, et fortement dépendante des intrants et des produits de première nécessité et des denrées de base importés, la RDC devrait voir sa croissance baisser sensiblement et ses comptes macroéconomiques se détériorer en profondeur en 2020 si une riposte d'envergure n'est pas envisagée. Le secteur extractif qui constitue le principal levier de sa croissance participe à plus ou moins 30 % dans ses recettes budgétaires. S'agissant des recettes douanières et d'assises sur le commerce extérieur du pays (import &

export), elles participent pour près de 40 % dans les recettes budgétaires globales.

o.2 Objectif de l'étude

L'objectif général de l'étude a été d'évaluer les impacts globaux et sectoriels de la pandémie du Covid-19 sur la société congolaise et d'identifier les canaux de transmission de ce choc sanitaire en vue de permettre au pays de formuler un programme multisectoriel d'urgence susceptible d'en atténuer les impacts sur les conditions de vies des populations congolaises, en particulier des populations vulnérables, des enfants, des jeunes et des femmes. Il s'agit aussi d'appuyer le processus de formulation dudit programme d'urgence avec son plan d'actions budgétisé. En vue d'atteindre les objectifs globaux ci-dessus, l'étude a visé les objectifs spécifiques suivants :

- Analyser les mécanismes et les canaux de transmission actuels et futurs des effets du Covid-19 sur l'économie et les conditions des vies des populations de la RDC ;
- Discuter l'impact du covid-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC et le risque d'augmentation sensible des personnes qui pourraient faire face à la faim et à la malnutrition
- Projeter les éventuels effets économiques et sociaux du Covid-19 sur la RDC et sur ses perspectives de croissance et de développement de court, moyen et de long terme;
- Evaluer les effets du Covid-19 sur le compte courant et sur le budget de l'Etat ainsi que ses implications sur la stabilité du cadre macroéconomique ; Simuler l'impact du Covid-19 sur l'espace budgétaire de l'Etat dont le resserrement pèsera sur les actions prioritaires du Gouvernement comme la couverture sanitaire universelle, la gratuité de l'éducation, la relance agricole et la lutte contre la pauvreté ;
- Evaluer, à partir du choc Covid-19, les faiblesses et vulnérabilités du système sanitaire national, lesquelles serviront à orienter les mesures urgentes de renforcement de la surveillance et de la prévention aux maladies épidémiques ;

- Discuter des potentiels effets de la pandémie du Covid-19 sur les questions environnementales ou de cadre de vie (gestion des déchets et autres) afin de soutenir l'analyse des mesures à proposer dans le programme d'urgence d'atténuation des impacts ;
- Formuler des recommandations spécifiques devant soutenir l'élaboration du programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des impacts du Covid-19 sur la RDC (PMUAIC-19) et concourir au renforcement de la résilience socioéconomique.

o.3 Méthodologie retenue

Après avoir pris une série de mesures pour contenir la vitesse de propagation du Covid-19 et limiter son expansion géographique sur le territoire national, le gouvernement congolais se propose de mettre en œuvre un programme multisectoriel d'urgence visant à atténuer les impacts de la pandémie sur le pays, c'est-à-dire sur les conditions de vie de la population, notamment à travers des actions à mener en faveur de la situation sanitaire, de la marche de l'économie (croissance du PIB, situation de l'emploi, stabilité du cadre macroéconomique), de la situation alimentaire, de l'accès aux services publics et sociaux de base (eau, électricité, éducation, ...), de l'égalité du genre, et de la quiétude sociale. C'est ainsi que l'étude des impacts du Covid-19 a été envisagée pour mieux renseigner le gouvernement sur les défis à relever et construire l'architecture dudit programme d'urgence.

Cette étude s'est proposée de renseigner sur les chaînes et mécanismes par lesquels la pandémie du Covid-19 a touché la RDC ainsi que sur ses impacts ou effets aussi bien au plan sanitaire (état de santé, prise en charge médicale, financement du secteur, ...) qu'aux plans économique (production, finances publiques, comptes courants, ...), humain (éducation, alimentation, ...) et social (emploi, logement, pauvreté, ...).

L'étude ressortira les impacts déjà ressentis par le pays et discutera des effets ou impacts probables dans le moyen et long terme, notamment en tenant compte des effets du choc sanitaire sur les perspectives ou la trajectoire de croissance dans le temps, notamment en analysant ses effets sur la mise en œuvre du Plan national stratégique de développement (PNSD), c'est-à-dire sur les différents stades de développement de la RDC à atteindre suivant les progrès escomptés.

Conformément aux attentes du gouvernement et à la nécessité d'arriver à l'élaboration d'un programme d'urgence d'atténuation des effets du Covid-19, l'étude s'est proposée de retracer les récentes évolutions enregistrées par la RDC et de mettre en exergue les effets du choc sanitaire mondial sur le contexte – pays. Ce faisant, l'étude a dû préciser les effets de la pandémie sur la marche de la société congolaise, aussi bien au niveau global qu'au niveau sectoriel, afin de dégager les principaux défis actuellement rencontrés et nourrir la réflexion sur les différentes mesures à prendre dans les meilleurs délais par le gouvernement pour mitiger ou atténuer progressivement les premiers effets du choc sanitaire sur le pays et mieux garantir la poursuite de la mise en œuvre du PNSD qui constitue le cadre privilégié de la conduite de l'action gouvernementale en RDC.

La démarche méthodologique proposée pour rencontrer les attentes gouvernementales sur cette étude et mener à bien la réflexion sur les impacts actuels et futurs du Covid-19 a comporté essentiellement cinq étapes, à savoir :

- Circonscrire et énoncer clairement tous les problèmes (sanitaires, économiques et sociaux) que la pandémie du Covid-19 a soulevés dans le monde pour se faire une idée précise sur les effets potentiels du ralentissement de la croissance mondiale sur la marche de la société congolaise ;
- Concevoir une grille d'analyse des mécanismes ou canaux de transmission des effets du choc sanitaire mondial sur la marche de la société congolaise aussi bien au plan sanitaire qu'aux plans économique, humain et social ;

- Appréhender et qualifier avec détails et concision, l'environnement sous-jacent à la marche de la société congolaise, notamment dans les domaines sanitaire, économique, humain et socio-environnemental pour se faire une idée sur l'ampleur des effets du choc par secteur ;
- Evaluer, en partant des repères statistiques et considérations empirico-analytiques, les impacts actuels et futurs ou probables du Covid-19 sur la situation sanitaire, l'économie, le développement humain, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le bien-être social en RDC ;
- Mettre en évidence la nécessité d'un programme multisectoriel d'urgence en RDC pour riposter aux effets actuels du Covid-19, aider à identifier les actions prioritaires de la riposte et préconiser une exécution adaptée actuelle du PNSD tout en indiquant les composantes dudit programme d'urgence découlant de l'analyse sous-jacente. Suivant les termes de référence, l'analyse des effets probables de la pandémie à moyen et long terme a été menée en partant de trois scénarios : (i) **hypothèse optimiste** (l'expansion du Covid-19 est limitée à quelques provinces et le pays s'appuie sur son expertise dans la lutte contre l'Ebola pour circonscrire le Covid-19 dans l'espace et dans la durée) ; (ii) **hypothèse médiane** (l'expansion du Covid-19 dans le pays se généralise, mais n'entraîne qu'une paralysie partielle des activités économiques, et le système sanitaire parvient à contenir dans un délai acceptable, le flux des malades) ; (iii) **hypothèse pessimiste** (l'expansion du Covid-19 est généralisée, toutes les provinces sont touchées, le confinement est total, l'économie nationale est totalement paralysée, et le système sanitaire national est mis à rude épreuve)¹. Les soubassements des trois scénarios sont les suivants.

• Soubassement de l'hypothèse optimiste

- Postulat au plan sanitaire : Détérioration

- Postulat au plan économique : Ralentissement du rythme de la croissance
- Postulat aux plans humain et social : Détérioration modérée des indicateurs
- **Soubassement de l'hypothèse médiane**
 - Postulat au plan sanitaire : Détérioration assez préoccupante de la situation
 - Postulat au plan économique : Fort ralentissement de la croissance économique Postulat aux plans humain et social : Détérioration assez préoccupante des indicateurs
- **Soubassement de l'hypothèse pessimiste**
 - Postulat au plan sanitaire : Détérioration alarmante de la situation
 - Postulat au plan économique : Repli notable du taux de croissance
 - Postulat aux plans humain et social : Détérioration profonde de la situation.

Dans les trois cas envisagés, il y aura un coût socioéconomique à supporter. Le pays devra donc être prêt à faire face à une baisse des prix mondiaux des matières premières et des revenus liés aux exportations, une baisse du volume des exportations et des importations y compris des intrants, une baisse de la production, une baisse de la disponibilité en biens et services, des difficultés d'approvisionnement en marchandises et produits de première nécessité, une diminution de la consommation courante des ménages, à une hausse des prix intérieurs, à la dépréciation de la monnaie nationale, bref à un ralentissement généralisé de l'activité économique.

Suivant les trois scénarios imaginés, le Gouvernement congolais devra anticiper une baisse des échanges commerciaux et des investissements ; la détérioration du climat des affaires ; la baisse des flux de capitaux, y compris les envois des fonds des migrants, un ralentissement du rythme d'exécution des projets d'investissements publics, un repli des secteurs tourisme, hôtellerie, restauration, commerce de gros et de détail, et autres services aussi bien dans le secteur formel qu'informel.

Dans même, des tensions sociales diverses pourraient être enregistrées en RDC, notamment si la période de confinement dure et s'étend au reste du territoire national, plus

particulièrement si les scénarios modéré et catastrophe arrivaient à se réaliser. L'augmentation du déficit d'utilisation de la main-d'œuvre (hausse du niveau cumulé de chômage¹ et de sous-emploi et la perte substantielle des revenus à la suite du ralentissement ou du repli de la croissance économique conduiraient à une détérioration considérable des conditions de vie des ménages et de leurs enfants dans un contexte de diminution des prestations sociales de l'Etat. Ceci pourrait aggraver l'insécurité alimentaire, nutritionnelle et physique (violences de diverses natures, y compris au sein des ménages) et pourrait occasionner des revendications sociales, avec d'importants risques de troubles et de pillages.

Une attention a été accordée aux questions liées aux effets du Covid-19 sur la gouvernance politico-administrative du pays. Ceci car les mesures de confinement ont inéluctablement une incidence sur le rythme de travail de l'administration publique et sa capacité à implémenter le programme d'urgence. Aussi, la politisation de la réponse du gouvernement pourrait en limiter la portée et la pertinence, car une campagne de déstabilisation pourrait saper le pacte social et éroder la confiance du peuple. Les restrictions découlant de la lutte contre le Covid-19 pourraient être instrumentalisées pour des fins politiques ou électorales. Bien plus, la corruption pourrait augmenter en raison de l'augmentation des dépenses d'urgence qui risquent d'ouvrir la porte au non-respect des règles et procédures d'allocation des ressources publiques, au recours fréquent aux marchés à entente directe.

Sur base des données historiques et qualitatives, des analyses quasi-comptables et prospectives ont été réalisées pour évaluer les effets actuels et projeter, avec le concours du Comité permanent de cadrage macroéconomique (CPCM), les effets futurs de la pandémie du Covid-19 sur la situation sanitaire, l'économie nationale et le bien-être social en RDC. Ceci a permis de dégager les orientations de politiques publiques qui s'imposent pour atténuer les effets du choc sur la RDC. Dans cette logique, l'analyse des éventuels effets du Covid-19 sur la RDC a tenu compte des poids et élasticités qui caractérisent les interrelations entre les différentes variables d'analyse ou d'intérêt.

Et toutes ces analyses ont été enrichies par certaines constantes et régularités empiriques de la marche de la société congolaise, particulièrement en période de crise majeure d'origine internationale.

En ce qui concerne les données pour lesquelles les sources officielles n'ont pas suffisamment d'informations à jour, les bases de données collectées par les PTF ont été sollicitées. S'agissant par exemple des données sur l'emploi, référence a été faite aux informations détenues par l'Organisation internationale de travail (OIT). Il a été également envisagé l'usage des résultats d'une simulation faite des effets de la pandémie du Covid-19 sur l'emploi par l'OIT et le CPCM à partir du modèle d'équilibre général calculable (MEGC) faisant recours à la matrice de comptabilité sociale de 2013, faute de ne pas disposer de celle de 2018. Ceci notamment parce qu'il a fallu mettre en cohérence les projections sur la croissance économique avec celles sur l'emploi étant entendu l'existence d'une relation stable entre le niveau de l'activité économique et le nombre d'emplois pourvus.

La collecte des données a été faite à différents niveaux pour permettre de satisfaire aux exigences de l'étude et de la démarche décrite ci-dessus. Les données collectées ou produites par la Banque centrale du Congo (BCC) et par l'Institut national de la Statistique (INS) ainsi que par d'autres sources nationales telles que les régies financières (nationales et provinciales) et les directions d'études et de planification (DEP) des ministères, ont été utilisées. Pour mieux appréhender les faits récents, avec des guides d'entretien relativement souples et adaptés, des données qualitatives¹ ont été mobilisées auprès de différents acteurs de la société congolaise pour mieux appréhender le contexte actuel. Celles-ci ont également permis de nourrir les projections des avis des personnes opérant sur terrain et ayant une expérience avérée des dynamiques observées dans le pays.

o.4 Déroulement de l'étude

Conformément aux exigences du Gouvernement, commanditaire de la présente étude ainsi qu'aux termes de référence qui l'ont sous-tendue et à la méthodologie décrite ci-dessus, la réalisation de l'étude a été envisagée suivant un cheminement logique dont la trame se présente comme suit :

- **Réalisation de la revue documentaire.** Il a été premièrement question d'interroger la littérature tant théorique qu'empirique relative à la question sous-examen tout en se rangeant derrière les orientations formulées dans les termes de référence de la présente étude.
- **Organisation des enquêtes et interviews.** A partir de la littérature et de la construction des schémas explicatifs des effets probables de la pandémie du Covid-19, un guide de discussion a été élaboré et utilisé pour recueillir les avis de certains acteurs (décideurs politiques, chefs d'entreprises, représentants des organismes, chefs de ménages et individus).
- **Triangulation des données de terrain et celles de la revue documentaire.** Pour s'assurer de la pertinence des informations à exploiter dans le cadre de la mise en évidence des effets actuels et probables de la pandémie sur la RDC, un rapprochement des issues de la revue documentaire, des projections (du CPCM et de l'OIT) et de l'enquête a été envisagé.
- **Exploitation des données grâce à une grille d'analyse de référence.** Les implications logiques des schémas explicatifs des effets probables de la pandémie du Covid-19 ont été utilisées pour analyser les données collectées (historiques et d'enquête) et mettre en évidence les impacts actuels et faire des conjectures.
- **Formulation des recommandations.** A la lumière des expériences vécues dans le monde, des faits historico-empiriques de la RDC ainsi que des impacts actuels et futurs identifiés, une analyse des modalités d'atténuation des impacts de la pandémie du Covid-19 a été menée pour servir de fondement à la conduite des actions de riposte du Gouvernement.

1. Origines, propagation et effets du Covid-19 dans le monde

Pour bien analyser les impacts du coronavirus (Covid-19) sur la République démocratique du Congo (RDC), il s'est avéré nécessaire de bien circonscrire la pandémie, notamment en fixant les vues sur ses origines, son ampleur et ses effets sur le monde, et particulièrement sur l'Afrique. Ce faisant, ce chapitre donne un aperçu sur l'évolution de la pandémie, notamment l'itinéraire de sa propagation dans le monde et analyse par ailleurs ses effets aussi bien sur le plan sanitaire que sur les plans économique, humain et social. Il est donc question ici d'attirer l'attention sur les enjeux mondiaux et africains ainsi que les risques de transmission des effets de la pandémie et de sa persistance.

1.1 Origines de la pandémie

1.1.1 L'éclosion : Une pneumonie d'origine inconnue

En décembre 2019, le Covid-19 a été identifié comme une pneumonie d'origine inconnue ayant affecté une quarantaine de personnes en Chine (Hui 2020, OMS 2020a). La grande majorité de celles-ci travaillaient ou se rendaient fréquemment sur le marché de gros aux poissons de Huanan¹, situé dans la ville de Wuhan (capitale de Hubei). D'aucuns soutiennent ainsi que l'origine du virus serait animale, même si à ce jour les scientifiques ne s'accordent pas totalement sur la question et cherchent encore une réponse satisfaisante et définitive¹.

Les premiers cas de contamination au Covid-19 ont été signalés au bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Chine le 31 décembre 2019. Cette notification de l'OMS par les autorités sanitaires chinoises a suscité quelques inquiétudes et a même incité les autorités sanitaires de Hong Kong, Macao et Taïwan à intensifier la surveillance de leurs frontières. L'annonce faite a suscité beaucoup de craintes au regard des symptômes et modalités de propagation du Covid-19. D'aucuns ont noté que cela pouvait marquer l'émergence d'une menace grave pour la santé publique (OMS 2020a, Parry 2020).

Les symptômes du Covid-19 apparaissent à l'issue d'une période d'incubation maximale de 14 jours (mais plus souvent au bout de 3 à 5 jours) et sont similaires à ceux de la grippe. Les personnes infectées ont souvent de la fièvre, de la toux et des difficultés respiratoires. Toutefois, l'infection peut évoluer plus sérieusement et entraîner une pneumonie, une défaillance de plusieurs organes, un syndrome respiratoire aigu sévère, voire la mort dans les cas les plus graves. Ainsi, les individus les plus vulnérables comme les personnes âgées et celles qui souffrent de maladies chroniques préexistantes sont considérées comme les patients les plus à risques de subir des complications (cf. Moyou 2020).

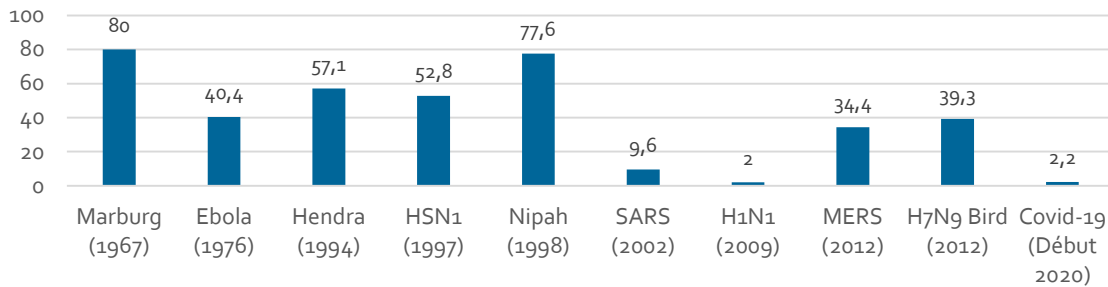


1.1.2. L'épidémie : La Chine en quarantaine

Au dernier trimestre 2019, certains médecins chinois donnent l'alerte sur un nouveau virus d'origine inconnue qu'ils nomment Covid-2019. Ce virus se propage rapidement sur le territoire chinois durant les deux mois

suivants, et provoquera ainsi une épidémie, plus ou moins comparable à celle du SARS en 2002-2003 mais avec un taux de létalité relativement faible (cf. figure 1).

Figure 1. Taux mondial de létalité lors des principales épidémies de virus des 50 dernières années (en %)

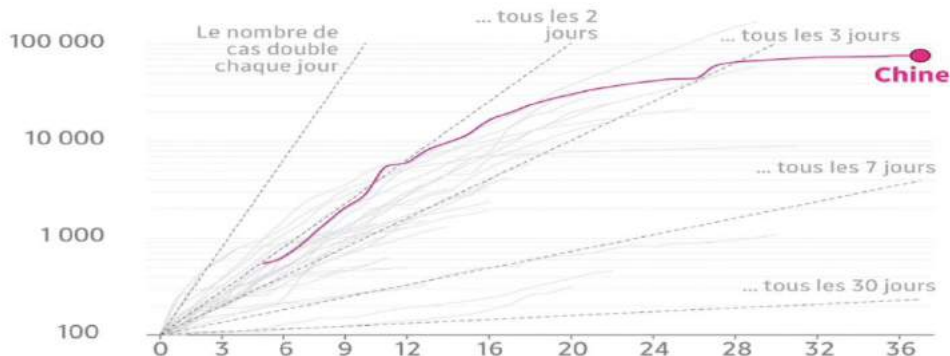


Source : OMS (2020)

En janvier 2020, plusieurs aéroports mettent en place un dispositif de dépistage à l'arrivée des avions provenant de la Chine. Celui-ci s'effectue par contrôle de la température frontale des voyageurs avec un thermomètre électronique. Cependant, on s'est très vite rendu compte que ces mesures ne pouvaient enrayer la propagation de l'épidémie en dehors du territoire chinois. Le 13 janvier, le premier cas hors de Chine est déclaré. Il s'agit d'une personne venant de Wuhan, ville de Chine centrale, foyer de l'épidémie.

Entre le 15 et 22 janvier 2020, plusieurs autres cas de contamination sont déclarés au Japon, en Corée du Sud, aux États-Unis, en Taïwan et au Singapour.

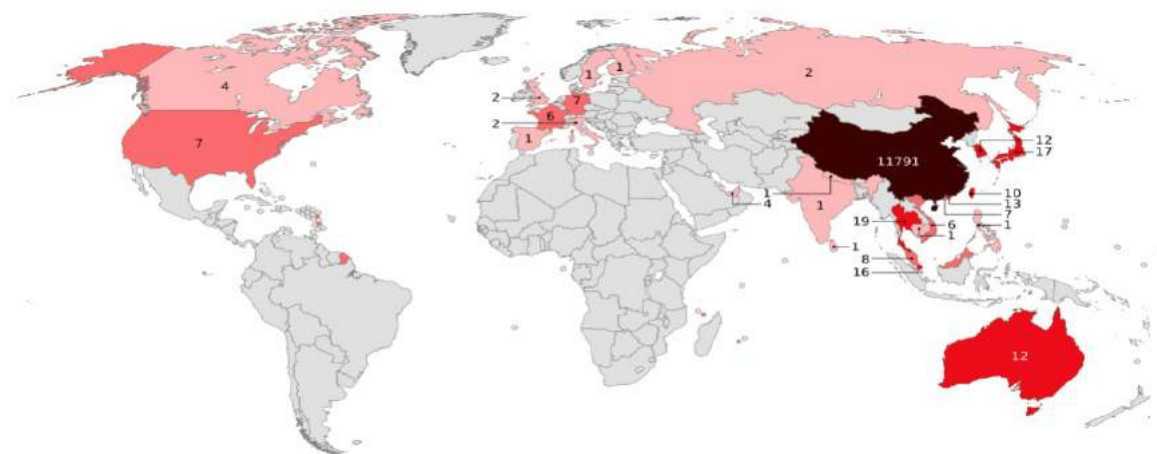
Figure 2. Evolution du Covid-19 en Chine



Le 24 janvier 2020, la Chine franchit le cap de 1000 contaminés (plus précisément 1287 patients contaminés). En fin janvier (31 janvier 2020), la Chine atteint 11 791 patients contaminés. Confrontée à une accélération du nombre des contaminés (cf. figure 2), la Chine a donc résolu de prendre plusieurs décisions radicales, notamment mettre le pays en quarantaine. Au début du mois de février 2020, la Chine recensait au moins 3000 cas de plus par jour. Ce n'est qu'après avoir confiné des dizaines de millions de personnes pendant près de 100 jours que la Chine a réussi à stabiliser le nombre de nouveaux cas de contamination.

Malgré la prise de ces décisions radicales, le virus circulait déjà en dehors des frontières de la Chine, particulièrement par l'entremise des touristes et voyageurs. Au 31 janvier 2020, plusieurs cas de contamination étaient déjà recensés dans plusieurs pays à travers le monde, notamment en Allemagne (7 cas), en France (6 cas), en Italie (2 cas), en Australie (12 cas), aux États-Unis (7 cas), au Canada (4 cas), en Corée du Sud (12 cas), au Japon (17 cas), au Singapour (16 cas), en Thaïlande (19 cas), en Malaisie (8 cas) et en Inde (1 cas). En date du 31 janvier 2020, zéro cas était signalé en Afrique et en Amérique du Sud (cf. figure 3).

Figure 3. Nombre des cas contaminés par le Covid-19 confirmés, 31 janvier 2020



La situation va très vite dégénérer, de sorte à contraindre l'OMS à déclarer le Covid-19 comme une pandémie. Par ailleurs, les premières données provenant de la Chine suggèrent que le Covid-19 affecte les patients atteints différemment selon le sexe et le groupe d'âge. En Chine, le Covid-19 tue beaucoup plus d'hommes que de femmes (cf. figure 4).

Par ailleurs, aucun mort n'a été enregistré auprès des enfants âgés de 0 à 9 ans. Le taux de létalité est croissant avec l'âge, passant de 0,2 % pour le groupe d'âge de 10-19 ans à plus de 14 % chez les plus âgés, i.e. 80 ans et plus (cf. figure 5).

Figure 4. Taux de mortalité du Covid-19 en Chine au 11 février 2020, par sexe (en %)

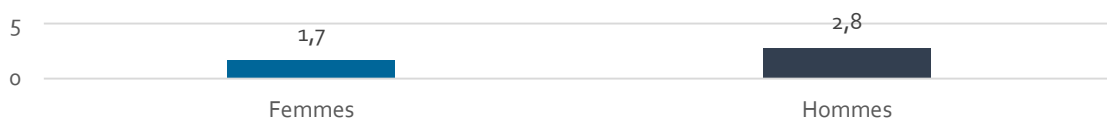
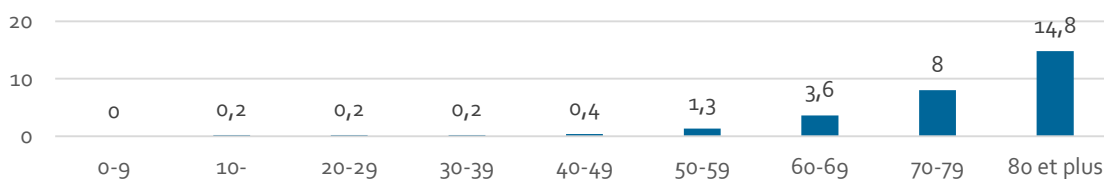


Figure 5. Taux de mortalité du nouveau Covid-19 en Chine au 11 février 2020, par groupe d'âge (en %)



Source :OMS (2020)

1.2 Propagation de la pandémie dans le monde

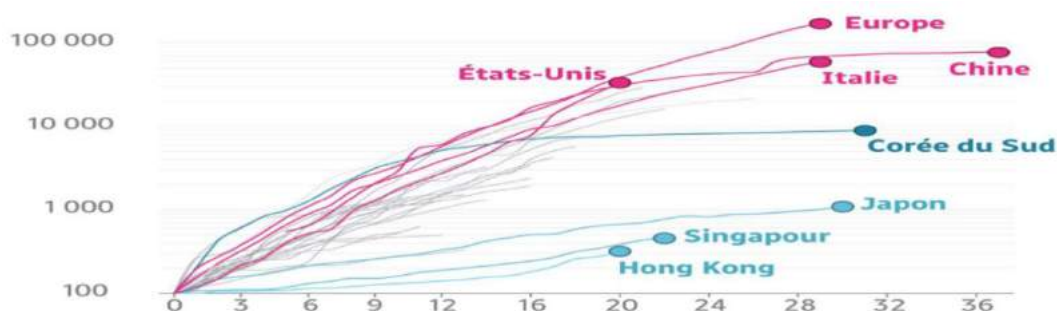
1.2.1 Expansion, absence de remède, population non immunisée

Le 2 février 2020, le premier décès du Covid-19 hors de Chine, est déclaré aux Philippines (Cf. J. Paris 2020). Neuf jours après, le président de la faculté de médecine de l'université de Hong Kong déclare: « Si le confinement de la Chine ne marche pas, il faudra faire face à la vérité: le coronavirus pourrait être impossible à contenir [...] en considérant que chaque personne atteinte par le virus le transmettra en moyenne à 2,5 autres individus, ce sont 60 % de la population mondiale qui pourraient être atteints si l'épidémie n'était pas contrôlée » (cf. Le Guardian 2020).

Un mois plus tard, le Directeur général de l'OMS, Dr. Tedros Adhanom qualifie le Covid-19 de pandémie¹.

Il ressort clairement de la figure 6 que la trajectoire du nombre de contaminés n'est pas identique selon les pays. En effet, les pays qui ont mis en place des politiques préventives de manière proactive, sévère et agressive exhibent des courbes qui s'aplatissent le plutôt possible. C'est le cas des quelques pays de l'Asie du Sud-Est, notamment la Corée du Sud, le Japon ou encore le Singapour. La courbe aux États-Unis et en Italie affiche une tendance exponentielle comparable à celle de la Chine.

Figure 6. Trajectoire du nombre des cas contaminés selon les pays



Pour plusieurs pays du monde, le nombre de cas de contamination a doublé tous les six jours après l'apparition ou l'enregistrement du centième cas, ce qui suppose que des efforts

soutenus de restriction de la propagation du Covid-19 par isolement, par confinement ou par tout autre approche sont nécessaires pour renverser la tendance de son expansion.

Selon l'OMS, le terme pandémie s'applique lorsqu'un nouveau virus se propage partout dans le monde, et que la majeure partie de la population n'est pas immunisée. On parle d'épidémie lorsqu'un virus se propage à l'intérieur d'une zone donnée

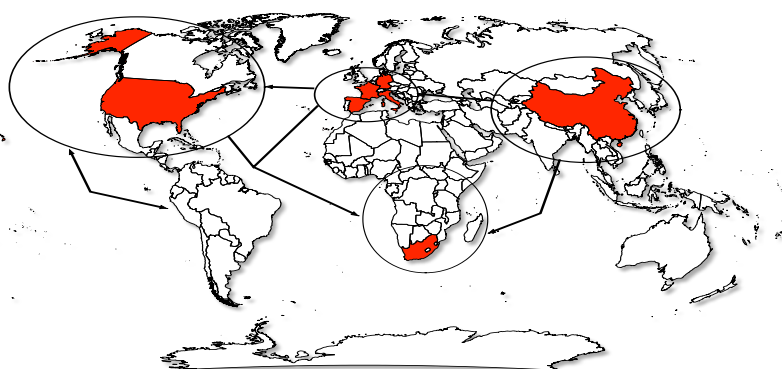
1.2.2 Sentier d'expansion de la maladie à Covid-19 et risques en Afrique

1.2.2.1 Sentier d'expansion

L'Afrique et l'Amérique du Sud sont les régions du monde qui ont été touchées en dernier lieu par le Covid-19, le premier pays africain étant l'Égypte, le 14 février 2020. Cette situation s'explique par la faible intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. Selon l'IRIS, la part de l'Afrique dans le commerce international

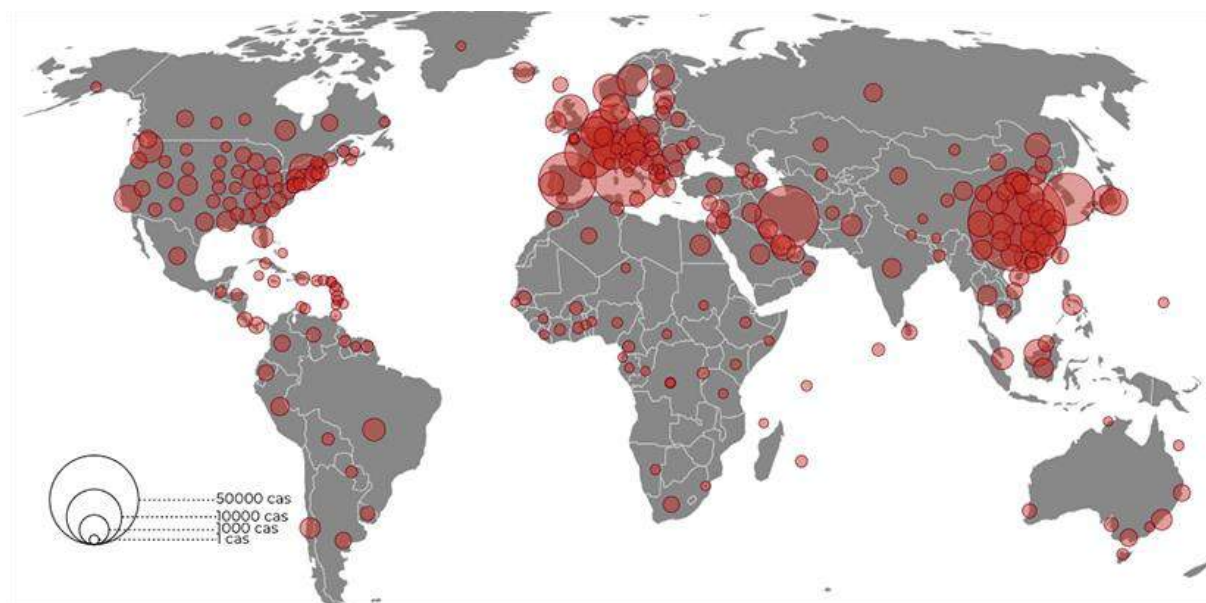
peine toujours à dépasser 5 % et près de 80 % de ses exportations sont essentiellement composées de produits primaires (cf. Bourgain et al. 2014, OMC 2018).

Figure 7. Représentation simplifiée de la propagation du Covid-19 avant le 10 février 2020



Note : Nombre des cas contaminés le 31 mars 2020: Chine (82 198); États-Unis (143 055); Italie + Espagne + Allemagne + France (286 066); Afrique du Sud (1 326). Source : OMS.

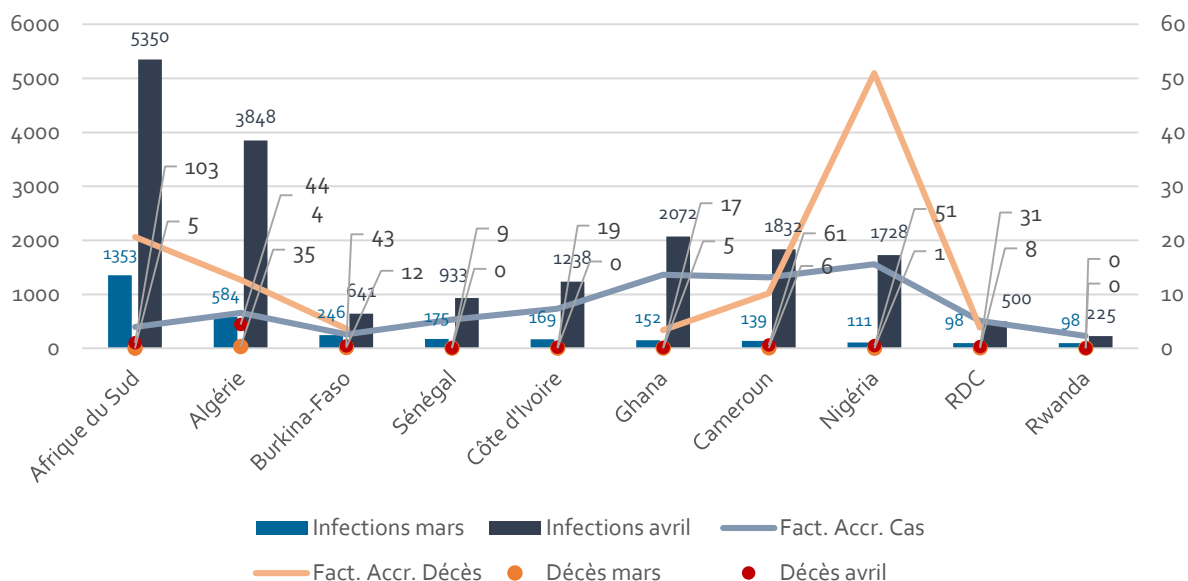
Figure 8. Représentation simplifiée de la propagation du Covid-19 au 30 avril 2020



En Amérique du Sud, le premier cas de contamination était déclaré le 25 février 2020 au Brésil. En revanche, il a fallu attendre le 27 février 2020 pour enregistrer officiellement le premier cas du Covid-19 en Afrique subsaharienne, précisément en Côte-d'Ivoire. Au 31 mars 2020, selon l'OMS, l'épicentre du Covid-19 en Afrique est l'Afrique du Sud avec

1353 cas de contamination confirmés, suivi de l'Algérie avec 584 cas confirmés (cf. figure 9). L'évolution du nombre des contaminés étant relativement maîtrisée en Chine, il advient que depuis le 31 mars 2020, l'Europe et les États-Unis constituent l'épicentre du Covid-19 dans le monde, avec respectivement 286.066 et 143.055 cas.

Figure 9. Nombre d'infections et décès dans quelques pays d'Afrique : 31 mars - 30 avril 2020



Source : Elaboré à partir des données de Jeune Afrique

En Afrique, le nombre total des cas de contamination est passé de 3617 au 31 mars 2020 à 40.037 au 30 avril 2020, soit un accroissement de 36.420 cas en un mois. Sur la même période, le nombre de décès est passé de 87 à 1642, soit un accroissement de 1555 décès. Quoiqu'en termes absolus, la situation de l'Afrique soit moins mauvaise que celle de l'Amérique du Nord, de l'Europe et de l'Asie, l'évolution devient de plus en plus inquiétante si l'on tient compte de l'état du système de santé de l'Afrique et des différents maux qui pèsent sur son processus de développement humain et sur le niveau de vie de sa population (conflits armés, changements climatiques, pauvreté, malnutrition, ...).

La figure 9 ci-dessus montre qu'en Afrique, il existe d'importantes disparités entre pays en termes absolus dans le rythme de propagation du Covid-19. L'Afrique du Sud et l'Algérie figurent parmi les pays les plus touchés du

continent. En dépit de son nombre relativement réduit de cas de décès (51 au total), le Nigéria aura connu la propagation la plus rapide du 31 mars au 30 avril 2020. Au Rwanda, quoique le nombre de cas ait augmenté de 129,6 %, passant de 98 à 225, il ne compte aucun mort jusque-là. Quoiqu'ayant aussi un nombre assez important de cas de contamination, soit 933, le Sénégal présente aussi un nombre limité de décès (9 au total).

En ce qui concerne particulièrement la RDC, le nombre officiel de cas d'infections au Covid-19 est passé de 98 à 500 en un mois et le nombre de décès enregistrés de 8 à 31, soit respectivement des taux d'accroissement de 410 et 287,5 %. Cette évolution assez rapide et préoccupante montre l'intérêt de réfléchir sur les mesures à adopter pour contenir la pandémie et limiter ses effets sur la situation

sanitaire du pays, le fonctionnement de son économie et le niveau de vie de sa population dans le court, moyen et long terme.

1.2.2.2 Facteurs de risque en Afrique

La survenance de la pandémie du Covid-19 expose la plupart des pays en développement et singulièrement les pays africains à de grands risques, aussi bien sur le plan sanitaire que sur les plans économique, social, sécuritaire et humain. Nombreux parmi eux sont confrontés à différents niveaux de risque et se devraient au regard des perspectives peu reluisantes, réagir conséquemment aux effets du Covid-19 par des stratégies bien pensées et diversifiées sur fond d'un management public efficace. Les pays les plus vulnérables aux effets de la pandémie ne sont pas forcément ceux qui ont enregistré les premiers cas ou qui connaissent un rythme de contamination plus important.

Les mécanismes de transmission des effets du Covid-19 en Afrique sont multiples et dépendent des structures socioéconomiques des pays. D'aucuns craignent qu'en raison de la pauvreté qui y règne, de la précarité de son système sanitaire et de la surpopulation de ses zones urbaines, l'Afrique soit fortement dévastée par la pandémie.

Certains avancent que son climat, la structure de sa population et son expérience de la lutte contre les maladies infectieuses lui permettront d'estomper les impacts négatifs de la pandémie. Il serait dès lors important d'identifier les facteurs de risque et de vulnérabilité pour se faire une bonne idée des éventuels impacts du Covid-19.

En se servant de la cartographie des facteurs de risque de propagation du Covid-19 proposé par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (2020), il y a lieu de distinguer et de discuter de huit groupes de facteurs de risque pouvant exacerber sa propagation et sa persistance, à savoir : (i) l'exposition aux contacts internationaux ; (ii) l'efficacité du système de santé ; (iii) la densité des zones urbaines ; (iv) la population totale dans les zones urbaines ; (v) la structure des âges de la population ; (vi) la transparence dans la gouvernance politico-administrative ; (vii) l'ampleur des conflits et des problèmes sécuritaires ; et (viii) les déplacements de la population.



- Exposition aux contacts internationaux

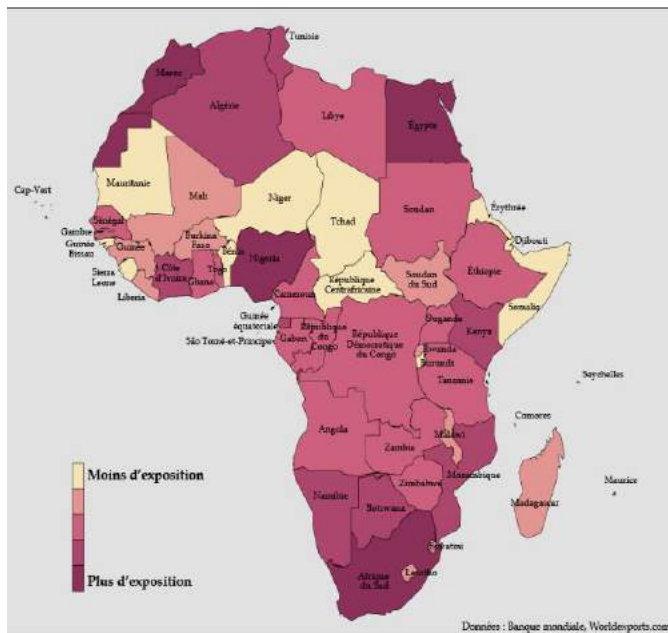


Figure 10. Exposition de l'Afrique aux contacts internationaux

Du fait de leur forte ouverture sur l'extérieur et de la forte dépendance de leurs économies par rapport aux marchés mondiaux (cours des matières), plusieurs pays africains sont exposés aux affres de la pandémie du Covid-19. Alors que certains pays sont exposés par le fait que le tourisme constitue une activité économique importante pour eux, d'autres le sont par le fait qu'ils sont exportateurs nets de matières premières comme la RDC. Il ressort de la carte ci-contre que les pays africains présentant le plus haut niveau de contacts internationaux (Égypte, Maroc, Nigeria et Afrique du Sud) ont été les plus concernés par la pandémie dans les premiers temps.

- **Efficacité du système sanitaire**

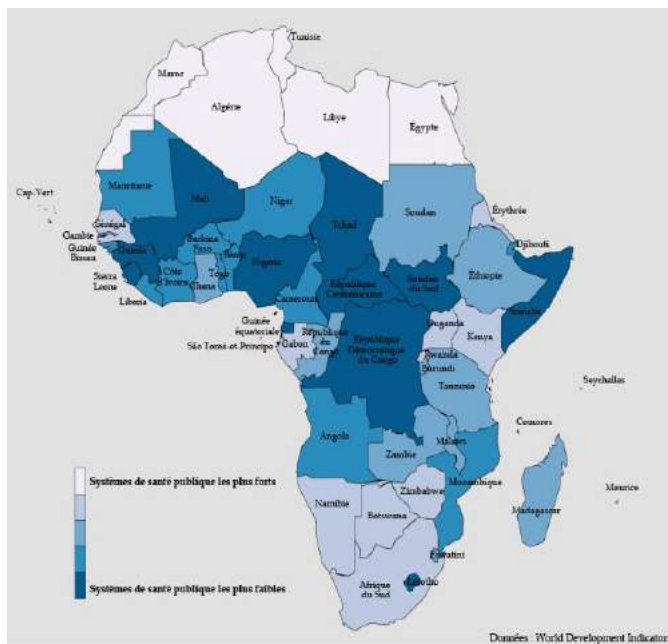


Figure 11. Efficacité du système sanitaire en Afrique

La plupart des pays africains (dont la RDC) se trouvent caractérisés par des systèmes sanitaires défaillants ou fragiles en ce qu'ils ont une faible capacité à prévenir certaines maladies et à prendre en charge les patients. Leurs capacités en matière de dépistage du Covid-19, surtout dans des zones très peuplées, sont très limitées notamment en ce qui concerne l'identification, la mise en quarantaine et le traitement des personnes infectées. Il s'observe aussi la faiblesse des institutions sanitaires en ce qui concerne le partage des informations et la diffusion des meilleures pratiques au sein de la profession pour réagir face à un problème donné.

- **Densité des zones urbaines**

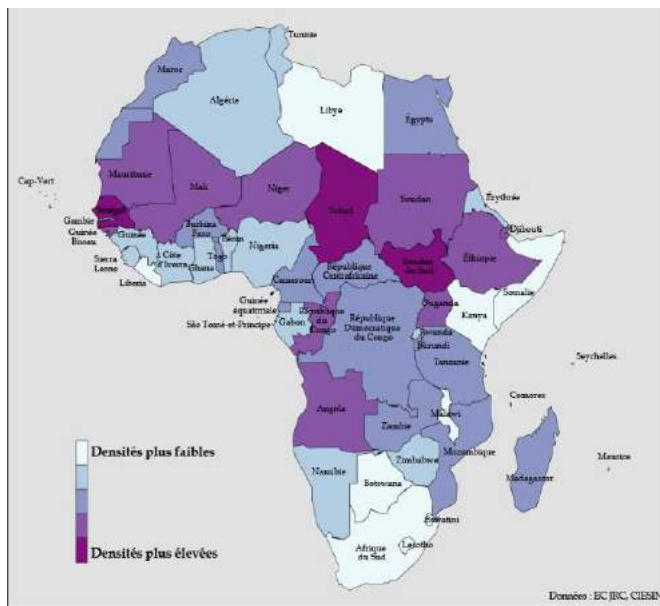


Figure 12. Densité des zones urbaines en Afrique

En Afrique, les zones urbaines sont souvent très peuplées, ce qui facilite la propagation rapide et d'une manière peu détectable des virus. La densité urbaine est une spécificité qui s'applique même aux pays relativement peu peuplés du Sahel, où la concentration des implantations humaines dans les capitales est responsable d'un niveau de vulnérabilité assez élevé. Une caractéristique similaire s'observe dans le Soudan du Sud, où la densité démographique est, dans les zones peuplées, de 8730 habitants/Km². Les architectures et agencements de ces zones sont similaires à ceux des villes d'Espagne et d'Italie, où le virus s'est avéré le plus virulent en Europe.

- **Population totale dans les zones urbaines**

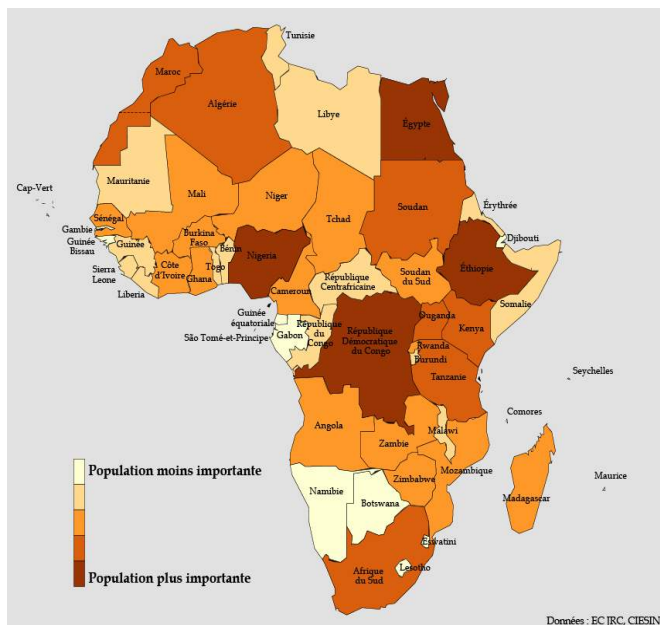


Figure 13. Population totale dans les zones urbaines en Afrique

Le nombre d'habitants en milieu urbain favoriserait la propagation du virus. Le Covid-19 s'épanouit dans les villes où il est susceptible de vite se transmettre sur de courtes distances du fait des déplacements et contacts fréquents entre les personnes. Les pays où la population des villes est plus élevée doivent relever les défis logistiques et de communication associés au fait d'informer, de contrôler et, si possible, d'isoler le plus grand nombre de personnes à risque. Les pays africains à forte concentration urbaine ont tous de mégapoles : Lagos, Caire, Addis-Abeba, Kinshasa et Johannesburg. Celles-ci, sauf Addis-Abeba, ont des densités record, supérieures à New York (56.000 habitants/km²).

- **Ages de la population**

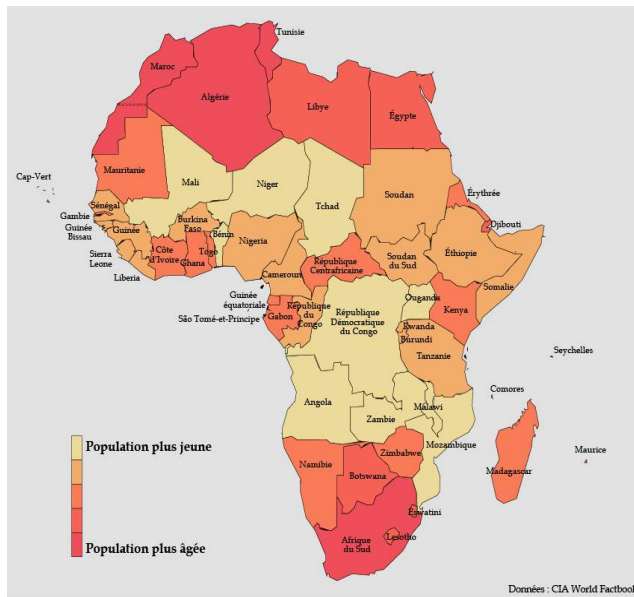


Figure 14. Ages de la population en Afrique

Près de 80 % des décès liés au Covid-19 touchent des personnes de plus de 60 ans. La population africaine étant à 70 % âgée de moins de 30 ans, cette situation pourrait être une protection contre les coûts humains les plus ravageurs liés à la maladie. Cependant, les avantages d'une population plus jeune sont à mettre en balance avec d'autres problèmes de santé auxquels sont déjà confrontés bien des pays, notamment la malnutrition, le paludisme, la tuberculose et le VIH/Sida. La plupart des pays africains dont la population est à l'inverse plus âgé, comme les Seychelles, le Cap-Vert, l'île Maurice et la Tunisie sont moins vulnérables sur d'autres facteurs de risque.

- **Transparence dans la gouvernance**

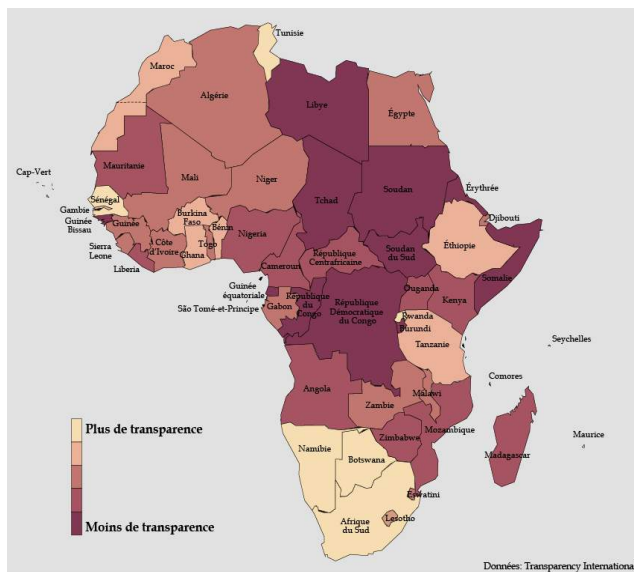


Figure 15. Transparence dans la gouvernance en Afrique

Le respect par les citoyens des directives données par le gouvernement afin de réduire les effets de la pandémie est étroitement lié à la confiance placée en celui-ci. La réputation de transparence acquise par un gouvernement génère des sentiments de confiance et de solidarité et renforce au sein de la société la croyance que les restrictions sont appliquées de manière équitable. Si les organismes publics ou internationaux n'ont pas confiance dans les données sur le taux de transmission, ils montreront plus de réticence à coopérer et contribueront à alimenter des discours divergents sur la gravité de la maladie.

- **Ampleur des conflits et problèmes sécuritaires**

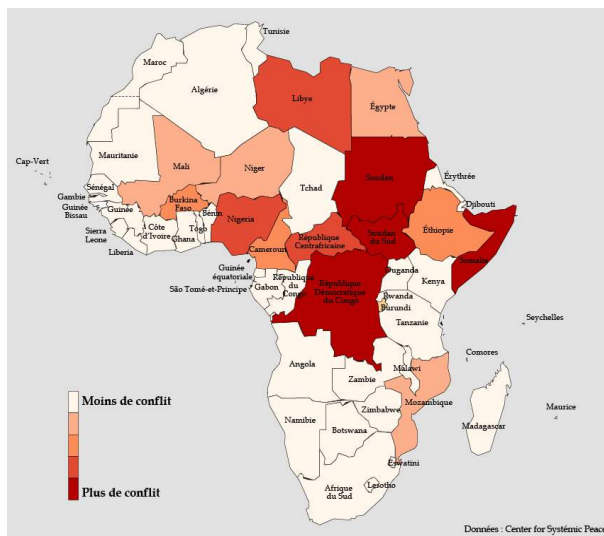


Figure 16. Ampleur des conflits en Afrique

Les conflits armés et problèmes sécuritaires portent souvent atteinte aux systèmes de santé publique dans les zones concernées et limitent l'accès aux utilités publiques et aux denrées de base comme les aliments, l'eau et médicaments. Le niveau d'intensité et de dissémination géographique des conflits pourrait bien influencer le niveau de mise en veille d'une communauté. Les populations touchées par les conflits présentent dès le départ des niveaux de vulnérabilité plus élevés et une moindre capacité à résister que d'autres populations, ce qui rend plus menaçante toute exposition à des maladies infectieuses.

- **Déplacement de la population**

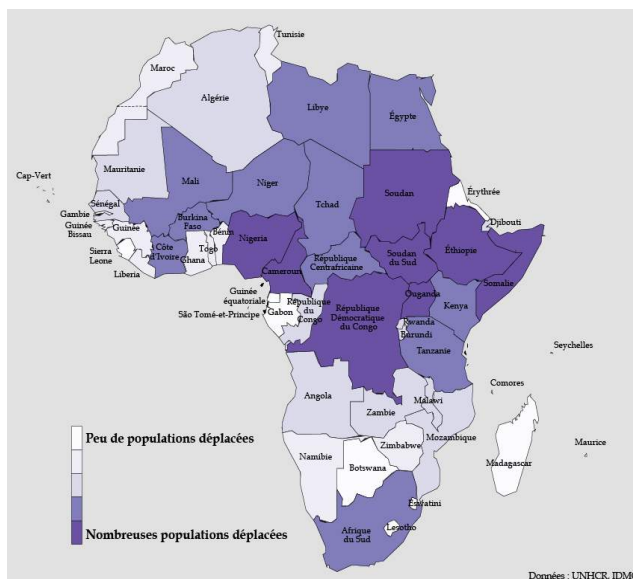


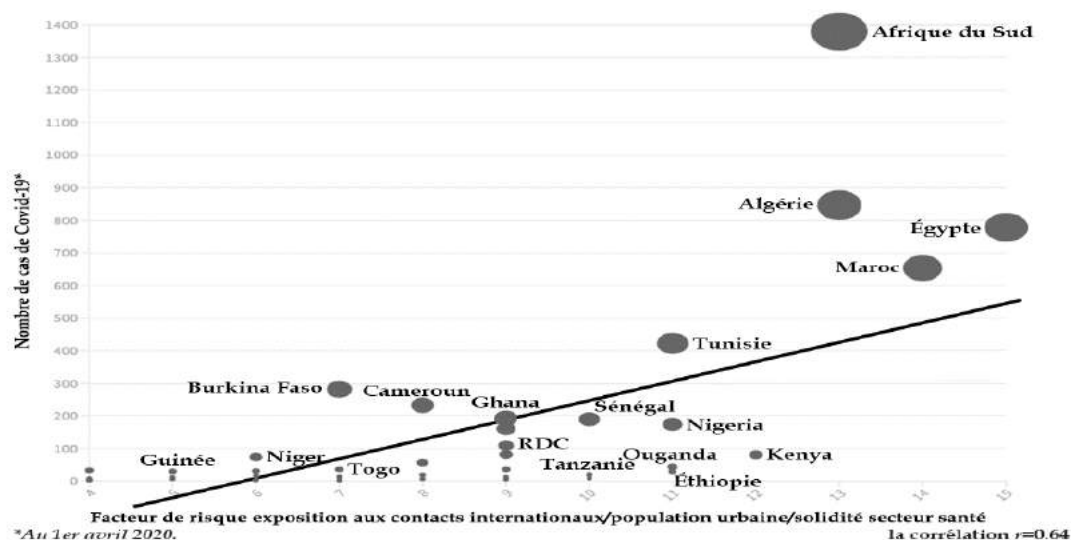
Figure 17. Flux de la population en Afrique

Les mouvements incontrôlés de la population peuvent favoriser la propagation des virus, surtout lorsque les nomades ne sont pas regroupés dans de vastes camps ou lorsqu'ils sont à des endroits où l'accès à l'eau, à l'assainissement et à la santé est insuffisant. La promiscuité qui les caractérise concourt sensiblement à la propagation des maladies infectieuses une fois qu'elles surgissent. Sur les 25 millions de personnes déplacées de force en Afrique, 85 % se concentrent dans 8 pays : la RDC, le Soudan du Sud, la Somalie, l'Éthiopie, le Soudan, le Nigeria, la République centrafricaine et le Cameroun.

En termes de risques cumulés, la RDC apparaît comme l'un des pays africains pouvant être le plus secoué par les effets de la pandémie du Covid-19. En effet, sur les huit facteurs de risque présentés et discutés ci-dessus, six pèsent sur la situation et les perspectives de la RDC, à savoir notamment : l'exposition aux contacts internationaux, l'efficacité du système de santé, la population totale dans les

zones urbaines, la transparence dans la gouvernance politico-administrative, l'ampleur des conflits armés et des problèmes sécuritaires, et l'importance des déplacements de la population sur le territoire national. La riposte du gouvernement au Covid-19 devrait en tenir compte pour cause de pertinence et d'efficacité dans l'action.

Figure 18. Relation entre l'exposition aux contacts internationaux, la taille de la population urbaine et solidité du secteur de la santé aux cas rapportés au Covid-19



Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique(2020).

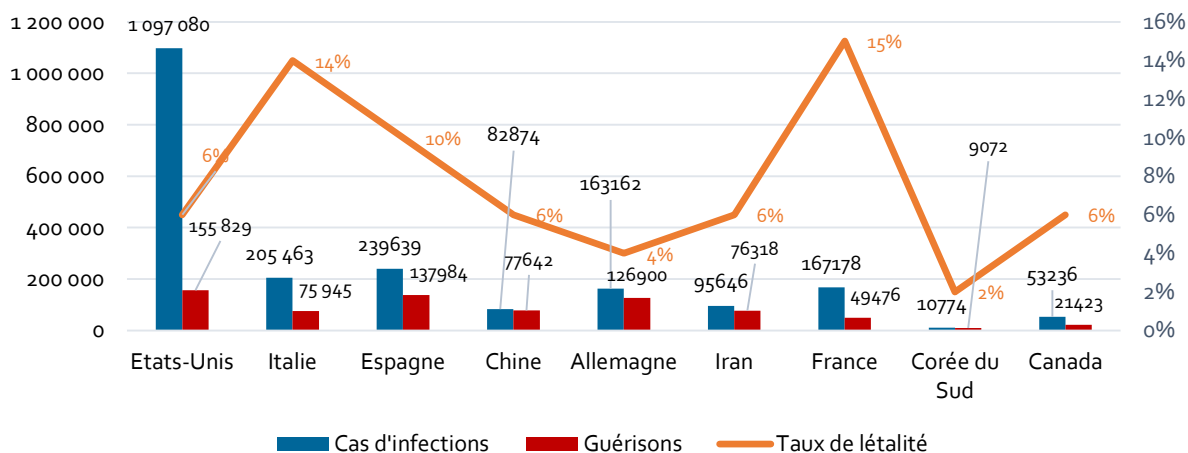
1.3 Conséquences de la propagation à l'échelle mondiale et en Afrique

1.3.1. Le système de santé mondial à l'épreuve du Covid-19

La propagation du Covid-19 dans le monde est un véritable choc sanitaire en ce que, depuis sa survenance, elle a sensiblement affecté les taux de morbidité et mortalité ainsi que les capacités des systèmes sanitaires nationaux, même dans les pays avancés, à bien prendre en charge les patients. Le 31 mars 2020, le nombre de personnes infectées dans le monde était estimé à 735.560, avec un taux de létalité

de 4,76 %. Ce chiffre évolue très rapidement dans le temps. En l'espace d'un mois, i.e. en date du 30 avril 2020, le nombre de personnes infectées par le Covid-19 dans le monde est passé à 3,33 millions, soit une multiplication par 4,52, avec un taux de létalité de 7 %⁷.

Figure 19. Situation du Covid-19 dans le monde et en Afrique au 30 avril 2020



⁷ Cf. Center for Systems Science and Engineering (CSSE) at Johns Hopkins University (JHU).

Selon l'OMS (2000), la santé et le bien-être des populations dans le monde dépendent étroitement de la performance de leurs systèmes de santé. Or, avec la survenance du Covid-19, la performance fluctue sensiblement, même entre des pays avancés et qui ont des niveaux comparables de revenu et de dépenses de santé. Les Etats-Unis comptent le nombre le plus élevés d'infections avec 14,2 % de cas de guérisons, ce qui remet en cause son système sanitaire. Le constat est quasi identique pour les pays européens. Il est essentiel que les décideurs comprennent les raisons sous-jacentes à cela pour pouvoir améliorer la performance de leurs systèmes, et la santé des populations.

La figure 20 ci-dessous indique qu'au 30 avril 2020, le monde a compté 3,3 millions de cas de contamination dont 40.037 cas en Afrique, soit 1,2 % du total. En dépit de son retard sur le plan du développement en général et sur plan de l'efficacité du système sanitaire, l'Afrique reste jusque-là, la région la moins contaminée par la pandémie du Covid-19. Son taux de guérison qui est de 30 % est supérieur à la moyenne mondiale estimée à 27 %. Sous réserve de la qualité des statistiques officiellement communiquées, d'aucuns estiment que la recherche scientifique devrait éclairer les vues sur les différences de vitesse de propagation entre région du monde.

Les puissances telles que les États-Unis, la France et l'Italie éprouvent d'énormes contraintes et difficultés dans la gestion des implications de ce choc sanitaire.

Alors que le Covid-19 faisait rage en Chine, plusieurs pays ont laissé les gens voyager sans consignes particulières, en dépit des alertes des spécialistes.

En outre, les politiques de baisse drastique des financements alloués aux services publics, En outre, les politiques de baisse drastique des financements alloués aux services publics, notamment à l'hôpital, qui ont été menées à travers le monde, en dépit des appels de pieds des acteurs du secteur (cf. revendications récentes en France ou aux États-Unis)⁸, ont contribué à amplifier le désastre. En Europe, si le manque de masques, de gel hydro alcoolique ou de gants soulève l'inquiétude, celui de respirateurs artificiels a conduit les médecins à choisir les malades à sauver.

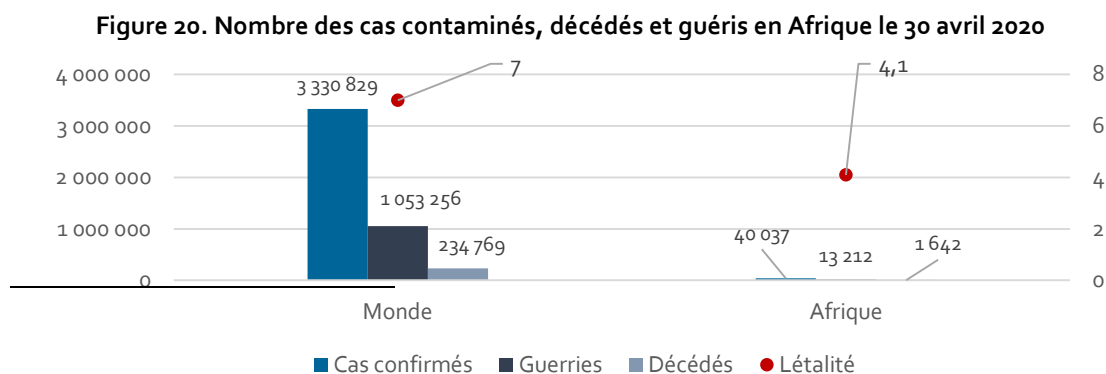
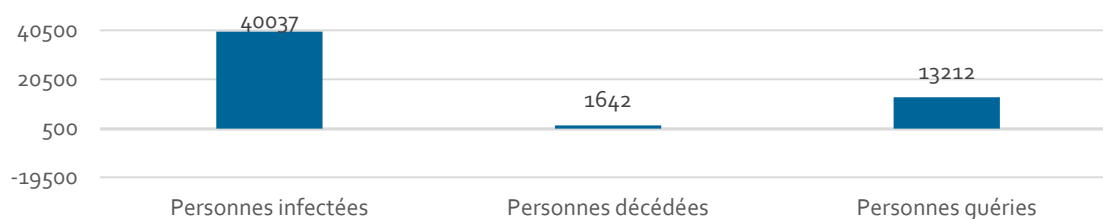


Figure 21. Nombre des cas contaminés, décédés et guéris en Afrique le 30 avril 2020



Source : OMS (2020).

L'identification ou le signalement des cas de Covid-19 dans la plupart des pays africains, y compris en RDC, est fortement corrélée à l'exposition aux contacts internationaux, à la taille de la population urbaine et à la solidité du système sanitaire. En raison d'un important déficit infrastructurel et un déficit en personnel qualifié et non-équitablement réparti sur le territoire national, les systèmes sanitaires de

plusieurs pays africains se voient désarmés face au Covid-19. Ils sont incapables de mener des tests dans des délais opportuns. Du reste, il y a lieu de se demander si les contaminations officiellement signalées sont réellement le reflet de la réalité sur terrain. De fait, des cas de Covid-19 peuvent se propager ailleurs, surtout, dans l'arrière-pays sans être identifiés et signalés.

1.3.2 Les fondamentaux de l'économie mondiale secoués

Naturellement, la pandémie du Covid-19 a des effets directs sur les fondamentaux de l'économie mondiale. L'impact économique se fait déjà sentir dans les pays les plus touchés par la pandémie. En Chine, par exemple, l'activité dans l'industrie manufacturière et dans le secteur des services a énormément

diminué en février 2020. Si le ralentissement de l'activité manufacturière est comparable à celui observé au début de la crise financière mondiale (voir figures 22 et 23), celui des services paraît plus prononcé cette fois-ci, ce qui témoigne de l'effet considérable de l'isolement social (cf. FMI 2020a).

Figure 22. Indice d'activité dans le secteur industriel

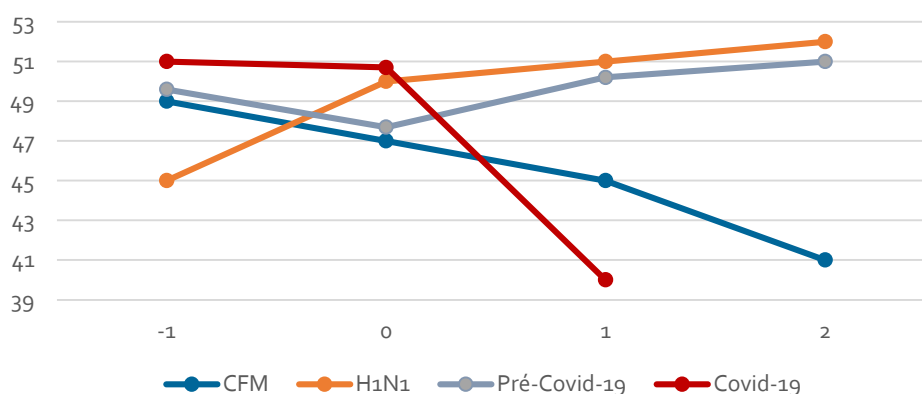
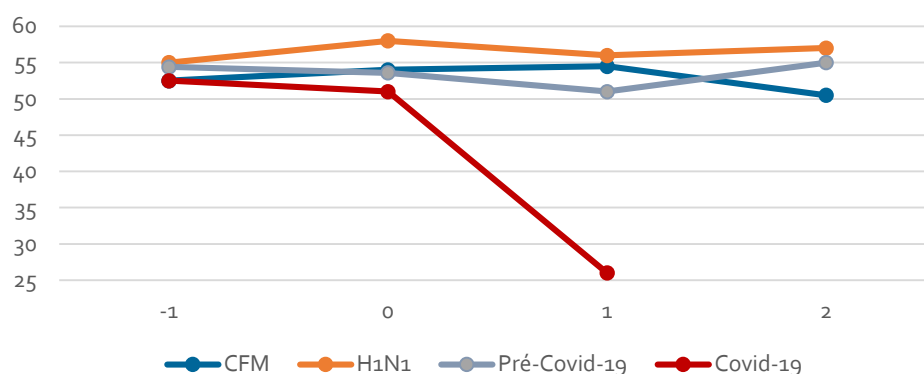


Figure 23. Indice d'activité dans le secteur des services



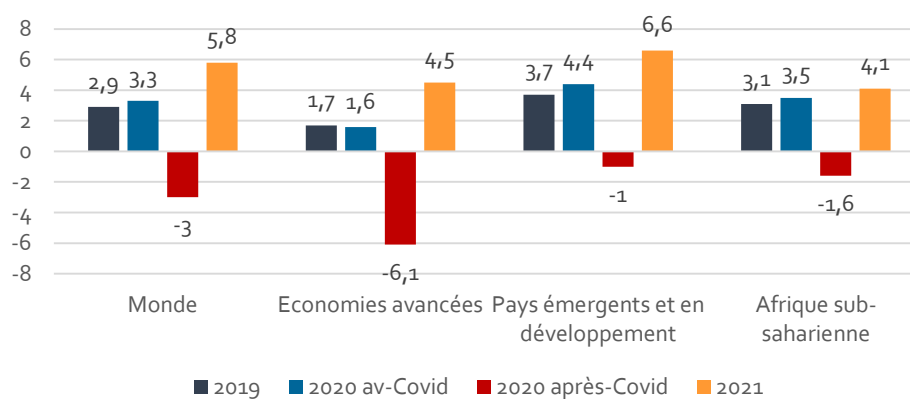
Source : Haver Analytics, Calculs des services du FMI (cf. FMI 2020a).

Note : L'axe des abscisses montre les mois suivant l'évènement mentionné, t = 0 est le premier mois des effets. Les dates de début des différents événements sont : CFM = crise financière mondiale (septembre 2008); H1N1 = virus de l'influenza A/H1N1 (avril 2009); 2019=année 2019 (janvier 2019).

La pandémie du Covid-19 implique d'importantes perturbations dans le fonctionnement de l'économie mondiale, à la fois, sur l'offre des biens et services et sur la

demande globale. Dans la sphère réelle, la perturbation des activités économiques à l'échelle mondiale a entraîné une baisse drastique du profil de la croissance durant le premier trimestre 2020 et les récentes projections des pays ainsi que des organismes internationaux, notamment du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement laissent présager une dépression à fin 2020 avec des taux de croissance négatifs pour toutes les régions du monde (Cf. figure 24).

Figure 24. Prévisions de croissance économiques dans le monde: 2020 - 2021



Source :FMI (avril 2020).

Toutes les principales économies du monde, notamment les Etats-Unis, la Chine, l'Allemagne et la France ont revu, à la baisse, les prévisions de leur taux de croissance à fin 2020. C'est le cas également pour plusieurs autres pays du monde. Les figures 25 et 26 résument les révisions de l'évolution du produit intérieur brut en 2020 et 2021 suite à l'apparition du Covid-19. Il en ressort une

reprise de l'activité économique à partir de 2021. Il importe quand même de noter que les avis des analystes sont partagés sur la durée des effets du choc provoqué par le Covid-19.

Figure 25. Révision des prévisions de croissance en 2020 suite à l'apparition du Covid-19 (en %)

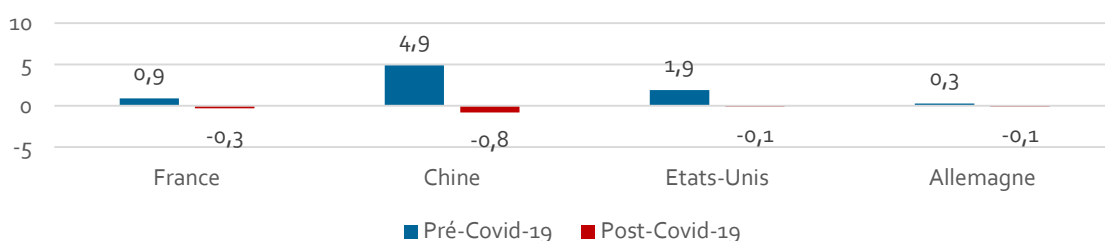
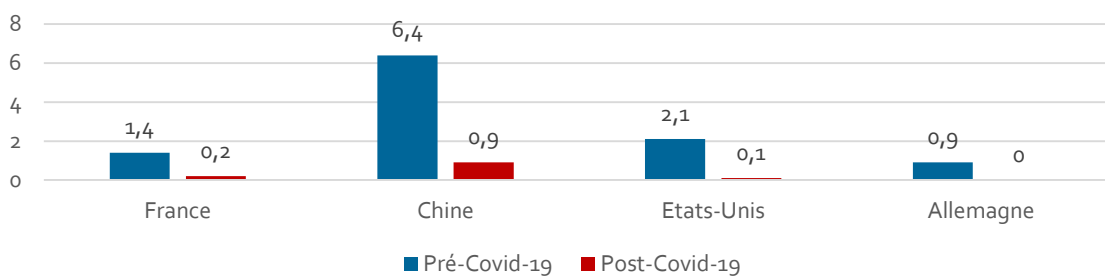


Figure 26. Révision des prévisions de croissance en 2021 suite à l'apparition du Covid-19 (en %)

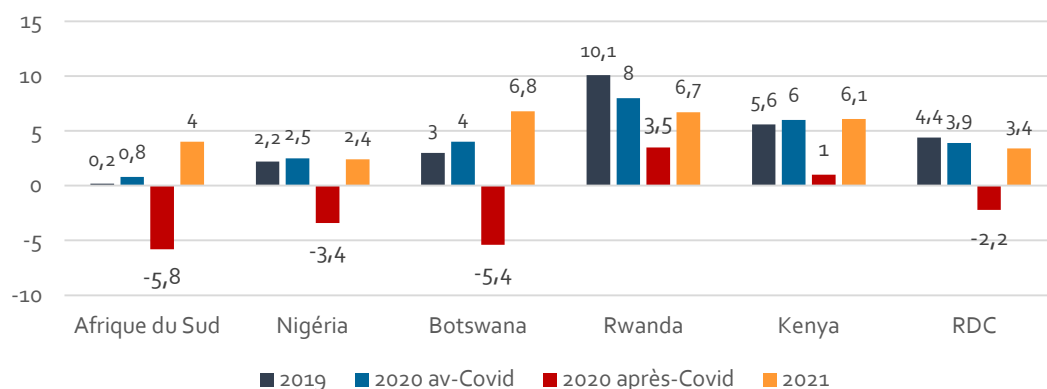


Source : FMI (avril 2020).

En effet, avant la survenance de la pandémie du Covid-19, la France, la Chine, les États-Unis et l'Allemagne projetaient pour 2020, respectivement des taux de croissance économique d'environ 0,9 %; 4,9 %; 1,9 % et 0,3 %. Suite à la pandémie, tous ces pays ont reconsidéré à la baisse, et ce de manière significative, les prévisions de leur taux de croissance économique en 2020. Le même constat peut être fait pour l'exercice 2021.

Il ne faut tout de même pas perdre de vue que la dynamique attendue dépendra du comportement des acteurs, particulièrement des États-Unis et de la Chine.

Figure 27. Evolution des prévisions de croissance dans quelques pays africains avant et après le Covid-19



Source : FMI (avril 2020).

Il ressort de la figure 27 ci-dessus une révision à la baisse généralisée des prévisions de croissance économique en Afrique. Trois des économies les plus performantes du continent, à savoir l'Afrique du Sud, le Botswana et le Nigéria pourront connaître une régression sensible de leur niveau d'activité économique au cours de l'année 2020. Il convient quand

même de relever que malgré le contexte de crise mondiale actuelle des pays comme le Kenya et le Rwanda s'attendent à réaliser à fin 2020, des taux de croissance positifs. On s'attend à un taux de croissance négatif à fin 2020 pour la RDC, chose qu'elle n'a pas connu depuis 2002, soit pendant 19 ans.

1.3.2 Comptabilité des effets induits par le choc du Covid-19

Les figures 25 et 26 indiquent que les principales puissances mondiales ont toutes revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2020 et 2021. En effet, la perturbation des activités économiques à l'échelle mondiale fait baisser le PIB, ce qui entraîne des chocs sur l'offre. Par ailleurs, les mesures de confinement prises par plusieurs pays, à travers le monde, réduisent à leur tour la demande mondiale (cf. tableau 1). Une détérioration de la confiance des consommateurs et entreprises peut inciter à tabler sur une baisse de la demande, notamment des dépenses courantes et d'investissements. Cela exacerberait la fermeture d'entreprises, les pertes d'emplois et une baisse en cascades de la demande globale si les mesures urgentes de soutien à l'économie tardent à être prises.

C'est à juste titre que les dernières estimations mondiales font état d'une réduction des heures de travail de 6,7%, ce qui équivaut à 195 millions de personnes qui travaillent à plein temps, les personnes effectuant une semaine de travail de 48 heures (OIT, avril 2020). Aussi, 38% de la main-d'œuvre mondiale (1,25 milliard de travailleurs), sont exposés à des risques de perte d'emploi car œuvrant dans des secteurs d'activité qui pourraient fléchir sensiblement, notamment le commerce de détail, l'hôtellerie, la restauration et la manufacture. Relativement aux pays à faible revenu ou intermédiaire comme en Afrique, l'économie informelle sera la plus touchée. Partout au monde, les travailleurs les plus vulnérables aux risques sanitaires sont aussi ceux intervenant dans des espaces publics.

Étant donné que toutes les projections suggèrent une récession mondiale, l'économiste en chef du FMI, Gita Gopinath, a invité les gouvernements du monde et les institutions internationales à mettre en place des mesures de grande envergure et ciblées sur les plans budgétaire, monétaire et financier pour limiter les conséquences économiques que peut impliquer cette crise sanitaire, et principalement aider les ménages et les entreprises touchés (cf. FMI 2020a). Les mesures proposées à cet effet, se résument comme suit. Les ménages et entreprises frappés par des perturbations de l'offre et une chute de la demande pourraient être ciblés et bénéficier de transferts monétaires, subventions

salariales et allègements d'impôts, ce qui leur permettrait de répondre à leurs besoins et de rester à flot. Ces mesures sont déjà d'application en Italie, Corée du Sud, Chine et Canada.

Tableau 1. Comptabilité des effets induits par le choc du Covid-19

Choc	Mécanismes et canaux de transmission
<i>Du côté offre</i>	Diminution directe de l'offre des biens et services en raison des travailleurs infectés par le Covid-19 ou accusant d'une baisse de productivité du fait d'un enfant ou d'un proche parent malade.
	Ralentissement de l'activité économique à cause notamment : (i) Des mesures d'isolement, de confinement et de mise en quarantaine visant à freiner la propagation du Covid-19, ce qui réduit l'emploi des capacités installées et les débouchés ; (ii) Du manque d'intrants en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement, que ce soit sur le marché intérieur qu'extérieur.
	L'effet domino de la Chine sur les entreprises locales : (i) La Chine est un fournisseur important de produits intermédiaires à l'échelle mondiale (appareils électroniques, automobiles, machines et outillage). La perturbation de l'activité en Chine a donc déjà un effet domino sur les entreprises en aval. (ii) Ces perturbations contribuent à alourdir davantage les charges d'exploitation et constituent un choc sur la productivité, ce qui freine l'activité économique.
<i>Du côté demande</i>	Perte de revenus : (i) Les craintes de contagion et la montée de l'incertitude inciteront les ménages à dépenser moins ; (ii) Les pertes d'emplois qui résulteraient de la crise devraient réduire la demande globale, sinon la demande solvable. (iii) La perturbation du cadre macroéconomique (hausse de l'inflation et dépréciation monétaire) à la suite du Covid-19 réduira la demande globale et restreindra les débouchés.
	Les mesures de confinement, en limitant la mobilité des personnes et des biens pèsent sur la demande globale (faible fréquentation des magasins et ralentissement de la rotation des stocks)

L'Italie a reporté les échéances fiscales pour les entreprises des zones touchées et élargi le fonds de complément salarial pour aider les travailleurs licenciés. La Corée du Sud a instauré des subventions salariales pour les petits marchands et augmenté les allocations familiales et aux chercheurs d'emploi. La Chine a provisoirement dispensé les entreprises de cotisations de sécurité sociale. Pour les personnes licenciées, l'assurance chômage sera renforcée. Il est aussi prévu l'élargissement de la couverture des congés maladie et familiaux payés. Certaines entreprises ont demandé à leurs travailleurs de rester à la maison sans craindre de perdre leur emploi pendant la pandémie. L'Espagne a annoncé l'hibernation de l'activité économique et a décidé d'accroître la protection des travailleurs en empêchant les employeurs de procéder aux licenciements express, comme après la crise financière de 2008. A cet effet, elle a bloqué le licenciement objectif invoquant la force majeure et confirmé que tous les contrats à durée déterminée resteront en vigueur jusqu'à la fin de la crise.

Par ailleurs, les banques centrales doivent être prêtes à fournir beaucoup de liquidités aux banques et aux autres institutions, en particulier ceux qui prêtent aux petites et moyennes entreprises, peut-être moins préparées à de fortes perturbations. En outre, des mesures de relance monétaire comme une baisse du taux d'intérêt directeur et des achats d'actifs, peuvent rehausser la confiance et soutenir les marchés financiers en cas de risque prononcé de durcissement considérable des conditions financières.



De même, une relance budgétaire généralisée et proportionnelle à la marge de manœuvre disponible peut stimuler la demande, mais serait probablement plus efficace lorsque l'activité des entreprises commencera à revenir à la normale, i.e. après la période de confinement.

Compte tenu de la vaste propagation de la pandémie du Covid-19 dans de nombreux pays, de la profondeur des liens économiques entre les pays (au plan technologique, financier et commercial) et des effets de confiance considérables sur l'activité économique, les marchés financiers et les marchés de produits de base, il est évident qu'une riposte internationale coordonnée s'impose pour pouvoir contrer la pandémie et relancer rapidement l'économie mondiale. De ce fait, l'économiste en Chef du FMI, Gita Gopinath, invite la communauté internationale à aider les pays aux capacités sanitaires restreintes à éviter une catastrophe humanitaire. C'est dans ce cadre que s'inscrit du reste la présente étude qui bénéficie de l'appui des PTF œuvrant en RDC.

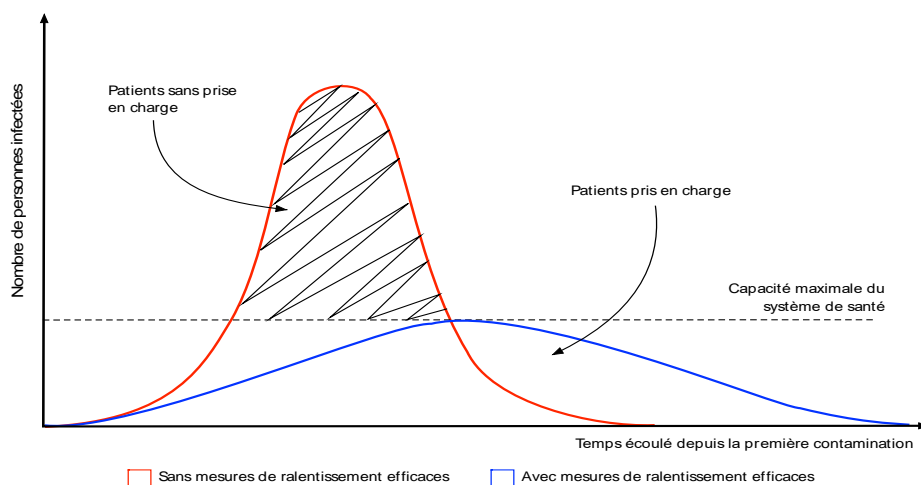
1.4 Anatomie des mesures prises à l'échelle internationale

1.4.1 Sur le plan sanitaire

Dans plusieurs pays, les décideurs politiques, les acteurs de la société civile et les responsables de la santé publique scandent un refrain commun dans la lutte contre la pandémie du Covid-19 : « il faut aplatir la courbe ». Ce propos fait référence à un graphique épidémiologique (cf. figure 28 ci-dessous) qui illustre le nombre quotidien de nouveaux cas d'un virus au fil du temps. Selon les experts, ce graphique montre l'importance de ralentir avant tout le rythme de propagation du virus dans les pays et dans le monde, afin que le taux d'infection ne dépasse pas la capacité des systèmes de santé à riposter conséquemment.



Figure 28. Courbe épidémiologique lors d'une pandémie

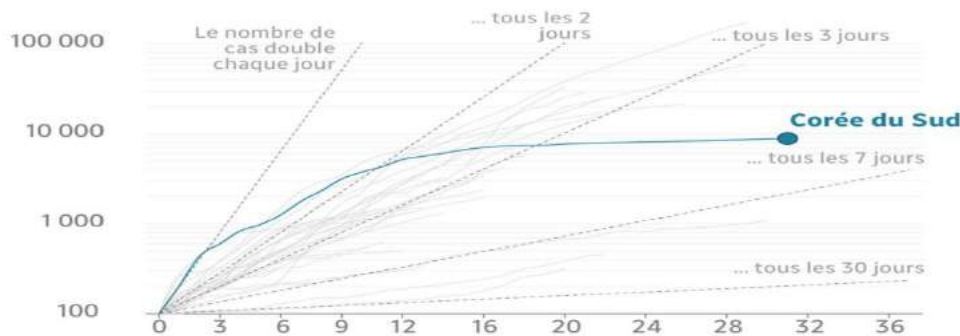


Source: Figure élaborée sur base des informations recueillies auprès du Centre américain de prévention et de contrôle des maladies (Centers for Disease Control and Prevention).

De manière générale, l'objectif pour les pays touchés est désormais de limiter autant que possible la propagation du virus, notamment grâce à: (i) la mise en quarantaine des personnes contaminées et celles qui ont côtoyé des personnes infectées; (ii) l'interdiction des grands rassemblements de personnes; (iii) la fermeture des commerces, écoles, et crèches; (iv) l'arrêt des vols en

provenance des pays où circule activement le virus; (v) l'application de règles d'hygiène pour se protéger du virus (se laver les mains très régulièrement, ne plus faire la bise ni serrer la main, tousser et éternuer dans son coude, utiliser des mouchoirs à usage unique, porter un masque pour les personnes suspectes ou malades, etc.).

Figure 29. La Corée du Sud est le pays qui a le mieux réussi à aplatir la courbe



Les pays qui ont mis en place des politiques préventives, proactives, sévères et agressives comme la Corée du Sud sont ceux qui essentiellement exhibent des courbes épidémiologiques qui s'aplatissent le plus rapidement. C'est le principal enseignement des premières mesures prises dans la riposte contre cette pandémie. Le cas de la Corée du Sud est particulier ou instructif car la croissance initiale des infections a été rapide, mais qu'ensuite, la courbe des nouveaux cas identifiés s'est très vite infléchi. Il faut tout de même noter qu'en Corée du Sud, on y a pratiqué un grand nombre de tests de détection, notamment chez les patients avec peu de symptômes, ce qui a eu pour effet de gonfler le nombre de cas initiaux, mais aussi d'abaisser le taux de mortalité apparente ainsi que de mieux cerner les contours de la propagation et de mieux orienter le confinement et la mise en quarantaine.

1.4.2 Sur le plan économique

Le FMI a développé au mois de mars 2020, une plateforme numérique qui procède à une revue systématique des réponses économiques clés que les différents gouvernements (pour 192 pays dans le monde) prennent pour limiter l'impact humain, social et économique de la pandémie de Covid-19 (cf. FMI 2020b). Les réponses varient en fonction de la nature des effets du choc sanitaire, des mécanismes de transmission des effets, et des circonstances spécifiques à chaque pays.

Le FMI se concentre sur les actions discrétionnaires qui complètent les filets de sécurité sociale et les mécanismes d'assurance existants. Ces mécanismes existants diffèrent d'un pays à l'autre par leur ampleur et leur portée ainsi que leur couverture.

Ce plan comporte deux volets (Brookings 2020, FMI 2020b). Le **volet 1** intitulé *Soutien aux ménages* a 4 composantes : (i) aide au revenu pour les personnes qui en ont le plus besoin ; (ii) souplesse envers les contribuables ; (iii) outils de gestion pour les cas de défaillance des emprunteurs hypothécaires ; et (iv) rôle des institutions financières. Les 5 composantes du **volet 2** dénommé *Soutien aux entreprises*, sont : (i) soutien aux entreprises par un financement direct de l'État ; (ii) aide aux entreprises en vue du maintien en poste des employés ; (iii) souplesse pour les entreprises produisant des déclarations de revenus ; (iv) accès au crédit pour les entreprises ; et (v) appui à la liquidité du marché financier.

Tableau 2. Réponses des politiques, en termes d'allocation budgétaire, dans quelques pays du monde

Pays	Allocation budgétaire prévue	En % du PIB	Dernière mise à jour
	<i>En milliards USD</i>		
États-Unis	2 000	10,0	24 mars 2020
Canada	98	6,0	25 mars 2020
Chine	1 300	11,2	23 mars 2020
Corée du Sud	23	1,2	24 mars 2020
Allemagne	1 079	28,5	23 mars 2020
France	381	15,0	23 mars 2020
Italie	28	1,4	23 mars 2020
	<i>En millions USD</i>		
Afrique du Sud	0,9	0,2	23 mars 2020
Congo	35,0	0,3	25 mars 2020
Côte d'Ivoire	150,0	0,3	25 mars 2020
Nigéria	20,7	0,004	24 mars 2020
RDC	130,0	0,3	25 mars 2020
Rwanda	152,0	1,5	26 mars 2020

Source : FMI (2020b).

2.Impacts actuels et effets probables du Covid-19 en RDC

Ce chapitre analyse les premiers impacts observés du Covid-19 sur la situation sanitaire du pays depuis l'identification du premier cas de contamination. Aussi, elle discute des effets probables du Covid-19 dans les jours à venir. A cet égard, deux hypothèses sont formulées quant au rythme de propagation du virus et sa couverture géographique dans le pays. On admet au niveau de la première hypothèse

(H1) que la propagation du Covid-19 est lente et contenue et au niveau de la deuxième hypothèse (H2), la propagation est rapide et généralisée. Pour mener à bien l'analyse, il s'est avéré important de partir de l'identification des principaux problèmes de santé en RDC, notamment les problèmes d'infrastructures et d'équipements ainsi que les principales maladies qui ponctuent le pays.

2.1 Impacts sur le plan sanitaire



Du 24 au 25 avril 2020, le nombre de cas identifiés en RDC est passé de 394 à 442 dont 28 décès, 50 guérisons et 281 cas en bonne évolution alors qu'au 1^{er} avril 2020, elle comptait 123 cas, soit presque un triplement en moins d'un mois. Le gouvernement a pris des mesures pour limiter ou contenir l'expansion de la pandémie du Covid-19 dans le pays,

mais il s'annonce des perspectives assez sombres pour l'économie nationale et les conditions de vie de la population, plus particulièrement pour les ménages pauvres et les personnes vulnérables qui, du reste, sont majoritaires. En effet, au vu des structures de l'économie, de l'incidence de la pauvreté (73,1 % selon la Banque mondiale) et des habitudes de consommation, les mesures de confinement ont du mal à être appliquées en RDC.

2.1.1 Regards sur la situation sanitaire de la RDC

Cette section fait un état des lieux du secteur de la santé publique en RDC en se fondant sur les évolutions récemment observées. Elle dresse ainsi un aperçu sur les infrastructures sanitaires du pays, son personnel médical et paramédical, ses disponibilités en termes de médicaments et renseigne sur les principaux

problèmes sanitaires auxquels il est confronté tout comme les principaux défis à relever. Les éléments de ce regard rétrospectif permettront d'une part, de discuter de la capacité du pays à riposter à la pandémie du Covid-19 ou à une pandémie de nature similaire et de l'autre, de mesurer son impact sur la situation sanitaire du pays.

• Principaux indicateurs de santé publique

Malgré quelques progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) de 2000 à 2015, la RDC connaît une situation sanitaire encore préoccupante. En effet, comme l'indique le tableau 3, les indicateurs de santé en RDC ne sont pas reluisants et demeurent inférieurs à la moyenne continentale. Le taux de mortalité est relativement très élevé, soit 28 - 30 ‰ contre une moyenne de 13 ‰ en Afrique subsaharienne. Il en est de même du taux de mortalité infantile qui s'est situé à 91,1 ‰ contre une moyenne subsaharienne de 84,9 ‰ en 2018. La forte mortalité infantile tient entre autres, à l'irrégularité des vaccinations et à l'exposition des enfants à plusieurs risques, notamment à la malnutrition et des conditions de logement précaires.



Tableau 3. Indicateurs de santé en RDC: 2000 - 2019

	1990	2001	2007	2010	2012	2014	2016	2017	2019
Espérance de vie (années)	47,8	42,5	43	48,7	48,7	50,1	59,3	60	60
Taux de malnutrition (%)	31	72,1	69				26,7	27,7	
Malnutrition enfants <5ans (%)			46	43		42,5			23,1
Enfants de 12-23 mois vaccinés (%)			31	42		45,3			35,6
Mortalité infantile (‰)	92	126	97	92	71,2	58	94	91,1	
Mortalité maternelle (‰)			540			560			
Taux de vaccination									35
Proportion des visites prénatales									82,4

Source : Ministère du Plan et Banque mondiale

Durant ces six dernières années, en plus des problèmes sanitaires endémiques qui la ponctuent depuis des années, notamment une forte prévalence du paludisme et de la fièvre typhoïde ainsi qu'une prévalence assez préoccupante du VIH/Sida, la RDC a fait face à des violents épisodes épidémiologiques. En 2019, il a été observé une expansion de la maladie à virus d'Ebola (MVE), essentiellement à l'Est du pays avec un nombre préoccupant de cas de contamination et de décès (2,279 2100 victimes en avril 2020). Octobre 2019). La

rougeole et le choléra ont aussi continué à faire de nombreuses victimes. En 2019, 203.179 cas de rougeole ont été signalés, dont 4000 décès. Les enfants de moins de 5 ans ont représenté 74 % des cas identifiés et 90 % des décès. De janvier à février 2019, il a été compté 4716 cas de choléra dont 112 décès, soit une létalité de 2,4 %.



Tableau 4. Episodes de maladie à virus Ebola en RDC

	Localisation	Nombre de cas	Nombre de décès	Taux de létalité
1976	Equateur (Yambuku, au nord de Bumba)	318	280	88,1
1977	Equateur (Tandala, Sud-Ubangi)	1	1	100,0
1995	Bandundu (Kikwit)	315	250	79,4
2007	Kasai-Occidental	264	187	70,8
2008/09	Kasai-Occidental (Mweka et Luebo)	32	14	43,8
2012	Province Orientale (Isiro, Haut-Uélé)	57	29	50,9
2014	Equateur (Djera, Boende)	66	49	74,2
2018-20	Est du pays	3,461	2,279	66

Source : Organisation mondiale de la Santé (OMS) et RDC/Ministère du Plan.

En ce qui concerne particulièrement la santé des enfants, les indicateurs ont quelque peu évolué depuis la mise en œuvre des OMD mais les cibles fixées à l'horizon 2015 n'ont pas été atteints. Les défis sont multiples pour l'atteinte des ODD mais peuvent être relevés en partant d'une bonne identification des facteurs de risques et en s'engageant de manière active dans les solutions préventives

pour limiter les cas de traitement. Des efforts sont aussi à conjugués pour améliorer de manière significative le traitement administré aux patients. Le tableau 5 ci-après donne des indications sur les deux principales causes de décès des enfants en RDC et renseigne également sur les modalités de prévention et de traitement possibles.

Tableau 5. Principales causes de décès chez l'enfant en RDC : facteurs de risque et action

Cause de mortalité	Facteurs de risques	Prévention	Traitement
Pneumonie, ou autres infections respiratoires aiguës	Petit poids de naissance Malnutrition Enfants non allaités au sein Promiscuité	Vaccination Allaitement exclusif Alimentation appropriée Meilleure qualité de l'air du logement	Soins adaptés, prodigués par un agent de santé qualifié Antibiotiques Oxygène en cas de maladie grave
Diarrhée de l'enfant	Enfants non allaités au sein Insalubrité de l'eau et des aliments Mauvaise hygiène Malnutrition	Allaitement exclusif Alimentation appropriée Salubrité de l'eau et des aliments Conditions d'hygiène et d'assainissement satisfaisantes Vaccination	Sels de réhydratation orale (SRO) à osmolarité réduite Suppléments de zinc

Source : Adapté de l'OMS

La lutte contre ces maladies nécessite des moyens financiers conséquents. Malheureusement, le tableau 6 ci-dessous montre que les allocations budgétaires de l'Etat en faveur du secteur de la santé publique sont généralement faibles et sous exécutées alors que les défis sanitaires à relever par le pays sont multiples et de grande envergure comme l'a établi le tableau 3. Pour une meilleure offre des soins de santé sur

l'ensemble du territoire national, l'Etat devrait accorder davantage de ressources à la santé notamment pour le financement des investissements sectoriels (construction et réhabilitation des infrastructures), de la prise en charge médicale des patients (achats de médicaments et autres intrants) et des campagnes de sensibilisation ainsi que de vaccination, notamment celles contre la rougeole et la poliomyélite.

Tableau 6. Budget alloué aux secteurs de la santé : 2016 - 2019

Année	2016		2017		2018		2019	
	Voté	Exécuté	Voté	Exécuté	Voté	Exécuté	Voté	Exécuté
Montant total (milliards CDF)	366	351	790,8	412,5	761,5	440,9	1056,32	526,9
Dont investissement	167	139	551	204,9	388	190,7	582	151,7
Taux d'exécution	96 %		52,2 %		57,89 %		49,88 %	
Part de la santé dans le budget	6,7%		8,2%		7,0%		8,3%	
Budget total par tête ⁹	42,95 USD		33,92 USD		45,61 USD		48,01 USD	
Budget de la santé par tête	2,86 USD		2,79 USD		3,21 USD		3,99 USD	

Source : RDC/Ministre du Budget.

- **Infrastructures d'accueil et équipement**

Selon le Plan national de développement sanitaire (PNDS) recadré 2019 – 2022, le secteur de la santé connaît un déficit d'infrastructures et d'équipements ne répondant pas aux normes nationales de construction. Sur les 8504 aires de santé (AS) planifiées en RDC, 238 ne disposent pas d'un centre de soin de santé primaire (CS). Cependant, sur les 8266 CS existants seuls 1006, soit 12 %, sont construits en matériaux durables. Certains d'entre eux se trouvent dans un état de délabrement avancé et 671 CS nécessitent une réhabilitation. Le reste des Centres de Santé (7120) sont en semi durable ou en pisé. Sur les 516 zones de santé (ZS) du pays, 393 disposent d'un Hôpital général de référence (HGR). Parmi ces HGR, 152 ont été réhabilités et 60 construits.

Subdivisée en aires, avec un CS pour 5 à 10 mille habitants en milieu rural et de 15 à 30 mille en ville, la ZS couvre 100 à 150 mille habitants et 3 ZS sur 4 disposent d'un Hôpital général de référence (HGR). Le secteur privé détient 40 % des HGR et ZS. Sur 401 hôpitaux en 2012, 179 étaient confessionnels, 176 publics et 46 d'entreprises publiques et privées ; 7725 autres appartenaient à l'État, aux entreprises, aux organisations non gouvernementales, aux églises et à des individus. Dans le secteur public, les hôpitaux et autres centres sont généralement dans un état de délabrement avancé et ont une faible

capacité d'accueil : moins d'un HGR sur 100 dispose d'un laboratoire complet, 2 sur 3 n'ont pas d'accès permanent à l'eau et moins d'un sur deux à un appareil de radiographie.

- **Résilience des structures de santé aux épidémies et situation d'urgence**

Le profil épidémiologique de la RDC est marqué par l'émergence et la réémergence de plusieurs maladies transmissibles à potentiel épidémique. En même temps, elle est dans une transition caractérisée par une augmentation de l'incidence des maladies non transmissibles. Ce double fardeau des maladies transmissibles et non transmissibles a une répercussion sur la mortalité et morbidité de l'ensemble de la population. Le pays est encore confronté à de multiples épidémies, urgences et catastrophes de diverses natures, notamment les épidémies de choléra, de maladie à virus Ebola (MVE), de poliomyélite et de rougeole. La pandémie du Covid-19 survient ainsi dans un contexte où le pays tente de cicatriser le passage de la MVE qui a fait environ 2200 victimes dans sa partie Est.

L'évaluation externe du Règlement sanitaire international (RSI) suggère que les capacités minimales de la RDC à prévenir, détecter et riposter rapidement et conséquemment aux menaces sur la santé publique sont encore trop faibles (cf. PNDS 2019 – 2022). La revue des épidémies connues depuis 2016 relève que l'identification et la réponse sont souvent

⁹ Le budget par tête de la RDC est inférieur à celui de la RSA (1416 USD en 2017), du Botswana (2176 USD), du Gabon (1268,8 USD), du Burkina Faso (187 USD), du Nigéria (178 USD) et de l'Ethiopie (92,8 USD).

tardive et inadéquate à cause de l'absence ou mieux de l'impréparation des équipes d'interventions rapides (problème de capacités humaines) et du manque de pré positionnement des kits répondant au design

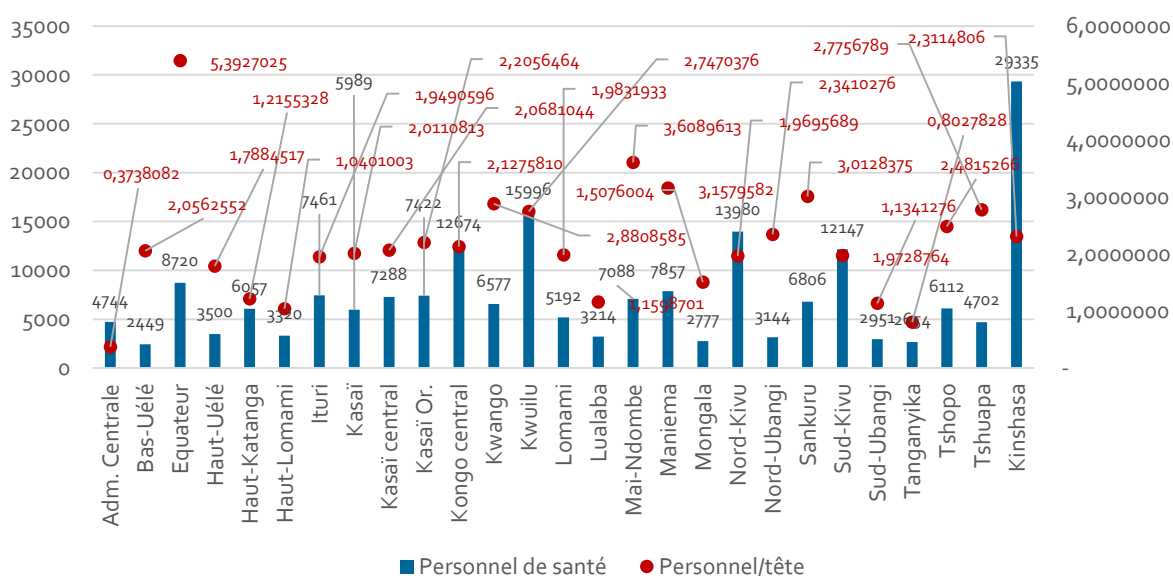
des épidémies potentielles (problème d'infrastructures) et au déficit de coordination dans la surveillance et la riposte (problème de gouvernance).

• Personnel médical et paramédical

L'effectif total du personnel de santé répertorié dans l'ensemble du pays en 2017 est, toujours selon le PNDS 2019 – 2022, de 161.966 unités ou personnes dont 96.196, soit 59,39 % sont professionnels de santé et 65.770, soit 40,61 % représentent le personnel

administratif et de soutien. Sur le plan des professions, les infirmiers représentent l'effectif le plus important avec 73.046 unités, soit 45,1 %, les médecins sont au total à 9537, soit 5,9 %. La ville-province de Kinshasa regorge l'effectif le plus important avec 15.541 agents, suivie de la province du Kwilu avec 13.851 agents. La province du Bas-Uélé a l'effectif le moins élevé, soit 2117 agents.

Figure 30. Répartition des effectifs du personnel de sante par province



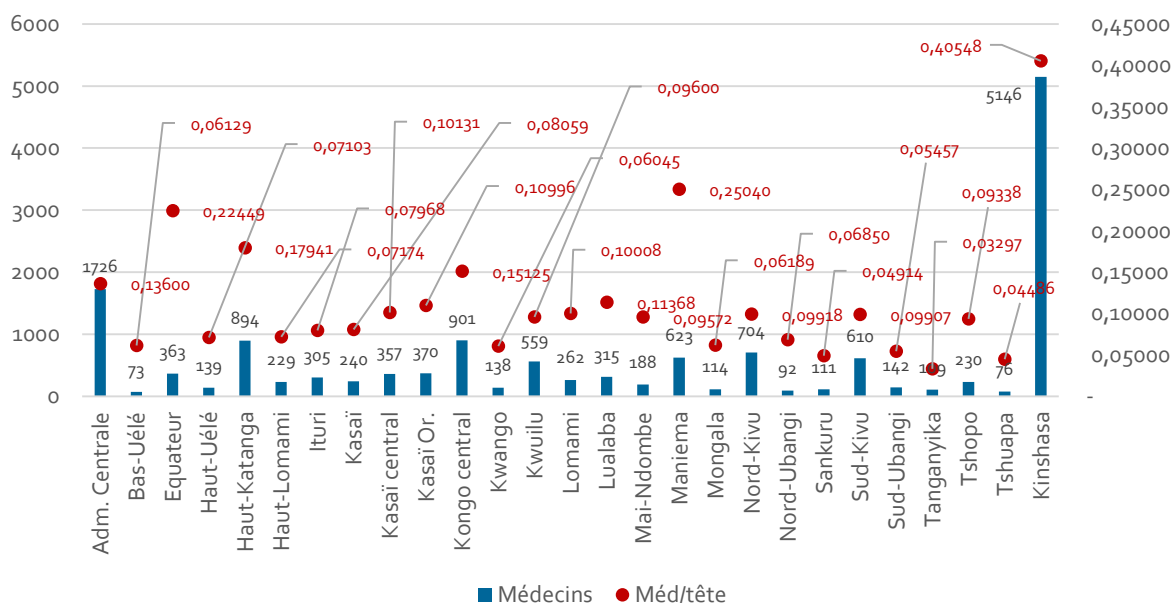
Source : PNDS

Comme le montre la figure 30 ci-dessus, il existe des disparités importantes d'effectifs du personnel de santé entre provinces. La répartition géographique fait état d'une concentration du personnel soignant dans les grandes villes, particulièrement à Kinshasa et dans les centres urbains des provinces. S'agissant du ratio infirmier pour 5000 habitants, il y a lieu, au regard des informations ci-dessus, de noter une pléthore du personnel infirmier dans toutes les provinces. Pour ce qui est du ratio un médecin pour 10.000 habitants, seules 3 provinces comprennent les effectifs conformes ou supérieurs aux normes internationales, à

savoir Kinshasa, Kongo Central et Haut-Katanga.



Figure 31. Répartition des médecins par entités/province



Source : PNDS

En dehors des infirmiers et des médecins dont les effectifs semblent suffisants ou répondre aux normes en matière de couverture des besoins potentiels, le pays connaît une carence en ce qui concerne certaines catégories professionnelles. C'est le cas notamment des assistants en pharmacie et des pharmaciens, des chirurgiens-dentistes, des anesthésistes, des techniciens de radiologie, les kinésithérapeutes et des spécialistes de la médecine physique. Dans le domaine de la maternité ou des accouchements, une attention particulière mérite d'être accordée à la question de la rareté des sages-femmes en RDC.

• Disponibilité des médicaments et équipements

Le Système national d'approvisionnement en médicaments essentiels (SNAME) basé sur la centralisation des achats à travers la Fédération des centrales d'achat des médicaments essentiels, et la décentralisation de la distribution par le canal des Centrales de distribution régionale (CDR) des médicaments essentiels permet de garantir la traçabilité, la qualité et l'accessibilité des médicaments fournis aux formations sanitaires. Son

fonctionnement n'est pas encore optimal et le pays connaît encore de sérieux problèmes de disponibilité, d'accessibilité, de qualité et d'utilisation rationnelle des médicaments.

La faible disponibilité des médicaments essentiels, y compris les vaccins et les intrants essentiels dans les formations sanitaires s'explique par leurs faibles capacités à assurer une gestion responsable et prévoyante des stocks de médicaments. Cet état de choses tient également à leur faible capacité à définir ou estimer leurs besoins, à leur incapacité à recouvrer leur capital médicament (tarification des soins et mauvaise gestion financière), aux difficultés à utiliser rationnellement les médicaments et autres intrants spécifiques, et à l'absence d'un accompagnement et d'une supervision de qualité ou de niveau supérieur et d'un faible approvisionnement dans les CDR et les structures accréditées.

• Situation sanitaire dans la ville de Kinshasa

La ville de Kinshasa, épice de la pandémie du Covid-19 en RDC, est l'une des trois mégacités d'Afrique, à côté du Caire et de Lagos, qui comptent plus de 10 millions d'habitants. Près

de 60 % des médecins du secteur public y travaillent. On y compte 1,8 médecin et 8 infirmiers pour 10.000 habitants. En 2017, la ville disposait de 337 CS sur les 8363 que compte le pays. Pour ce qui est des HGR, 28 sur 417 se trouveraient à Kinshasa. En 2013, sur les 402 ZS disposant du matériel informatique, 18 étaient à Kinshasa. Sur 17 centrales de distribution régionale des médicaments, 1 était à Kinshasa. Le nombre de pharmacies y œuvrant est de 1495 sur les 7398 que compte le pays.

Pour ce qui est des matériels respirateurs fonctionnels, comme relevé supra, le stock

disponible dans la ville-province de Kinshasa est de 70 unités, dont 52 pour adulte, 3 pour la pédiatrie, 9 respirateurs seraient utilisés pour le transport, et 6 seraient destinés à la ventilation non invasive (VNI). Quant à la ventilation par masque, elle est essentiellement utilisée dans la prise en charge des insuffisances respiratoires aiguës. Ces appareils sont repartis dans des formations tant publiques que privées. Rapporté à la taille de la population kinoise, on aurait plus de 200 mille personnes par appareil, et là sans tenir compte de la durée du traitement par personne.

Tableau 7. Répartition des respirateurs fonctionnels dans la ville de Kinshasa, mars 2020

	Formation médicale	Localisation	Type de respirateur	Quantité
1	CUK	Mont-Amba	Adulte	5
			Transport	1
2	HASC	Tshangu	Adulte	2
3	HBMM	Tshangu	Adulte	9
4	HJ	Funa	Adulte	8
5	H St Joseph	Funa	-	0
6	CL Bondeko	Funa	-	0
7	CHME Monkole	Lukunga	Pédiatrique	2
			Transport	4
8	CH Nganda	Lukunga	Adulte	1
9	Ngaliema Center	Lukunga	Adulte	2
			Transport	2
			VNI	6
10	CH Kintambo	Lukunga	-	0
11	CL Ngaliema	Lukunga	Adulte	1
12	SOS Médecin de Nuit	Lukunga	Adulte	2
			Transport	1
13	HPGRK	Lukunga	-	0
14	CMK	Lukunga	Adulte	3
			Transport	1
15	Cinquentenaire	Funa	Adulte	15
16	Diamant	Lukunga	Adulte	2
17	HCM Kokolo	Lukunga	-	0
18	HCP Lufungula	Lukunga	-	0
19	AFIA	Lukunga	Adulte	2
			Pédiatrique	1
20	Biopharma	Lukunga	-	0
	Total			70

Source : Société des anesthésistes réanimateurs de la RDC(Sardc).

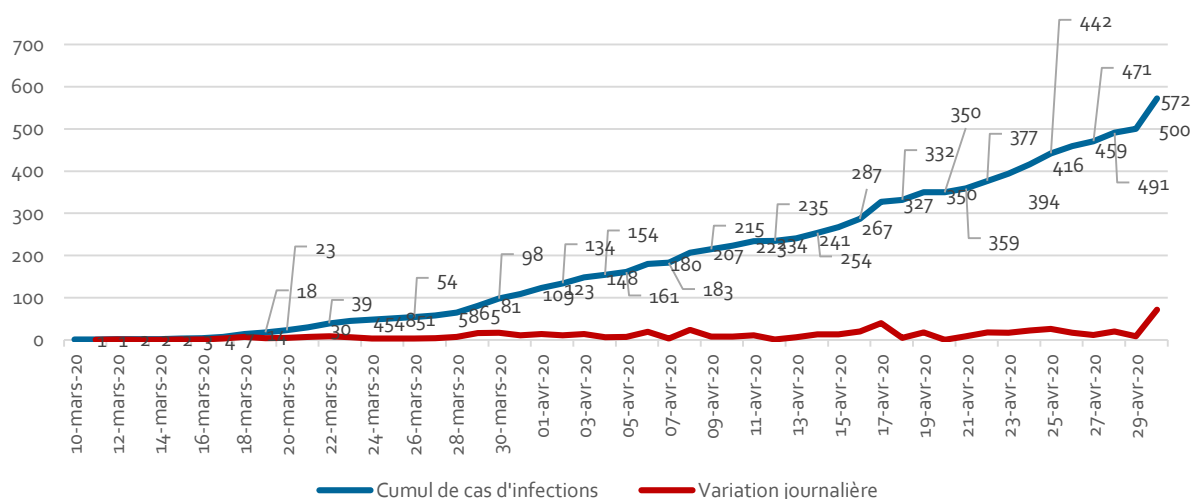
2.1.2 Début de la pandémie et propagation du Covid-19 en RDC

Après le premier cas enregistré en décembre 2019 en Chine, l'épidémie de corona virus n'a pas tardé à traverser les frontières de l'empire du milieu pour se répandre dans le monde et être finalement déclarée **pandémie** par l'OMS. A la date du 30 avril 2020, la pandémie a atteint plus de 185 pays dans le monde avec un nombre total de personnes infectées de 3,33 millions. Après d'autres pays d'Asie, l'Europe et l'Amérique, le Covid-19 a atteint l'Afrique. Celle-ci n'a pas été épargnée en raison notamment de sa proximité géographique avec le vieux continent, surtout les pays magrébins, mais aussi du fait de l'importance des liaisons aériennes et des flux touristiques. Le premier cas de contamination en RDC, a été officiellement déclaré le 10 mars 2020. Dans son point de presse du 24 mars 2020, le Directeur Général de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) signalait la présence du Covid-19 seulement dans la ville-province de Kinshasa, particulièrement dans les communes de Kintambo, de Kinshasa et de la Gombe, cette dernière étant l'épicentre de

la maladie. Depuis, la situation a évolué, le virus a atteint d'autres communes de Kinshasa mais aussi 6 provinces du pays (Ituri, Kwilu, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Haut Katanga et Kongo central). Au 30 avril 2020, le pays a compté au total 572 personnes infectées, soit un accroissement moyen journalier de 11 cas depuis l'identification du premier cas.

L'allure de ce graphique suggère qu'en ce moment la pandémie évolue à un rythme assez rapide. Il s'agit, d'après les spécialistes, d'une tendance normale étant donné que le virus n'est qu'au début de sa propagation. Ceci revient à dire, toutes choses égales par ailleurs, que dans les prochaines semaines, le pays pourrait connaître une flambée des cas de contamination avec le pic vers fin juin. Selon les projections de l'INRB, c'est vers la mi-juillet 2020 que l'on pourrait assister à un début d'inflexion. Toujours à en croire l'INRB, des mesures plus fortes se doivent d'être rapidement mises en place, notamment un confinement total de la ville de Kinshasa. Au cas contraire, la pandémie pourrait durer plusieurs mois (un ou deux ans) avant d'être maîtrisée.

Figure 32. Evolution des contaminations au Covid-19 en RDC : 10 mars - 30 avril 2020



Source : INRB (2020).

En effet, sur les 26 provinces de la RDC, il n'y en a que 7 qui soient touchées par la pandémie du Covid-19 comme l'indique la figure 33 et la ville de Kinshasa regorge à elle seule 96,8 % des cas identifiés. Cet état de choses montre

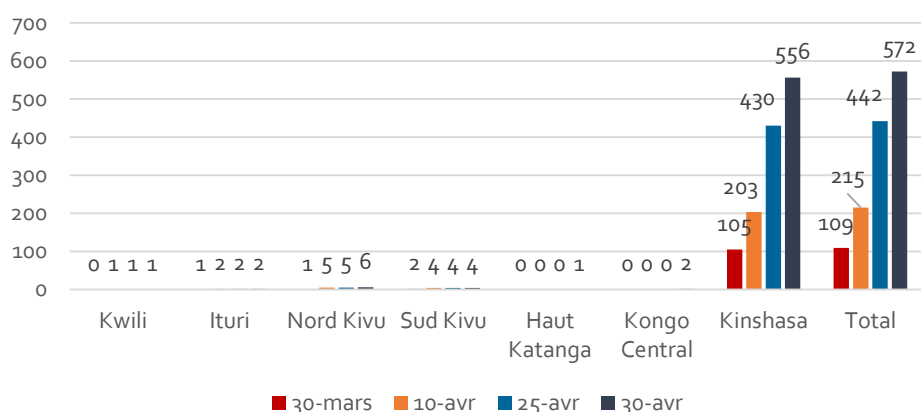
que si les efforts déployés par le Gouvernement pour contenir l'expansion du virus à Kinshasa aboutissent et que la propagation ne s'étend pas à l'ensemble du territoire national, les effets déstabilisants du

choc seront à portée limitée dans le temps et dans l'espace.

porosité des frontières nationales, ceci n'est pas évident.

D'où la nécessité de bien gérer les flux de personnes à l'intérieur du pays et d'éviter d'accueillir des cas de contamination en provenance de l'étranger. Mais avec la

Figure 33. Répartition du Covid-19 en RDC : 31 mars - 25 avril 2020



Source : INRB (2020).

Partant de l'expérience dans la riposte contre l'épidémie d'Ebola, dont le dernier épisode a fait environ 2200 morts, la RDC pourrait être apte à atténuer les effets du Covid-19. Il faut néanmoins prendre la mesure du défi car le virus d'Ebola a sévi à l'intérieur du pays et dans des territoires peu peuplés, or la pandémie du Covid-19 est partie de Kinshasa. Le problème doit être pris avec beaucoup de sérieux, car des pays ayant des systèmes sanitaires performants comme les Etats-Unis, l'Allemagne et la France, en font la facture. Les spécialistes estiment que si les victimes ou décès en RDC sont contenues entre 264 et 330 mille personnes, ce serait un véritable exploit pour le Gouvernement.

La figure 34 montre que la RDC a l'un des taux de létalité les plus élevés d'Afrique. En se basant sur les projections de l'Institut national de la statistique (INS), lesquelles établissent la population congolaise résidente à environ 90

millions en 2020, si la pandémie parvenait à gagner l'ensemble du pays, et considérant la fragilité du système sanitaire, surtout à l'arrière-pays, la RDC pourrait enregistrer plus ou moins 7,2 millions de morts. En ce qui concerne la ville-province de Kinshasa dont la population fluctue entre 12 et 15 millions d'habitants, la pandémie pourrait décimer entre 1.020.000 et 1.275.000 personnes. Un tel scénario serait l'un des événements les plus marquants de l'histoire sanitaire récente de l'humanité. L'enjeu est donc de taille.



Figure 34. Situation de la pandémie en Afrique et en RDC au 24 avril 2020

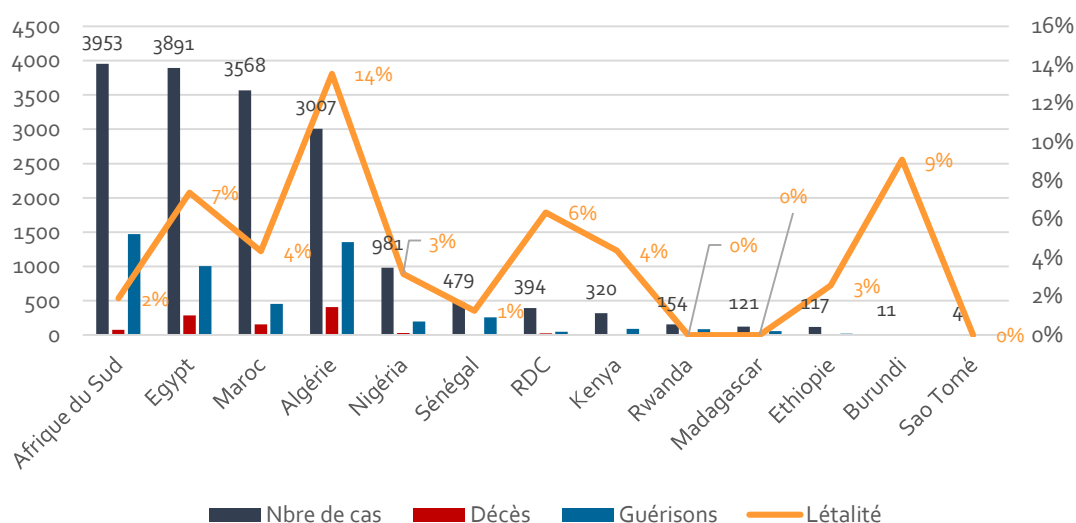
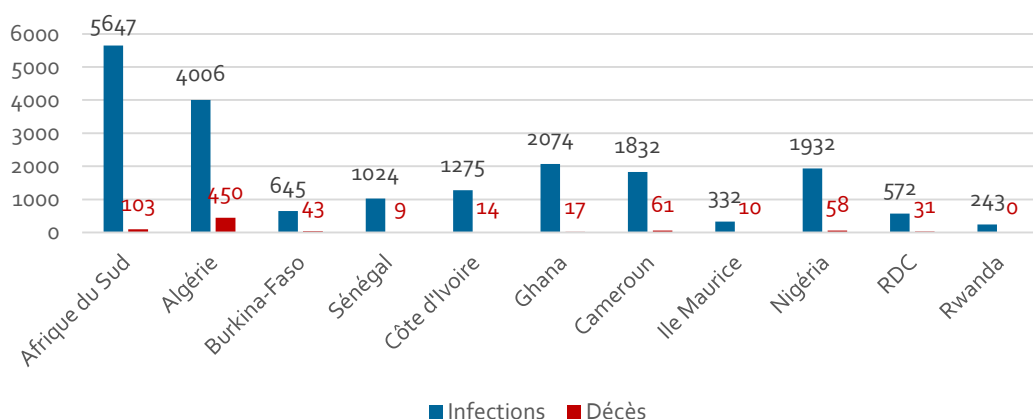


Figure 35. Situation de la pandémie en Afrique et en RDC au 30 avril 2020



Source :OMS (2020).

2.1.3 Effets actuels et probables sur la situation sanitaire du

Depuis l'identification du 1^{er} cas de contamination, le Gouvernement prend des dispositions pour ralentir l'expansion du Covid-19 mais avec des moyens limités, notamment en termes de capacités d'isolement des personnes infectées et de dotation en équipements pour le dépistage et la prise en charge. L'INRB ne dispose pas d'assez de kits de détection alors que leurs prix font l'objet d'une grande spéculation sur les marchés à cause de la forte demande actuelle. Ceci pose un sérieux problème dans la stratégie gouvernementale de riposte.

Et comme relever ci-dessus, peu d'hôpitaux disposent en ce moment d'appareils respiratoires et de réanimation (70 au total dans la ville de Kinshasa pour une population de ± 13 millions d'habitants).

Il faut noter que le système de santé de la RDC est déjà aux prises avec une surcharge de travail à cause de l'épidémie d'Ebola et celle du choléra ainsi que d'autres maladies endémiques comme le paludisme et n'est probablement pas à même de faire totalement face aux méfaits du Covid-19. Les services de l'OMS collaborent toutefois avec le corps médical pour la formation du personnel médical. Les mesures préventives prises par le

gouvernement devraient être strictement appliquées mais avec un bon ciblage des actions de terrain, notamment par une mise en quarantaine totale des contaminés et un suivi des personnes qui sont ou ont été en contact direct avec eux.

En raison de la porosité des frontières du pays, des moyens financiers et matériels limités de l'Etat aussi bien au niveau du pouvoir central que des gouvernements provinciaux, et des poches résiduelles d'insécurité dans la partie Est du pays, il sera difficile de garantir des interventions sanitaires préventives et curatives efficaces dans la quasi-totalité des localités de la république si la propagation se généralise. Il appert donc des facteurs de risque supplémentaires qui devraient compliquer à coup sûr la riposte à la pandémie du Covid-19 dans le pays.

En tant que choc d'origine sanitaire, la pandémie du Covid-19 devrait, toutes choses restant égales par ailleurs, porter atteinte aux indicateurs de santé publique en RDC, notamment le taux de morbidité, le taux de létalité et le taux de mortalité. Si la pandémie

persiste, il serait possible de voir l'espérance de vie baisser. Le choc devrait donc agir négativement sur l'indice de développement humain de manière directe et indirecte, directe car l'état de santé est pris en compte dans le calcul de l'IDH et indirecte car le choc sanitaire ne peut qu'impacter négativement sur l'éducation, sur l'emploi et la productivité de l'économie qui sont aussi pris en considération dans la détermination de l'IDH.

Au regard du caractère préoccupant de la pandémie du Covid-19 et des efforts déployés et à conjuguer pour y faire face, on pourrait craindre que la prise en charge financière de la riposte agisse sur l'allocation des ressources budgétaires dans le secteur de la santé. La peur serait que la réallocation se fasse au détriment d'autres activités importantes comme la vaccination des enfants et les efforts d'éradication d'autres épidémies (choléra, MVE, VIH/Sida, ...). L'évincement des dépenses consacrées à la prévention ou à la prise en charge de ces maladies pourrait conduire à un accroissement des taux de morbidité et de mortalité sans que cela ne soit dû directement au Covid-19.

Tableau 8. Structure des dépenses sanitaires novembre 2019 - avril 2020

	Nov. 2019	Déc. 2019	Janv. 2020	Fév. 2020	Mars 2020	Avril 2020
Dépenses sanitaires totales	526.912	601.331	32.542	66.086	88.421	77.482
Part Covid-19 (% total)	0	0	0	0	5	30

Sources : Ministères de Finances.

Par ses impacts négatifs sur le fonctionnement de l'économie, plus particulièrement sur le niveau de revenus des ménages et sur l'offre des produits agricoles et/ou alimentaires (production locale et importations), la pandémie du Covid-19 devrait avoir une incidence sur le taux de morbidité, sur le taux de mortalité, et sur le taux de malnutrition aussi bien des adultes que des enfants ainsi

que sur la proportion des enfants souffrant d'insuffisance pondérale et sur la proportion des enfants accusant un retard de croissance. Fatalement, la pandémie portera atteinte à l'indice de développement humain du pays, pour lequel le pays a perdu 3 places dans le classement de 2018 à 2019 (179^{ème} place sur 189 contre la 176^{ème} place en 2018).

Tableau 9. Effets du Covid-19 sur les indicateurs de santé en RDC: 2020

	2015	2018	2019	2020	
				H1	H2
Taux de mortalité	10,187	9,4	9,8	11,1	16
Taux de mortalité infantile	97,6	95,2	97,8	100	102

H1 : Propagation contenue ou limitée du Covid-19 (efficacité des mesures prises par le gouvernement)

H2 : Propagation généralisée du Covid-19 (inefficacité des mesures prises par le gouvernement)

L'incidence de la crise sur les indicateurs de santé dépendra de la manière dont la pandémie va s'étendre et des mesures prises par le gouvernement pour restreindre sa propagation dans le pays. Il ressort du tableau 9 que, sous l'hypothèse d'une propagation généralisée du Covid-19, le taux de mortalité augmenterait en 2020, passant de 9,8 à 11,1% (en cas d'une propagation contenue) et à 16 % (en cas de propagation généralisé). En plus des effets directs de la pandémie sur l'état de santé des personnes, il faudra aussi compter l'effet de la pandémie et des mesures de confinement sur l'offre alimentaire et le taux de malnutrition. Ceci ne manquera pas d'affecter la situation sanitaire et les perspectives de croissance des enfants en RDC.

2.2. Impacts sur le plan économique



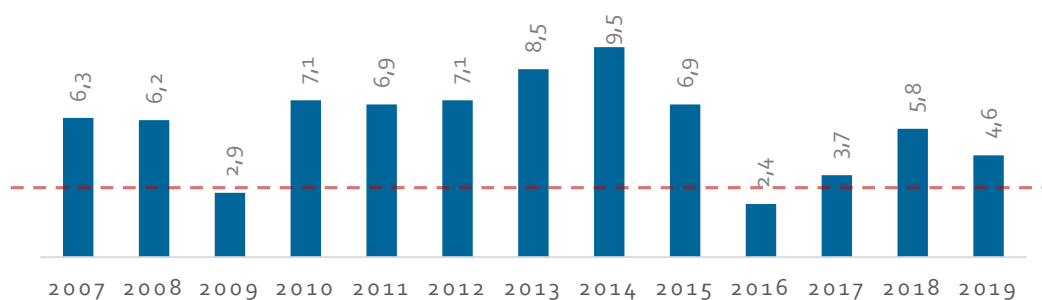
De par ses effets sur le capital humain et sur le cadre de vie des hommes, la pandémie du Covid-19 ne peut qu'avoir une incidence sur le fonctionnement de l'économie à court, moyen et long terme. Mais il importe de relever que les impacts ne sont pas les mêmes pour toutes les économies du monde étant donné qu'elles

n'ont pas les mêmes structures et n'ont pas connu récemment les mêmes évolutions. Dans cette section, il sera question de mettre en évidence les impacts déjà perçus et les impacts probables de la crise sur l'économie congolaise dans les jours à venir. L'analyse se fondera sur un regard de la structure de l'économie de la RDC, de son évolution et de ses facteurs de vulnérabilité.

2.2.1. Structure, évolution et vulnérabilité de l'économie

La période 2002 – 2019 constitue le plus long épisode de croissance positive ininterrompue de l'économie congolaise depuis l'accession du pays à l'indépendance, mais également le plus long épisode de faible inflation, en moyenne et en variance. Toutefois, elle est restée aux prises avec de nombreuses vulnérabilités, du fait essentiellement des problèmes de gouvernance et de sa structure dépendante du secteur extractif et des aléas de la conjoncture internationale. La figure 36 ci-après ressort deux principaux chocs ayant affecté sa marche au cours des 13 dernières années. Ces deux chocs (2009 et 2016) offrent une grille d'analyse de la réaction de la RDC aux crises internationales.

Figure 36. Evolution du taux de croissance du PIB réel, RDC (en %)



Source : Réalisé à partir de BCC (2019).

• Structure de l'économie congolaise

Malgré sa riche dotation en ressources naturelles (terres arables, forêts, faune, flore, ...) et minérales (cuivre, cobalt, diamant, or, étain, zinc, hydrocarbures, ...), sa position géographique, son réseau hydrographique et son potentiel hydrique, la RDC demeure encore un pays sous-développé. Au-delà des progrès affichés par la RDC de 2007 à 2019, son économie demeure peu diversifiée et assez vulnérable vis-à-vis des chocs exogènes. Sa forte dépendance vis-à-vis des industries extractives (près du tiers du PIB) expose le pays aux risques de retournement de la conjoncture internationale. Sa chaîne de création des valeurs est très limitée et ne favorise pas une forte création d'emplois. La transformation structurelle reste le plus grand défi du pays.

Représentant plus de 20 % du PIB national et occupant 60 – 70 % de la population, particulièrement celle vivant en milieu rural, l'agriculture congolaise est majoritairement traditionnelle, de subsistance et à faible rendement. Elle fait face à des contraintes institutionnelle, technique et financière dont : (i) un personnel non qualifié et vieillissant, (ii) des infrastructures délabrées, (iv) une réglementation non respectée, et (v) un sous-financement. Il importe de noter que la RDC ne met en valeur que 10 % de ses terres arables ; son potentiel halieutique est exploité à 30 % ; l'élevage bovin ne représente que 2,5 % de son potentiel de production. Il est donc possible d'accroître la production agricole et de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Comptée parmi les 10 pays de la méga biodiversité du monde avec 148 millions

d'hectares de forêts tropicales, soit 10 % des forêts tropicales du monde, 50 % des forêts denses d'Afrique et 60 % des forêts des pays du Bassin du Congo, la RDC a le plus grand patrimoine forestier d'Afrique. Ses forêts abritent 50.000 espèces végétales, 409 espèces de mammifères, 1117 espèces d'oiseaux, 400 espèces de poissons, 216 espèces de batraciens, et 352 espèces de reptiles. La FAO situe son potentiel productif à 60 millions d'hectares de forêt qui autorisent une production de grumes de bois de 10 000 000 m³ par an. Cependant, le rendement réel de la forêt congolaise varie entre 3 et 10 m³ à l'hectare, soit 6 millions de m³ par an. Sa contribution au PIB est inférieure à 1 %.

En dépit de son riche potentiel et des performances affichées, le secteur minier congolais demeure peu développé en ce qu'il ne crée pas suffisamment de valeur ajoutée localement et d'emplois. Son potentiel fiscal est aussi sous-exploité. Le secteur minier congolais demeure par ailleurs très vulnérables vis-à-vis des chocs exogènes. Les baisses des cours mondiaux des matières premières enregistrées en 1973 (lors du 1^{er} choc pétrolier), en 2009 (lors de la crise financière) et en 2014/15 ont eu une incidence considérable sur la contribution du secteur à la croissance et au développement socioéconomique du pays.

La RDC renferme 3 bassins sédimentaires d'hydrocarbures liquides (bassin côtier, cuvette centrale et Grabens albertine et Tanganyika).

Les réserves du bassin côtier sont estimées à 5,69 milliards de barils avec une production marginale de 25.000 barils le jour (exportée

dans sa totalité) alors qu'elle était de 33 000 barils en 1975. Les 2 autres bassins disposent d'importantes réserves non quantifiées à ce jour. Malgré cet important potentiel, la RDC est un importateur net de carburants. Sa production est encore faible par rapport à ses voisins, l'Angola, le Gabon, le Congo-

Brazzaville, dont la production se trouve comprise entre 300.000 et plus de 1 million de barils par jour. Les besoins actuels en carburants de la RDC sont estimés de 700.000 tonnes par an, soit en moyenne 900.000 tonnes de brut léger par an.

Tableau 10. Parts des secteurs d'activité dans le PIB: 2009 - 2019

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Agriculture, forêt, élevage	20,2	19,6	19,0	18,3	17,6	16,9	16,5	16,6	16,3	15,6	15,71
Extraction	12,6	20,0	23,2	23,8	24,1	26,3	25,8	25,0	26,0	28,7	28,28
Industries manufacturières	12,5	11,3	10,8	10,6	10,7	10,8	11,5	12,2	12,0	11,3	11,64
Bâtiments et travaux publics	3,6	3,4	3,7	4,0	4,2	3,9	3,4	2,7	3,4	3,9	4,67
Electricité, gaz et eau	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,64
Commerce	16,5	15,0	14,1	14,7	14,7	14,0	14,5	15,1	15,3	14,7	14,87
Transports et télécoms	15,0	13,3	12,5	12,4	12,5	12,1	12,4	12,5	12,4	11,6	11,79
Autres services hors adm. Pub.	11,2	9,9	9,5	9,2	9,1	9,2	9,2	9,3	9,2	9,1	9,57
PIB (aux prix de 2005)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100

Source : BCC (2016, 20018, 2019)

L'économie congolaise est structurellement caractérisée par une faible création de valeurs ajoutées en raison de l'état embryonnaire de son industrie. En effet, le secteur secondaire est celui qui contribue le moins à la formation du PIB et à la croissance en RDC. Cette situation tient en grande partie au fait que l'outil de production utilisée par les industries manufacturières est vétuste ou désuet, plusieurs contraintes politico-administratives et techniques (lourdeur des procédures administratives, tracasseries fiscales, insécurité des investisseurs) pèsent sur la rentabilité des entreprises (accès limité à certains inputs), les industries ont une faible capacité à s'adapter aux avancées technologiques et les produits sont confrontés à la concurrence étrangère. Par ailleurs, le répertoire des industries du pays, indique qu'elles sont passées de 9600 en 1970 à 507 en 2017, illustrant sa déchéance.

Le commerce est l'un des piliers de la croissance en RDC, avec une contribution moyenne de plus de 15 % entre 2012 et 2019. Les exportations comptent pour près de 40 % du PIB reflétant la forte dépendance vis-à-vis du commerce extérieur. Cependant, les exportations ne sont pas suffisamment diversifiées et la vaste majorité est cantonnée aux produits minéraux exportés presque à l'état brut. Le pays importe principalement des produits manufacturés et de la nourriture. Son

compte courant est déficitaire. Bien que formellement conforme avec la plupart des dispositions de l'OMC, le régime commercial du pays cache une réalité où les obstacles au commerce persistent encore. Au niveau intérieur, des barrières non tarifaires et les questions de transparence constituent encore des défis.

L'architecture financière de la RDC a connu des améliorations notables durant ces 20 dernières années grâce aux réformes lancées par le gouvernement pour redresser le cadre macroéconomique, améliorer la gouvernance économique et relancer la croissance. Le nombre d'institutions financières [banques commerciales, institutions de microfinance, coopératives, messageries financières, ...] a sensiblement augmenté. Le total des actifs du secteur qui était de moins de 100 millions USD en 2000 a franchi la barre du milliard en 2007 et se situe actuellement à plus de 7 milliards USD. Toutefois, la RDC reste un pays à faible inclusion financière. Le taux d'accès aux services financiers est le plus faible d'Afrique subsaharienne¹. La contribution des banques au PIB est encore faible, entre 1 et 2 %.

Compte tenu de son potentiel en termes de création d'emplois et de contribution à la croissance économique, le tourisme est devenu la première industrie des services au monde. En 2012, selon le rapport de la Banque

mondiale sur le tourisme en Afrique¹⁰, le tourisme représentait 4,5 % des investissements mondiaux (652 milliards USD) ; 9,1 % du PIB mondial et 1 emploi sur 11. L'Afrique subsaharienne a accueilli 37,2 millions de touristes en 2014 contre 6,7 millions en 1990¹¹. Toutefois, le secteur du tourisme en RDC est caractérisé par plusieurs déficiences, de nombreux problèmes de gouvernance et une faible prise en charge du secteur aussi bien au niveau de la vision de développement que dans les moyens alloués au secteur. L'insécurité dans l'Est du pays est une contrainte majeure pour ce secteur

Les activités sportives sont pratiquées presque partout en RDC et contribuent à l'épanouissement culturel mais elles ont une faible participation à la croissance économique et à la fiscalité. Elles sont essentiellement appréhendées comme des divertissements et font l'objet d'une faible professionnalisation alors que sous d'autres cieux, elles constituent des vecteurs de croissance, de création d'emplois, de développement et rapportent beaucoup au fisc (droits, redevances, taxes et impôts sur les produits et services liés au sport). Le secteur des sports congolais rencontre plusieurs difficultés, notamment :

- **Activité et vulnérabilité dans le secteur réel**

Tableau 11. Croissance du PIB réel et inflation fin période, par sous-périodes

	2007-2008	2009	2010-2015	2016-2017	2018-2019
Croissance du PIB réel (en %)	6,3	2,9	7,7	3,1	5,2
Inflation, fin période (en %)	18,8	53,4	5,1	32,9	5,9

Source : Calculs à partir de BCC (2019) et INS (2019).

A partir de 2010, à la faveur du programme du Gouvernement et d'une bonne conjoncture mondiale, d'importantes avancées ont été réalisées. La croissance s'est accélérée avec un pic de 9,5 % en 2014, l'inflation est restée faible avec 0,8 % comme niveau le plus bas. Entre 2010 et 2015, la volatilité de l'inflation a été vaincue grâce à la baisse notable du crédit net à l'Etat. L'amélioration de la gestion des finances publiques, notamment avec la rationalisation des choix, a permis de financer

(i) le délabrement et l'insuffisance d'infrastructures adéquates ; (ii) les limites liées à la gouvernance sectorielle ; (iii) l'étroitesse des crédits budgétaires alloués au secteur ; (iv) le faible pouvoir d'achat de la population ne permettant pas la promotion des sports.

La période 2007 – 2019 a été globalement celle d'un grand dynamisme de l'activité économique qui a enregistré des taux de croissance records, en dépit des soubresauts ; et généralement sur fond d'inflation moins volatile (cf. tableau 11). Jusqu'en 2008, grâce aux mesures de libéralisation, d'ajustement macroéconomique et de pacification du territoire national, la croissance est restée forte avant de connaître un revers suite aux à-coups de la crise financière internationale de 2008 dont les effets sur l'économie congolaise ont été ressentis en 2009. Elle a reculé de 3,3 points de pourcentage entre 2008 et 2009 et le rythme de formation des prix a bondi à 93 % entre les deux années.

plusieurs projets : réunification de la République par routes, reconstruction et réhabilitation des infrastructures scolaires, parcs agroindustriels, transports en commun, voiries urbaines, équipement des structures sanitaires, guichet unique de création d'entreprises, ... qui ont assuré la vigueur de la croissance.

En 2016, l'économie congolaise a été en proie à un choc exogène consécutif au ralentissement de la croissance mondiale, couplé à l'aggravation de l'inflation à la suite de la dépréciation monétaire ; et dont les effets ont persisté jusqu'en 2019, en termes de détérioration du pouvoir d'achat et du tassement de la croissance du PIB par tête qui n'a été que 1,2 % en moyenne de 2016 à 2019 contre 4,6 % de 2010 à 2015. A ceci s'ajoute le coup du processus électoral qui a pesé négativement sur la gestion budgétaire et sur la poursuite des réformes. En 2016, la croissance a reculé de 4,5 points et l'inflation a augmenté de 1300 %. Toutefois, l'inflation est restée sous contrôle en 2018 – 2019, grâce à l'ajustement budgétaire visant à limiter le déficit public et à une politique monétaire prudente.

La structure de l'économie est restée quasiment la même de 2007 à 2019. Le tableau 12 suggère que la croissance en RDC est localisée et faiblement diversifiée. Le secteur extractif qui la tire est aussi sa principale source de vulnérabilité à plusieurs titres : (i) étant destinée au marché extérieur, le secteur est à la merci des aléas du marché mondial ; (ii) il est intensif en capital et très peu créateur d'emplois ; (iii) une bonne partie des dividendes est rapatriée et n'est pas réinvesti sur place ; (iv) les revenus fiscaux du secteur sont contenus à cause des régimes dérogatoires obtenus de l'ancien code minier et du code des investissements. En plus, l'agriculture n'offre que des emplois précaires, peu rémunérés et reste confrontée à une faible productivité et un problème de sous-capacités (PNIA, 2013).

Tableau 12. Contribution sectorielles en points de croissance (2008 - 2018)

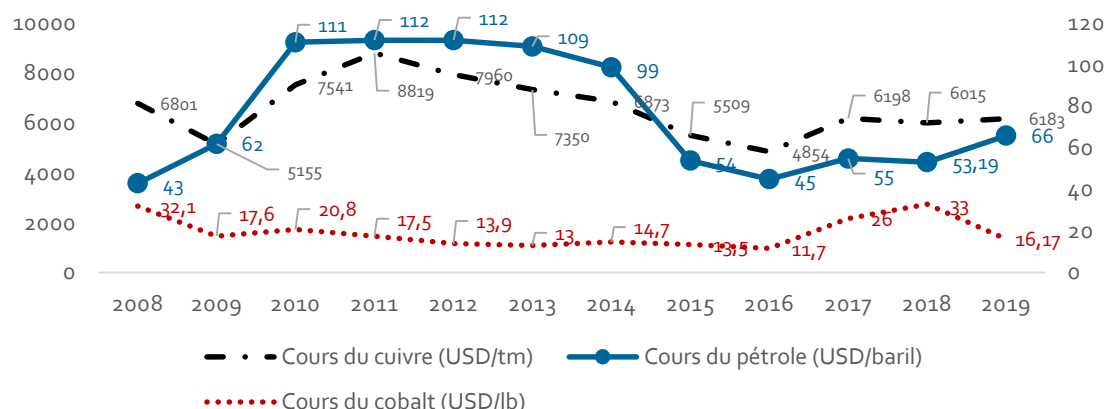
	Part dans le PIB (en %)					Contributions en points de croissance					
	2008	2009	2010-15	2016-17	2018	2008	2009	2010-15	2016-17	2018	2019
Croissance du PIB réel	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	6,2	2,9	7,7	3,1	5,8	4,4
Agriculture, forêt, etc.	20,3	20,2	18,0	16,5	15,6	0,6	0,6	0,8	0,4	0,3	0,4
Extraction	11,2	12,6	23,9	25,5	28,7	0,9	1,8	4,1	0,9	4,4	0,5
Ind. manufacturière	14,3	12,5	11,0	12,1	11,3	0,3	-1,4	0,6	0,7	-0,1	0,6
Bâtiments et travaux	3,5	3,6	3,8	3,1	3,9	0,1	0,2	0,3	0,1	0,8	1,0
Electricité, gaz et eau	1,0	0,8	0,7	0,6	0,6	0,0	-0,2	0,0	0,1	0,0	0,0
Commerce	15,5	16,5	14,5	15,2	14,7	1,6	1,5	0,8	0,8	0,3	0,7
Transports et télécoms	15,8	15,0	12,5	12,5	11,6	1,4	-0,4	0,5	0,4	-0,2	0,3
Autres services	11,2	11,2	9,4	9,3	9,1	0,8	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4

Source : Calculés à partir de BCC (2017 ; 2018 et 2019)

La structure du PIB n'ayant pas changé après les crises de 2009 et 2016 – 2017, la RDC n'a pas tiré les leçons de la vulnérabilité de son économie et mis en œuvre des politiques adéquates quant à la nécessité d'une plus grande diversification économique en vue d'une croissance plus inclusive, transformatrice et suffisamment créatrice d'emplois stables et bien rémunérés et pourvoyeuse des ressources pour le budget de l'Etat. Cela, dans un contexte de volatilité des prix mondiaux des principaux produits de base pour lesquels la RDC est exportatrice.



Figure 37. Evolution des cours de principaux produits d'exportation, 2008 - 2019



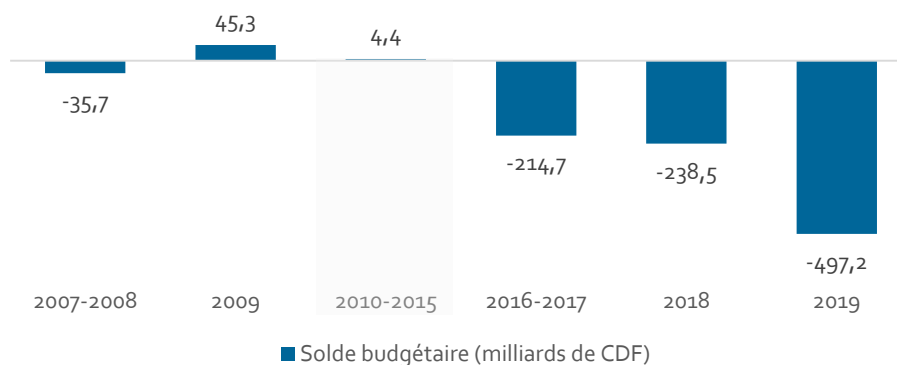
Source : BCC (2018, 2020).
Note : lb = 0,454 kg.

Du point de vue du développement humain et du bien-être social, les conditions de vie sont restées globalement pénibles pour le congolais moyen, notamment à cause de la faible redistribution d'une croissance économique localisée et sans profondeur, de la taille de l'informel, de la fragilité de la situation politico-institutionnelle et sécuritaire, et de nombreux chocs enregistrés au plan macroéconomique. Selon les résultats de l'enquête 1-2-3 de l'INS¹² (2014), 63 % des congolais vivent en dessous du seuil de pauvreté et 75 % des ménages en activité gagnent mensuellement un revenu inférieur au SMIG (Salaire minimum interprofessionnel garanti).

• Finances publiques

Quoique les orientations assignées à la politique budgétaire n'aient pas toujours été assez claires et que l'espace budgétaire soit relativement limité, les finances publiques congolaises ont été globalement bien tenues entre 2007 et 2015 au niveau du pouvoir central. Les déficits ont été maîtrisés et compensés par les marges de trésorerie accumulées entre 2009 et 2012, suite à une meilleure mobilisation des recettes publiques dans le cadre notamment du pacte de doublement des recettes publiques et la discipline imprimée dans la gestion de la dépense publique.

Figure 38. Solde budgétaire 2007-2019 (en milliards de CDF)*



Source : Calculés à partir de BCC (2018, 2020).
*Il s'agit du solde cumulé pour 2007-2008, 2010-2015 et 2016-2017.

12 Institut national de la statistique.

L'année 2016 a inauguré un cycle des déficits chroniques et a marqué un arrêt de la dominance de la politique budgétaire sur la politique monétaire. Les marges de trésorerie constituées à la période précédente ont été intégralement consommées. En 2019 par exemple, les opérations financières de l'Etat se soldées par un important déficit de 497 milliards de CDF, niveau jamais atteint au cours de 13 dernières années. L'ajustement budgétaire, essentiellement de la dépense publique, qu'appelait cet état de choses s'est durci à la suite de la négociation du programme de référence avec le FMI, en prélude de la conclusion éventuelle d'un programme formel au second semestre 2020.

Sous l'effet de l'atonie de la croissance, le contexte budgétaire de 2016-2019 est resté difficile pour trois principales raisons. Premièrement, en termes de pression fiscale, les marges de progression restent énormes. En 2019, la pression fiscale n'a été que de 9,0 %,

largement inférieure à ses niveaux de 2015 (13,6 %) et 2014 (14,3 %), et nettement en dessous de la moyenne des pays subsahariens estimée à 16,9 %. Deuxièmement, le taux de change s'est déprécié de 13,8 % l'an entre 2016 et 2019, ce qui atténue, en termes réels, la performance affichée dans la mobilisation des recettes, principalement en 2018. Troisièmement, les dépenses ont augmenté dans des proportions vertigineuses, suite notamment à l'obligation du financement des opérations électorales.

Le niveau de déficit de 2019 contraste par ailleurs avec l'évolution des prix intérieurs qui ont connu une désinflation. Si la politique budgétaire ne change pas de fusil d'épaule, cette injection de la liquidité pourrait amplifier les risques sur le cadre macroéconomique en 2020. Le lancement des émissions des valeurs du Trésor à partir du mois d'octobre 2019 a certes permis une ponction de la liquidité, mais n'a pas pu atténuer l'ampleur du déficit.

Tableau 13. Situation des finances publiques (en milliards de CDF, sauf indication contraire)

	Recettes	Dépenses	Solde	Pression fiscale (en %)
2007	793,76	849,06	-55,3	9,2
2008	1.271,68	1287,71	-16,03	11,5
2009	2.104,72	2.059,45	45,27	13,9
2010	2.293,88	2.141,58	152,30	11,7
2011	2.799,66	2.996,55	-196,89	11,8
2012	3.762,37	3.371,74	390,63	14,0
2013	4.121,60	4.171,96	-50,36	13,7
2014	4.362,60	4.448,58	-85,98	14,3
2015	4.438,80	4.622,20	-183,40	13,6
2016	3.656,60	4.087,66	-431,06	9,7
2017	4.548,80	4.547,10	1,70	8,2
2018	7.086,60	7.325,10	-238,50	9,2
2019	7.025,80	7.523,00	-497,20	9,0

Source : BCC (2018, 2020)

Rapproché à la dépréciation de la monnaie nationale, les recettes publiques ont stagné en termes réels depuis 2016. L'effort des services semble se tasser, si bien qu'il appelle d'imprimer un nouveau souffle ou rythme dans la mobilisation des recettes publiques, dans un contexte de positivité du crédit net à l'Etat (cf. tableau 14) traduisant la monétisation des déficits publics, laquelle conduit à l'expansion monétaire et à l'inflation.

La politique budgétaire est ainsi dépourvue des marges de manœuvre pour agir efficacement sur le cadre macroéconomique et pour accélérer le financement des projets de développement.

Tableau 14. Evolution des dépôts de l'Etat (en milliards de CDF)

	2015	2016	2017	2018
Dépôts de l'Etat	436,8	82,5	111,4	99,9
Crédit net à l'Etat	-103,6	406,9	360,2	590,9

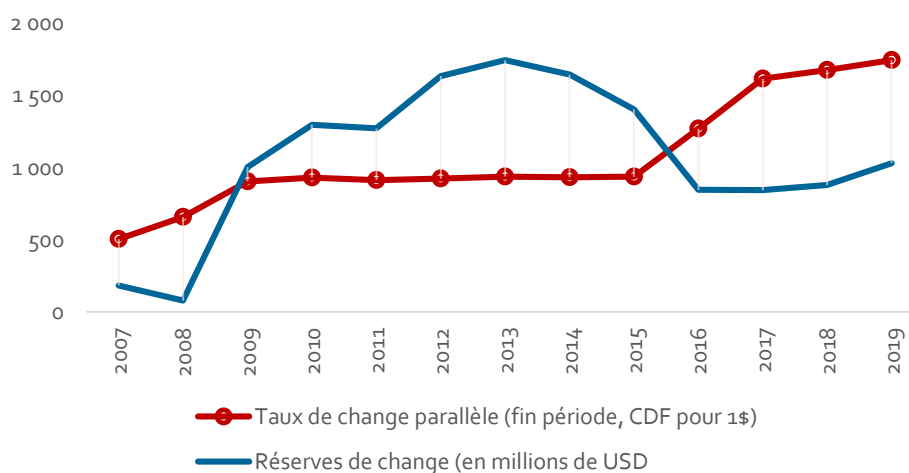
Source : BCC, SIMONIT, février 2019.

A propos de la dette extérieure, après l'effacement d'environ 70 à 80 % de son stock intervenu le 30 juin 2010 suite à l'atteinte du point d'achèvement de l'I-PPTE (Initiative en faveur des pays pauvres et très endettés), elle est demeurée globalement stable à environ 4,6 milliards USD. En pourcentage du PIB, elle a été évaluée à 17,4 % entre 2012 à 2015. Ce ratio est en nette amélioration entre 2016 et 2018, soit 13,02 %. Rapportée à la norme maximale de 30 %, la marge d'endettement se chiffre à 16,9 points. Ce qui représente environ 9,2 milliards USD de possibilités d'endettement mais sous forme d'emprunts concessionnels, étant donné le statut de pays à revenu faible.

• Secteur extérieur, monnaie et crédit

Après une dépréciation de 27,3 % en 2009, la monnaie nationale a enregistré sa plus longue période de stabilité, avec un taux de dépréciation moyenne de 0,6 % sur la période allant de 2010 à 2015. Le choc exogène enregistré en 2016 a marqué un remarquable tournant qui a vu la monnaie nationale perdre en cumul environ 55 % de sa valeur externe en cinq ans. Le taux de change nominal est ainsi passé, sur le marché parallèle, de 936,3 CDF le dollar américain à fin 2015 jusqu'à se négocier à 1745 CDF le dollar à fin 2019 – début 2020.

Figure 39. Réserves de change et taux de change : 2007 – 2019

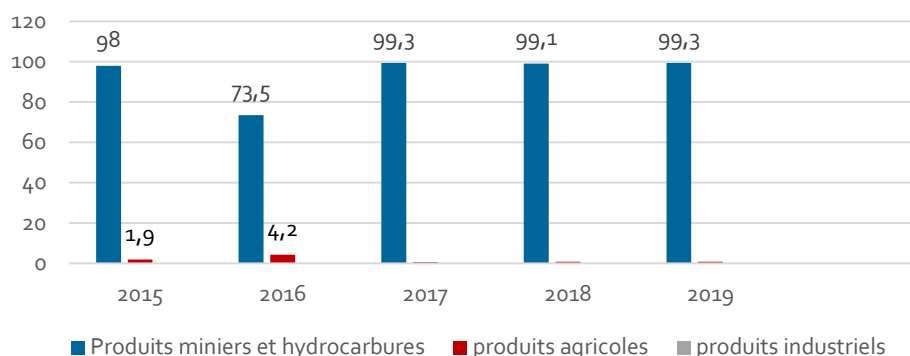


Source : BCC (2020).

Dans un contexte marqué par le retour de la dominance budgétaire, la politique de change a dû payer un lourd tribut pour garantir la relative stabilité observée sur le marché de change. En effet, les dépenses du Trésor public exécutées en devises, hors service de la dette extérieure, sont passées d'une moyenne mensuelle de 29,4 millions USD en 2016, 39,9 millions USD en 2017 à 115,4 millions USD en 2018 puis 94,8 millions USD en 2019.

Avec l'incertitude qui pèse sur les perspectives de prix des produits de base, faire supporter un tel poids à la politique de change représente un risque macroéconomique important qu'il faille mitiger. Cela, dans un contexte d'étroitesse des réserves de change qui représentent à peine un mois en couverture d'importations, soit 1,03 milliard USD à fin 2019, contre une moyenne africaine de 4,9 mois.

Figure 40. Structure des exportations en RDC : 2015 – 2019 (en % du total des exportations)

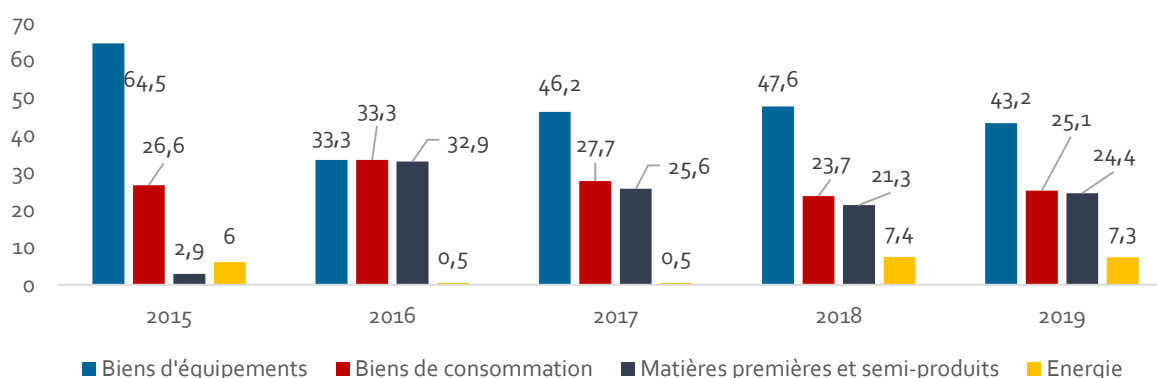


Source : BCC (2019).

L'analyse de la structure des exportations de la RDC renforce le constat de son extraversion et sa dépendance vis-à-vis de la conjoncture mondiale. En effet, les produits miniers et hydrocarbures ont représenté quasiment la totalité de ses exportations en 2017 et 2018. Dans une telle situation, un choc exogène exposerait non seulement la production

intérieure dans le secteur minier, mais également l'entrée des devises, et partant la position extérieure, avec le risque de déséquilibre sur le marché de change. La structure des importations ressort les mêmes vulnérabilités, au regard notamment de l'importance des biens de consommation.

Figure 41. Structure des importations en RDC : 2015 – 2019(en % du total des importations)



Source : BCC (2018).

Dans le secteur de la monnaie et du crédit, subséquemment à la crise de 2009, l'évolution de l'offre de monnaie a été modérée entre 2010 et 2015. Elle s'est accélérée entre 2016 et 2019. Elle est passée d'une moyenne annuelle de 15,9 à 31,2 %. Aussi, la position des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale était positive entre 2010 et 2015. Elle est devenue négative à partir de 2016. Cette évolution place, au sens strict, l'Institut d'émission dans l'obligation de ne plus vendre des devises aux banques. Le système bancaire, pris globalement, présente actuellement une position largement créditrice en devises.

Plutôt, la Banque centrale devrait s'employer à acheter des devises auprès des banques pour conforter, dans la mesure du possible, sa position en devises.

D'autre part, le taux de dollarisation de l'économie congolaise a sensiblement augmenté avec la réapparition, notamment en 2016 et 2017, d'une inflation ouverte. La riposte a consisté, dans le chef de la BCC, en l'application des taux d'intérêts nominaux en déca des taux d'inflation annualisés. Ce qui a ravivé l'inflation et partant la fuite devant la monnaie nationale.

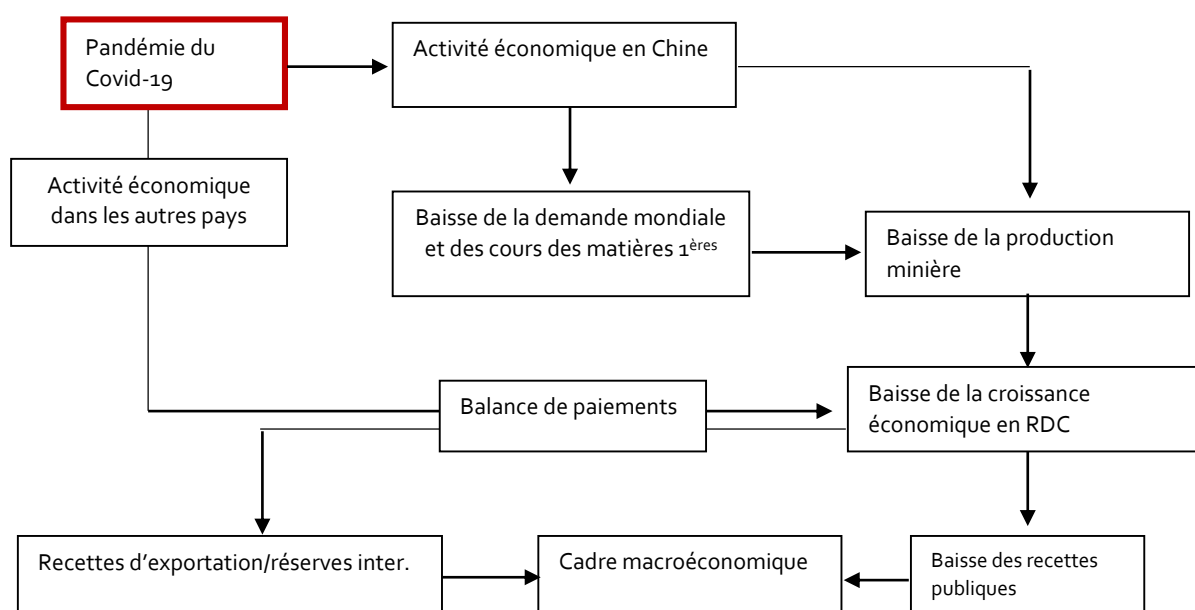
D'où l'aggravation de la dollarisation de l'économie et de l'inefficacité de la politique monétaire : contre une moyenne historique de 67 % depuis 2002, ce taux est passé à 75 % en 2017 et 73 % en 2019. En outre, le ratio crédit à l'économie/PIB demeure l'un des plus insignifiants en Afrique subsaharienne, même s'il a atteint 6,3 % en 2016 contre 5,1 % de 2012 à 2015. La moyenne africaine est à 28,5 %. Dans ce cadre, le renforcement de la surveillance micro et macro-prudentielle doit se poursuivre. Le processus de liquidation des institutions financières malades serait important pour l'assainissement du système financier.

2.2.2. Chaîne et mécanismes de transmission des impacts du Covid-19

Au vu des structures et de la dynamique de son économie et de ses partenaires extérieurs dont

la Chine au 1^{er} rang, la RDC devra connaître un repli considérable de sa croissance et une détérioration de son cadre macroéconomique à la suite des effets du Covid-19 sur la marche de l'économie mondiale. En effet, en paralysant l'économie mondiale, particulièrement l'économie chinoise qui représente 16 % du PIB mondial et 40 % des exportations de la RDC, la pandémie du Covid-19 perturbera l'économie congolaise en 2020 – 2021. L'impact de la pandémie partirait entre autre, d'une détérioration de la position extérieure du pays, laquelle touchera le secteur minier, principal levier de la croissance. Avec un ralentissement de l'activité minière, on devrait aussi s'attendre à un creusement du déficit public, ce qui conduira inévitablement à une détérioration du cadre macroéconomique mais dont l'ampleur pourrait être contenue si des appuis budgétaires sont obtenus et bien utilisés.

Figure 42. Effets du Covid-19 sur l'économie congolaise en passant par la Chine

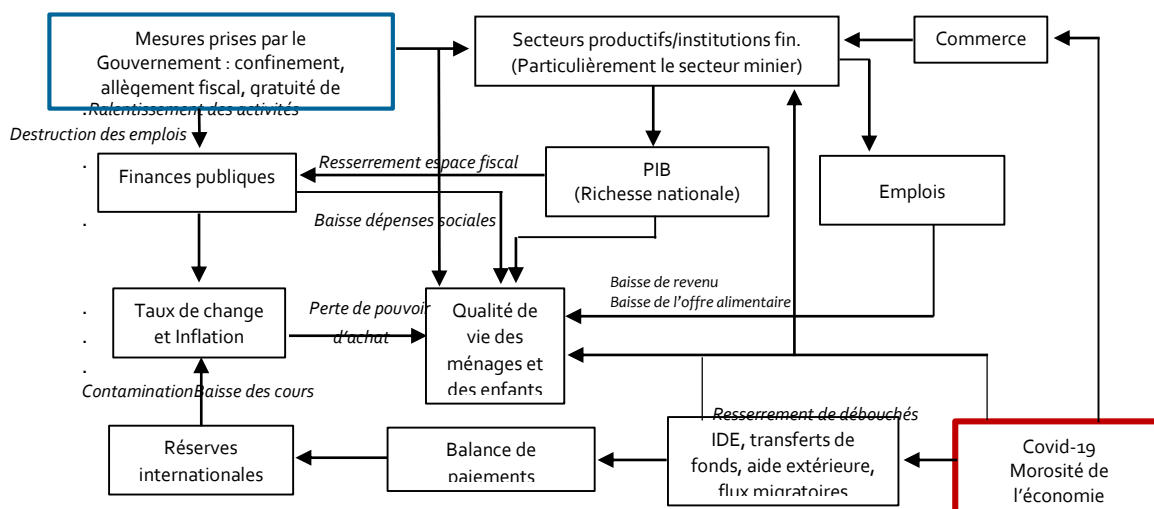


Les conséquences économiques et financières de la pandémie du Covid-19 en RDC sont de plusieurs ordres comme le montre la figure 42 ci-dessus. On peut s'attendre à un ralentissement de la croissance économique si pas une baisse significative de l'activité économique, un resserrement sensible de l'espace budgétaire de l'Etat, une dégradation importante des comptes extérieurs (compte courant et compte capital consolidé), une baisse des financements extérieurs (IDE, aide publique au développement, ...), une perturbation des échanges commerciaux, une fragilisation de la stabilité externe et financière et un risque de montée des tensions inflationnistes. Les canaux de transmission de la crise actuelle sur l'économie congolaise, c'est-à-dire au premier quadrimestre de l'année 2020, sont les suivants :

- **La chute des termes de l'échange** due principalement au recul des cours du cuivre (4,87 % à fin mars), du cobalt (2,19 % à fin mars), du pétrole (39,1 USD le baril à fin mars contre 61,4 USD à fin 2019) et d'autres produits de base ;
- **Les contraintes d'offre** liées aux perturbations causées par la peur d'être infecté et la mortalité ainsi que par le confinement et la limitation des mouvements de personnes et de biens, qui pèsent sur les coûts de transactions et perturbent le commerce, le tourisme et le transport ;
- **Les contraintes de demande**, qui résultent de la montée de l'incertitude, de la poussée de la méfiance, des efforts de confinement et du renchérissement des conditions financières qui dans l'ensemble pèsent sur les revenus et le pouvoir d'achat des ménages ;
- **L'instabilité des flux et des marchés financiers** traduite par les fuites des capitaux, la baisse des financements extérieurs, la diminution des IDE et le durcissement des conditions intérieures qui ont pour effet de limiter le financement du secteur privé.

Tous ces changements négatifs provoqués par la pandémie du Covid-19 portent inéluctablement atteinte aux conditions de vie de la population, notamment à travers une détérioration de la situation sanitaire avec l'accroissement du nombre de cas de contamination, une destruction des emplois ou un resserrement des opportunités de travail, une diminution du revenu réel ou du pouvoir d'achat, une baisse du volume et de la qualité des prestations sociales de la part de l'Etat, et une baisse des transferts en provenance de l'étranger (remitances) qui constituent un important complément aux revenus des ménages congolais. C'est ce qui ressort de la figure 43 qui, par rapport à la figure 42, apporte quelques détails en plus sur les mécanismes de transmission des impacts ou effets socioéconomiques du Covid-19 sur la RDC.

Figure 43. Canaux de transmission des effets du Covid-19 sur l'économie congolaise



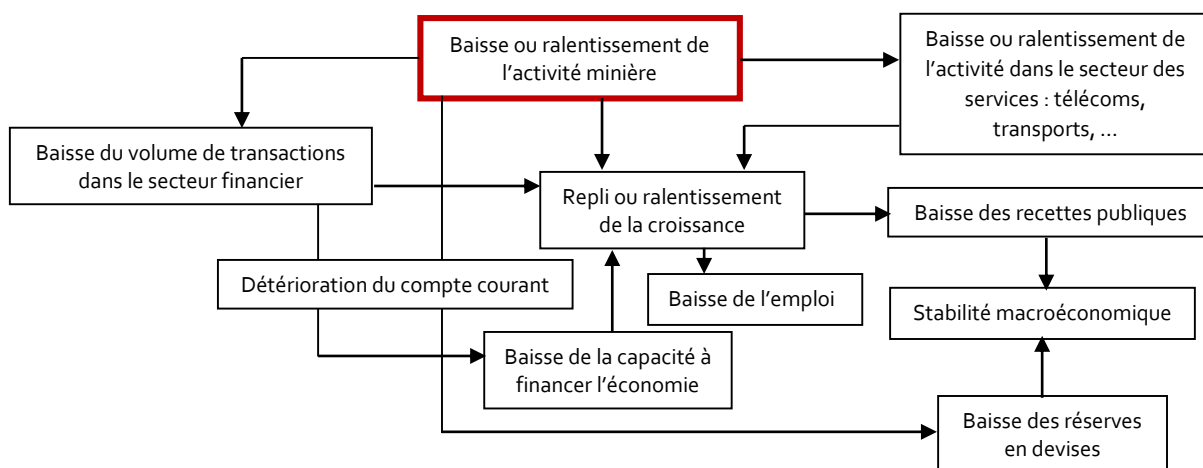
Il est attendu un ralentissement si pas un repli de la croissance en raison de la perte de vitesse du secteur minier, principal pilier de l'économie congolaise, et des autres secteurs d'activité (commerce, hôtellerie, banque, transports, ...) à cause d'un accroissement des coûts de transaction et du resserrement des débouchés mondiaux. En effet, le rôle joué par l'exploitation des ressources minières en RDC est de plusieurs ordres comme le montre bien la figure 44 ci-après. Elle contribue non seulement à la création directe de richesses et d'emplois en tant que secteur productif mais elle sert aussi de support à d'autres segments de l'économie de par sa consommation de services divers (télécoms, transport, banques, ...). Aussi, elle concourt à l'entrée des devises et par conséquent, son dynamisme contribue à l'équilibre du marché de change et à la stabilité des prix intérieurs.

Par ailleurs, il convient de signaler – comme dit dans le chapitre précédent – que la survenance du Covid-19 amène ou a amené les décideurs politiques et les gouvernements des pays à prendre des mesures pour, d'une part, limiter sa propagation (confinement, isolement, suppression des vols, fermeture des frontières et des écoles, ...) et de l'autre, pour en atténuer les effets sur le fonctionnement de l'économie (allègement fiscal, appuis spécifiques au secteur privé, ...) et sur le niveau de vie de la

population (gratuité de certains services publics, allocations diverses, ...). Ces mesures ne vont pas sans conséquences sur la situation d'ensemble de la société. Il serait dès lors important de les intégrer dans le corps de l'analyse pour avoir une idée exacte de tous les facteurs qui entrent en jeu pour appréhender les impacts de la pandémie sur le pays au plan économique et social.

Le secteur minier concourt à la stabilité macroéconomique en RDC en ce qu'il est le premier pourvoyeur de devises dans le pays, il a représenté entre 85 et 95 % des recettes d'exportation du pays au cours de ces quatre dernières années. Plus ou moins 40 % des réserves de change de la BCC proviennent de lui. Par ailleurs, il a représenté, toujours au cours des quatre dernières années, plus ou moins 37 % de l'espace budgétaire de l'Etat dont 50 % des impôts sur chiffres d'affaires et 30 % des recettes de douanes et accises. Les entreprises minières contribuent également aux performances du secteur financier en ce qu'elles sont comptées parmi les clients les plus importants en termes de dépôts et de volume de transactions effectuées régulièrement. Au cours des quatre dernières, elles représentaient plus du quart du total des dépôts collectés par les banques commerciales.

Figure 44. Effets d'entraînement d'un choc sur le secteur minier



2.2.3. Effets actuels et probables de la pandémie du Covid-19 sur l'économie

En partant de la chaîne et des mécanismes de transmission décrits ci-dessus et des récentes performances affichées par l'économie, ce point se propose de mesurer les effets ou impacts actuels et futurs de la pandémie du Covid-19 sur l'économie congolaise, c'est-à-dire sur les activités des différents secteurs productifs, sur le taux de croissance économique, sur les finances publiques (espace budgétaire, hauteur et structures des dépenses et profondeur du déficit public), sur la position extérieure nette (commerciale et financière) et sur le secteur monétaire ainsi que sur le secteur financier (volume des transactions). L'analyse des effets actuels ou immédiats s'en tient à la situation vécue au premier quadrimestre 2020 et les effets futurs ou probables concernent le reste de l'année 2020 et l'année 2021 tout en se basant sur les trois hypothèses formulées sur la marche du pays.

L'économie congolaise, à l'instar d'autres économies subsahariennes, ressent durement les effets du choc lié à la propagation du Covid-19 qui assombrissent les perspectives de croissance et de développement. Mais avant la pandémie, le rythme de croissance s'était déjà affaibli en 2019, se situant à 4,4 % contre 5,8 % en 2018 et contre une moyenne de 6,4 % entre 2010 et 2017. L'inflation, quoiqu'en baisse en 2019, est très volatile dans le temps. Le taux de change s'est déprécié de 2,3 % en 2019 et de 1,9 % au 1^{er} trimestre 2020. Au 24 mars 2020, les opérations financières de l'Etat renseignent un déficit de 363,0 milliards de CDF alors qu'elles s'étaient clôturées par un déficit de plus de 500,0 milliards en 2019. S'agissant des réserves internationales, malgré l'appui de 368,4 millions USD du FMI, elles demeurent faibles et sont en fonte continue, se chiffrant à 695 millions en mars 2020, venant de 1035,5 millions à fin 2019 (4,15 semaines d'importations).

2.2.3.1. Effets actuels et probables sur l'activité et la croissance

La crise occasionnée par la pandémie du Covid-19 devrait, au regard de la structure du PIB et de la dynamique de l'économie en RDC, entraîner un repli significatif de la croissance en 2020, voire une récession. La production devrait reculer dans de nombreux secteurs, soit du fait des impacts indirects à travers notamment la baisse de la demande mondiale pour ce qui est du secteur minier et des hydrocarbures, soit du fait des impacts directs liés aux mesures nationales de riposte. Il s'agit principalement du secteur des services (agences de voyages, restaurants, hôtellerie, compagnies aériennes et services aéroportuaires) dont l'activité devrait fortement être imputée. Si les mesures de confinement se généralisent et se prolongent, un pan plus large des activités de production pourrait être concerné par ce recul. Compte tenu de la croissance démographique située entre 3,1 et 3,5 %, on assistera à une destruction rapide de richesses et à l'appauvrissement de la population.

2.2.3.1 Effets sur les secteurs d'activité

- **Agriculture**

L'agriculture est une opportunité pour une croissance inclusive et pour la lutte contre la pauvreté en RDC. En milieu rural, elle est le principal pourvoyeur d'emplois, surtout pour les 40% les plus pauvres. Globalement, elle emploie 62% de la population rurale en âge de travailler et 73% de l'ensemble de la population rurale (Banque mondiale, 2016). L'essentiel des produits alimentaires produits localement est fourni par les petits exploitants. Le renforcement de la chaîne des valeurs agricoles au profit des petits exploitants serait une stratégie efficace pour investir dans les économies locales et dans la relance agricole comme stratégie de diversification de l'économie congolaise. Le maïs qui est la principale céréale du pays est attaqué par la chenille légionnaire d'Automne depuis des mois. Sa production ne suffit pas pour couvrir les besoins, en conséquence, le pays importe

cette importante céréale en même temps que d'autres commodités comme le riz, les tubercules et les viandes.

La réduction de la mobilité des personnes et des biens découlant des mesures d'isolement et de confinement (partiel) prises par les autorités pour contenir le rythme d'expansion du Covid-19 dans le pays pèsent sur le déroulement de l'activité agricole, aussi bien dans sa branche vivrière que dans celle consacrée aux cultures de rente. Avec les contraintes imposées par l'état de délabrement avancé de certaines infrastructures, notamment celles de transport, de stockage et d'énergie, le faible rendement des exploitations agricoles et les perturbations climatiques, l'offre alimentaire a considérablement baissé au premier trimestre 2020 sur certains segments du marché des biens avec une forte incidence sur le taux d'inflation (8,5 % en annualisé), notamment en raison du poids relatif des produits agricoles et alimentaires dans le panier de la ménagère.

La persistance de la pandémie du Covid-19 conduira probablement au confinement total des parties les plus touchées du pays. Les restrictions ou interdictions de mouvements des populations dans les zones touchées pourraient avoir un grand impact sur les petits exploitants et la main d'œuvre agricoles, entraînant un sérieux problème de disponibilité des denrées alimentaires et produits agricoles, mais aussi interrompraient plusieurs chaînes de valeur agricoles, avec un impact sur les prix. Les produits périssables et vendus généralement frais seront également accumulés ou périront aux champs. L'accès à la nourriture deviendra compliqué pour la majorité de congolais, déjà pauvres. Il s'en suivra une augmentation du taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition, particulièrement chez les enfants, de 0 à 5 ans, dont la majorité souffre déjà d'une malnutrition aiguë.

Un confinement total pourrait plonger le pays dans une crise alimentaire et nutritionnelle grave, suivi, probablement, d'un affaiblissement du système immunitaire des personnes affectées. La majorité de la

population intervenant dans l'agriculture est vieillissante, pauvre et vit en milieu rural. L'âge moyen de la population intervenant dans l'agriculture est d'environ 60 ans. Il a été démontré que les personnes les plus âgées sont les plus susceptibles à la contamination par le Covid-19. La propagation de cette pandémie à travers le pays, particulièrement en milieu rural qui, du reste, n'a aucune infrastructure appropriée pour son traitement, mettrait donc en danger la couche de la population la plus impliquée dans l'agriculture, résultant en une baisse de la production agricole et un déficit des produits agricoles sur les marchés.

Hormis les contraintes techniques, l'agriculture congolaise est aussi secouée par les contraintes d'ordre politico-sécuritaire et un faible financement. Certaines parties du pays font face à des conflits interethniques persistants et la présence des groupes armés dans les bassins de production. La déstabilisation de la sécurité dans ces bassins a toujours entraîné un exode rural, suivi d'une baisse de production agricole. Les jeunes abandonnent les villages et laissent les activités agricoles aux personnes âgées, vulnérables vis-à-vis de la pandémie du Covid-19, avec comme conséquence, en cas de son apparition dans ces zones, l'abandon total de l'agriculture, suivi d'une baisse drastique de la production et d'une crise alimentaire et nutritionnelle importante.

• Industries extractives

De 2018 à 2019, la croissance économique en RDC a ralenti de 1,4 point du fait essentiellement de la diminution de la contribution du secteur minier qui est passée de 4,4 points à 0,5 point de croissance. Cette tendance au ralentissement de l'activité économique s'est poursuivie au premier trimestre 2020 comme l'atteste l'évolution de l'indice de confiance des entreprises : -5,7 en janvier, 0,3 en février et -3,4 en mars 2020. Il sied de noter que le ralentissement de l'activité minière en 2019 a débouché sur une diminution des recettes d'exportation de plus de 900 millions USD, soit plus de 75 millions en moyenne mensuelle.

Avec l'arrêt de la production de Boss mining (2700 travailleurs) et Mutanda mining (3000 travailleurs) en 2019 et la baisse des cours au 1^{er} trimestre 2020, la production minière et les recettes d'exportation afficheront davantage des contreperformances en 2020.

Au regard du poids de la Chine dans l'économie mondiale (16 % du PIB mondial) et de sa demande de minerais (qui comprend 40 à 45 % des minerais de la RDC), le ralentissement de la croissance de son économie aura une incidence évidente sur le cours mondiaux des matières premières dont le cuivre et le cobalt (principaux produits exportés par la RDC) et sur l'activité minière en RDC. En effet, au cours des deux premiers mois de l'année 2020, l'indice de la production industrielle de la Chine a baissé de 13,5 % par rapport à la période correspondante de 2019, tandis que les ventes de détail ont chuté de 20,5 % durant la même période. C'est le recul le plus important jamais observé depuis près de 30 ans. En conséquence, on a observé en mars 2020, la baisse du cours du cuivre de 4,87 % et celui du cobalt de 2,19 % et une nouvelle baisse pourrait surgir avant la fin du premier semestre 2020.

Compte tenu de la forte élasticité de l'offre congolaise de minerais par rapport aux cours mondiaux et aux perspectives de croissance en Chine, premier partenaire commercial de la RDC, avec l'arrêt de Boss mining et Mutanda mining, on devrait s'attendre à un ralentissement de l'activité minière en RDC de près de 20,6 %. Ceci devrait déboucher sur une baisse de l'activité économique dans les autres segments de l'économie et un ralentissement majeur de la croissance. Avec une hypothèse optimiste, le taux de croissance devrait se situer à 0,1 % à fin 2020 contre 4,4 % en 2019. Dans le cas pessimiste, l'économie congolaise basculerait dans la récession à l'image d'autres pays de la planète, tels ceux de l'Union européenne qui y sont déjà. Le manque à gagner de la firme KCC (Kamoto Copper Company) pour l'année 2020 est estimé à près de 500 millions USD. Il est à noter qu'elle emploie plus de 5000 personnes et figure parmi les plus grands contribuables aux impôts sur le chiffre d'affaire en RDC.

Dans le secteur pétrolier, la firme Perenco opérant au bassin côtier de Muanda devra connaître une baisse de sa production du brut en 2020 à la suite d'un arrêt temporaire de certaines de ses activités à cause des conditions peu favorables du marché et des difficultés logistiques résultant des mesures prises pour contenir l'expansion du Covid-19. La production journalière qui était de 25.000 barils devrait baisser de plus de 30 %. Environ 80 % des entreprises qui commercialisent le léger assistent une baisse du volume de leurs ventes et de leurs marges bénéficiaires du fait de la diminution de la demande mondiale et des cours mondiaux qui en découle. Elles font face aussi à des difficultés de distribution de leurs produits à cause du ralentissement des activités dans le secteur des transports et de la logistique ainsi que des mesures d'isolement. Près de 10 % des entreprises du secteur ont connu un arrêt total de la vente du Kérosène suite à la fermeture des frontières. A cela s'ajoute la difficulté pour certains clients d'honorer leurs engagements financiers vers les entreprises dans les délais.

- **Industries manufacturières**

Les activités des industries manufacturières devraient se contracter à la suite de la pandémie du Covid-19 car, les mesures d'interdiction ou de limitation des flux de personnes et biens à l'échelle mondiale ainsi que de confinement à l'échelle nationale. Les cimenteries et fabricants de barres de fer ont dû restreindre leurs productions au premier trimestre 2020 à cause du ralentissement des travaux de construction aussi bien du secteur privé que du secteur public. Les industries brassicoles et alimentaires ont fait de même à cause entre autres des mesures de confinement et de l'interruption des activités des restaurants, buvettes et des hôtels. Si les mesures de confinement persistent et se généralisent sur l'ensemble du territoire national, la perte de vitesse des industries manufacturières sera de grande incidence sur la croissance à fin 2020. Il faut noter que certaines industries éprouvent des difficultés à se procurer des inputs nécessaires à leur production à des prix abordables.

- **Bâtiment et travaux publics**

Le secteur de la construction affiche un ralentissement global en raison essentiellement de la faible exécution des projets d'investissement de l'Etat, notamment ceux inscrits dans le programme de 100 jours du Président de la République. Comme le montre la figure 48, les dépenses en capital de l'Etat ont été relativement très basses de septembre 2019 à mars 2020. En janvier 2020, les investissements publics ont représenté 0,45 % du total des dépenses publiques et en février, 2,5 % alors que la loi des finances de l'exercice 2020 les a positionnés à 31 % du budget total. Avec le resserrement de l'espace budgétaire de l'Etat que provoquera la crise, tout porte à croire que les travaux publics vont davantage diminuer alors que le potentiel de croissance de l'économie congolaise est limité par l'importance de son déficit infrastructurel. Les mesures d'isolement ou de confinement partiel ont eu des incidences négatives sur le chiffre d'affaire de près de 97 % des entreprises évoluant dans le secteur de la construction, les cadres de ces entreprises estiment que dans les jours à venir le chiffre d'affaire sera impacté négativement de près de 20 %. Pour certains projets, les soumissions ont été reportées.

- **Eau, électricité et gaz**

Au cours de ces trois – quatre dernières années, la contribution de la branche eau, électricité et gaz à la croissance économique a été quasiment nul en raison des difficultés techniques et financières que connaissent les deux principaux opérateurs du secteur, à savoir la SNEL (Société nationale d'électricité) et la Régideso (Régie de distribution de l'eau). En l'absence de nouveaux investissements ou d'investissements de remplacement des équipements ayant vieilli, il serait difficile pour ces deux entreprises de continuer à assurer la même desserte qui déjà pose beaucoup de problèmes en termes de qualité des services offerts et de régularité dans leur fourniture. Il faut noter par ailleurs que la mesure prise par le gouvernement d'assurer la gratuité de l'électricité et de l'eau pour tous les ménages sur 3 mois consécutifs aura une forte incidence négative sur de l'offre d'énergie.

- **Commerce de gros et de détail**

Le secteur du commerce de gros et de détail dont la contribution à la croissance économique est passée de 0,4 à 0,7 point entre 2018 et 2019 accuse également une perte de vitesse depuis le début de l'année 2020 en raison de la diminution des flux de marchandises et de personnes occasionnée par les mesures sécuritaires et sanitaires, notamment celles de confinement. En cas de généralisation de ces dernières et de leur persistance dans la durée, la contraction de la branche devrait être plus prononcée d'ici la fin de l'année. Il faut noter que la contraction du commerce informel devra avoir une forte incidence sur le revenu et le bien-être de plusieurs ménages dans les grands centres urbains étant donné le rôle qu'il joue dans la structure de leurs revenus. Selon le PNUD (2017), les revenus informels représentent, en moyenne, entre 60 et 70 % des revenus des ménages congolais.

- **Tourisme**

Malgré sa riche biodiversité (5^{ème} rang mondial et 2^{ème} rang africain), la RDC a un secteur touristique peu développé en raison de sa situation politico-sécuritaire fragile et de la faible mise en valeur de ses atouts (déficit infrastructurel et faiblesse des investissements). Celui-ci occupe la 35^{ème} place du classement africain sur 38. Au cours de ces cinq dernières années, la contribution du tourisme au PIB du pays a été, en moyenne, de 0,65 %. Les perspectives de développement de l'industrie se sont aussi rétrécies ces dernières années à cause de l'épidémie de l'Ebola qui sévit dans le pays, surtout dans sa partie Est. Cet état de choses décourage fortement la curiosité des touristes. La pandémie du Covid-19 en amenant les décideurs à limiter les voyages, ne fera que renforcer ce désintérêt. Donc, le secteur touristique embryonnaire de la RDC devra connaître une perte de vitesse, si minime soit-elle.

Le Parc de Virunga a fermé ses portes au 1^{er} trimestre 2020 pour préserver les gorilles du Covid-19.

Tableau 15. Classement des pays dans le secteur touristique en 2019

RANG AFRIQUE	PAYS	SCORE	RANG MONDIAL	RANG AFRIQUE	PAYS	SCORE	RANG MONDIAL
1 ^{ER}	Île Maurice	4,0	54 ^{ème}	20	Swaziland	3,1	118 ^{ème}
2	Afrique du Sud	4,0	61 ^{ème}	21	Côte d'Ivoire	3,1	119 ^{ème}
3	Seychelles	3,9	62 ^{ème}	22	Ethiopie	3,0	122 ^{ème}
4	Egypte	3,9	65 ^{ème}	23	Benin	3,0	123 ^{ème}
5	Maroc	3,9	66 ^{èmes}	24	Lesotho	3,0	124 ^{ème}
6	Namibie	3,7	81 ^{ème}	25	Malawi	2,9	125 ^{ème}
7	Kenya	3,6	82 ^{ème}	26	Guinée	2,9	126 ^{ème}
8	Tunisie	3,6	85 ^{ème}	27	Mozambique	2,9	127 ^{ème}
9	Botswana	3,5	92 ^{ème}	28	Cameroun	2,9	128 ^{ème}
10	Tanzanie	3,4	95 ^{ème}	29	Nigéria	2,8	129 ^{ème}
11	Sénégal	3,3	106 ^{ème}	30	Mali	2,8	130 ^{ème}
12	Rwanda	3,2	107 ^{ème}	31	Sierra Léone	2,8	131 ^{ème}
13	Gambie	3,2	111 ^{ème}	32	Burkina Faso	2,8	132 ^{ème}
14	Ouganda	3,2	112 ^{ème}	33	Angola	2,7	134 ^{ème}
15	Zambie	3,2	113 ^{ème}	34	Mauritanie	2,7	135 ^{ème}
16	Zambie	3,2	113 ^{ème}	35	RDC	2,7	136 ^{ème}
17	Zimbabwe	3,2	114 ^{ème}	36	Burundi	2,7	137 ^{ème}
18	Ghana	3,1	115 ^{ème}	37	Libéria	2,6	138 ^{ème}
19	Algérie	3,1	116 ^{ème}	38	Tchad	2,5	139 ^{ème}

Source : World Economic Forum, 2019

• Transports et télécommunications

Le secteur des transports a connu, au 1^{er} trimestre 2020, un repli d'activités et devrait voir la situation se détériorer davantage sur le reste de l'année à cause de la pandémie du Covid-19. C'est ce que renseigne la plupart des opérateurs du secteur tant public que privés. Avec la réduction du nombre de ses vols de près de 80 %, si l'on se rapporte à son trafic de l'année 2019, la compagnie aérienne nationale Congo Airways devrait encourir un manque à gagner de plus de 40 millions USD alors que rien que ses charges salariales pour les 3 trimestres restant représenteraient plus de 20 millions USD. Consécutivement à la baisse des vols, la Régie des voies aériennes (RVA) a enregistré un manque à gagner de 23,1 millions USD de mars à avril 2020. Avec l'application des mesures de restriction de la mobilité et de limitation des passagers dans les bus et taxis, les recettes journalières de Transco se sont effritées de plus de 90 % passant de 90 à 7 millions de CDF. De mars à avril, la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) a enregistré un manque à gagner de 3,3 millions USD.

Contrairement aux autres branches, le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) a vu son volume d'activité augmenté au cours du premier trimestre 2020 comme l'ont renseigné pratiquement tous les opérateurs privés du secteur, aussi bien les opérateurs des télécommunications que les fournisseurs de connexion internet. En effet, après avoir connu une stagnation en 2019, le secteur affiche un dynamisme assez remarquable en raison des mesures de confinement qui imposent à plusieurs entreprises et personnes de faire usage du télétravail. Celui-ci devrait se consolider si les mesures de confinement de la population persistent et se généralisent sur l'ensemble du territoire national.

• Activités sportives et culturelles

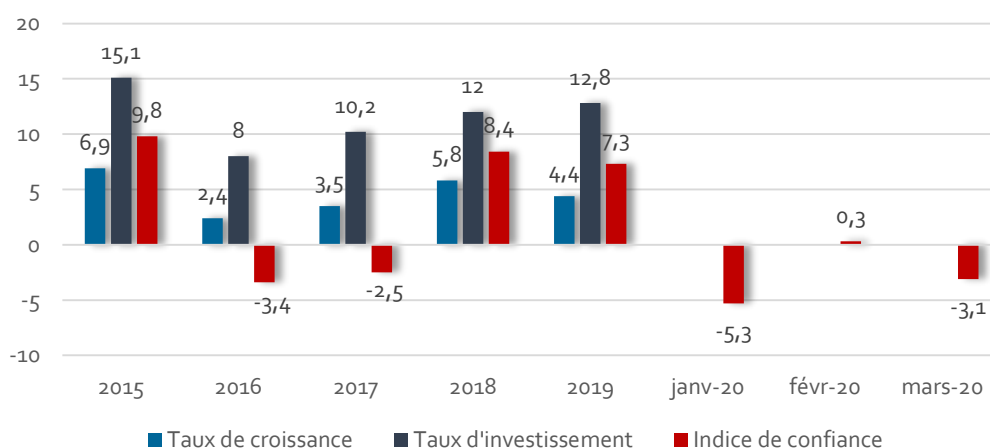
A cause des mesures prises par le Gouvernement au mois de mars 2020, notamment dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie du Covid-19, les activités sportives et culturelles en RDC, quoiqu'ayant une faible participation à la formation du PIB national, ont connu un arrêt brutal au premier trimestre 2020. Et si le rythme d'expansion du virus n'est pas contenu d'ici là, le secteur devra connaître une

perturbation sans précédent. Cet état de choses devra également peser sur les carrières des sportifs, des athlètes et des artistes ainsi que sur leurs niveaux de vie, notamment en raison de l'étroitesse de leurs revenus.

2.2.3.1.2 Effets sur la croissance globale

Au regard de la dynamique économique affichée par le pays de 2018 à 2019 et des probables évolutions sectorielles décrites ci-dessus pour l'année 2020, il ne fait l'ombre d'aucun doute que l'activité économique devra globalement connaître une importante perte de vitesse au cours de l'année, laquelle pourrait même conduire à un taux de croissance économique négatif en fin d'exercice et à une baisse du revenu par tête d'habitant.

Figure 45. Taux de croissance, taux d'investissement et indice de confiance : 2015 - 2019



Source : Figure élaborée à partir des données de la BCC (2019 et 2020).

Cette tendance à la baisse de l'activité économique et cette prévision de recul du taux de croissance sont bien justifiées par l'évolution tendancielle du taux d'investissement et de l'indice de confiance des entreprises opérant dans le pays qui est devenu négatif au cours du premier trimestre 2020 (cf. figure 45 ci-dessous).

La trajectoire que prendra définitivement de l'économie dépendra de la conjugaison d'un ensemble de facteurs. La dynamique souhaitée est celle de voir l'activité ne pas trop se déprimer pour garantir à la population des conditions de vie acceptables. Les mesures prises pour contenir la propagation du Covid-9 devraient ainsi être renforcées et complétées par d'autres mesures pour soutenir les secteurs d'activité ou limiter les effets du choc sur leurs performances. Pour bien calibrer les mesures à prendre et permettre au gouvernement de solliciter utilement les appuis des PTF, trois scénarios sur le profil de croissance ont été envisagés : le scénario optimiste peu probable

(0,5 %) ; le scénario modéré plus probable (-1,91 %) ; et le scénario catastrophique à éviter (-3,4 %).

Le scénario le plus probable admet au plan mondial, la non-atteinte du pic de propagation du Covid-19 au 1^{er} semestre 2020, une récession suite au confinement et la contraction de la demande, la restriction du trafic de biens pour des raisons sanitaires et le repli du commerce mondial. Au plan national, on admet une maîtrise de la pandémie au 3^{ème} trimestre 2020, l'obtention des appuis des PTF, une non-monetisation du déficit public, une performance des télécoms due au télétravail, un ralentissement agricole lié au confinement, un repli de l'activité minière dû aux contraintes de débouchés, le recul des industries alimentaires et brassicoles suite au confinement, la baisse des constructions et des travaux publics, la stagnation de la branche énergie du fait d'une absence d'investissements, le recul des activités commerciales et financières et le repli des

transports dû à la fermeture des frontières et à l'isolement inter-province.

Fort des hypothèses formulées ci-dessus, l'économie entrerait en récession au cours de l'année 2020, avec un taux de croissance de -1,9 % contre une projection initiale de 5,4 % inscrite dans la loi des finances de l'exercice 2020 et une réalisation de 4,4 % à fin 2019. Dans ce scénario de référence ou le plus probable, cette contreperformance résulterait d'une baisse significative de la contribution des industries extractives à la croissance et aux exportations. En effet, l'évolution du volume de production dans cette branche de l'économie passerait d'une croissance de 1,0 % en 2019 à une contraction estimée à 5,6 % en 2020. Le volume de production du cuivre resterait en dessous de 1.000.000 tonnes et celui du cobalt à moins de 50.000 tonnes.

L'analyse sectorielle de la croissance révèle une contraction du secteur primaire de 3,1 %. Dans ce contexte, le taux de croissance de la branche agriculture passerait de 3,1 % en 2019 à 1,5 % en 2020 alors que les industries extractives connaissent un repli d'activité. Le secteur secondaire verra son taux de croissance passer de 9,8 % en 2019 à -0,9 % en 2020. Ceci serait consécutif au ralentissement des activités des industries manufacturières dont la croissance venant de 6,1 % tomberait à -1,1 % en 2020 alors que celle de la branche

construction et travaux publics, située à 21,6 % en 2019, passerait à -0,7 %. Aussi, la croissance du secteur tertiaire se contracterait, passant de 5,6 % en 2019 à -0,9 % en 2020. Cette baisse procéderait du repli de la branche transports passant de 3,2 % en 2019 à -2,1 % en 2020, ainsi que du commerce de gros et de détail passant de 4 % en 2019 à -2,1 % en 2020. Le secteur financier devrait aussi connaître une décélération de son dynamisme, passant de 10,6 à 3,2 %.

En termes de contribution à la croissance du PIB réel, le secteur secondaire afficherait la contraction la moins importante avec une participation de -0,15 point de pourcentage, suivi du secteur tertiaire avec une participation de -0,36 point de pourcentage et enfin, le secteur primaire qui verrait sa contribution s'établir à -1,33 point de pourcentage. Avec ce repli, si les mesures gouvernementales d'ajustement sont scrupuleusement mises en œuvre, notamment au plan budgétaire et monétaire, on devrait assister à une atténuation des pressions inflationnistes sur le marché des biens et services. L'inflation se situerait, à fin décembre 2020, à 14,18 % (contre 4,58 % en 2019) et devrait s'accompagner d'une dépréciation de la monnaie nationale de 7,32 %, soit un taux de change de 1829,95 CDF pour 1 dollar américain contre 1705 CDF une année auparavant.

Tableau 16. Effets du Covid-19 sur la croissance 2020

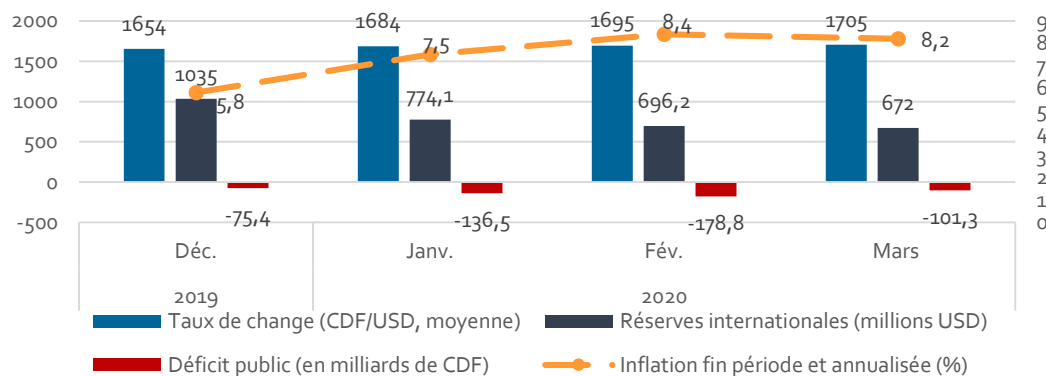
	2017	2018	2019	2020		
				H1	H2	H3
Taux de croissance du PIB	3,5	5,8	4,4	0,5	-1,91	-3,4
Taux de croissance du PIB/tête	0,4	2,7	1,3	-2,6	-5,01	-6,5

En effet, s'agissant des prix intérieurs, il s'observe d'ores et déjà une tendance haussière. L'inflation hebdomadaire est passée d'une moyenne de 0,08 % de janvier à la 2^{ème} semaine de mars 2020 à 0,34 % depuis la 3^{ème} semaine de mars. En annualisé, l'inflation est passée d'un plateau de 4 % jusqu'à fin mars à 8 %. Cette tendance devrait se poursuivre, du fait du surcroît de la demande en réponse à la psychose créée par l'éventualité d'un confinement plus strict. De même, un relâchement au niveau des finances publiques pourrait, par le canal du taux de change, aggraver le déséquilibre sur le marché. Toutefois, les mesures prises par le Gouvernement de suspendre la TVA à l'importation et sur la vente des biens de première nécessité pourraient atténuer la tendance haussière des prix, considérant le poids de la fonction alimentaire dans la composition de l'indice des prix en RDC.

2.2.3.2. Effets actuels et probables sur les comptes macroéconomiques

Cette section se penche sur l'analyse des effets de la pandémie du Covid-19 sur les finances publiques et sur la position extérieure du pays, c'est-à-dire le compte courant et compte capital consolidé aussi bien au cours du premier quadrimestre 2020 que pour le reste de l'année tout en tenant compte des trois scénarios retenus et des hypothèses formulées en support. Mais d'ores et déjà, il faudrait noter que les comptes macroéconomiques de la RDC ont affiché une tendance à la détérioration de 2018 à 2019 : le déficit public est passé de -0,3 % à -1,7 % du PIB, le compte courant de -1,38 % à -3,59 % du PIB. En ce qui concerne les investissements directs étrangers nets (IDE), ils ont baissé de 4,02 % entre 2018 et 2019. Le volume de l'aide a également baissé.

Figure 46. Evolution des indicateurs macroéconomiques de déc. 2019 à mars 2020



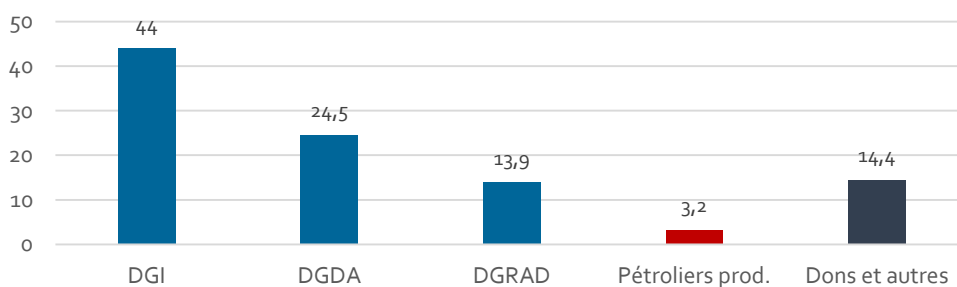
Source : Elaboré à partir des données de la BCC (2020) et du Ministère des finances (2020).

2.2.3.2.1. Finances publiques

Le recul de l'activité économique intérieure devrait restreindre l'espace financier de l'Etat et resserrer les marges de manœuvre de la politique budgétaire, particulièrement du côté des dépenses en capital qui apparaissent comme la principale variable d'ajustement en RDC. En effet, la baisse escomptée de la demande mondiale aura une incidence négative sur les secteurs productifs du pays, ce qui provoquera un ralentissement si pas un repli de la croissance, et par conséquent une contraction des recettes d'exportation et des recettes publiques. La détérioration de la balance extérieure a un impact négatif sur les recettes publiques qui dépendent, à hauteur de 35 à 40 %, des revenus issus de la vente des matières premières. L'impact total sur les recettes publiques pourrait être de plus de 1213,5 milliards de CDF, justifié par un repli de 20,6 % des recettes minières. Et si l'ajustement budgétaire n'est pas de taille, le creusement du déficit public pèsera énormément sur le cadre macroéconomique.

Au premier trimestre 2020, les opérations financières de l'Etat ont fait état d'un important déficit en raison d'une sous-mobilisation des recettes publiques au niveau de pratiquement toutes les trois régies financières. Alors que selon la loi de finances 2020 qui fixe le budget en recettes à 11 milliards USD, les recettes publiques attendues au terme de chaque mois seraient de 916,3 millions USD mais l'Etat n'a pu collecter en moyenne mensuelle que 270 millions USD, même pas le tiers des espérances. Ceci tient aux contreperformances affichées par les services commis à la collecte des recettes publiques ainsi qu'au ralentissement de l'activité économique et à la baisse du volume des échanges commerciaux avec l'extérieur, particulièrement avec la Chine qui représente en moyenne, 45 % des exportations congolaises.

Figure 47. Structure des recettes publiques en 2019



Source : Elaboré à partir des données de la BCC (2019).

La figure 47ci-dessus indique que les recettes du Trésor public congolais de l'année 2019 ont été mobilisées à plus des trois quarts par les impôts directs et indirects ainsi que par la fiscalité douanière sous l'encadrement respectif de la DGI (Direction générale des impôts) et la DGDA (Direction générale de douanes et accises).

Dans le même ordre, ces recettes ont représenté 44 % et 24,5 % de l'ensemble des recettes publiques collectées. Un choc négatif de grande ampleur sur les recettes de ces deux régies pèserait beaucoup sur l'espace budgétaire de l'Etat. Quant aux recettes administratives et domaniales collectées par la DGRAD (Direction générale des recettes administratives et domaniales), elles ont représenté 13,9 % alors que les recettes

provenant des « pétroliers producteurs » ainsi que les dons et autres recettes ont contribué

respectivement à 3,2 % et 14,4 % du total des recettes publiques.

Tableau 17. Recettes des régies financières : 2015 - 2019 (milliards de CDF)

	Douanes et accises			Impôts directs et indirects			Recettes non fiscales		
	Prév.	Réal.	Ex. %	Prév.	Réal.	Ex. %	Prév.	Réal.	Ex. %
2015	2 579,34	1 842,59	71	2 599,3	1 992,1	78	865,58	580,18	67,03
2016	1 835,58	1 412,24	76,94	1 768,7	1 675,1	94,7	659,73	483,83	73,34
2017	1 835,58	1 387,16	75,94	1 768,7	1 752,8	99,1	957,86	890,62	92,98
2018	2 550,32	1 827,81	71,67	2 809,9	3 770,5	135	1242,89	1368,96	110,1
2019	2645,05	2006,10	75,8	4011,4	3609,2	90	1207	1137	94,2
1 ^{er} trim. 2020									
Janv.	344,7	151,6	44,27	361,8	243,9	67,4	115,7	82,5	71,3
Fév.	355,6	161,2	45,35	318,5	196,6	61,7	158,2	88,9	56,1
Mars	374,4	146,8	39,23	326,7	194,7	59,6	350,8	160,7	45,8

Source : DGI, DGDA et DGRAD (2019, 2020).

La sous-mobilisation des recettes par les trois régies financières procède d'une part, du ralentissement économique, et de l'autre, des faiblesses inhérentes au système de collecte qui demeure ponctué par plusieurs tares, notamment la fraude et l'évasion fiscale. Le poids du secteur minier pour les exercices budgétaires 2018 et 2019 a été de ± 50 % en matière d'impôt sur les bénéfices et profits, secteur dominé par 4 entreprises minières : Tenke Fungurume, Kamoto Copper Compagnie, Mutanda Mining (en arrêt de production), et Boss Mining (en arrêt d'activité). Ce qui présage que près de 606,7 milliards de CDF seraient exposés à une contraction en termes de recettes attendues au titre de l'impôt sur les bénéfices et profits (les prévisions de 2020 étant justifiées par les réalisations 2019) dont les effets s'étendraient aussi en 2021 du fait que le solde de l'impôt de 2020 sera déclaré en avril 2021.

Les recettes probables de douanes et accises à fin 2020 seraient de 1880,53 milliards de CDF contre une attente de 4565,9 milliards, soit une exécution de 41 %.

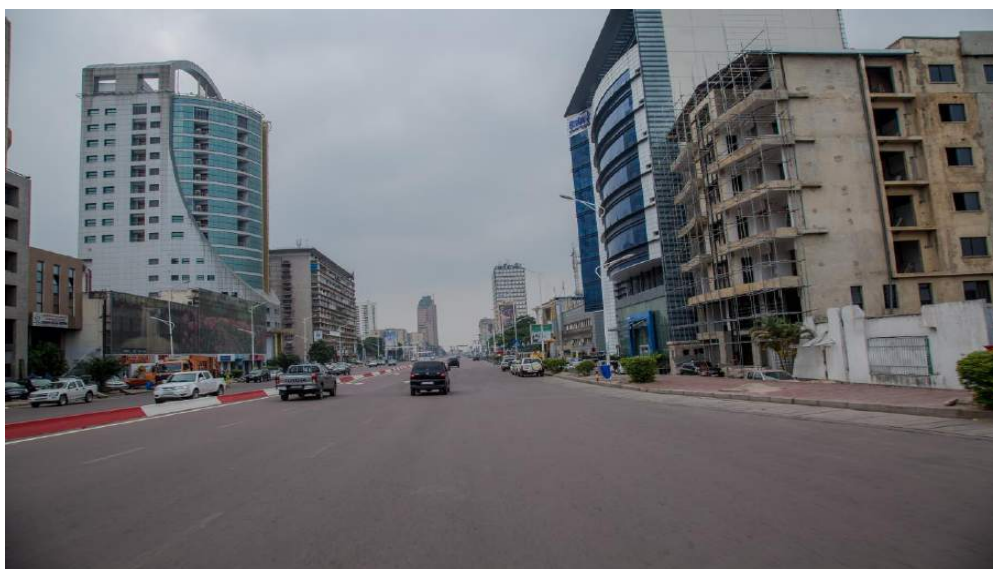
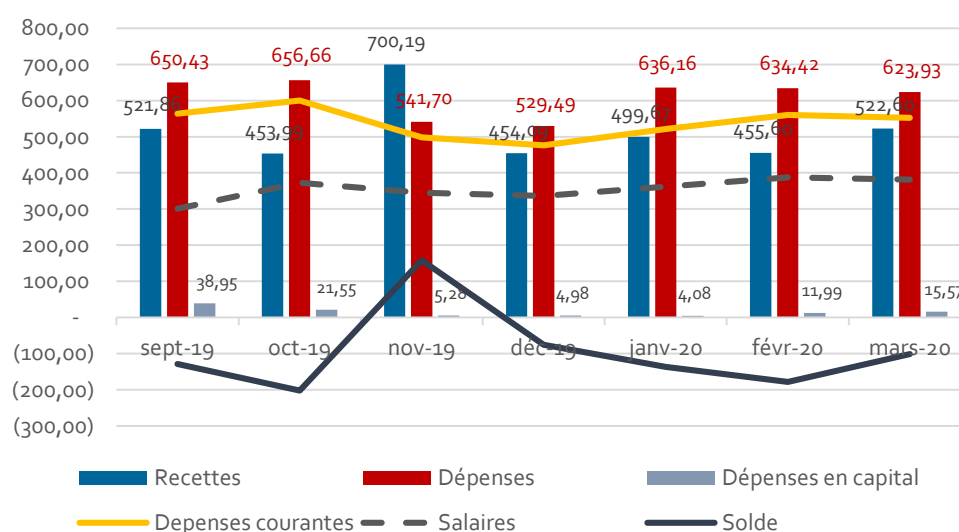


Figure 48. Situation cumulée des finances publiques : septembre 2019 – mars 2020



Source : Ministère des Finances (2020).

En plus des effets du repli de l'activité des industries extractives sur les recettes publiques, il faut également compter les effets découlant des contreperformances d'autres branches d'activité et des décisions de fermeture momentanée de certaines activités. Un manque à gagner de 12 360,52 millions de CDF serait occasionné par la fermeture des bars, restaurants et terrasses. Les mesures de limitation des flux des personnes et de biens à l'échelle internationale pour contenir le rythme de propagation du Covid-19 auront également une grande incidence sur les recettes publiques congolaises, notamment celles découlant des secteurs transports et tourisms, notamment celles obtenues après la vente des visas et celles relatives aux taxes administratives perçues lors de toutes sorties du pays estimées à plus ou moins 31 millions USD par an, soit une moyenne mensuelle de 2,6 millions USD.

Si le niveau des recettes collectées demeure le même alors que le train de vie de l'Etat reste le même et que les actions menées pour contrecarrer le Covid-19 s'intensifient, on devra s'attendre à un creusement important du déficit public. Ceci portera atteinte à la stabilité macroéconomique par la pression que le déficit exercerait sur la demande globale et sur le volume des instruments de paiement étant entendu que le gouvernement, depuis quelques années, le monétise en partie. A dépenses publiques inchangées, le déficit public passerait de -1,7 % du PIB à -2,7 %. Dans la foulée, le ratio salaires/PIB, en d'autres termes la pression des dépenses incompressibles sur les finances publiques, s'accroîtra, passant de 54 % comme prévision initiale à 65 % au 31 décembre 2020. Ainsi, aucune marge de manœuvre ne serait donnée au gouvernement pour exécuter d'autres dépenses, notamment les dépenses en capital qui ont été très faibles au 1^{er} trimestre 2020 (cf. figure 48).

Tableau 18. Effets du Covid-19 sur les finances publiques en 2020

% du PIB	2017	2018	2019	2020		
				H1	H2	H3
Recettes publiques	12,8	13,7	10,7	10	8,5	7,1
Dépenses publiques	15	14,0	12,4	11,9	11,2	12,4
Solde public	-2,2	-0,3	-1,7	-1,9	-2,7	-5,3

2.2.3.2.2. Position extérieure

Les exportations devraient baisser suite au repli de la production dans le secteur minier et des hydrocarbures, consécutivement à la baisse de la demande mondiale et à la diminution des cours des matières premières. Cette baisse induirait un fléchissement des recettes en devises, et pourrait réduire également la couverture en semaines d'importations des biens et services. Cette situation limiterait les capacités d'intervention de la Banque centrale sur le marché de change en cas de surchauffe. Le taux de change devrait glisser plus fortement qu'au cours de deux dernières années.

En supposant que la production minière en 2020 soit au même niveau qu'en 2019, rien que par le fait de la baisse des cours du cuivre et du cobalt, on devrait s'attendre en 2020, à une baisse des recettes mensuelles d'exportation qui serait d'environ 37,9 millions USD. Et si l'on s'en tient à l'arrêt de la production de Boss mining et de Mutanda mining (plus grande mine de la province du Lualaba et employant près de 3000 personnes) qui est intervenu au second semestre 2019, le manque à gagner serait plus important et dépasserait même 70 millions USD par mois.

Tableau 19. Secteur extérieur (en % du PIB)

	2016	2017	2018	2019	2020		
					Janv.	Fév.	Mars
Exportations des biens et services	32,35	30,69	34,34	32,07			
dont secteur minier	22,48	29,08	33,79	31,53			
Importations des biens et services	38,34	34,62	37,95	35,22			
dont équipements	10,89	13,78	9,17	9,66			
Solde de la balance commerciale	-0,71	0,55	2,12	1,32			
Solde courant	-4,05	-2,89	-1,38	-3,59			
Taux de change (CDF/USD, moyenne)	1010	1465,9	1622,5	1654	1684	1695	1705
Réserves internationales (millions USD)	845,4	844	913,7	1035	774,1	696,2	660,1

Source : BCC (2019, 2020).

La crise sanitaire actuelle devra ralentir la croissance économique mondiale, voire conduire à une récession mondiale, si des solutions efficaces ne sont pas trouvées dans les prochains jours pour stopper la pandémie du Covid-19 et en limiter les effets sur la production. Les situations de crise et de ralentissement économique qu'engendrera la pandémie dans les différents pays donateurs (Chine, France, Japon, Belgique, Corée du Sud, ...) de la RDC, touchés déjà sévèrement par la crise pourra entraîner une baisse de leurs contributions au titre de l'aide et de leurs investissements en RDC.

De 2018 à 2019, les IDE nets avaient baissé de 4,02 % et cette tendance devrait se poursuivre en 2020 et 2021. Une nouvelle baisse des IDE non seulement affectera le compte capital consolidé du pays mais aussi réduira les perspectives de croissance économique, car la plupart des grandes entreprises du secteur privé sont à capitaux étrangers, et souvent des succursales ou maisons de représentation de grands groupes internationaux ou de firmes internationales. Il devrait aussi s'en suivre une limitation des opportunités d'embauche, surtout pour les jeunes.

Tableau 20. Prévisions des effets du Covid-19 sur le compte courant 2020

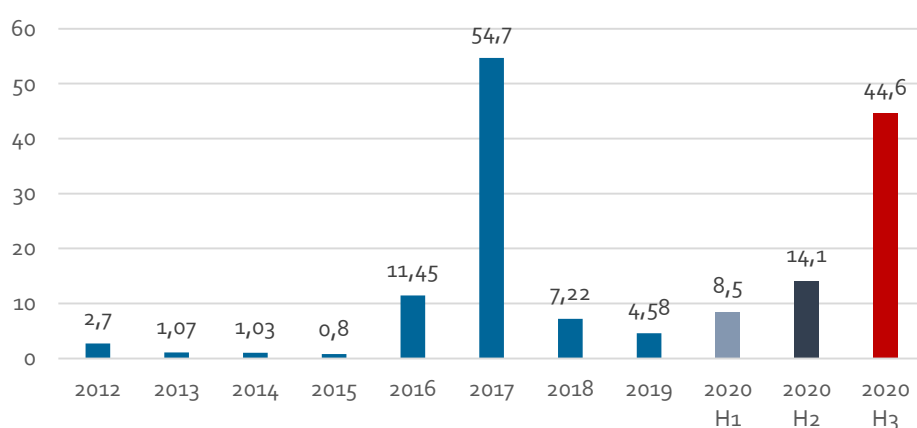
	2017	2018	2019	2020		
				H1	H2	H3
Compte courant (% du PIB)	-2,89	-1,38	-3,59	-4,1	-5,3	-7,1

2.2.3.2.3. Situation monétaire : niveau général des prix et taux de change

Par effets d'entraînement, le choc provoqué par la pandémie du Covid-19 en plus d'atteindre les secteurs productifs de l'économie, les finances publiques et la position extérieure nette, devrait affecter le niveau général des prix et le taux de change. Ce qui aura une incidence négative sur le coût de

la vie à travers la baisse du pouvoir d'achat des ménages. Les estimations de référence (hypothèse médiane) admettent que le gouvernement pourrait bénéficier des appuis budgétaires et d'un appui conséquent à la balance de paiements (dont 363,3 millions USD accordés par le FMI au titre de la facilité des crédits élargis au 22 avril 2020). La figure 49 ci-dessous donne le profil de l'inflation depuis 2012 et renseigne sur ce qu'elle sera en 2020 selon les trois scénarios retenus.

Figure 49. Inflation: 2012 - 2020 (impact du Covid-19)

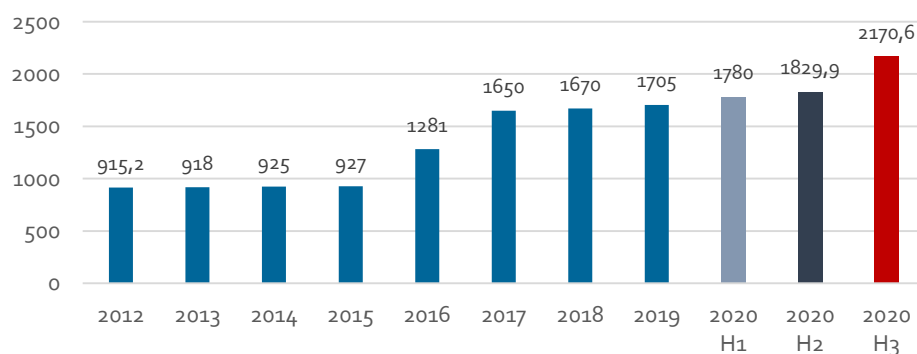


Source : 2008-2019 : BCC, 2020 : estimation du CPCM.

En se basant sur les régularités empiriques de l'économie congolaise au cours des années où il y a eu survenance des crises (2009 et 2016), et en considérant l'hypothèse médiane, toutes choses restant égales par ailleurs, l'impact du Covid-19 ferait grimper le taux d'inflation jusqu'à 14,1 %. Dans le pire des cas, l'inflation se situerait à 44,6 %. S'agissant du taux de

change de la monnaie nationale, sous l'effet de la baisse des rentrées de devises au pays, et de la forte corrélation qui existe, surtout en période de crise, entre les prix des biens et services le comportement de la monnaie nationale, le taux de change devrait se situer, à fin 2020, à 1829,9 CDF/dollar pour le scénario médian.

Figure 50. Profil du taux de change moyen (impact du Covid-19)



Source : 2008-2019 : BCC, 2020 : estimation du CPCM.

2.2.3.3. Effets actuels et probables sur le secteur privé et le secteur financier

De 2018 à 2019, le secteur bancaire de la RDC a connu une évolution positive, attestée notamment par l'accroissement sensible du total bilan des banques. Ce dernier s'est chiffré à 8,5 milliards USD, soit 29 % de croissance par rapport à 2018. Le total des dépôts des clients a été de 6,1 milliards USD (dont plus de 50 % en provenance des entreprises), soit un accroissement de 28 % par rapport à 2018, le total des crédits s'est chiffré à 4 milliards USD, ce qui correspond à une croissance de près de 29 %. S'agissant de la rentabilité, pour l'ensemble des banques, les résultats d'exploitation ont été évalués en 2019 à 94,5 millions USD contre 76,6 millions USD en 2018. Et concernant la solvabilité globale, les résultats font état de 14,1 contre le seuil minimum de 10. Mais en dépit de ces performances, le taux de réemploi est de 55 %, ce qui dénote d'une faible réinjection des capitaux dans l'économie.

Au regard du lien existant entre la sphère réelle et la sphère financière, le ralentissement de l'activité économique décrit ci-dessus dans la quasi-totalité des branches de production du pays à la suite des effets de la pandémie du Covid-19 devra peser négativement sur la solidité, l'efficacité et la profondeur du système financier national. On devrait s'attendre à une baisse du volume des transactions des institutions financières ainsi qu'à une légère détérioration de leurs portefeuilles. Les entreprises du secteur minier étant les détenteurs des comptes bancaires les plus alimentés, le repli de leurs activités devrait réduire le volume de leurs dépôts auprès des banques commerciales et partant, limiter la capacité d'octroi des crédits par les institutions financières. Il sied de noter que ceux sont dominés par des crédits à court horizon temporel (plus de 60 % du total des crédits octroyés).

Tableau 21. Indicateurs macroéconomiques et financiers : 2016 - 2019

	2016	2017	2018	2019	2020		
					H1	H2	H3
Indicateurs macroéconomiques							
Taux d'inflation fin période (%)	11,45	54,7	7,22	4,58	8,5	14,1	44,6
Taux de change fin période (CDF/USD)	1281	1650	1670	1705	1780	1829,9	2170,6
Indicateurs financiers							
Crédit à l'économie (% du PIB)	6,91	5,7	5,5	5,52	5,0	4,2	3,0
Dépôts bancaires (% du PIB)	8,9	8,1	8,3	8,5	7,3	6,4	4,2

Sources : FMI et BCC (2017, 2019).

En réduisant le niveau des taux d'intérêt réels, l'inflation anticipée en cas de détérioration de la situation à la suite du Covid-19 devrait peser sur la capacité du système à collecter et à distribuer l'épargne des agents économiques. Les opérations de change des institutions financières devraient aussi être négativement impactées car non seulement le volume des transactions avec l'étranger va baisser mais la quantité de devises rapatriées au pays aura également à diminuer. Le repli de la croissance, la détérioration du cadre macroéconomique et le resserrement des débouchés pourraient par ailleurs réduire le volume du crédit à l'économie et des dépôts bancaires en 2020 (cf. tableau 21), et les profits

nets des institutions financières. Le degré de liquidité de l'économie pourrait aussi être mis en mal par la baisse de l'activité économique, par la baisse de certains flux financiers internationaux et par la diminution des transferts d'argent chiffrés à 1,4 milliard USD en 2018.

2.3. Impacts sur le bien-être social



La menace d'infection et la contamination au Covid-19 ainsi que l'incidence de la pandémie sur le fonctionnement de l'économie ne pourront qu'avoir une influence négative sur les conditions de vie de la population congolaise qui vit déjà avec un faible revenu par tête d'habitant et un accès limité à plusieurs biens et services nécessaires à sa survie et à son épanouissement aussi bien physique que moral et intellectuel. Cette section dresse un tableau de la situation sociale récente de la RDC, schématise les canaux par lesquels le choc sanitaire du Covid-19 porte déjà atteint au bien-être social des Congolais, et estime les impacts actuels et futurs de la pandémie sur le niveau de vie et le développement humain dans le pays. Il y a lieu de noter que les effets futurs ou probables sont projetés en fonction des trois scénarios retenus pour caractériser la marche de l'économie.



Les effets négatifs de la crise socioéconomique sur les ménages et leurs enfants qui perdure depuis 2016, sont visibles à travers (i) la baisse de leurs revenus réels et l'accroissement du déficit d'utilisation de la main-d'œuvre¹³ (cumulant le sous-emploi et le chômage); (ii) la perte de pouvoir d'achat due à la hausse des prix des biens et services (aliments, essence, transport, ...); et (iii) un accès difficile à des services de qualité (eau, électricité, éducation, santé, ...) dans un contexte où les services eux-mêmes ne sont pas financés conséquemment et certaines épidémies (*Ebola*, *choléra* et *rougeole*) ont eu à ressurgir et fait beaucoup de dégâts. Ceci laisse donc présumer un fort appauvrissement de la population au cours de ces cinq dernières années. Avec le choc créé par la pandémie du Covid-19, la situation

devrait se compliquer davantage pour la population congolaise.

2.3.1. Regards sur le contexte social et le développement humain en RDC

Après avoir réalisé – dans un contexte politico-sécuritaire fragile – quelques avancées positives en matière de développement humain, plus précisément dans le cadre de la mise en œuvre des OMD, sans toutefois en atteindre un seul en 2015, la RDC connaît un recul ces quatre – cinq dernières années. De ce fait, alors que les ODD à atteindre en 2030 sont très ambitieux, le ralentissement de la croissance économique et le resserrement de l'espace fiscal enregistrés en RDC depuis 2016 – 2017 ont négativement pesé sur les conditions de vie de la population, notamment en ce qu'ils ont réduit l'accès à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, à l'eau et à l'assainissement affectant ainsi le processus d'accumulation du capital humain dans le pays et les perspectives de développement.

Les conditions de vie se sont révélées globalement difficiles pour le Congolais moyen au cours de ces cinq dernières années, notamment en raison de la fragilité de la situation politico-institutionnelle et sécuritaire du pays, du ralentissement de l'activité économique dans certaines branches, notamment dans le secteur des industries extractives, et des chocs enregistrés au plan macroéconomique, plus particulièrement l'accroissement des prix des produits alimentaires de base. Il faudrait également noter les disparités de la taille de la population par rapport aux richesses créées et valorisées dans les différentes régions du pays. Cette situation explique le niveau relativement bas du revenu par tête. Au total ces raisons, justifient en partie, le rang que la RDC occupe dans le classement mondial de l'indice de développement humain de 2019, soit la 179^{ème} place sur 189 (contre la 176^{ème} place en 2018).

Tableau 22. Quelques indicateurs sociaux en RDC : 2000 - 2019

	2000	2010	2012	2014	2015	2016	2017	2018	2019
PIB par tête (USD constants en PPA)	572,8	659,8	706,3	784,8	811,8	804,5	807,7	827,1	818
Taux de pauvreté	71,3	70	63,4	...	...	...	...	...	73,1
Indice de Gini	39	41	42						42,1
Scolarisation primaire	51	74,8		78					
Espérance de vie	42,5	48,7	48,7	50,1	59,3	59,7	60	60,4	60
IDH	0,274	0,319	0,333	0,414	0,445	0,453	0,456	0,459	
Taux d'emplois (15 ans et +) (INS, ILO)	69,5		63		63,92	63,91	63,85	63,62	60
Couverture des programmes de protection sociale	1,5		11						
Part des salariés (% des travailleurs hommes)	16,7	23,2	26,3	26,7	26,9	27,0	27,2	27,3	27,5
Part des salariés (% des travailleurs femmes)	4,2	6,8	8,2	8,4	8,4	8,5	8,6	8,7	8,7

Source : Banque mondiale, BIT, INS et PNUD.

Reposant essentiellement sur les industries extractives, le modèle de croissance économique de la RDC crée peu d'emplois structurés et ne distribue pas des revenus conséquents (compatibles au coût de la vie et au nombre de bouches à nourrir par ménage : une moyenne de 7 personnes). En dépit de son poids dans la croissance (près de 60 % des performances cumulées depuis 2002), le secteur minier représente plus ou moins 10 % du total des emplois existants. Quant au secteur agricole qui utilise le plus d'actifs (plus ou moins 16 millions d'actifs représentant 56 % du total des emplois), il est prédominé par des emplois informels (à plus de 55 %) à revenus souvent dérisoires et aléatoires. Les secteurs industrie et services qui utilisent près de 7 millions d'actifs offrent le plus grand nombre d'emplois structurés (25 % du total des emplois).

Les opportunités d'embauche demeurent limitées, surtout pour les jeunes diplômés (sans expérience) et les femmes. Cela justifie les taux d'emplois plus faible chez les jeunes (32%) et les femmes (58%) par rapport au niveau national (60% en 2018). Du fait de la précarité des emplois, le taux de salarisation du travail est relativement faible (21% en 2018). Il se présente de manière différenciée entre sexe, il y a relativement moins d'emplois salariés chez les femmes, soit 8%, contre 27% chez les hommes. Mais au-delà des inégalités dues au genre et à la nécessité pour les entreprises d'éviter des coûts additionnels de formation du personnel, cette situation tient beaucoup à la frilosité du secteur privé qui

notamment dans un contexte d'incertitudes et de méfiance, limite les engagements et évite la majoration des rémunérations pour conforter ses marges bénéficiaires. Le secteur informel qui offre un complément de revenus aux ménages présente aussi beaucoup de signes d'essoufflement qui se traduisent par un niveau de vulnérabilité élevé du travail et des faibles rémunérations.

Au niveau du secteur public, plusieurs menaces de grève planent dans l'administration tant au niveau central que provincial en raison de l'amenuisement des salaires réels du fait de l'inflation, du glissement du taux de change et de la perception de l'impôt sur le revenu professionnel (IPR) au taux de 15 %. Les promesses d'indexation des rémunérations mensuelles des fonctionnaires et agents de l'Etat demeurent non tenues jusqu'à ce jour. Pour leur part, les professeurs de l'Université de Kinshasa (UNIKIN) sont en grève depuis le mois d'août 2019 et celle-ci risque de conduire à une année académique blanche si la solution n'est pas trouvée dans les meilleurs délais. Avant la prise par le gouvernement de la décision de fermer tous les établissements d'enseignement du pays, l'UNIKIN avait déjà accumulé 8 mois d'arrêt des cours.

Le ralentissement de la croissance économique, le resserrement du marché du travail et la pression démographique ont lourdement pesé sur la qualité de la vie en RDC au cours de ces dernières années. La part de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique est de plus de 60 %; le régime alimentaire est essentiellement

végétarien, une grande part de calories provient des céréales, tubercules, huiles et légumes. La consommation de viande et de poisson est d'un apport très faible. La plupart des ménages congolais, même à Kinshasa, n'ont qu'un seul repas par jour, plus de 40 % de ménages ne disposent pas de réserves

alimentaires pouvant couvrir leurs besoins ne serait-ce que pour trois jours. Et comme le montre le tableau 23 ci-après, en moyenne, un congolais n'atteint pas la norme prévue en termes de nombre de calorie à consommer par jour.

Tableau 23. Apport en calories, protéines et glucides en RDC

Apport	Norme	1989 – 91	1999 – 01	2003 – 05	2010	2015	2016	2018
Calorie (cal/pers/jr)	2400	2190	1592	1500	1629	1800	1838	1836
Protéine (g/pers/jr)		33,1	24,1	23,0	24,0	26,1	25,6	25,5
Glucide (g/pers/jr)		35,3	25,0	23,2	23,6	27,2	24,7	...

Source : Banque mondiale et FAO.

L'aggravation de la malnutrition en RDC entre 2015 et 2017, avec le passage de l'incidence de 26,7 à 28 %, est due à la fois à la baisse des revenus réels des individus et des ménages, à l'accroissement des prix des aliments importés (sous l'influence du glissement rapide du taux de change), à la baisse de l'offre agricole dans certaines régions du pays (suite à la perturbation des calendriers agricoles, à l'apparition des chenilles ravageuses, à l'étiage récurrent de certains cours d'eau, ...), à la dégradation des infrastructures (routières et de stockage des aliments) et aux problèmes sécuritaires qui perturbent l'activité agricole dans certaines parties du pays.

L'expansion des prix alimentaires au dernier trimestre de l'année 2019 et au début de l'année 2020 à la suite d'une rupture de l'équilibre entre l'offre et la demande ainsi que d'une dépréciation du taux de change nominal n'a pas manqué d'affecter la situation nutritionnelle des ménages en général et des enfants en particulier. Il en est résulté un accroissement de la prévalence de la faim dans certains territoires ou coins de la république. Dans le grand Katanga, le grand Kasaï et une partie du Maniema, les populations ont souffert de la rareté de l'offre de farine de maïs, un des principaux aliments de grande consommation. Son prix a sensiblement grimpé en 2019 comme l'indique le tableau 24 ci-dessous

Tableau 24. Prix de la farine de maïs au Katanga/marché de Lubumbashi : aout - sept 2019

Unités de mesure	Situation en août		Situation en septembre		Variation en CDF	
	CDF	USD	CDF	USD	Absolue	Relative (%)
Seau de 2,5 kg	2000	1,21	4500	2,72	2500	125
Sac de 25 kg	23.000	13,93	48.000	28,09	25.000	108

Source : Ministère de l'Economie (octobre 2019).

Au cours de l'année 2019, il s'est abattu – de manière répétée – des pluies diluviennes dans différentes régions du pays, lesquelles ont fait beaucoup de dégâts sur le plan humain et sur le plan matériel. En effet, à cause des constructions anarchiques et du non-respect des normes urbanistiques dans le lotissement des terrains et l'aménagement du territoire, les fortes pluies enregistrées en 2019 ont détruit plusieurs routes et logements. Nombreux sont les sinistrés qui depuis, passent la nuit dehors et sont exposés à des risques de divers ordres

(insécurité physique et humaine, exposition aux maladies et violences, etc.).

La mise en application de la gratuité de l'éducation de base a eu, à la fois, des effets mitigés. Alors qu'elle a allégé financièrement quelques parents, dans certains coins, elle a conduit à la surchauffe des effectifs d'élèves par classe. Ceci a mis en évidence la nécessité pour le gouvernement de mettre vite en place un programme de construction des infrastructures scolaires et accroître la

capacité d'accueil du système éducatif national. Il s'est aussi avéré nécessaire de mettre en place un système d'informations sur la localisation des écoles et leurs effectifs afin d'assurer une meilleure gouvernance du secteur.

Il sied de noter que dans d'autres parties du pays, la mesure de la gratuité a carrément perturbé les activités scolaires car le retard accusé par l'Etat dans le paiement des rémunérations qui jadis était couvert par la participation des parents a été très flagrant, démotivant ainsi les enseignants.

Tableau 25. Indice d'inégalité de genre en RDC : 2014 - 2019

		Indice d'inégalité de genre		Représentation parlementaire	Pop. ayant au moins commencé le secondaire (2005 – 2014)		Taux d'activité	
		Valeur	Rang	% de femmes	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin
Afrique Subsaharienne	2014	0,575	...	22,5	22,1	31,5	65,4	76,6
	2015	0,572	...	23,3	25,3	33,9	64,9	76,1
	2018/19	0,573	...	24,1	...	...	...	...
RDC	2014	0,673	149/154	8,2	12,8	32,4	70,7	73,2
	2015	0,663	153/157	8,2	14,5	35,0	70,5	71,8
	2018/19	0,665	156/162	14,3	...	...	...	...

Source : PNUD, RDH 2015, 2016 et 2019, et ONU Femmes (2020).

Au plan de l'égalité du genre et de l'équité sociale, la RDC demeure ponctuée par de fortes disparités de traitement entre garçons et filles en matière de scolarisation et entre hommes et femmes en matière de travail. Même si l'accroissement du taux d'admission scolaire observé est équitablement réparti entre sexe, l'indice de parité des genres pour la scolarisation au niveau national, est resté invariable depuis 2010 et se situe à 0,87 pour le primaire, 0,59 pour le secondaire et 0,48 pour le supérieur. Le taux d'alphabétisation des femmes est de 72 % contre 88,2 % pour les hommes. Les femmes congolaises sont toujours largement sous-représentées dans les institutions de décision, avec 8,2 % de sièges occupés au Parlement pour la législature de 2011 – 2016 et 14,3 % en 2019.

La proportion des femmes ne pouvant pas accéder aux opportunités économiques est estimée à 40 %. Avec le ralentissement de l'activité économique observé ces dernières années ainsi que la diminution des opportunités d'embauches, les opportunités socioéconomiques des femmes se seraient resserrées, les rendant ainsi de plus en plus vulnérables dans les milieux professionnels et d'affaires. La détérioration rapide des conditions de vie observée ces trois dernières années demanderait un renforcement des mécanismes de protection sociale mais le gouvernement ne dispose pas des moyens

conséquents pour le faire. Le Programme nationale de protection sociale (PNPS) dont la rédaction a été lancée en 2015/2016 et qui aurait pu représenter une opportunité de renforcer les systèmes et instruments de protection sociale reste à financer et devrait lui-même être en phase avec les problèmes socioéconomiques actuels du pays.

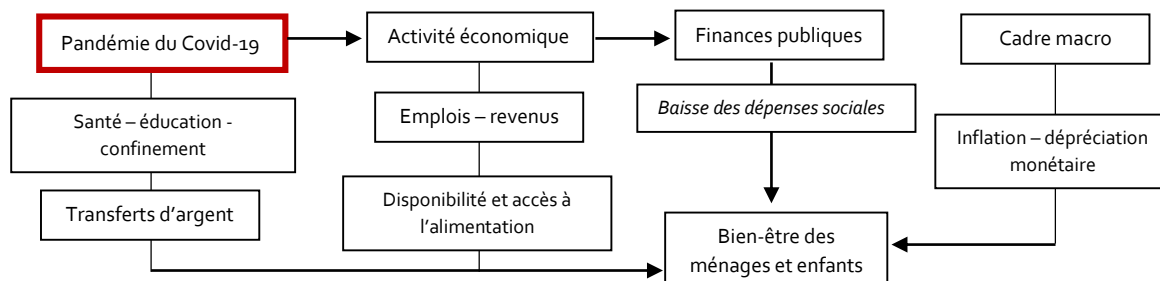
2.3.2. Mécanismes de transmission des effets du Covid-19 sur le bien-être

Le bien-être social sera directement mis en mal par la pandémie, à travers une expansion du nombre de cas de contamination au Covid-19 et indirectement par les conséquences de la pandémie sur l'économie, l'emploi, les transferts d'argent, l'alimentation et l'éducation. En effet, le repli attendu de la croissance économique en 2020 devrait conduire à une baisse et une précarisation des emplois ainsi qu'à une réduction des revenus, ce qui réduira le budget des ménages et leurs capacités à bien se nourrir et à se prendre totalement en charge. Les effets du Covid-19 sur les revenus des congolais de l'étranger se répercuteront aussi sur le revenu des ménages en raison d'une baisse du volume des transferts d'argent en provenance de la diaspora. Dans ce contexte de crise, le resserrement de l'espace budgétaire de l'Etat devrait réduire l'importance et la qualité de ses prestations sociales en faveur des ménages,

des enfants et d'autres personnes vulnérables. Il impactera aussi sur la stabilité du cadre macroéconomique. L'inflation qui en résultera affectera le pouvoir d'achat des ménages. Un

tel contexte pourrait exposer les enfants à plusieurs risques, notamment celui de la malnutrition.

Figure 51. Effets du Covid-19 sur le bien-être des ménages et des enfants



Il faut également noter que la persistance des mesures de confinement pourrait avoir une forte incidence négative sur la qualité de vie ou sur le bien-être des ménages, notamment à travers un retard dans la scolarisation des enfants, à travers un manque de quiétude au sein des ménages, et à travers un

accroissement du nombre de cas de violence basée sur le genre (VBG) ou de violence sur les enfants à cause des effets dépressifs de l'isolement ou d'une importante perte de pouvoir d'achat qui empêcheraient aux parents d'assumer leur autorité sur les enfants.

Tableau 26. Effets potentiels de la crise du Covid-19 sur les ménages

Revenus	Dépenses	Accès aux services sociaux
(i) Baisse du revenu par habitant du fait du repli de la croissance. (ii) Baisse du revenu qui affecte plus encore les ménages dont les revenus sont libellés en monnaie nationale. (iii) Pertes d'emplois dans certains secteurs d'activité ainsi qu'un accès très limité à de nouvelles embauches. (iv) Baisse du rendement et de la profitabilité des activités informelles développées pour assurer la survie du fait de la baisse de la demande solvable. (v) Accroissement du taux d'inactivité et une rupture de l'adéquation revenus – nombre de bouches à nourrir. (vi) Retards de paiement des salaires. (vii) Perte de la valeur de l'épargne constituée jadis et une dilapidation progressive des actifs accumulés.	(i) Perte du pouvoir d'achat en raison d'une forte inflation et d'une dépréciation monétaire rapide. (ii) Incapacité pour les chefs de ménages à répondre à leurs obligations compte tenu de la baisse du pouvoir d'achat et du nombre de bouches à nourrir. (iii) Alors que les prestataires de services (écoles, centres de santé, ...) sont dans des conditions technico-financières déplorables, les ménages appauvris ont moins de capacités à supporter les frais exigés en contrepartie des prestations.	(i) Difficultés de paiement de certaines factures, notamment celles du loyer, de l'eau et de l'électricité. (ii) Incapacité pour les parents à prendre intégralement en charge les frais de scolarité de leurs enfants (minerval et autres frais). (iii) Accès limité à une alimentation de qualité du fait de la perte du pouvoir d'achat, de l'augmentation des prix des denrées et la baisse de l'offre alimentaire. (iv) Accès limité aux services de santé (y compris l'immunisation, la santé de la mère et de l'enfant) et produits pharmaceutiques du fait de la perte de pouvoir d'achat et de la baisse de la qualité des services offerts. (v) Accès limité à certains services publics (eau, électricité et assainissement) en raison de la baisse des investissements publics.

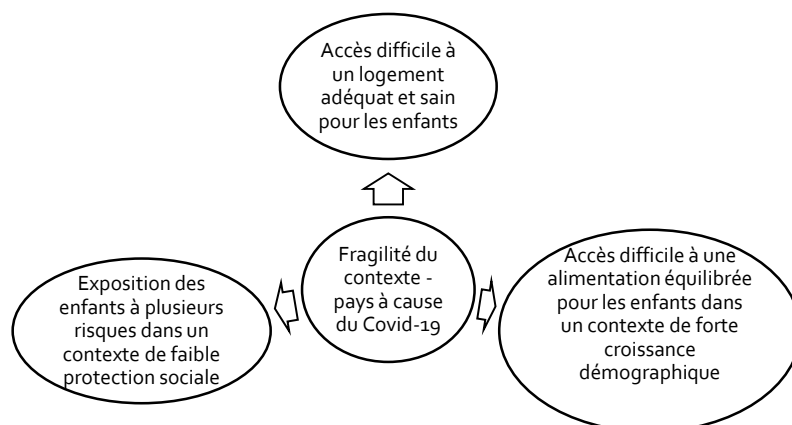
Source : Adapté d'Unicef (2019).

Dans un pays à situation relativement fragile comme la RDC, une détérioration profonde des conditions de vie peut conduire à des mouvements de protestations et voire même à des troubles sociaux qui, par ricochet, nourriront les tensions au plan politique. Il y a lieu de rappeler qu'en 1991 et 1993, le pays a connu des pillages perpétrés par l'armée et ensuite des civiles en raison de la précarité de leurs conditions de vie. Tout récemment, des scènes de pillages ont été enregistrées aux Etats-Unis à la suite des effets des mesures de confinement, d'isolement et de distanciation sur le bien-être des ménages.

Le repli de la croissance anticipé pour 2020 affectera les conditions de vie des ménages. Quoiqu'ayant augmenté de 2,5 % en 2018 et de 1,3 % en 2019, le revenu des congolais (estimé à 598,9 USD/tête en 2019) ne leur

permet pas de se prendre en charge de manière satisfaisante ainsi que les personnes à leur charge, y compris les petits enfants dont les exigences en termes de logement, d'alimentation et d'accès aux services sociaux de base méritent une attention particulière pour leur épanouissement. La crise en affectant fortement les ménages congolais, devra aussi toucher leurs enfants et pourrait même compromettre à court, moyen et long terme, les perspectives de leur survie, de leur croissance physique et de leur épanouissement intellectuel. La détérioration de la situation nutritionnelle est un facteur qui en règle générale, contribue à l'accroissement de la morbidité et de la mortalité infantile, ce qui pèse sur l'accumulation du capital humain et les perspectives de développement à long terme.

Figure 52. Principaux effets potentiels de la crise du Covid-19 sur le cadre de vie des enfants



Source : Adapté d'Unicef (2019).

2.3.3. Impacts de la pandémie du Covid-19 sur le bien-être social en RDC

2.3.3.1. Effets sur l'emploi et le pouvoir d'achat des ménages

Les contreperformances affichées par l'économie au premier trimestre 2020 et qui se renforceront probablement durant le reste de l'année devront entraîner une détérioration considérable de la situation de l'emploi, aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur informel. Par le fait d'un resserrement des débouchés et d'une mobilité fortement

réduite des individus, le marché du travail devra se contracter et priver ainsi plusieurs personnes des moyens de survie, particulièrement les jeunes et les femmes. Au regard des mesures d'isolement et de confinement prises par le gouvernement, plusieurs entreprises et organisations internationales œuvrant dans le pays ont jugé bon de recourir au télétravail pour mettre leurs agents à l'abri du Covid-19. D'autres entreprises publiques et privées, comme les services l'administration publique, ont opté pour l'organisation d'un service minimum avec des horaires souples.

Il se pose ou devra se poser par ailleurs le problème de la capacité des employeurs à honorer leurs engagements contractuels envers leurs travailleurs en termes de rémunération à payer à la fin de chaque mois. Du fait de l'isolement ou du confinement, les entreprises ne produisent plus comme d'habitude mais leurs charges du personnel demeurent les mêmes. Certains employeurs pour faire face à cet état de choses ont envoyé des travailleurs en congé technique, d'autres ont carrément résolu, dans les jours à venir, de rabattre les salaires après échange avec les employés. La perte de pouvoir d'achat qui en résultera affectera la capacité de plusieurs ménages à se prendre en charge et à garantir l'épanouissement de leurs enfants. La mise en œuvre d'une stratégie de confinement total, ne serait-ce qu'à Kinshasa, ne saurait tenir vu l'incapacité de la majeure partie de la population à pouvoir constituer des provisions alimentaires pour une durée d'une semaine.

A l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable, le BIT et la DEME/Plan (2020) simulent les incidences de la pandémie du Covid-19 sur le marché du travail et l'emploi en RDC et indiquent que les baisses attendues des cours des matières premières (minerais, pétrole, produits agricoles, bois, ...), des volumes d'importation et d'exportation, et de l'approvisionnement en facteurs de production, seront de nature à occasionner une baisse de la rémunération moyenne du travail formel, mais aussi du travail informel. Les changements qui peuvent intervenir dans les paramètres macroéconomiques sur les prix des matières premières et des échanges internationaux, peuvent entraîner une baisse des valeurs ajoutées des branches de production et un effet réducteur sur le volume d'emplois pouvant être créé en 2020. Les simulations faites des effets des secteurs productifs sur l'emploi donnent une baisse entre 5 % et 10 % de la projection des emplois en 2020.

2.3.3.2. Effets sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

La situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle en RDC était déjà précaire avant

l'arrivée de la pandémie du Covid-19 et devrait se détériorer davantage. L'analyse du 17^{ème} cycle de l'IPC a estimé à 15,6 millions de personnes la population affectée par l'insécurité alimentaire aiguë (IPC Phases 3 et 4), nécessitant une assistance alimentaire d'urgence. Cette insécurité alimentaire tient à la fois à un problème de disponibilité, d'accès et d'utilisation des aliments. Les bilans alimentaires de 2019 indiquent un déficit alimentaire de 6,9 millions de tonnes de produits alimentaires, soit 22% de besoins alimentaires nationaux. Le pays est largement déficitaire en céréales (10 millions de tonnes, soit 83% des besoins). La situation de pauvreté de masse (avec une incidence de 63,4% en 2012 et 73,1 % en 2019), de faible pouvoir d'achat, de taux de chômage élevé, surtout parmi les jeunes, des ménages de grande tailles avec des ratios de dépendance élevés, surtout parmi les ménages les plus pauvres, ainsi qu'une volatilité des prix des produits alimentaires essentiels, ont été identifiés par la revue stratégique faim zéro (RSFZ) en RDC parmi les principaux facteurs qui affectent l'accès économique d'un grand nombre des ménages aux produits alimentaires nutritifs variés (Ministère du Plan, ICREDES et PAM, 2019). L'accès physique aux activités de moyens de subsistance, principalement des activités agricoles et des marchés est principalement affecté par l'insécurité subséquente aux conflits armés et le mauvais état des routes couplés des taxes informelles.



Tableau 27. Prix moyens nationaux de quelques denrées alimentaires : avril 2020

	Prix moyen	Prix les plus élevés	Prix les plus bas
Coût d'une journée de travail agricole journalier	5084 CDF	Bolomba (32.700 CDF) Lubudi (15.000 CDF) Lubutu (15.000 CDF)	Bukavu (1500 CDF) Monkoto (1500 CDF) Kasenga (1800 CDF)
Haricot	2840 CDF	Malemba-Nkulu (10.918 CDF) Kabongo (7419 CDF) Mbuji-Mayi (7258 CDF)	Dungu (267 CDF) Kalemie (535 CDF) Dimbelenge (538 CDF)
Huile de palme	1715 CDF	Goma (4861 CDF) Kasenga (4167 CDF) Popokabaka (4167 CDF)	Kasangulu (139 CDF) Katako Kombe (383 CDF) Lubefu (399 CDF)
Huile végétale	4462 CDF	Kibombo (30.095 CDF) Kole (7579 CDF) Bondo (7143 CDF)	Dungu (556 CDF) Manono (1 429 CDF) Monkoto (2 083 CDF)
Farine de maïs	1347 CDF	Kasenga (5769 CDF) Kalemie (4495 CDF) Kenge (3841 CDF)	Banalia (294 CDF) Dimbelenge (294 CDF) Manono (350 CDF)
Farine de manioc	1424 CDF	Kabalo (6015 CDF) Kazumba (4792 CDF) Kenge (4688 CDF)	Opala (125 CDF) Luiza (250 CDF) Monkoto (264 CDF)
Panier de maïs	4131 CDF	Kasenga (14.960 CDF) Kalemie (11.622 CDF) Kenge (10.575 CDF)	Dimbelenge (982 CDF) Banalia (1 539 CDF) Bukavu (1 570 CDF)
Panier de manioc	4330 CDF	Kabalo (15.277 CDF) Kazumba (13.060 CDF) Kambove (12.769 CDF)	Luiza (895 CDF) Kabambare (1 073 CDF) Opala (1 238 CDF)
Riz importé	1090 CDF	Kanyama (4000 CDF) Banalia (3000 CDF) Kabeya Kamwanga (2500 CDF)	Katako Kombe (91 CDF) Kinshasa (167 CDF) Ikela (175 CDF)
Riz local	1881 CDF	Lubero (6400 CDF) Likasi (6293 CDF) Businga (4458 CDF)	Mbuji-Mayi (550 CDF) Idiofa (600 CDF) Kabambare (660 CDF)
Sel	2628 CDF	Inongo (13.684 CDF) Opala (6316 CDF) Songololo (5789 CDF)	Kisangani (1082 CDF) Kungu (1183 CDF) Wamba (1202 CDF)
Sucre	2408 CDF	Opala (6800 CDF) Kananga (6000 CDF) Punia (4513 CDF)	Bukavu (1000 CDF) Moanda (1200 CDF) Uvira (1200 CDF)
Taux de change CDF/USD	1736 CDF	Djolu (1950 CDF) Lusambo (1867 CDF) Lubero (1850 CDF)	Kabalo (1600 CDF) Monkoto (1600 CDF) Ilebo (1640 CDF)
Terme d'échange (maïs)	1.58	Moanda (8,38) Bolomba (7,13) Ilebo (5,56)	Kasenga (0,12) Yahuma (0,25) Kenge (0,26)
Terme d'échange (manioc)	1.62	Lubutu (10,55) Bolomba (9,18) Boende (5,98)	Kabalo (0,18) Mutshatsha (0,19) Kenge (0,21)
Viande de chèvre	5045 CDF	Bukavu (17.500 CDF) Yumbi (17.500 CDF) Moanda (14.000 CDF)	Kiri (400 CDF) Budjala (433 CDF) Gungu (500 CDF)

Source : CAID, 2020.

Selon l'analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA-2014) conduite par IFPRI et PAM, le régime alimentaire des congolais est globalement pauvre et peu diversifié. Il est composé essentiellement de céréales (maïs et riz) et tubercules (manioc), qui sont consommés presque 7 jours sur 7 ; des légumes (feuilles) qui sont consommés en moyenne 5,5 jours sur 7 et les huiles consommées 7 jours sur 7. Les données de l'E-QUIBB indiquent qu'environ 4 ménages sur 10 en RDC ont une alimentation pauvre et limite. La mauvaise qualité de l'alimentation du congolais combinée à l'accès limité aux services sociaux de base (l'eau potable, l'hygiène, la santé et l'éducation) sont les principaux facteurs qui affectent l'utilisation de la nourriture. La malnutrition constitue un des problèmes de santé publique majeur en RDC. Selon le MICS 2018, les prévalences de la malnutrition sont de 6,5% pour l'émaciation, 41,8% pour le retard de croissance soit 6,6 millions d'enfants qui souffrent de ces formes de malnutrition. En outre, 23,1% des personnes souffrent de l'insuffisance pondérale et 3,8% de l'obésité.

En outre, la malnutrition chronique est un fléau qui passe presque inaperçu, tel « un tueur silencieux ». L'étude sur le coût de la faim, réalisée par le Gouvernement congolais en 2017, avec l'appui de l'Union Africaine et du PAM, a démontré les effets néfastes de la malnutrition chronique sur la santé, l'éducation et la productivité. Cette étude établit qu'en 2014, la RDC avait perdu 4,56% de son PIB du fait des effets cumulés de la sous-nutrition des enfants en termes de dépenses de santé, frais scolaires et perte de productivité sur le marché de l'emploi ». Ceci démontre, par ailleurs, l'impact de la sous-nutrition sur l'économie du pays, lorsqu'on ne fait rien pour traiter sérieusement la problématique de la malnutrition et surtout de la malnutrition chronique. La mortalité est 12,3 fois plus élevée chez les individus atteints à la fois de malnutrition chronique et aigue. L'étude du coût de la faim RDC 2017 montre, du reste que 31,5% des mortalités infantiles sont associées à la sous nutrition.

La RSFZ a relevé des facteurs critiques qui influent négativement sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit des facteurs socio-politiques (persistance des conflits armés qui déplacent les populations et perturbent leurs moyens d'existence); des facteurs socioéconomiques (prédominance du secteur extractif et recul de l'agriculture, pourtant un secteur porteur de croissance inclusive; persistance d'une pauvreté de masse, faible pouvoir d'achat et taux de chômage élevé, surtout chez les jeunes); des facteurs démographiques (un accroissement démographique de 3,4% supérieur à l'accroissement de la production des produits de consommation (2%), obligeant le pays à recourir à des importations, donc une croissance démographique difficilement soutenable et un taux élevé de dépendance), des facteurs environnementaux, etc.

L'impact de la pandémie du Covid-19 ne peut encore être complètement évalué, surtout dans les pays à économie fragile comme la RDC. Cependant, les restrictions de mouvement qui sont déjà imposées et pourraient s'empirer en cas d'infection à grande échelle, vont sûrement affecter la population de manière générale et surtout les catégories plus vulnérables.

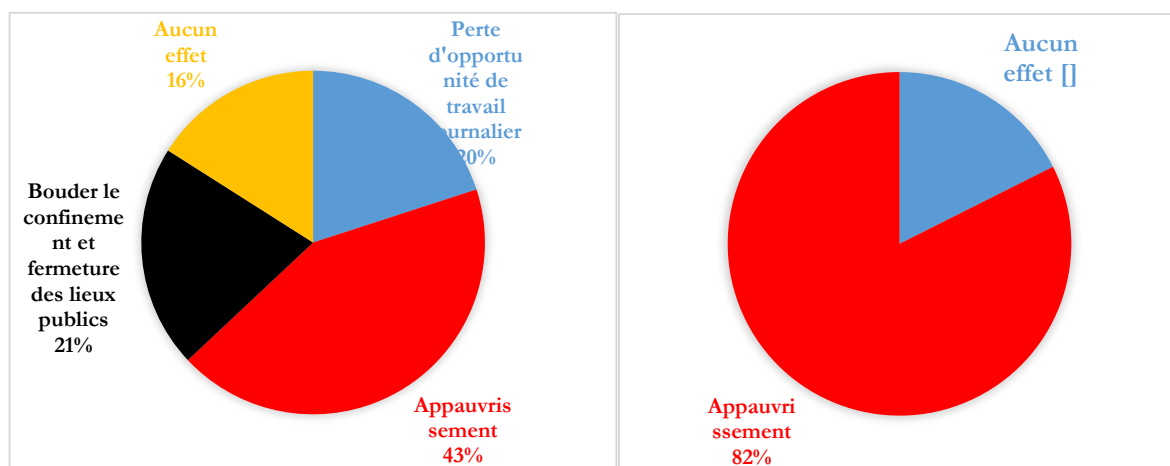
Une enquête réalisée auprès de 36 ménages des communes périphériques de la commune de Gombe au cours du mois d'avril 2020 présente les effets des mesures gouvernementales sur les conditions de vie des ménages moyens et pauvres. Il ressort de la figure 53 que dans les deux catégories, les mesures gouvernementales ont pour conséquence de les appauvrir, respectivement à 43% et 82% pour les ménages moyens et les ménages pauvres.

En ce qui concerne les ménages moyens, les résultats montrent que 84% des ménages ont été impactés négativement par les mesures gouvernementales. La répartition de ces effets négatifs est reprise ci-dessous :

- a) 20% considèrent que ces mesures ont un coût financier dans ce sens qu'elles conduisent à des pertes d'opportunité, notamment d'emploi. En effet, cette assertion tient pour deux raisons fondamentales : (1) la majeure partie des ménages exercent des activités informelles à revenus journaliers. Pour

cette catégorie, il est indispensable de sortir chaque jour pour générer des revenus ; (2) l'arrêt des activités dans certains secteurs (cas de l'Horeca) ou la baisse d'activité (production, marchés, chiffre d'affaires, etc.) dans d'autres ont conduit certains ménages à des congés techniques ou perte d'emploi ;

Figure 25. Effets du Covid-19 sur les ménages moyens (cercle à gauche) et pauvres (à droite) à Kinshasa



- b) 43% estiment que les mesures gouvernementales les ont appauvris dans ce sens qu'ils ne sont plus en mesure d'exercer leur activité habituelle qui permettaient de couvrir les dépenses des ménages, notamment en ce qui concerne la couverture des besoins physiologiques ;
- c) 21% ne sont pas d'accord avec les mesures gouvernementales, notamment le confinement et la fermeture des lieux publics dans ce sens que ces mesures limitent leurs espaces de loisir et de surcroît entraînent des coûts psychologiques tels que le stress, la dépression, etc.

S'agissant des ménages pauvres, les résultats montrent que 82% des ménages ont été impactés négativement les mesures gouvernementales. Lesdites mesures se sont soldées par l'appauvrissement des ménages. Ceci s'explique par l'incapacité de ces derniers à générer des revenus en restant à la maison, à des pertes d'emploi, à des difficultés d'approvisionnement en marchandises suite à

la fermeture des frontières nationales (difficultés de se déplacer vers l'intérieur du pays) et à l'incapacité d'écouler les marchandises auprès d'une clientèle déjà en crise financière.

En milieu rural, les petits exploitants agricoles et la main d'œuvre agricole seraient les plus affectés, tant ils ne seraient plus en mesure de mener leurs activités de subsistance (activités champêtres et commerce). En milieu urbain où il y a une forte dépendance aux marchés comme principale source de nourriture, l'arrêt des activités économiques, sources de revenus réduirait sensiblement l'accès d'un grand nombre de ménages à la nourriture, surtout parmi la couche la plus pauvre de la société. Les données de l'évaluation de vulnérabilité en milieu urbain qui a été conduite par le PAM en 2017 dans 5 communes de Kinshasa a établi une corrélation entre la pauvreté monétaire et l'insécurité alimentaire.

Par conséquent, au plan alimentaire et nutritionnel, il y a beaucoup à craindre notamment du fait d'un ralentissement

important de l'activité agricole, du resserrement des capacités des opérateurs à importer, d'une mobilité réduite des personnes et des biens, et d'une baisse de l'offre alimentaire pour des niveaux de prix devant croître considérablement au fil des jours ou des semaines (inflation projetée à 14,1 % à fin 2020 contre une prévision initiale de moins de 7 %).

Ainsi, on pourrait assister à une plus forte détérioration d'une situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle déjà précaire. Les déficits en produits alimentaires essentiels (céréales et tubercules) pourraient augmenter entraînant des flambées des prix de ces produits et des problèmes de sécurité ; le nombre des pauvres pourrait augmenter, augmentant par ce fait le nombre des personnes qui ont des difficultés d'accès à une nourriture équilibrée, surtout en milieu urbain où il y a une forte dépendance aux marchés pour avoir la nourriture. La qualité de l'alimentation pourrait se détériorer davantage. Le pourcentage des ménages qui ont une consommation alimentaire pauvre et limite qui est présentement estimé à 42,1%, avec 15,3% d'entre eux qui ont une consommation alimentaire pauvre (E-QUIBB, 2016) pourrait augmenter sensiblement, entraînant une augmentation du taux de malnutrition aiguë, présentement estimé à 6,5% et la mortalité infantile. La crise combinée aux effets des mesures d'isolement et de confinement devrait réduire le nombre de repas par jour au sein des ménages. Certains enfants se verront devenir plus vulnérables vis-à-vis à la maladie à cause de la baisse de kilocalories consommées et exposés à certains abus, notamment des abus sexuels en raison d'un accès compliqué sinon très limité à l'alimentation.

Pour le cas de Kinshasa, l'enquête réalisée (avril 2020) s'est penchée sur les mesures prises par les ménages afin d'amortir l'impact de la crise sur les conditions de vie et sur la santé de ses membres. Les résultats montrent que les mesures prises diffèrent selon qu'il s'agisse des ménages moyens ou pauvres. Cette disparité s'explique par le niveau de revenu des différents groupes ainsi que la

possibilité de recourir à l'épargne pour combler l'absence de revenus.

En ce qui concerne particulièrement les ménages pauvres, la situation est plus alarmante. Les résultats montrent qu'ils ne sont pas en mesure de prendre des mesures idoines pour faire face à la crise. D'une manière plus détaillée, les résultats montrent que :

- a) 35% ne prennent aucune mesure. Ceci s'explique par leur vulnérabilité socio-économique. L'insuffisance des revenus couplée aux effets négatifs des mesures gouvernementales, laissent cette catégorie abandonnée à son propre sort avec pour conséquence l'incapacité de s'ajuster par rapport à la crise ;
- b) 29% recourent à la contraction des dépenses, notamment celles liées à la santé, à l'éducation et à l'alimentation (réduction du nombre de repas, de la quantité de nourriture ou de la qualité du repas consommé par jour), au transport, etc. Cette situation se traduit par une détérioration de la qualité de vie et l'appauvrissement des ménages ;
- c) 12% désépargnent ou recourent à l'emprunt auprès du secteur informel. Ce qui exacerbe leur vulnérabilité et les plonge dans un cercle vicieux d'appauvrissement ;
- d) 18% se lancent dans le commerce ou augmente les heures de travail. En effet, suite à la perte d'emploi ou à la situation des congés techniques, certains ménages se lancent dans le commerce pour générer des revenus et d'autres augmentent les heures de travail ou cumulent plusieurs activités pour générer des revenus permettant de surmonter la crise en maintenant leur pouvoir d'achat.
- e) 6% tentent d'effectuer une épargne de précaution. En effet, la crise actuelle a apporté des incertitudes au sein des ménages. Certains ménages qui n'étaient pas préparés à faire face à une telle crise commencent à constituer des épargnes de précaution au cas où la crise s'amplifierait.

2.3.3.3. Effets sur le processus d'accumulation du capital humain

La menace de propagation de la pandémie du Covid-19 dans le pays ne pourrait qu'avoir une incidence négative sur le secteur éducatif et cela, à différents niveaux. En effet, le risque élevé de contamination devrait perturber le bon déroulement des activités scolaires et académiques. Du reste, depuis le 19 mars 2020, le gouvernement congolais a pris la décision de fermer momentanément, soit pour une durée de 4 semaines, les portes de toutes les écoles et universités du pays, la mesure pouvant être prolongée selon le niveau de la prévalence ou le rythme de propagation du Covid-19. La fermeture prolongée des écoles aura un impact négatif en termes de perte en éducation et retard dans les programmes, mais aussi le droit des enfants à une alimentation adéquate (PAM, Unicef, FAO, 2020).

Au regard de l'espace budgétaire limité de l'Etat et des coûts requis pour une riposte efficace, les efforts de lutte contre la propagation de la pandémie du Covid-19 et de la prise en charge médicale des personnes infectées devraient évincer d'autres postes de dépenses de l'Etat, notamment les dépenses éducatives alors que le gouvernement s'est engagé à assurer la gratuité de l'éducation de base et réaliser d'importants investissements en infrastructures scolaires. La vision exprimée par le gouvernement pourrait ainsi être mise en mal faute de moyens financiers conséquents.

Le resserrement de l'espace budgétaire de l'Etat pourrait également peser sur le processus d'accumulation du capital humain par l'incapacité de celui-ci à payer régulièrement les salaires des enseignants aussi bien au niveau de l'école primaire et secondaire que des études supérieures et universitaires. Un appui budgétaire conséquent et orienté vers le secteur de l'éducation pourrait aider le pays à relever ce défi. Les établissements scolaires privés

pourraient également éprouver du mal à fonctionner au vu de la situation économique préoccupante et de la baisse du pouvoir d'achat des ménages, lesquelles ne leur permettraient pas de couvrir les frais de scolarité de leurs enfants.

2.3.3.4. Effets sur l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes

Le repli de l'activité économique au cours de l'année 2020 se traduira nécessairement par un resserrement des opportunités de travail et une diminution de certains avantages socioprofessionnels. Cet état de choses aura une incidence sur la capacité de certaines catégories sociales à trouver de l'emploi, notamment les femmes qui généralement font l'objet de beaucoup de discrimination sur le marché de l'emploi en RDC¹⁴. La crise réduira également leur degré d'autonomie economico-financière. Il pourrait s'en suivre par ailleurs une montée des cas de violence basée sur le genre. Cette violence pourrait aussi résulter des effets du confinement. Face à un resserrement important de leur espace budgétaire, certains ménages pourraient décider de sacrifier la scolarisation de leurs enfants de sexe féminin au profit de ceux de sexe masculin.

En 2018, la RDC a enregistré un IDH de 0,459. Cependant, lorsque cette valeur est revue à la baisse pour tenir compte des inégalités, l'IDH descend à 0,316, soit une perte de 31 % due essentiellement aux inégalités dans la répartition des indices des dimensions de l'IDH.

L'Ethiopie et le Nigeria affichent des pertes dues aux inégalités de 28,4 % et 34,6 % respectivement. La perte moyenne due aux inégalités est de 31,1 % pour les pays à IDH faible, et de 30,5 % pour l'Afrique subsaharienne. Le coefficient d'inégalité humaine pour la RDC est égal à 30,9 % (PNUD, 2019). Au regard des effets anticipés de la crise du Covid-19 sur l'économie, le marché du travail et les conditions de vie de la population,

on devrait s'attendre à une détérioration du coefficient d'inégalité humaine.

S'agissant de l'indice d'inégalité du genre (IIG), en 2018, il s'est chiffré à 0,655 en RDC, ce qui place cette dernière au 156^{ème} rang sur 162 pays dans le classement mondial. De 2018 à 2019, le poids des femmes dans le parlement (les deux chambres prises ensemble) est passé de 8,2 % à 14,3 %, soit un accroissement de 6,1 points. Par ailleurs, 36,7 % des femmes adultes ont suivi au moins des études secondaires, contre 65,8 % des hommes en 20018 – 2019. Sur 100,000 naissances vivantes, 693 femmes décèdent de causes liées à la grossesse ; le taux de natalité parmi les adolescentes est de 124.2 naissances pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans. Le taux d'activité féminine est de 60,8 %, contre un taux d'activité masculine de 66,5 %. A fin 2020, on devrait s'attendre également à une détérioration de l'IIG à cause du resserrement du marché de l'emploi et de la diminution des opportunités de travail pour les personnes vulnérables, généralement les jeunes et les femmes.

2.3.3-5. Effets sur l'environnement et le cadre de vie

La dégradation de l'environnement et du cadre de vie étant due en grande partie, à l'activité économique, notamment à la quantité de déchets qui en ressort et des modalités de gestion ou de destruction de ceux-ci, le ralentissement ou le repli de la croissance économique devrait, toutes choses restant égales par ailleurs, avoir un effet positif sur le bien-être environnemental. La production des gaz à effet de serre devrait logiquement diminuer à la faveur du cadre de vie et du degré d'exposition aux risques y afférents. Le ralentissement net de l'activité économique, particulièrement de l'activité des usines, suite à la pandémie du Covid-19 offre à l'environnement une petite accalmie, et la nature reprend, ici ou là, ses droits. Le Covid-19 pèse sur l'économie et grippe l'activité industrielle avec, comme corollaire inattendu, une chute des émissions de gaz à effet de

serre. C'est sans doute l'un des rares effets positifs de la crise sanitaire : dans de nombreux pays, la pollution de l'air a considérablement diminué, offrant à la planète un bref moment de répit.¹⁵

Il faut quand même relever que du fait du resserrement anticipé de l'espace budgétaire de l'Etat congolais et des besoins multiples à satisfaire, on pourrait craindre que les travaux d'assainissement et de maintien de la salubrité publique voient les ressources budgétaires leur allouées diminuer de manière considérable. En effet, la non-sécurisation de certaines lignes budgétaires importantes peut les exposer à des coupes en cas de faible mobilisation des recettes publiques. Il faut également relever que la détérioration des conditions de vie des ménages pourrait avoir une incidence sur la gestion de l'environnement. Les difficultés observées durant le premier trimestre 2020 en termes de desserte en électricité pourraient conduire certains ménages à recourir au bois de chauffe pour répondre à leurs besoins énergétiques, particulièrement pour la cuisine. Ceci exercera donc une pression sur le taux de déforestation du pays, estimé être dans l'intervalle 0,3 – 0,4 % entre 2000 et 2017.



¹⁵Rogelj, J., 2020, L'impact du coronavirus sur le climat, journal le Soir, 8 mars.

3. Principaux défis, nécessité d'un programme d'urgence et perspectives



Les premières mesures prises par le gouvernement visent à contenir la propagation du Covid-19 dans le pays, à savoir : obligation de mise en quarantaine des personnes infectées, organisation des campagnes de sensibilisation, multiplication des points de lavage des mains, renforcement du contrôle d'hygiène dans les lieux publics, interdiction des voyages dans le pays, renforcement du contrôle dans toutes sortes de moyens de transport, fermeture de toutes les frontières, etc.

En plus d'une riposte sanitaire visant à prévenir contre le Covid-19, à en réduire la propagation, et à prendre en charge les personnes contaminées, le gouvernement a décidé d'accorder quelques allègements fiscaux (non-perception de l'impôt sur le revenu professionnel, suspension de certaines missions de contrôle fiscal, ...) et prendre en charge les factures relatives à la consommation de l'eau et de l'électricité durant 2 mois. Il compte aussi se doter d'un programme d'urgence multisectoriel appuyé par les partenaires extérieurs afin de mieux mitiger l'ensemble des effets de la crise.

La Banque centrale du Congo (BCC) a, pour sa part, pris une série de mesures pour estomper les effets anticipés du choc de la pandémie du Covid-19 sur le comportement des prix intérieurs, sur le taux de change, sur le volume des instruments de paiement et sur l'activité financière.

Celles-ci se proposent essentiellement de préserver l'équivalence entre flux réels et flux monétaires ainsi que de garantir la continuité de l'offre des services financiers de manière à conforter le développement de l'activité économique.

3.2. Principaux défis à relever

Au regard de l'analyse des impacts menée ci-dessus, on note des défis de trois ordres : sanitaire, économique et social. Ce faisant, l'action du Gouvernement dans le cadre du programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des impacts du Covid-19 (PMUAIC-19) devrait se proposer de relever les défis ci-dessous.

- **Riposte au Covid-19, surveillance et renforcement du système de santé**

Le système de santé en RDC est établi en trois paliers comprenant : (i) le niveau central, avec un rôle normatif et régulateur ; (ii) le niveau intermédiaire qui joue le rôle d'appui technique aux zones de santé ; et (iii) le niveau périphérique qui constitue le cadre d'opérationnalisation des soins de santé primaire. Ce système fait face à plusieurs difficultés de fonctionnement et d'intégration qui entravent l'accès des populations aux soins de santé. Pour résorber ces difficultés, empêcher et surveiller la propagation rapide de Covid-19, plusieurs défis devront être relevés notamment :

- (i) Renforcement des activités de riposte et de résilience à cette pandémie à Kinshasa et dans d'autres provinces touchées, et celles de préparation dans les provinces à haut risque ;
- (ii) Disponibilité et contrôle de fonds pour les unités de prestation de service ; et
- (iii) Réduction et/ou suppression de l'effet de contagion de cette pandémie.

- **Soutien à la stabilité macroéconomique et à la relance économique**

La situation économique de la RDC décrite ci-dessus montre que le pays reste fragile en raison notamment de la faible diversification de son tissu productif. A cet effet, le présent axe propose un ensemble de mesures budgétaires, monétaires, financières, de soutien aux secteurs productifs et aux infrastructures structurantes et industrialisantes, pour soutenir la stabilité macroéconomique et la relance de l'économie pendant et après cette crise pandémique.

Pour ce faire, les principaux défis à relever sont :

- (i) La mobilisation des ressources budgétaires et financières supplémentaires ;
- (ii) La protection de l'ensemble du tissu économique ;
- (iii) L'encadrement des secteurs productifs et la promotion des infrastructures structurantes et industrialisantes ;
- (iv) La protection des emplois surtout dans l'économie informelle qui contribue à plus de 70% des emplois créés par l'économie nationale.

- **Atténuation de risques et soutien aux populations**

Divers facteurs ont toujours contribué à fragiliser les congolais, notamment un environnement d'insécurité caractérisé par de nombreux conflits armés et interethniques, un marché de travail exigu et un territoire national écartelé avec des espaces plus peuplés et plus actifs situés dans les périphéries, du fait de la faible structuration et de l'intégration du territoire national par des réseaux de transports et de communications viables. Un autre facteur est le caractère non-inclusif de l'économie qui a des sources de croissance en faveur des secteurs extractifs et du commerce, faibles créateurs de valeur ajoutée, et en

défaveur de l'agriculture et de l'industrie manufacturière.

Ces facteurs sont exacerbés par la propagation de Covid-19 qui impose la prise des actions exceptionnelles et de restrictions (confinement, distanciation sociale, ...), à l'effet de limiter notamment la libre circulation de personnes et le bon fonctionnement d'activités tant dans le secteur formel que dans l'informel. Ce qui a plusieurs conséquences sur le bien-être de populations. Ainsi, pour répondre aux besoins minimum des populations pendant cette période de crise, plusieurs défis doivent être relevés. Il s'agit notamment de :

- (i) La sécurité de populations et leur accès à la justice ;
- (ii) Soutien de populations par les services sociaux essentiels notamment l'assistance sociale et humanitaire ;
- (iii) La sécurité alimentaire et des approvisionnements des produits de base ; et
- (iv) L'atténuation des mouvements de populations.

3.3. Nécessité du programme d'urgence

Au regard des effets sociaux de la crise, il faudrait penser à une riposte spécifique aux effets directs et indirects de la pandémie du Covid-19 sur les conditions de vie des congolais ainsi que sur leurs perspectives d'épanouissement physique et humain. Le programme multisectoriel d'urgence en préparation prendra en charge des questions relatives à la situation sanitaire, économique, socioprofessionnelle, alimentaire, scolaires afin de ne pas compromettre le processus d'accumulation du capital humain qui demeure le principal levier de progrès socioéconomique dans le long terme. Le programme d'urgence poursuivra un triple objectif, à savoir :

- Protéger la population du Covid-19 et renforcer les capacités techniques des institutions médicales dans la prise en

charge des malades pour une plus grande résilience sanitaire ;

- Prendre des mesures économiques indispensables à assurer une stabilité macroéconomique qui garantissent une relance de l'économie au crépuscule de la pandémie ;
- Mettre en œuvre des mesures d'atténuation des risques et de soutien aux populations pour une meilleure résilience et protection sociale.

Au plan opérationnel, le PMUAIC-19 sera une combinaison d'appuis ciblé à la balance de paiements et au budget de l'Etat. Il aura pour but ultime de contrer l'expansion de la pandémie du Covid-19 et de contribuer au maintien de la stabilité économique et sociale du pays. Il visera ainsi à atténuer à court terme les impacts de la crise provoquée par le Covid-19 sur la société congolaise. Il en découlera quatre objectifs opérationnels : (i) limiter la propagation du Covid-19 et assurer une bonne prise en charge des malades ; (ii) faciliter la continuité de l'approvisionnement en marchandises et produits de première nécessité importés ; (iii) faciliter le financement de dépenses publiques ciblées urgentes, (iv) atténuer les effets de la crise sur le système productif, sur l'emploi et sur le pouvoir d'achat.

Ce programme d'urgence pourrait se décliner dans quatre composantes principales pour répondre aux objectifs assignés à l'action gouvernementale durant cette période de crise et au regard des résultats de cette étude. Ces composantes sont les suivantes : (i) résilience au plan sanitaire ; (ii) stabilisation et protection sociale ; (iii) stabilisation macroéconomique et résilience économique ; et (iv) réformes, gouvernance et planification stratégique.

Composante 1. Résilience au plan sanitaire.

Cette composante se propose de limiter les effets de la crise sur la santé publique en menant à la fois des actions qui visent à contrecarrer la propagation du Covid-19 et à répondre aux autres défis sur le plan sanitaire, notamment la lutte contre les maladies

endémiques et le financement des campagnes de vaccination.

- 1) Prévention et traitement du Covid-19 ;
- 2) Lutte contre Ebola et d'autres maladies ;
- 3) Financement de la vaccination des enfants.

Composante 2. Stabilisation et protection sociale. Cette composante se propose d'atténuer les effets de la crise sur le bien-être social et le processus d'accumulation du capital humain, notamment en cherchant à préserver le pouvoir d'achat de ménages, à leur garantir un accès acceptable à l'alimentation, aux opportunités socioprofessionnelles et aux utilités publiques, et à leur assurer une certaine sécurité sociale.

- 1) Accès aux services publics de base : eau et électricité ;
- 2) Approvisionnement en produits de première nécessité ;
- 3) Amélioration de l'offre et de l'accès à l'éducation de base ;
- 4) Protection des emplois et du pouvoir d'achat de ménages.

Composante 3. Stabilisation macroéconomique et résilience économique.

Cette composante se propose de limiter les effets de la crise sur les finances publiques grâce à un ajustement budgétaire conséquent. Aussi, cherche-t-elle à consacrer la résilience économique par un ensemble d'actions qui visent à protéger et/ou accompagner les petites et moyennes entreprises ainsi qu'à garantir la sérénité et la solidité de l'environnement des affaires.



- 1) Efforts de stabilisation des prix et du taux de change ;
- 2) Efforts de maintien de la viabilité des finances publiques ;
- 3) Appui technico-financier aux petites et moyennes entreprises ;
- 4) Promotion de l'efficacité environnementale dans les activités économiques.

Composante 4. Réformes, gouvernance et planification stratégique. Cette composante se propose de mener un ensemble de réformes et d'études de terrain devant permettre, à terme, de mieux conduire l'action publique et de mieux exécuter le PNSD. Certains outils de planification stratégique seront développés pour s'assurer d'une mise en œuvre réussie du PNSD :

- 1) Appui à la réforme des finances publiques ;
- 2) Appui à la réforme de l'administration publique ;
- 3) Actualisation du cadre opérationnel du PNSD ; et
- 4) Appui à l'élaboration du programme de diversification économique.

Ces quatre composantes peuvent être coulées dans trois axes prioritaires, à savoir :

- 1) La riposte, la surveillance au Covid-19 et le renforcement du système de santé à travers un projet holistique et efficace de prise en charge de la maladie à Covid-19.
- 2) Le soutien à la stabilité macroéconomique et à la relance de l'économie à travers la mise en œuvre des mesures et appui aux activités économiques indispensables et susceptibles d'atténuer le choc dû à la pandémie, d'encadrer les secteurs productifs et de promouvoir les infrastructures structurantes et industrialisantes.
- 3) L'atténuation de risques et le soutien aux populations à travers des mesures et actions devant répondre aux besoins minimum de populations pendant la période de crise. Il s'agit des questions relatives à la sécurité et au mouvement de populations, l'accès à la justice et au soutien des services sociaux essentiels dont notamment l'assistance sociale et humanitaire, la sécurité alimentaire et les approvisionnements.

4. Covid-19 : Implications des politiques économiques et sociales et nécessité de revisiter le PNSD

La crise pandémique liée à la Covid-19, comme nous l'avons illustré dans le point sur les impacts et les effets probables de cette pandémie, risque de ronger de façon importante le train de vie des Congolais. En effet, les populations les plus démunies sont plus exposées à double titre : D'un point de vue sanitaire, leur risque de contracter le virus et de développer une forme sévère est plus élevé. D'un point de vue socioéconomique, l'épidémie risque d'affecter davantage les revenus et le niveau de vie des populations les plus pauvres, à l'effet d'aggraver les inégalités déjà existantes et d'avoir plusieurs conséquences économiques et sociales à court et long termes. Cette analyse, faite sur les unités microéconomiques (les ménages), est présentée pour proposer des pistes de politiques, et ainsi informer le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) une fois la crise endiguée.

Aussi, les résultats de l'étude publiée par « United Nations University World Institute of Development Economic Research » (UNU-WIDER) ont été exploités pour mesurer l'effet à court terme du Covid-19 sur le bien-être de ménages. Les auteurs ont simulé 3 scénarii plus ou moins sévères : baisse de 5, 10 et 20% de la consommation ou du revenu par tête de ménages.

4.2. La Covid-19 et la pauvreté

Plusieurs études montrent que l'épidémie actuelle pourrait nuire au processus de lutte contre la pauvreté. En effet, les estimations faites par UNU-WIDER montrent que la pauvreté dans certaines régions, comme l'Afrique subsaharienne, devrait augmenter comme jamais depuis 1990. Le scénario la plus extrême montre que le nombre de personnes en situation de pauvreté monétaire pourrait augmenter de 0,5 million en 2020 par rapport à l'année 2018.

Ces estimations rejoignent celles du Bureau International du Travail qui souligne qu'il y aura 9 à 35 millions de nouveaux travailleurs pauvres dans les pays en développement en 2020. De même, Vos, Martin et Laborde ont estimé qu'une baisse du PIB mondial de 1 point de pourcentage pourrait entraîner une hausse de la pauvreté, avec 14 à 22 millions de personnes de plus vivant avec moins de USD 1,90 par jour.

Cette situation risque, à coup sûr, de remettre en question la possibilité d'atteindre les Objectifs du Développement Durable (ODD) d'ici 2030 notamment le premier objectif qui vise à éliminer l'extrême pauvreté dans le monde, et d'écarter la RDC substantiellement de la trajectoire du développement telle que tracée et fixée dans le PNSD.

4.3. La Covid-19 et les ménages

4.3.1. Sur le plan de la santé de ménages

Les individus défavorisés sont surreprésentés dans les secteurs économiques dits indispensables en cette période de confinement (transport et livraison, alimentation, aide à domicile, agriculture, etc.). Ces métiers sont marqués par une grande promiscuité, rendant ainsi difficile la distanciation sociale, à l'effet d'augmenter l'exposition au virus.

Aussi, les métiers ne sont pas non plus égaux face au télétravail. Bien d'individus, souvent ceux des catégories socio-professionnelles les plus démunies ne peuvent pas télétravailler. Même quand leurs métiers ne sont pas considérés comme indispensables, bien souvent les personnes les plus démunies, qui ne possèdent pas d'épargne, n'ont pas d'autre choix que de continuer à travailler, se mettant ainsi en première ligne face à la Covid-19. Cela est d'autant plus vrai en RDC où les systèmes d'assurance sociale sont défaillants et où ces personnes doivent choisir entre travailler et

risquer de contacter la maladie, ne pas travailler et ne plus avoir de ressources financières, et à la limite les personnes les plus démunies doivent choisir entre le travail pour la survie et le confinement.

Et dans cette hypothèse, le choix est clair : il faut braver le confinement !

4.2.1 Sur le plan de leur situation socioéconomique

La situation décrite ci-dessus montre que non seulement les personnes les plus démunies sont plus exposées au risque sanitaire engendré par la COVID-19, mais les conséquences économiques sont également plus désastreuses pour elles. Tout d'abord, ces populations occupent souvent des emplois précaires et vulnérables (intérim, contrats à durée déterminée, contrat à la tâche, emploi informel). Ensuite, ces emplois offrent des protections plus faibles et sont les premiers touchés par les licenciements.

Dans les pays à faible revenu comme en RDC, cette situation est particulièrement préoccupante puisque de nombreux individus exercent des emplois dans le secteur informel (81% de l'emploi non agricole total). Or, ces emplois sont généralement précaires, peu protégés et particulièrement vulnérables aux chocs économiques.

De plus, comme on l'a dit ci-dessus, beaucoup de personnes qui appartiennent aux classes socio-économiques les plus pauvres n'ont pas la possibilité de travailler depuis leur domicile (métiers plus souvent manuels par exemple) et risquent donc de voir leurs revenus fortement diminués avec les mesures de confinement notamment en situation de défaillance de la protection sociale. En effet, ces populations subissent déjà de plein fouet la perte de revenus engendrée par l'épidémie, d'autant plus qu'elles ne disposent pas en général d'épargne pour faire face à un tel manque à gagner.

4.4. Covid-19 et pistes de politiques

Au regard de ce qui précède, il est important

que le Gouvernement de la RDC décuple ses efforts dans la lutte contre la pauvreté pendant et après cette période de crise pandémique. En effet, il est à craindre qu'une fois la crise sanitaire passée, les conséquences économiques se feront davantage ressentir avec notamment une hausse de l'endettement public à la suite des mesures prises par le Gouvernement.

Aussi, pour restaurer les finances publiques, les pays pourraient-ils être tentés de faire passer au second plan la lutte contre la pauvreté, en baissant par exemple l'aide publique au développement, ce qui ne manquerait pas d'avoir des conséquences néfastes très importantes. Une première piste a consisté, pour les bailleurs, à annuler une partie du service de la dette qui arrive à échéance en 2020 pour permettre aux pays de libérer des ressources pour lutter contre le Covid-19. Pour le moment, le G7 a opté non pour une annulation mais pour une suspension.

A cet effet, il y a lieu de formuler les pistes de politiques suivantes :

- **Finaliser, adopter et mettre en œuvre rapidement le Programme multisectoriel d'urgence d'atténuation des effets du Covid-19 en RDC**

En effet, selon Oxfam, 1/2 milliard de personnes supplémentaires, soit 6 à 8% de la population de la planète, pourraient basculer dans la pauvreté si des programmes d'urgence ne sont pas mis en œuvre.

- **Prévoir une réponse coordonnée et renforcée contre la déstabilisation des finances publiques**

Il s'agit de prévenir une crise de la dette potentiellement dévastatrice et de remédier aux ravages économiques et financiers causés par la pandémie de Covid-19. Ceci constitue une de principales recommandations que le Rapport 2020 du Système des Nations Unies a formulé pour ce qui est du financement du développement durable, en se basant sur les

analyses et les recherches conjointes du FMI, du Groupe de la Banque mondiale et de plus de 60 agences des Nations Unies et Institutions internationales.

- **Relancer et généraliser les projets ciblés notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau potable en milieux urbain, péri-urbain et rural, l'assainissement et l'hygiène**

En effet, le faible accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène rend la RDC vulnérable à la Covid-19. Aussi, selon la Banque mondiale, les éléments fondamentaux de lutte contre cette pandémie devront partir de la priorisation des centres de santé à la mise en place des points d'eau et l'utilisation des outils digitaux.

Déjà, depuis le début du mois d'avril 2020, le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale a approuvé une première série de 25 projets destinés à aider les pays (dont la RDC) à combattre la Covid-19 et à accélérer leur redressement économique notamment dans l'objectif d'assurer l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène pour les soignants et les patients, qu'ils soient atteints de ce virus ou d'autres pathologies.

- **Planifier la reprise économique après la pandémie de Covid-19 en procédant notamment à la revue du Programme d'urgence qui sera mis en œuvre**

Il s'agit de réfléchir minutieusement à la prochaine phase du redressement et au rôle d'une action publique forte pour stimuler la demande, assurer des revenus de remplacement et promouvoir de nouveaux investissements. Ce qui aura pour effet de renforcer la prospérité et la résilience, en soutenant le potentiel de croissance à long terme et la trajectoire de développement durable. C'est ici l'occasion de montrer avec tout ce qui précède, l'importance de revisiter le PNSD.

4.5. Recentrage du PNSD avec élaboration et harmonisation de ses outils opérationnels

4.2.2 Le contexte

Le PNSD a été élaboré pour servir de boussole au développement de la RDC et les trajectoires de croissance de son économie ont été dressées pour servir de guide aux dirigeants dans la mise en œuvre effective de différents plans de développement.

En 2019, un premier plan quinquennal de développement 2019-2023 a été mis en place et qui concorde avec **le premier quinquennat du Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO.**



En décembre 2019, l'épidémie du Covid-19 s'est déclarée en Chine (Wuhan) et s'est répandue dans le monde quelques mois après pour devenir une pandémie. Le 10 mars 2020, le premier cas de contamination au Covid-19 est déclaré à Kinshasa. Quelques semaines après, le gouvernement déclare un confinement total de la commune de la Gombe, épicentre de la pandémie, et malheureusement, le cœur administratif et économique et financier de la république, entraînant dans la foulée un arrêt quasi-total des activités économiques. Le confinement de la Ville-province de Kinshasa et, par la suite, des 6 autres provinces atteintes a ainsi occasionné une forte contraction de l'offre par la fermeture de plusieurs entreprises et usines, et une importante baisse de la demande qui s'en est suivie notamment à cause du motif de précaution et de baisse du profil de revenu.

Au 20 mai 2020, la RDC comptait 1 835 cas contaminés et 60 décès, avec un taux de létalité d'environ 3,3%, un taux supérieur à la moyenne africaine¹⁶. Au niveau mondial, la situation est plus dramatique : 4 789 205 cas, dont 318 789 décès, soit un taux de létalité de 6,7%¹⁷.

4.2.3 Les conséquences (rappel)

Le gouvernement a commandité une étude : *Les impacts sanitaires et socioéconomiques du Covid-19 en République démocratique du Congo : Analyse prospective et orientations de la riposte multisectorielle*. Elle s'inscrit dans la dynamique de riposte du Gouvernement congolais au Covid-19 et de la nécessité pour le pays de se doter d'évidences factuelles et empiriques essentielles pour organiser une riposte efficace et orienter les choix de politiques ciblées.

De toute évidence, **sur le plan national**, le choc du covid-19 devrait provoquer en RDC une récession en 2020, avec des conséquences lourdes sur le revenu et le pouvoir d'achat des ménages, l'emploi, les inégalités sociales, et la soutenabilité financière des petites et moyennes entreprises et industries, ainsi que de petites unités de production informelle.

Par exemple, l'étude signale qu'en tant que choc d'origine sanitaire, toutes choses restant égales par ailleurs, le Covid-19 devrait porter atteinte aux indicateurs de santé publique, notamment le taux de morbidité et le taux de mortalité. Si la pandémie se propage dans tout le pays et persiste, il serait possible de voir l'espérance de vie à la naissance baisser. Le choc devrait donc agir négativement sur l'indice de développement humain (IDH) de manière directe et indirecte ; directe car l'état de santé est pris en compte dans le calcul de l'IDH et indirecte car le choc sanitaire ne peut qu'impacter négativement sur l'éducation, sur l'emploi et la productivité du travail.

De manière spécifique, et **au niveau économique**, les mesures d'isolement ou de confinement ont eu des incidences négatives sur le chiffre d'affaires de près de 97% des

entreprises évoluant dans le secteur de la construction. Leurs chiffres d'affaires seront impactés négativement de près de 20%. Pour certains projets, les soumissions ont été reportées. Contrairement aux autres branches, le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) a vu son volume d'activité augmenté au cours du premier trimestre 2020 comme l'ont renseigné pratiquement tous les opérateurs privés du secteur, aussi bien les opérateurs des télécommunications que les fournisseurs de connexion internet.

Pour bien calibrer les mesures à prendre, trois scénarios sur le profil de croissance ont été envisagés : le scénario optimiste peu probable (0,5%) ; le scénario modéré plus probable (-1,5%) ; et le scénario catastrophique à éviter (-3,4%). Si l'on tient compte des appuis des partenaires, on considère un quatrième scénario dit plaidoyer (-1,91%). L'inflation se situerait, à fin décembre 2020, entre 8,5% et 44,6% (contre 4,58% en 2019) et devrait s'accompagner d'une dépréciation de la monnaie nationale avec un taux de change variant entre 1780 CDF le dollar américain et 2170,6 CDF pour 1 dollar américain contre 1705 CDF une année auparavant.

Pour les finances publiques, les recettes publiques fluctueraient entre 7,2 et 9% (contre 10,4% en 2019) du PIB à la fin 2020, contre des dépenses représentant 11,9 à 12,4% du PIB, soit un solde public déficitaire allant de 1,9 à 5,3% du PIB. La position extérieure sera aussi impactée avec un amenuisement des recettes en devises, une baisse des IDE et une détérioration du solde commercial.

En effet, les exportations devraient baisser suite au repli de la production dans le secteur minier et des hydrocarbures, consécutivement à la baisse de la demande mondiale et à la diminution des cours. Cette baisse induirait un fléchissement des recettes en devises et de la couverture des importations.

En plus des effets du repli de l'activité des industries extractives sur les recettes

Au niveau de l'Afrique, le nombre de cas contaminés au 21 mai 2020 se chiffrait à 66 729, avec un taux de létalité de 2,8%. Cf. OMS, 2020, Covid-19 in the WHO African Region (Consulté le 21 mai 2020).

¹ OMS, 2020, Coronavirus disease (COVID-19), Situation Report – 121, Data as received by WHO from national authorities by 10:00 CEST, 20 May 2020 (Consulté le 21 mai 2020).

publiques, il faut aussi compter les effets des contreperformances de certaines branches d'activités et des décisions de fermeture momentanée de certaines autres activités. Un manque à gagner de 12 360,52 millions de CDF serait occasionné par la fermeture des bars, restaurants et terrasses. La limitation des flux de personnes, de biens et de transferts financiers à l'international aura aussi une grande incidence sur les recettes publiques, notamment celles découlant des secteurs transports et tourisme, y compris celles après-vente des visas et les taxes administratives perçues lors des sorties du pays estimé à 31 millions USD par an, et des services et agences des transferts monétaires et des paiements multidevises transfrontaliers.

En réduisant les taux d'intérêt réels, la hausse de l'inflation pèsera sur la capacité du système à collecter et distribuer l'épargne. Les opérations de change devraient aussi être négativement impactées car non seulement le volume des transactions avec l'étranger va baisser mais la quantité de devises rapatriées aura aussi à diminuer. Le repli de la croissance, la détérioration du cadre macroéconomique et le resserrement des débouchés pourraient par ailleurs réduire le crédit à l'économie et des dépôts bancaires en 2020, et les profits nets des institutions financières. Le taux de liquidité pourrait aussi être mis en mal par le recul de la croissance, la baisse des flux financiers internationaux et la baisse des transferts d'argent chiffrés à 1,4 milliard USD en 2018.

Au niveau social, et s'agissant de la situation de l'emploi, elle devrait fortement se détériorer. C'est du reste ce qui ressort des simulations du Bureau international du travail (BIT) et de la Direction des Études Macroéconomiques du Ministère du Plan (DEME/Plan, 2020) qui indiquent que les baisses attendues des cours des matières premières, des importations et des exportations, et de l'approvisionnement en facteurs de production, seront de nature à occasionner une baisse de la rémunération moyenne du travail formel, mais aussi du travail informel. Les changements des paramètres macroéconomiques entraîneront une baisse des valeurs ajoutées des branches

de production et un effet réducteur du volume d'emplois de près de 30%.

Les restrictions de mouvement imposées pourraient s'empirer en cas d'infection à grande échelle et affecter la population de manière générale et surtout les catégories plus vulnérables. En milieu rural les petits exploitants agricoles et la main d'œuvre agricole seraient les plus affectés, tant ils ne seraient plus en mesure de mener leurs activités de subsistance. En milieu urbain où il y a une forte dépendance aux marchés comme principale source de nourriture, l'arrêt des activités économiques, sources de revenus réduirait sensiblement l'accès d'un grand nombre de ménages à la nourriture, surtout parmi la couche la plus pauvre de la société.

Par conséquent, au plan alimentaire et nutritionnel, il y a beaucoup à craindre notamment du fait d'un ralentissement important de l'activité agricole, du resserrement des capacités des opérateurs économiques à importer, d'une mobilité réduite des personnes et des biens, et d'une baisse de l'offre alimentaire pour des niveaux de prix devant croître considérablement au fil des jours ou des semaines (inflation projetée à 14,1% à fin 2020 contre une prévision initiale de moins de 7%). Ainsi, on pourrait assister à une plus forte détérioration d'une situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle déjà précaire.

Les déficits en céréales et tubercules pourraient augmenter entraînant des flambées des prix et des problèmes de sécurité ; le nombre des pauvres pourrait augmenter, augmentant par ce fait le nombre des personnes qui ont des difficultés d'accès à une nourriture équilibrée, surtout en milieu urbain. Le pourcentage des ménages qui ont une consommation alimentaire pauvre et limitée pourrait augmenter sensiblement, entraînant une augmentation du taux de malnutrition aiguë, estimé à 6,5%.

La crise combinée aux effets des mesures d'isolement devrait réduire le nombre de repas par jour au sein des ménages et accroître la vulnérabilité des enfants.

La menace de propagation de la pandémie du Covid-19 dans le pays ne pourrait qu'avoir une incidence négative sur le secteur éducatif et cela, à différents niveaux. En effet, le risque élevé de contamination devrait perturber le bon déroulement des activités scolaires et académiques. Du reste, depuis le 19 mars 2020, le gouvernement congolais a pris la décision de fermer momentanément, soit pour une durée de 4 semaines, les portes de toutes les écoles et universités du pays, la mesure pouvant être prolongée selon le niveau de la prévalence ou le rythme de propagation du Covid-19. La fermeture prolongée des écoles aura un impact négatif en termes de perte en éducation et retard dans les programmes, mais aussi le droit des enfants à une alimentation adéquate (PAM, Unicef, FAO, 2020).

Au regard de l'espace budgétaire limité de l'Etat et des coûts requis pour une riposte efficace, les efforts de lutte contre la propagation de la pandémie du Covid-19 et de la prise en charge médicale des personnes infectées devraient évincer d'autres postes de dépenses de l'Etat, notamment les dépenses éducatives alors que le gouvernement s'est engagé à assurer la gratuité de l'éducation de base et réaliser d'importants investissements en infrastructures scolaires. La vision exprimée par le gouvernement pourrait ainsi être mise en mal faute de moyens financiers conséquents.

La perte moyenne due aux inégalités est de 31,1% pour les pays à IDH faible, et de 30,5% pour l'Afrique subsaharienne. Le coefficient d'inégalité humaine pour la RDC est égal à 30,9% (PNUD, 2019). Au regard des effets anticipés de la crise du Covid-19 sur l'économie, le marché du travail et les conditions de vie de la population, on devrait s'attendre à une détérioration du coefficient d'inégalité humaine.

S'agissant de l'indice d'inégalité du genre (IIG), à fin 2020, on devrait s'attendre également à une détérioration de l'IIG à cause du resserrement du marché de l'emploi et de la diminution des opportunités de travail pour les personnes vulnérables, généralement les jeunes et les femmes.

Au niveau régional et international, la situation est aussi dramatique et préoccupante. Les effets du Covid-19 sur l'économie globale sont déjà très perceptibles, bien que certains économistes estiment qu'ils pourraient être temporaires et réversibles. Dans tous les cas, le Covid-19 a touché continûment les trois grands pôles économiques mondiaux au cours du premier trimestre 2020, à savoir la Chine (16% du PIB mondial et près de 30% de la production industrielle globale), l'Europe (22% du PIB mondial), et les Etats-Unis (24% du PIB mondial). Selon les estimations, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et du FMI, l'année 2020 se soldera avec une croissance négative.

Les autres pays et régions du monde (Afrique, Amérique latine et Asie) seraient sensiblement affectés par la pandémie du Covid-19 en raison de leur forte dépendance commerciale et financière vis-à-vis de la Chine, de l'Europe et des Etats-Unis. Au premier trimestre 2020, on a observé une baisse importante de la demande mondiale des hydrocarbures (-20% de consommation), des matières premières (-30% de la demande de cuivre, nickel et cobalt) et des produits de base (-25% pour le soja et -28% pour le blé), qui a affecté les cours mondiaux des matières premières et pesé sur les comptes macroéconomiques des pays en développement (PED).

S'agissant particulièrement de l'Afrique, son économie devra être sérieusement affectée par la pandémie du Covid-19. La CEA estime qu'elle pourrait être de -3,2%, selon la durée et l'étendue de la pandémie.

La Banque mondiale note que la crise va accroître dans plusieurs pays africains l'insécurité alimentaire, surtout dans des pays où une dépréciation monétaire se combine à une augmentation des prix des denrées.

La contraction de la production agricole pourrait aller de 2,6% à 7%. Les importations alimentaires baisseront de 13 à 25% en raison des coûts de transaction élevés et une demande intérieure réduite.

4.2.4 Les propositions

En dépit des signaux préoccupants qu'envoie le COVID-19 sur l'économie congolaise, nous restons persuadés que cette crise pourrait être une opportunité pour la RDC d'innover, de diversifier son économie, de réduire sa dépendance face aux importations de produits de première nécessité et d'intrants industriels et pharmaceutiques, et de réajuster sa politique économique et sociale, en la recentrant davantage sur la production intérieure et la valorisation des ressources naturelles.

Au regard des effets actuels et futurs de la pandémie du Covid-19 sur la situation sanitaire dans le pays, le fonctionnement de l'économie et les conditions de vie de la population, il est plus qu'évident que la trajectoire de référence de la croissance et les modalités d'atteinte des différents stades du développement telle que fixée dans le PNSD et dans les ODD devront être repensées ou requalifiées en tenant compte du contexte économique-financier actuel du monde.

Deux axes principaux de réflexion peuvent être envisagés. En sus de cette étude prospective, dans le premier axe, il faudrait, pour avoir des indications précises et chiffrées des effets de la pandémie du Covid-19 sur l'économie réelle, qu'une étude robuste utilisant un modèle d'équilibre général calculable soit menée pour compléter cette première étude, qui faute de temps et en raison de l'urgence, n'a pas pu utiliser cette technique.

En effet, un premier travail consistera à actualiser la matrice de comptabilité sociale existante de 2013 pour obtenir une plus récente de 2018 ou 2019, permettant ainsi d'utiliser un cadre formel pour une analyse quantitative multisectorielle et qui capte les effets d'équilibre général. Cependant, le degré d'incertitude qu'implique cette crise n'est peut-être pris en charge par un modèle de type MEGC ; mais, au vu de l'évolution de la pandémie, deux hypothèses plausibles peuvent être faites : celle d'une faible contamination comme cela s'observe actuellement et la deuxième, moins plausible

mais envisageable, celle de la détérioration de la situation sanitaire au cours des prochains mois. Il faut cependant préciser que cet exercice prendra un minimum de deux mois.

Pour mieux nourrir cette étude robuste, quelques études spécifiques devraient menées. Il s'agit, principalement, de deux analyses approfondies des effets du Covid-19 sur le secteur minier (principal levier de la croissance de la RDC), sur le processus de transformation des structures économiques et sur la situation alimentaire et nutritionnelle. Ceci permet de mettre en cohérence les projections sur la croissance économique avec celles sur l'emploi et la sécurité alimentaire dans le processus de recentrage du PNSD.

En raison de l'importance du secteur informel et donc de l'emploi, référence a été faite aux résultats de la simulation faite des effets de la pandémie du Covid-19 sur l'emploi par l'Organisation internationale de travail (OIT) et le CPCM à partir du modèle d'équilibre général calculable (MEGC) faisant recours à la matrice de comptabilité sociale de 2013, faute de ne pas disposer de celle de 2018. Ce qui peut être actualisé par l'étude robuste sur la base de la MCS plus récente.

Dans le deuxième axe, certaines études d'intérêt stratégique et d'une importance capitale pour la planification du développement doivent être finalisées dans les meilleurs délais pour le bien de la RDC. Nous les détaillons dans le point suivant.

4.2.5 Les études requises pour recentrer durablement le PNSD

Certaines études spécifiques devraient être menées dans ce cadre et apporter des indications sur certains défis et enjeux, voir même sur de nouvelles approches de développement de l'économie nationale et résilience sociétale.

Idéalement, le PNSD a trois étapes cruciales :

- 1) L'élaboration du PNSD au niveau national ;
- 2) L'élaboration des Plans provinciaux de

Développement (PPD) devant nourrir la révision du PNSD ;

- 3) La conduite de deux études stratégiques nécessaires à la révision du PNSD, à savoir : le recensement scientifique de la population et de l'habitat et l'aménagement national du territoire.

Les gouvernements provinciaux doivent élaborer leurs plans de développement provinciaux avec l'accompagnement du gouvernement central par le truchement du Ministère ayant le plan dans ses attributions. Ces études aideront le gouvernement à affiner le PNSD.

Mais la planification du développement implique une meilleure affectation de l'espace aux divers usages : agriculture, foncier, exploitation minière, forestière, conservation de la nature, infrastructures diverses (routes, chemins de fer, etc.), constructions immobilières, etc. En conséquence, on ne pourra pas effectuer une bonne planification du développement sans une affectation judicieuse de l'espace national et in fine, un aménagement provincial et local. D'où l'urgence de l'aménagement du territoire.

En outre, le dernier recensement scientifique de la population remonte de 1984 et le pays fonctionne avec des données statistiques approximatives, des projections souvent frustrées qui ne reflètent pas exactement l'état de la nation : population, richesse nationale, répartition du revenu, mouvement migratoire, etc. un Etat sans statistiques est comme un capitaine de bateau sans boussole ! Il faut effectuer le plus vite possible le recensement scientifique de la population congolaise.

La disponibilité de ces deux grandes études est un gage d'une bonne planification du développement et la RDC doit relever ce défi.

De manière pratique et dans l'immédiat, deux autres études sont nécessaires :

- 1) L'élaboration du programme de diversification de l'économie et de renforcement de la compétitivité du

secteur privé. Cette étude devra évaluer le niveau de compétitivité de l'économie nationale dans plusieurs secteurs, branches et produits ;

- 2) Le Plan quinquennal des transports 2020-2024, comme le premier palier d'opérationnalisation du Plan directeur intégré des transports de la RDC (PDNIT) qui a d'ailleurs été financé par la Banque africaine de développement. Cette étude a l'avantage de contribuer à l'étude sur l'aménagement du territoire car elle précisera les allocations d'infrastructures prioritaires au cours de cinq prochaines années.

Il sied de faire remarquer que la survenue du Covid-19 modifie la trajectoire de l'économie mondiale car certains secteurs seront privilégiés. Il s'agit notamment :

- 1) Du secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication qui connaîtra un essor important car en ligne droit de **l'économie numérique** qui sera en pleine expansion ;
- 2) Secteur manufacturier qui connaîtra des transformations profondes en termes de modification de politiques industrielles, notamment dans la chaîne des valeurs (de la délocalisation de certaines entreprises vers leur relocalisation dans les pays développés, etc.) ;
- 3) Le secteur agricole dont le niveau de protection nationale et internationale pourrait nuire au commerce mondial. Il est important que le gouvernement prenne conscience de la nécessité de vite développer ce secteur pour accroître la résilience de l'économie congolaise.

5. Conclusion et perspectives

Au terme de cette étude, un certain nombre des constances se dégagent et méritent une attention particulière des décideurs politiques pour une prise des décisions idoines à horizon temporel court mais déplaçant. Plusieurs facteurs de risque de large propagation du Covid-19 sont existant en RDC quoique jusque-là, la situation demeure sous-contrôle comparée à d'autres pays. Cet état de choses obscurcit les perspectives de croissance. Par souci de solidarité nationale et pour inciter les provinces à poursuivre une lutte volontariste, il sied d'encourager la poursuite des activités économiques dans les zones non touchées pour suppléer aux déficits causés par la pandémie dans les zones touchées. Cependant, les gouvernements provinciaux devront, tout en poursuivant les activités économiques, faire appliquer toutes les mesures appropriées pour prévenir l'apparition ou la propagation du Covid-19 dans leurs provinces respectives, à l'instar de la Chine pendant la crise.

Dans le but de poursuivre la formalisation de l'économie, l'Etat devrait encourager les opérateurs économiques d'appartenir à une organisation patronale reconnue en RDC en vue de lutter contre la fraude fiscale et endiguer le secteur informel qui constitue un casse-tête pour le Gouvernement face à la pandémie du Covid-19. Mettre en place un système de filet de sécurité sociale pour réduire l'impact de la pandémie sur les maillons les plus vulnérables de la société. Ces derniers auront, peut-être, souffert de manière disproportionnée de la baisse des revenus, de

Appuyer les provinces dans la formulation et la mise en œuvre des mesures provinciales d'urgence qui tiennent compte de leurs spécificités selon les besoins qui seront exprimés et le niveau de propagation provinciale du Covid-19. Dans ce cadre, le Gouvernement s'attellera à promouvoir les appuis aux médias communautaires et aux

points focaux, ériger quelques laboratoires avec du personnel qualifié pour une meilleure couverture géographique des provinces, capitaliser la caisse nationale de péréquation pour appuyer les provinces les plus vulnérables dans ce contexte du Covid-19, encourager la coopération interprovinciale et entre les ETD dans la lutte contre le Covid-19 et ce, dans le cadre de la solidarité nationale, et enfin, s'appuyer sur les technologies de l'information et de la communication pour maintenir une concertation permanente entre le pouvoir central et les provinces.

Appuyer les solutions locales innovantes susceptibles de contribuer à la riposte au Covid-19 ainsi qu'à la promotion de l'entreprenariat local dans divers domaines d'activités y compris la recherche scientifique.

En effet, plusieurs innovations émanant du génie créateur congolais se sont déjà manifestées dans le cadre de la riposte au Covid-19 et de l'atténuation de ses effets socio-économiques. Il y a lieu également de rappeler que les orientations de politiques publiques susmentionnées s'inscrivent dans la logique de l'atteinte de l'objectif ultime de la diversification économique pour garantir la résilience et conduire le pays vers une transformation structurelle, nécessaire à son émergence.

Quel sera l'impact de la crise du Covid-19 sur l'économie congolaise ?

Bien qu'il soit difficile ou ose de prédire précisément si le retour à la normale sera rapide ou non, on peut néanmoins donner quelques conjectures. En réalité, tout dépendra de la durée de cette crise sanitaire et de la façon dont le Gouvernement gèrera la suite des événements : quelle sera la durée du confinement ? Le retour à la « normale » sera-t-il rapide ou lent ? Enfin, dans quelle mesure

l'« après » pourrait être différent de l'« avant » crise.

Economiquement parlant, nous ne sommes pas en présence d'une crise, car l'effondrement actuel de l'activité économique n'est pas l'objet ni d'une crise financière, qui se répercute en crise de surproduction, ni une crise de surproduction résultant d'un manque de demande. Faute de mieux, on peut parler d'un « trou » économique provoqué par la décision du confinement. Et dans l'impossibilité technique, pour la RDC, de calculer le PIB mensuel sur les 4 premiers mois de l'année 2020, seule une évaluation frustrée de l'ampleur de l'arrêt de la production peut être faite : un grand nombre d'opérations économiques de tous les agents (entreprises, ménages, administrations publiques, étrangers non-résidents, etc.) sont touchés différemment, la baisse des achats des ménages (consommation) provient avant tout des fermetures des magasins, restaurants, agences immobilières, de l'absence de voyages, etc. et non pas d'une baisse de leurs revenus en raison des mesures prises par le gouvernement.

Proposition : pour soutenir la consommation et l'investissement, donc limiter la baisse des revenus, l'Etat devrait prendre en charge (1) le chômage partiel dans les entreprises pour éviter ou décourager les licenciements et (2) les aides sans contrepartie versées aux entrepreneurs individuels (PME/PMI). Evidemment, cela augmentera les besoins de financement de l'Etat.

Jusqu'à quand la crise ?

L'on estime que la reprise économique sera graduelle, mais pour la relancer, il nécessitera des mesures fortes pour stimuler la consommation et l'investissement car cette crise ne semble pas être une affaire de quelques mois, elle peut durer une année ou plus. Pour cela, il faut répondre à deux questions : la relance de l'économie à court

terme peut-elle s'effectuer par un déconfinement progressif ? La crise va-t-elle durablement affecté le potentiel de croissance de long terme de la RDC ?

Nous sommes d'avis que cela prend du temps de faire repartir l'économie, on ne devrait pas s'attendre à une reprise rapide. D'abord, parce que les gens ne retourneront pas au travail tant que les lieux ne seront pas sécurisés et cela est valable pour les institutions des Nations Unies, des multinationales et d'autres structures formelles qui interagissent avec le reste du monde. La conséquence est que certains secteurs ne vont décoller suffisamment alors que d'autres seront en forte demande », comme l'agriculture par exemple. Nous estimons que le premier mois « normal » des activités pourrait se situer aux environs de septembre 2020, durant lequel aussi probablement que les écoles démarreront. Et cette hypothèse est valide si une seconde vague du Covid-19 n'est pas observée.

De même, du côté de la demande, des incertitudes se profilent à l'horizon. En effet, pour qu'une reprise de l'investissement des entreprises soit effective, il faudrait que la consommation des ménages soit boostée. Or, il y a risque de frilosité de leur part car leur pouvoir d'achat a été affecté par des pertes d'emplois importantes, et si les entreprises reprennent leurs salariés, ce sera après leur avoir imposé des réductions de salaires ou la prise de congés annuels sans solde. Comme conséquence, les revenus des Congolais seront en dessous des revenus normaux, surtout si l'Etat ne subventionne pas les ménages. En présence d'une économie où le taux d'épargne est très faible, la situation serait plus dramatique : les ménages devront s'endetter pour consommer au niveau d'antan, celui d'avant la crise.

Même les ménages épargnants devront conserver une épargne de précaution pour se préserver contre une reprise de l'épidémie et un nouveau confinement. Le gouvernement

devrait éviter à tout prix des politiques d'austérité qui vont contracter l'investissement, l'activité économique et l'emploi. Il faudra donc des politiques d'incitations de la demande : appuis aux salariés dans les secteurs stratégiques comme l'éducation aussi bien dans les écoles publiques que privées, le secteur informel, appui aux petits métiers, etc.

Enfin, la pandémie du Covid-19 aura un effet certain sur la mise en œuvre du plan national de développement de la RDC (le PNSD) et une section est développée à ce sujet dans la suite du document.

Effets sociaux du Covid-19

Cette étude a largement évoqué l'une des vulnérabilités de l'économie congolaise liée à la prépondérance de l'économie informelle (70%) sur le formel ainsi qu'une population active en plein sous-emploi. Elle a également insisté sur les risques liés à la démographie et à la géographie. Les statistiques internationales montrent que le Covid-19 est plus dévastateur dans les quartiers populaires, plus pauvres¹⁸. A cela s'ajoute le fait que le cercle cumulatif entre pauvreté, précarité, chômage, faible niveau d'éducation, consommation de nourriture de moindre qualité et mauvaise santé, accentue le lien entre pauvreté et démedicalisation. Les pauvres consultent tardivement le médecin, ce qui serait fatal si le Covid-19 atteignait les communes populeuses et pauvres de Kinshasa, car il s'attaquerait à des corps déjà fatigués, cassés entre autres par la pénibilité du travail.

En outre, le succès du confinement repose sur la stratégie de distanciation sociale pour garantir la sécurité sanitaire. Malheureusement, face à une forte densité de population, avec des logements de fortune ou indécents, la promiscuité étant la règle, la plupart des communes de Kinshasa et des villes congolaises seront des zones de culture

du Covid-19. Au demeurant, ce sont ces mêmes habitants qui exercent des métiers précaires et exposés au Covid-19, mais qui se révèlent de première nécessité : chauffeurs de taxi et taxi-bus en commun, petits métiers (cireurs, coiffeurs, tailleurs, etc.), salariés de supermarchés, vendeurs aux grands marchés publics, etc. Confiner pendant des semaines une famille nombreuse (taille moyenne de 8 personnes) dans un espace réduit augmente le risque, mais aussi entraîne un inconfort qui pousse ses membres, notamment les jeunes, à sortir. La promiscuité est une réalité sociale, et le Covid-19 devrait se propager beaucoup plus vite du fait de ces mauvaises conditions de vie. Ce qui plaide pour un déconfinement rapide, mais contrôlé. Mais aussi, la création des travaux à haute intensité de main d'œuvre pour absorber une partie importante de laisser pour compte, de ceux qui ont perdu leurs emplois.

C'est pour ces raisons que l'OIT (2020) fait des propositions concrètes en sollicitant des pouvoirs publics la prise des mesures urgentes, à grande échelle et coordonnées sur trois piliers pour répondre à cette situation : (1) protéger les travailleurs sur le lieu de travail, (2) stimuler l'économie et l'emploi, et (3) soutenir les emplois et les revenus. Ces mesures comprennent l'extension de la protection sociale, le soutien au maintien dans l'emploi (par exemple, le chômage partiel, les congés payés, d'autres subventions) et des allègements financiers et fiscaux, notamment pour les micros, petites et moyennes entreprises.

Comme souligne plus haut, ces groupes qui sont touchés de manière disproportionnée par la crise de l'emploi, pourraient participer à l'accroissement des inégalités car ils occupent des emplois moins protégés et peu rémunérés, en particulier les jeunes et les travailleurs âgés, ainsi que les femmes et les migrants écologiques et sécuritaires. La vulnérabilité de ces derniers est liée au manque de protection

Par exemple, la mortalité a augmenté de 63 % en une semaine (du 14 au 20 mars 2020) en Seine-Saint-Denis contre 34 % en Ile-de-France (Alternatives économiques du 4 mai 2020).

et de droits sociaux, tandis que les femmes sont relativement surreprésentées dans les emplois faiblement rémunérés et les secteurs touchés.

Le BIT fait remarquer qu'en temps de crise comme l'actuelle, deux outils clés peuvent aider à atténuer les dommages et à restaurer la confiance du public : (1) d'abord, le dialogue social, en collaboration avec les travailleurs et les employeurs et leurs représentants ; (2) ensuite, le maniement des normes internationales du travail qui fournissent une base éprouvée et fiable pour des réponses politiques axées sur une reprise durable et équitable. Nous estimons que le

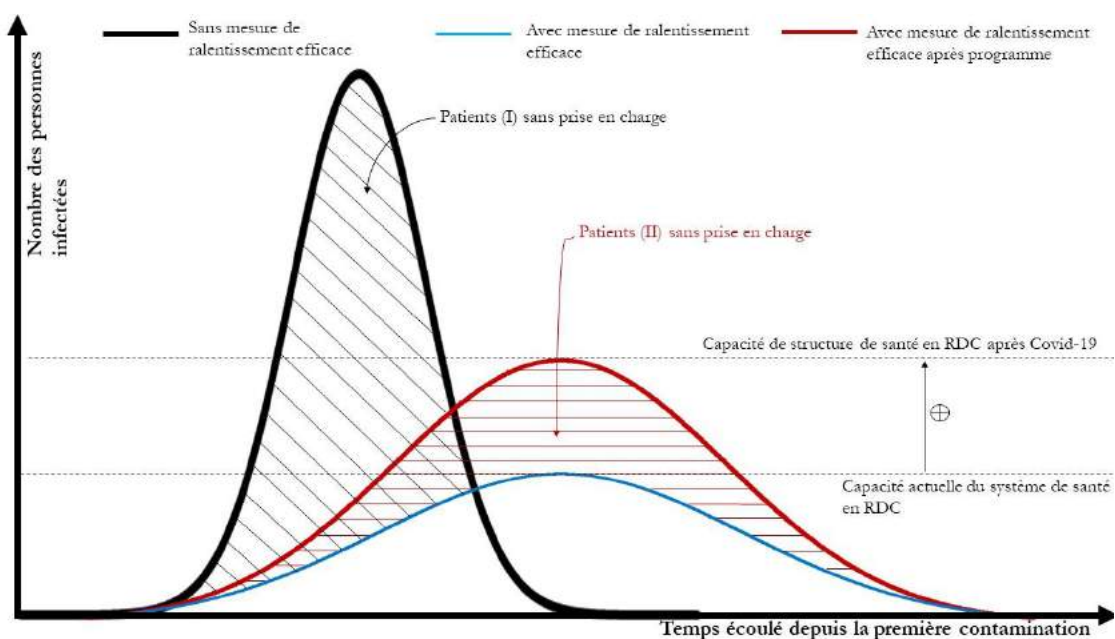
Gouvernement devrait suivre ce conseil pour garantir une paix sociale au cours des mois à venir.

Recommandations

- **Amélioration du système national de santé**

La pandémie a montré les limites du système national de santé et la nécessité de le renforcer pour accroître son efficacité et ses capacités de riposte aux calamités ou épidémies de grande échelle. Il apparaît urgent et impératif de moderniser certaines structures médicales pour répondre à cette contrainte importante (voir la courbe rouge de la figure 54).

Figure 54. Courbe épidémiologique de la pandémie de Covid-19 en RDCongo



A ce sujet, les hôpitaux généraux de référence devraient être progressivement réhabilités et portés à plus de 5000 lits avec un plateau tertiaire. C'est le cas de l'Hôpital Mama Yemo en tant que le plus grand hôpital de la république, mais qui est délaissé. Il pourra servir dans l'avenir d'hôpital de secours pour des situations d'urgence comme celle-ci.

Ce scénario d'un appui conséquent au secteur de la santé peut donner une indication sur les promesses du Chef de l'Etat qui a mis son mandat sous le signe du social, avec une plus

grande solidarité au cœur aussi bien de l'économie que du social.

- **Déconfinement progressif à la dimension des risques socioéconomiques irréparables**

Le choix du confinement était indispensable mais l'incertitude sur son impact sur l'économie dépend de sa durée. Il est certain que les marges des entreprises, leurs trésoreries, leur profitabilité, leurs capacités

d'investissement, leurs taux d'endettement vont fortement chuter. Si pendant le confinement les entreprises font face à des problèmes de liquidités et de trésoreries, le déconfinement sera synonyme de problèmes de solvabilité. Le risque de fragiliser le tissu productif de l'économie est réel et la responsabilité des pouvoirs publics dans l'accompagnement des opérateurs doit être pleinement engagée.

La meilleure politique de relance est la politique publique de santé qui organiserait le déconfinement atténué et dédramatisé pour ne pas entraîner une baisse durable de la demande. La consommation, hors alimentaire, en particulier celle des services (restaurants, bars, loisirs, hôtels, etc.) joue un rôle important sur l'économie nationale. Les autorités publiques doivent rassurer tout en responsabilisant les citoyens quant à la nécessité de se protéger et de se prémunir pour préserver leur santé. Les professionnels doivent, pour leur part, prendre les mesures adéquates pour travailler avec le moins possible de risques.

L'impact sur le pouvoir d'achat des salariés est, il faut le reconnaître, une préoccupation majeure, car, avec un pouvoir d'achat amoindri, la demande sera sapée. Soutenir le pouvoir d'achat des salariés, au-delà de l'aspect social, est l'une de meilleures politiques de relance. La politique de soutien au tissu productif ne doit pas du tout être globale mettant dans le même sac des entreprises hétérogènes.

Elle doit être sectorielle et s'attacherait à venir au chevet des secteurs sinistrés en premier lieu. Elle pourrait passer par les allègements fiscaux, ... Aussi, le soutien aux tranches vulnérables de la population est aussi de mise mais devrait être plus ciblé et organisé.

C'est dans cette logique que nous estimons risque d'octroyer des exonérations peu ciblées et qui entraînent, en temps normal, de pertes de recettes d'au moins USD 400 millions par an.

Par contre, nous suggérons que des subventions mieux ciblées soient utilisées pour ne pas réduire davantage l'espace fiscal déjà amoindri par le choc simultané sur l'offre et la demande nationales.

- **Un secteur informel sous tension et à surveiller de très près**

Le gouvernement de la RDC, comme les 34 autres du continent africain, a imposé la fermeture complète des frontières et le confinement de la population. Une réactivité qui pose néanmoins la question des ressources sur lesquelles l'Etat va compter pour répondre aux urgences sanitaires, économiques et sociales, alors que son économie dépend des exportations de ses matières premières.

La quasi asphyxie de son économie, ou mieux son hibernation, a pour graves conséquences, des milliers (voire des millions) d'emplois menacés dont la plupart sont du secteur informel.

Au vu des développements récents de la situation sociale et des implications du confinement sur les activités économiques, le Gouvernement est contraint de trouver de solutions politiques, à défaut des solutions économiques - à la masse des travailleurs du secteur informel qui se retrouve dans la rue et qui constitue une bombe à retardement, et qui peut exploser à tout moment. En effet, les millions de travailleurs précaires qui vivent à Kinshasa et qui se débrouillent pour survivre au jour le jour peuvent embraser la ville si le temps de confinement dure face à la rareté des moyens de paiement qui s'observe déjà dans le chef de la majorité de la population. Une enquête dans les communes populeuses et pauvres de la capitale s'impose. Comme solution partielle, il faudrait envisager :

- a) Le déconfinement de certaines activités pourvoyeuses d'emplois précaires, mais qui soulagent la population pauvre : HORECA, et certaines activités dans la commune de la Gombe qui attiraient les petites gens. Pour des raisons sanitaires, le Gouvernement devrait mettre en place des mesures draconiennes pour respecter

les mesures barrières et réduire au maximum les risques de contamination ou de propagation du virus ;

- b) Des subventions ciblées aux PME et aux entreprises directement touchées, en particulier, celles détenant un effectif du personnel important (supérieur à 500) ;
- c) Des transferts monétaires et en nature en faveur des ménages pauvres, ou des personnes ayant perdu leur emploi et ayant au moins 4 personnes à charge.

- **L'émergence de l'économie numérique et opportunité de développement de la RDC**

La pandémie de Covid-19 accélère la transition vers une économie numérique bien que le fossé numérique entre les pays avancés et ceux en développement se creuse davantage. La crise de la pandémie a accéléré l'expansion du monde numérique, et les changements de comportement risquent d'avoir des effets durables lorsque l'économie commencera à se redresser.

A la suite des mesures de confinement, un nombre croissant d'entreprises et de services du Gouvernement ont adopté des opérations et services limitant l'interaction physique : la télémédecine (par exemple, la téléconsultation), le télétravail (et les conférences en ligne tels que Microsoft Teams, Skype, Cisco's Webex et Zoom) et l'éducation (et les divertissements ou les d'achat) en ligne.

L'utilisation de l'intelligence artificielle pour le passage au commerce électronique qui profite aussi bien aux petites qu'aux grandes entreprises sont d'autres avantages et la RDC devrait saisir cette occasion pour numériser davantage son économie. Les effets sont énormes : réduction de la bureaucratie à tous les niveaux, gain du temps, amélioration de la qualité des statistiques financières et fiscales, accroissement de l'espace fiscal par une meilleure traçabilité des activités économiques et l'accroissement des transactions électroniques bancaires, réduction du seigneurage du fait de la faible

utilisation de la monnaie manuelle, etc. Pour cela, le Gouvernement devrait immédiatement s'investir à augmenter l'accès à l'internet aux ménages et entreprises, notamment par le déploiement effectif de la fibre optique et en augmentant la qualité du haut débit.

- **Perturbation des chaînes d'approvisionnement et mondialisation**

Bien avant la survenue du Covid-19, une question stratégique se posait au niveau mondial : devrait-on laisser les chaînes d'approvisionnement très loin des lieux de consommation au regard des politiques de délocalisation observées au cours des années 1980 – 1990 et qui ont accéléré le processus de développement des pays asiatiques, en particulier de la Chine qui est devenue le principal fournisseur des produits pharmaceutiques (suivie de l'Inde), d'intrants industriels notamment dans le secteur automobile. Il serait important que la RDC, au vu de ses ressources naturelles et du dynamisme de la jeunesse, de saisir cette opportunité pour développer certaines filières stratégiques pour lesquelles, un avantage comparatif est évident et un intérêt politique et géostratégique s'impose pour (i) d'abord accélérer son processus d'émergence, (ii) ensuite, augmenter sa résilience et réduire ses coûts de transaction et optimiser les flux de production, donc accroître sa compétitivité au niveau aussi bien régional que mondial.

Après la pandémie, la tendance sera à des relocalisations¹⁹ des entreprises. La RDC peut prendre avantage à court terme dans le traitement des produits pondéreux (automobiles²⁰, meubles, machines-outils, etc.) tout en se préparant à attaquer les activités immatérielles comme les services (recherche et développement, marketing, transport, ...) qui impliquent des effets d'apprentissage des technologies numériques. En effet, les coûts salariaux ont augmenté dans les pays émergents, et les écarts par rapport aux pays développés diminuent à cause principalement d'une plus grande

C'est le retour dans le pays d'origine d'unités de production, d'assemblage ou de montage, antérieurement délocalisées dans les pays à faibles coûts salariaux (spécialement les pays asiatiques : Chine, Singapour, Corée du Sud, Malaisie, etc.). En se spécialisant par exemple dans certains sous-systèmes de composants mécaniques, électroniques, plastiques, textiles, etc.

autonomisation de la production impliquant moins de travailleurs, une hausse des coûts de transport et de transaction du commerce (droits de douane, barrières non tarifaires, ...).

Les filières suivantes peuvent (ou mieux doivent) développer les chaînes de valeurs, notamment : l'agriculture, le bois, la sidérurgie (gisement de Mbomo dans la province orientale), le gaz naturel du lac Kivu, le cobalt, l'industrie pharmaceutique (notamment avec les bio-médicaments). Pour rester performantes, ces activités doivent être soumises à une concurrence axée sur l'innovation et la réduction des coûts (recherche du faible coût de la main d'œuvre). Pour cela, il faut une stratégie nationale d'industrialisation claire, incitative et soutenue par l'Etat : par exemple, des prises de participation de l'Etat dans les filières stratégiques pour mieux les réguler, des aides publiques ciblées pour créer des incitations diverses, etc.

- **Amélioration du système de protection sociale**

Les systèmes de protection sociale sont essentiels pour protéger les pauvres et les personnes vulnérables dans ce moment de crise. Déjà, 126 pays ont introduit ou adapté des stratégies de protection sociale et de l'emploi en réponse à la pandémie, soit environ 505 mesures en place. Trois mesures de protection sociale (deux pour le court terme et une pour le moyen terme) peuvent être envisagées pour éviter que personne ne soit laissé pour compte.

Premièrement, offrir des prestations sociales pour aider les populations à surmonter la pandémie :

- a) Dans les provinces touchées, il est essentiel d'étendre les filets de protection sociale pour verser rapidement des allocations monétaires plus importantes aux bénéficiaires existants et en atteindre de nouveaux ;
- b) Les pays doivent également étendre les filets sociaux à certains groupes à risque, notamment les travailleurs des secteurs

les plus touchés tels que le tourisme (Horeca), afin de contrebalancer les pertes de salaire, des subventions qui permettent aux compagnies d'eau et d'électricité de suspendre les frais d'abonnement aux services de base des plus démunis (Salvador, RDC), des exonérations pour les prêts et autres obligations financières, ou encore le lancement de chantiers publics comme l'a fait les Philippines.

Deuxièmement, préserver les moyens de subsistance en conservant ou en rétablissant les emplois. Pour atténuer les risques à court terme, le gouvernement devrait accorder des subventions ponctuelles aux TPME/PME/PMI afin d'éviter les faillites ou de faciliter la reprise d'activité après la crise, ainsi que des aides au secteur privé pour limiter les licenciements au strict minimum.

Troisièmement, renforcer les systèmes de protection sociale pour améliorer la préparation aux prochaines crises. En effet, mieux vaut prévenir que guérir, dit-on, mettre en place des filets sociaux permet au pays de les rendre plus réactifs aux chocs, afin qu'il soit mieux préparé à faire face aux prochaines crises.

Il devient urgent de définir et de mettre en application un système innovant et cohérent de protection sociale en RDC. Ce dernier qui viendrait en aide aux ménages les plus démunis et garantirait le minimum des conditions d'existence à la population. Ceci requiert en outre de mettre en place un registre des personnes pauvres et les plus vulnérables. A ce sujet, un appui de la Banque mondiale peut être sollicité car elle a prévu un budget allant jusqu'à USD 160 milliards pour intervenir dans les pays les plus pauvres comme la RDC.

- **Recentrage du PNSD avec élaboration et harmonisation de ses outils opérationnels**

Au regard des effets actuels et futurs de la pandémie du Covid-19 sur la situation sanitaire dans le pays, le fonctionnement de l'économie et les conditions de vie de la population, il est

plus qu'évident que la trajectoire de référence de la croissance et les modalités d'atteinte des différents stades du développement telle que fixé dans le PNSD et dans les ODD devront être repensées ou requalifiées en tenant compte du contexte économique-financier actuel du monde. Certaines études spécifiques devraient être menées dans ce cadre et apporter des indications sur certains défis et enjeux, voir même sur de nouvelles approches de développement de l'économie nationale et résilience sociétale. Des analyses approfondies des effets du Covid-19 sur le secteur minier (principal levier de la croissance), sur le

processus de transformation des structures économiques et sur la situation alimentaire et nutritionnelle contribueraient à ce processus de recentrage du PNSD.

Ce dernier devrait également être doté de ses outils d'opérationnalisation, notamment le Plan d'aménagement intégré du territoire national, le Programme de diversification de l'économie et Plan directeur intégré des transports (en ce compris le Plan quinquennal des transports 2020-2024), lesquels devraient intégrer les leçons apprises de la survenue du Covid-19.



6 Bibliographie

1. Banque Centrale du Congo, Rapport annuel 2015-2018, Kinshasa
2. Banque mondiale, 2020, World development indicators (consulté en avril 2020)
3. Bourgain, Arnaud, Jean Brot et Hubert Gérardin (dir.), 2014, L'intégration de l'Afrique outlook dans l'économie mondiale, Note de lecture rédigée par Pierre Jacquemot, Chercheur associé à l'IRIS, Karthala, 300 pages.
4. Brookings, Coronavirus (COVID-19) Guidance, Updated March 26, 2020 (Consulté le 31 mars 2020).
5. CAID, 2020, Bulletin Mkingela de janvier -mars 2020, Kinshasa
6. FMI, 2020, Limiting the Economic Fallout of the Coronavirus with Large Targeted Policies, 09 mars 2020 (Consulté le 31 mars 2020).
7. FMI, 2020b, Policy Tracker (Consulté le 31 mars 2020).
8. FMI, 2020, World economic, chapter 1 the great lockdown, April 2020
9. FMI, 2020, Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne. Covid-19 : une menace sans précédent pour le développement ; April 2020
10. Hui, David S., Esam I. Azhar, Tariq A. Madani, Francine Ntoumi, Richard Kock, Osman Dar, Giuseppe Ippolito, Timothy D. Mchugh, Ziad A. Memish, Christian Drosten, Alimuddin Zumla, Eskild Petersen, 2020, "The Continuing 2019-nCoV Epidemic Threat of Novel Coronaviruses to Global Health –The Latest 2019 Novel Coronavirus Outbreak in Wuhan, China," International Journal of Infectious Diseases, vol. 91, 264-266.
11. INS, 2014, Résultats de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et sur la consommation des ménages / 2012 ; Rapport global de l'enquête 1-2-3, Kinshasa, RDCongo
12. INS, 2018, Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS 2017-2018), Rapport de résultats de l'enquête. Kinshasa, RDCongo
13. INS, 2019, Annuaire Statistique RDC 2017, Kinshasa, RDCongo
14. LeGuardian, 2020, « Coronavirus: les deux tiers de la population mondiale pourraient être atteints », sur Sputniknews pour LeGuardian, 11 février 2020 (consulté le 31 mars 2020).
15. Ministère du Budget, Exécution et suivi du budget (ESB) 2016 - mars 2020 (consulté 26 avril 2020) Kinshasa, RDCongo
16. Ministère de l'économie,
17. Ministère des finances, Principaux indicateurs Macroéconomique 2007-2019, Kinshasa, RDCongo, avril 2020.
18. Ministère du plan, 2020, Simulation de la croissance économique en 2020 tenant compte de l'impact du Covid-19. Estimation du comité permanent de cadrage macroéconomique
19. Ministère du plan, 2019, PNSD
20. Ministère de la santé publique, 2018, Plan national de développement sanitaire 2019-2022, Kinshasa, RDCongo
21. Ministère de la santé publique, 2019, Annuaire Statistique des ressources humaines de la santé, Kinshasa, RDCongo
22. Moyou, Elise, 2020, COVID-19: symptômes rapportés parmi les personnes infectées en Chine 2020, Statista, 17 mars 2020 (Consulté le 31 mars 2020).
23. NewScientist, 2020, Covid-19. The disease caused by a kind of coronavirus which first originated in Wuhan, China in late 2019 (Consulté le 31 mars 2020).
24. OIT, 2020, Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail : impacts et réponses. Deuxième édition Estimations actualisées et analyses

25. OMC, 2018, Examen statistique du commerce mondial 2018, 211 pages.
26. OMS, 2000, L'OMS évalue les systèmes de santé dans le monde, Rapport sur la santé dans le monde, Communiqué de presse, 7 pages.
27. OMS, 2020a, Emergencies preparedness, response. Pneumonia of unknown origin – China. Disease outbreak news, 5 January (Consulté le 31 mars 2020).
28. OMS, 2020b, Nouveau coronavirus – Chine, Préparation et riposte aux situations d'urgence, Bulletin d'information sur les flambées épidémiques (Consulté le 31 mars 2020).
29. OMS, 2020c, Discours du Directeur général de l'OMS du 11 mars 2020 (Consulté le 31 mars 2020).
30. OMS, 2020d, Déclaration sur la réunion du Comité d'urgence du Règlement sanitaire international (RSI) concernant la flambée de nouveau coronavirus (2019-nCoV), 23 janvier 2020 Déclaration (Consulté le 31 mars 2020).
31. ONU Femmes, 2020, Femmes en politique 2020
32. Paris, Janella, 2020, "First nCoV-related death outside China as patient dies in PH," (3rd update: Published 11:04 AM 02 February 2020; Updated 3:11 PM, February 02, 2020) The first confirmed death in the Philippines is a 44-year-old man who traveled to the Philippines from Wuhan, China, sur Rappler (Consulté le 31 mars 2020).
33. Parry, Jane, 2020, "Pneumonia in China: lack of information raises concerns among Hong Kong health workers," The BMJ, 368.
34. PNUD, 2015, Rapport OMD 2000-2015: Evaluation des progrès accomplis par la République Démocratique du Congo dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, Kinshasa, RDCongo
35. PNUD, 2015, Rapport sur le développement humain 2015. Le travail au service du développement humain, New York.
36. PNUD, 2016, Rapport sur le développement humain 2016. Le développement humain pour tous, New York.
37. PNUD, 2019, Rapport sur le développement humain 2019. Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXI^e siècle, New York.
38. Thomala, Lai Lin, 2020a, Fatality rate of novel coronavirus COVID-19 in China as of February 11, 2020, by gender, Statista, 3 mars 2020 (Consulté le 31 mars 2020).
39. Thomala, Lai Lin, 2020b, Fatality rate of novel coronavirus COVID-19 in China as of February 11, 2020, by age group, Statista, 11 mars 2020 (Consulté le 31 mars 2020).
40. UNICEF, 2020
41. World Economic Forum, 2019, The Travel & Tourism Competitiveness Report 2019

7 Annexes

Cadrage macroéconomique : différents scénarios de croissance

1. TABLEAU DES RESULTATS : SCENARIO CATASTROPHE

BRANCHES D'ACTIVITES	2019			2020		
	VA	VAR (%)	Contrib en point de croiss	VA	VAR (%)	Contrib en point de croiss
Secteur primaire	5 477,3	1,7	0,77	5239,8	-4,3	-1,9
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 956,7	3,1	0,49	1985,3	1,5	0,2
Agriculture	1 868,8	3,1	0,47	1896,2	1,5	0,2
Vivrière	1 838,6	3,1	0,45	1868,0	1,6	0,2
Rente	30,2	7,2	0,02	28,1	-6,9	0,0
Sylviculture	84,4	3,5	0,02	85,6	1,5	0,0
Élevage, pêche et chasse	3,5	3,0	0,00	3,5	1,8	0,0
Extraction	3 520,6	1,0	0,28	3254,5	-7,6	-2,1
Secteur secondaire	2 111,8	9,8	1,55	2053,3	-2,8	-0,5
Industries manufacturières	1 450,0	6,1	0,69	1408,4	-2,9	-0,3
Industries alimentaires, boissons et tabac	1 206,4	6,0	0,56	1167,9	-3,2	-0,3
Autres industries manufacturières	243,6	6,7	0,13	240,5	-1,3	0,0
Electricité, gaz, vapeur et eau	79,6	1,5	0,01	70,9	-10,9	-0,1
Bâtiment et travaux publics	582,2	21,6	0,85	574,0	-1,4	-0,1
Secteur tertiaire	4 862,0	5,6	2,12	4732,2	-2,7	-1,0
Transports et Télécommunications	1 468,2	4,7	0,54	1499,7	2,2	0,2
Transports	889,8	3,2	0,22	834,6	-6,2	-0,4
Communication	578,4	7,1	0,31	665,1	15,0	0,7
Commerce	1 852,7	4,0	0,59	1 738,0	-6,2	-0,9
Autres services hors adm. publique	1 192,0	8,3	0,75	1 168,5	-2,0	-0,2
Banques et assurances	197,2	10,6	0,16	203,5	3,2	0,0
Autres services	994,8	7,9	0,60	964,9	-3,0	-0,2
Services d'administration publique	443,5	9,0	0,30	423,4	-4,5	-0,2
Education	12,6	4,9	0,00	12,1	-4,0	0,0
Santé	1,9	0,0	0,00	2,1	10,7	0,0
Autres services non marchands	429,0	9,2	0,30	409,3	-4,6	-0,2
SIFIM	-94,4	10,6	-0,07	-97,4	3,2	0,0
PIB au prix de base	12 451,0	4,5	4,44	12 025,3	-3,4	-3,4
Taxes sur les produits	209,6	-3,0	-0,05	199,1	-5,0	-0,1
PIB aux prix constants	12 660,6	4,4	4,38	12 224,4	-3,4	-3,4

Source : CPCM, avril 2020

2. TABLEAU DES RESULTATS : SCENARIO MODERE

BRANCHES D'ACTIVITES	2019			2020		
	VA	VAR (%)	Contrib en point de croiss	VA	VAR (%)	Contrib en point de croiss
Secteur primaire	5 477,3	1,7	0,8	5 352,0	-2,3	-0,99
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	1 956,7	3,1	0,5	1 996,9	2,1	0,32
Agriculture	1 868,8	3,1	0,5	1 906,4	2,0	0,30
vivrière	1 838,6	3,1	0,5	1 875,4	2,0	0,29
rente	30,2	7,2	0,0	31,0	2,5	0,01
sylviculture	84,4	3,5	0,0	87,0	3,1	0,02
élevage, pêche et chasse	3,5	3,0	0,0	3,5	2,1	0,00
Extraction	3 520,6	1,0	0,3	3 355,1	-4,7	-1,31
Secteur secondaire	2 111,8	9,8	1,5	2 159,8	2,3	0,38
Industries manufacturières	1 450,0	6,1	0,7	1 479,8	2,1	0,24
Industries alimentaires, boissons et tabac	1 206,4	6,0	0,6	1 225,7	1,6	0,15
Autres industries manufacturières	243,6	6,7	0,1	254,1	4,3	0,08
Electricité, gaz, vapeur et eau	79,6	1,5	0,0	81,5	2,5	0,02
Bâtiment et travaux publics	582,2	21,6	0,9	598,5	2,8	0,13
Secteur tertiaire	4 862,0	5,6	2,1	5 008,0	3,0	1,15
Transports et Télécommunications	1 468,2	4,7	0,5	1 541,3	5,0	0,58
Transports	889,8	3,2	0,2	902,3	1,4	0,10
communication	578,4	7,1	0,3	639,1	10,5	0,48
Commerce	1 852,7	4,0	0,6	1 887,9	1,9	0,28
Autres services hors adm. publique	1 192,0	8,3	0,8	1 229,1	3,1	0,29
Banques et assurances	197,2	10,6	0,2	206,5	4,7	0,07
Autres services	994,8	7,9	0,6	1 022,6	2,8	0,22
Services d'administration publique	443,5	9,0	0,3	448,5	1,1	0,04
Education	12,6	4,9	0,0	13,0	3,5	0,00
santé	1,9	0,0	0,0	2,2	15,7	0,00
Autres services non marchands	429,0	9,2	0,3	433,3	1,0	0,03
SIFIM	-94,4	10,6	-0,1	-98,8	4,7	-0,04
PIB au prix de base	12 451,0	4,5	4,4	12 519,9	0,6	0,54
Taxes sur les produits	209,6	-3,0	-0,1	200,9	-4,2	-0,07
PIB aux prix constants du marché	12 660,6	4,4	4,4	12 720,8	0,5	0,5

3. TABLEAU DES RESULTATS : SCENARIO OPTIMISTE

BRANCHES D'ACTIVITES	2019			2020		
	VA	VAR (%)	Contrib en point de croiss	VA	VAR (%)	Contrib en point de croiss
Secteur primaire	5 477,3	1,7	0,8	5 406,2	-1,3	-0,56
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 956,7	3,1	0,5	2 008,8	2,7	0,41
Agriculture	1 868,8	3,1	0,5	1 918,0	2,6	0,39
vivrière	1 838,6	3,1	0,5	1 886,4	2,6	0,38
rente	30,2	7,2	0,0	31,6	4,5	0,01
sylviculture	84,4	3,5	0,0	87,2	3,4	0,02
élevage, pêche et chasse	3,5	3,0	0,0	3,6	2,9	0,00
Extraction	3 520,6	1,0	0,3	3 397,4	-3,5	-0,97
Secteur secondaire	2 111,8	9,8	1,5	2 163,3	2,4	0,41
Industries manufacturières	1 450,0	6,1	0,7	1 460,5	0,7	0,08
Industries alimentaires, boissons et tabac	1 206,4	6,0	0,6	1 206,4	0,0	0,00
Autres industries manufacturières	243,6	6,7	0,1	254,1	4,3	0,08
Electricité, gaz, vapeur et eau	79,6	1,5	0,0	82,7	4,0	0,03
Bâtiment et travaux publics	582,2	21,6	0,9	620,0	6,5	0,30
Secteur tertiaire	4 862,0	5,6	2,1	5 072,1	4,3	1,66
Transports et Télécommunications	1 468,2	4,7	0,5	1 559,5	6,2	0,72
Transports	889,8	3,2	0,2	911,2	2,4	0,17
communication	578,4	7,1	0,3	648,3	12,1	0,55
Commerce	1 852,7	4,0	0,6	1 906,4	2,9	0,42
Autres services hors adm. publique	1 192,0	8,3	0,8	1 234,3	3,5	0,33
Banques et assurances	197,2	10,6	0,2	209,6	6,3	0,10
Autres services	994,8	7,9	0,6	1 024,6	3,0	0,24
Services d'administration publique	443,5	9,0	0,3	472,2	6,5	0,23
Education	12,6	4,9	0,0	12,9	2,6	0,00
santé	1,9	0,0	0,0	2,0	4,9	0,00
Autres services non marchands	429,0	9,2	0,3	457,4	6,6	0,22
SIFIM	-94,4	10,6	-0,1	-100,4	6,3	-0,05
PIB au prix de base	12 451,0	4,5	4,4	12 641,5	1,5	1,50
Taxes sur les produits	209,6	-3,0	-0,1	203,3	-3,0	-0,05
PIB aux prix constants du marché	12 660,6	4,4	4,4	12 844,8	1,5	1,5

Source : CPCM, avril 2020

4. TABLEAU DE SCENARIO PLAIDOYER

BRANCHES D'ACTIVITES	DECEMBRE 2019			2020		
	val	Var (%)	Contrib en point de croiss	val	Var (%)	Contr. en point de croiss
Secteur primaire	5 477,3	1,7	0,77	5 308,8	-3,1	-1,33
Agriculture, foret, élevage, chasse et pêche	1 956,7	3,1	0,49	1 985,3	1,5	0,23
Agriculture	1 868,8	3,1	0,47	1 896,2	1,5	0,22
vivrière	1 838,6	3,1	0,45	1 868,0	1,6	0,23
rente	30,2	7,2	0,02	28,1	-6,9	-0,02
sylviculture	84,4	3,5	0,02	85,6	1,5	0,01
elevage, peche et chasse	3,5	3,0	0,00	3,5	1,8	0,00
Extraction	3 520,6	1,0	0,28	3 323,5	-5,6	-1,56
Secteur secondaire	2 111,8	9,8	1,55	2 093,0	-0,9	-0,15
Industries manufacturières	1 450,0	6,1	0,69	1 433,8	-1,1	-0,13
Industries alimentaires,boissons et tabac	1 206,4	6,0	0,56	1 191,9	-1,2	-0,11
Autres industries manufacturières	243,6	6,7	0,13	241,9	-0,7	-0,01
Electricité, gaz, vapeur et eau	79,6	1,5	0,01	81,0	1,8	0,01
Bâtiment et travaux publics	582,2	21,6	0,85	578,1	-0,7	-0,03
Secteur tertiaire	4 862,0	5,6	2,12	4 816,0	-0,9	-0,36
Transports et Télécommunications	1 468,2	4,7	0,54	1 507,8	2,7	0,31
Transports	856,0	3,2	0,22	838,0	-2,1	-0,14
Télécommunications	578,4	7,1	0,31	669,7	15,8	0,72
Commerce	1 852,7	4,0	0,59	1 813,8	-2,1	-0,31
Autres services hors adm. publique	1 192,0	8,3	0,75	1 168,5	-2,0	-0,19
Banques et assurances	197,2	10,6	0,16	203,5	3,2	0,05
Autres services	994,8	7,9	0,60	964,9	-3,0	-0,24
Services d'administration publique	443,5	9,0	0,30	423,4	-4,5	-0,16
Education	12,6	4,9	0,00	12,1	-4,0	0,00
santé	1,9	0,0	0,00	2,1	10,7	0,00
Autres services non marchands	429,0	9,2	0,30	409,3	-4,6	-0,16
SIFIM	-94,4	10,6	-0,07	-97,4	3,2	-0,02
PIB au prix de base	12 451,0	4,5	4,44	12 217,8	-1,9	-1,84
Taxes sur les produits	209,6	-3,0	-0,05	201,1	-4,0	-0,07
PIB aux prix constants du marché	12 660,6	4,4	4,38	12 418,9	-1,91	-1,91
PIB (hors mines) aux prix constants du marché	9139,99	5,8	4,10	9095,48	-0,49	-0,35

Source : CPCM, avril 2020

5. TABLEAU DE L'EVOLUTION DE PRINCIPAUX INDICATEURS RDC-FMI

Indicateur	Historique		Impact Covid-19 en 2020		
	2018	2019	RDC		FMI
			Catastrophe	Plaidoyer	
Taux de croissance	5,8%	4,4%	-3,4%	-1,9%	-2,2%
Déflateur PIB	6,32	6,70	8,91	7,32	9,30
Tx d'inflation moyen	31,0%	5,91%	24,61%	9,38%	11,00%
Tx d'inflation fin période	7,23%	4,59%	44,62%	14,18%	12,00%
Tx change moyen (CDF/USD)	1 613,91	1 654,29	1 921,80	1 751,45	1 831,52
Tx change fin période (CDF/USD)	1 635,62	1 672,95	2 170,65	1 829,95	1 990,08
Variation du taux de change (en %)		2,28	29,75	9,38	18,96
Taux de croissance mines		0,98	-7,90	-5,60	-5,30
Taux de croissance hors mines		5,76	-1,62	-0,49	-1,10
PIB nominal (en milliards de CDF)	76 689,27	84 781,99	110 106,21	90 968,40	87 900,00
PIB nominal (en millions de USD)	47 517,80	51 249,93	57 293,29	51 938,86	47 993,00
Exportations des biens et services (en % du PIB)	33,84	29,06	18,20	25,54	22,30
Importations des biens et services (en % du PIB)	-37,41	-32,35	-24,10	-28,40	-27,30
Réserves de change (en semaines d'importations)	3,86	3,28	1,95	2,77	3,60
Pression fiscale (en % du PIB)	9,2%	8,1%	5,5%	7,8%	9,8%